

La réalisation de *notre* plan

Revue de nos plans et résultats financiers

Groupe de sociétés de la Banque de Montréal

Fondée en 1817, la Banque de Montréal est la première banque canadienne et l'une des plus importantes institutions financières en Amérique du Nord. Elle offre à ses clients un large éventail de services financiers à l'échelle du Canada de même qu'aux États-Unis, par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns et de sa filiale à Chicago, la Harris Bank.

Comptant un actif moyen de 246 milliards de dollars et plus de 33 000 employés, la Banque concentre ses activités diversifiées dans les secteurs des services bancaires aux particuliers, de la gestion de patrimoine, des services bancaires aux grandes entreprises et des services d'investissement.

Le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal est composé de trois groupes clients :

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) a pour mission d'offrir des services intégrés, transparents et de qualité supérieure à ses quelque sept millions de clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis. Le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de 16 500 prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de la Banque de Montréal et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise des sites Internet bmo.com et harrisbank.com, de BMO mBankSM Direct et d'un réseau de plus de 2 200 guichets automatiques.

Le groupe Gestion privée (groupe GP) a pour mandat d'aider les clients à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Sous les marques The HarrisSM aux États-Unis et BMO Groupe Gestion privée au Canada, le groupe GP, qui compte plus de 5 100 employés, offre un éventail complet de produits et services de gestion de patrimoine. L'actif sous gestion et sous administration du groupe GP, y compris les dépôts à terme, totalise 237 milliards de dollars.

Sous les marques BMO Nesbitt Burns^{MO2} et Harris Nesbitt, **le groupe Services d'investissement (groupe SI)** offre à ses clients des secteurs des grandes entreprises, des administrations publiques et des institutions des services financiers complets, notamment en matière de conseils, de mobilisation de fonds, d'investissement et d'exploitation. Soutenu par un service de recherche de premier ordre, BMO Nesbitt Burns est un chef de file en matière de conseils en fusions et acquisitions, de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, d'opérations sur titres de participation institutionnels, de titrisation et de financement à l'exportation.

Table des matières

1	Analyse de la direction
41	Données complémentaires
57	États financiers consolidés
62	Notes afférentes aux états financiers consolidés
84	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers
84	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
86	Régie d'entreprise
88	Conseil d'administration et haute direction
90	Glossaire
92	Sommaire à l'intention des actionnaires

Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Aperçu de la présentation de l'Analyse de la direction

L'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (Analyse de la direction) porte sur les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. L'Analyse de la direction comprend dix sections :

Résultats financiers et situation financière en bref. Cette section présente une analyse de haut niveau et des graphiques ayant trait à nos sept mesures principales des résultats financiers et à nos quatre mesures principales de la situation financière. De plus, nous nous servons de ces mêmes mesures pour comparer nos résultats à ceux de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord. Ces mesures sont traitées plus en détail dans d'autres sections de l'Analyse de la direction décrites ci-après.

Objectifs, stratégies, mesures et cibles. Cette section donne un aperçu de la relation entre les plus importantes mesures utilisées par la direction pour analyser les résultats financiers et la situation financière de la Banque, ses cibles pour 2001 et 2002 ainsi que ses stratégies et objectifs.

Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires. Cette section analyse les résultats obtenus par la Banque en 2001 et en 2000 par rapport à quatre de nos mesures principales : le rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans, la croissance du résultat dilué par action, le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires et la croissance du profit économique net. Les mesures principales sont expliquées à la page 2.

Analyse des états financiers. Cette section aborde l'analyse de nos résultats financiers pour 2001 et 2000, en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan figurant dans les états financiers consolidés présentés à la page 57 du Rapport annuel. Cette section présente aussi nos résultats par rapport à deux de nos mesures principales : la croissance des revenus et le ratio des frais aux revenus.

Déclarations prévisionnelles

L'Analyse de la direction de 2001 contient des déclarations prévisionnelles qui sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act*, loi américaine de 1995. Ces déclarations comprennent, sans toutefois y être limitées, des observations concernant nos objectifs, nos cibles, nos stratégies, notre situation financière, les résultats de notre exploitation et de nos secteurs d'activité, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité ainsi que l'économie du Canada et des États-Unis, et notre gestion du risque.

De par leur nature même, les déclarations prévisionnelles comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, généraux et spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prévisionnelles se révèlent inexactes. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, cibles, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prévisionnelles peuvent être influencés par les facteurs suivants : les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, notamment les pressions qui s'exercent continuellement en matière de tarification des prêts et des dépôts, et la conjoncture politique et économique, dont l'évolution de l'inflation et les changements technologiques. La Banque de Montréal tient à souligner que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Gestion stratégique globale. Cette section donne un aperçu de nos stratégies globales et de notre fonction de gestion stratégique globale.

Gestion globale des risques. Cette section donne un aperçu de la gestion des risques à la Banque, aborde les objectifs fixés et présente la méthode adoptée pour gérer les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'exploitation. Elle présente aussi une analyse de nos résultats par rapport à la provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations, et par rapport à deux de nos mesures principales de la situation financière : le ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux à l'avoir des actionnaires et à la réserve pour créances irrécouvrables, et le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total.

Gestion globale du capital. Cette section donne un aperçu de notre objectif, de notre stratégie et de notre démarche en matière de gestion du capital. Elle présente aussi une analyse des changements liés au ratio de capital de première catégorie, une des principales mesures dont nous nous servons pour évaluer notre situation financière.

Analyse des résultats des entités d'exploitation. Cette section donne un aperçu des résultats de nos groupes clients. Elle présente pour chaque groupe les objectifs et réalisations en 2001 et les objectifs pour 2002. Elle décrit aussi les activités de chaque secteur d'activité au sein de chacun des groupes et présente une analyse des résultats financiers de 2001 et 2000 par groupe. Une analyse distincte de la Harris Bank, dont les résultats sont compris dans ceux de chacun des quatre groupes clients, est également présentée.

Faits saillants – Économie et services financiers. Cette section présente les faits saillants en matière d'économie et de services financiers au Canada et aux États-Unis en 2001, ainsi que nos prévisions pour 2002 en matière d'économie et de services financiers.

Données complémentaires. Cette section regroupe de nombreux tableaux financiers utiles qui peuvent être consultés en se référant à d'autres sections de l'Analyse de la direction, ou de façon distincte.

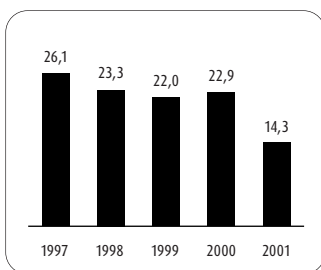
Index

- 2 Résultats financiers et situation financière en bref
- 4 Objectifs, stratégies, mesures et cibles
- 5 Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires
- 8 Analyse des états financiers
- 15 Gestion stratégique globale
- 16 Gestion globale des risques
- 24 Gestion globale du capital
- 25 Analyse des résultats des entités d'exploitation
- 26 Groupe Particuliers et entreprises
- 30 Groupe Gestion privée
- 33 Groupe Services d'investissement
- 37 Emfisys et Services d'entreprise
- 38 Harris Bank
- 40 Faits saillants – Économie et services financiers
- 41 Données complémentaires
- 90 Glossaire de termes financiers

Résultats financiers et situation financière en bref

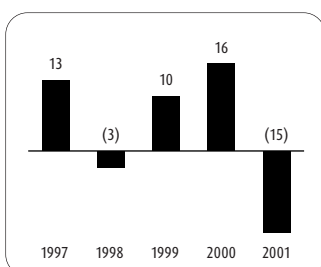
■ RTAA annualisé sur cinq ans (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 5.



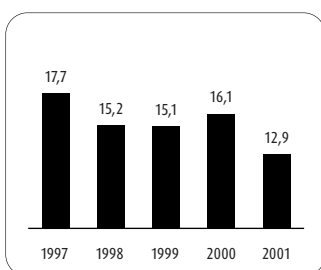
■ Croissance du RPA dilué, abstraction faite des éléments exceptionnels (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 6.



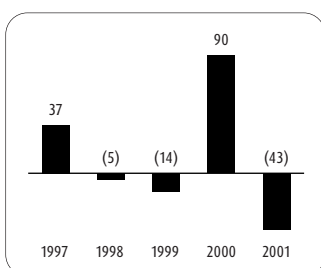
■ RAA, abstraction faite des éléments exceptionnels (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 7.



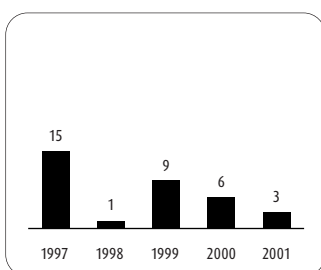
■ Croissance du profit économique net (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 7.



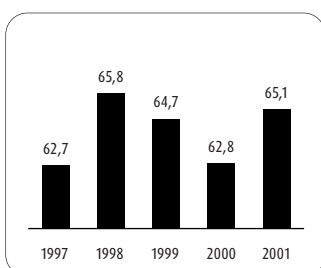
■ Croissance des revenus, abstraction faite des éléments exceptionnels (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 8.



■ Ratio des frais aux revenus, abstraction faite des éléments exceptionnels (%)

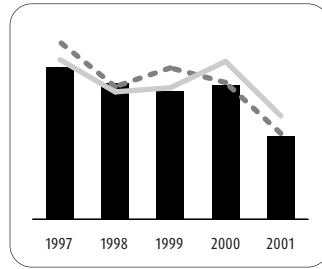
De plus amples renseignements figurent à la page 11.



Résultats financiers et situation financière relatifs

Rendement total de l'avoire des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans (%)

- Notre RTAA annuel moyen, qui est de 14,3 %, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 17,7 %, et à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 14,7 %. En 2001, la Banque se classe au cinquième rang des grandes banques canadiennes pour ce qui est du RTAA annuel, rang attribuable à la baisse constatée au quatrième trimestre.

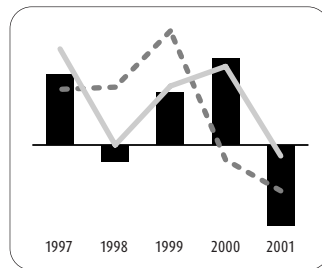


Valeur de l'avoire des actionnaires

- Le RTAA annualisé sur les cinq exercices terminés le 31 octobre 2001 s'est établi à 14,3 %, alors qu'il était de 22,9 % pour les cinq exercices terminés le 31 octobre 2000. Ce recul s'explique par l'inclusion du RTAA peu élevé de cette année, en remplacement du RTAA de 1996 qui était de 42 %.
- En 2001, le RTAA s'est établi à -1,2 %, en baisse par rapport à 29 % en 2000. Le RTAA de 2001 se compare avantageusement à l'indice de rendement global du TSE 300, qui a régressé de 27 % en 2001.
- Le cours des actions a diminué de 1,39 \$ par rapport à l'an dernier et s'établissait à 33,86 \$ au 31 octobre 2001, tandis que les dividendes versés ont augmenté de 10 % en 2001, pour s'établir à 1,09 \$ par action.

Croissance du résultat dilué par action (RPA) (%)

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RPA de la Banque a diminué de 15 % en 2001, alors que le résultat moyen du groupe de référence du Canada a reculé de 2 % et celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, de 8 %.

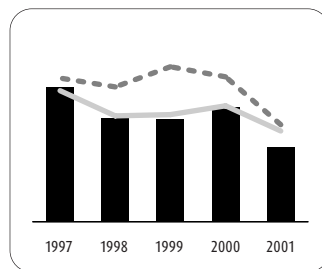


Croissance du résultat dilué par action (RPA)

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RPA de la Banque a diminué de 15 % pour s'établir à 2,48 \$ par action. Les effets de la croissance du volume d'affaires ont été plus que contrebalancés par la croissance des frais et l'augmentation appréciable de la provision pour créances irrécouvrables dans un contexte économique faible.
- La diminution du RPA ne correspond pas à l'objectif de croissance de 10 % à 15 % prévu pour l'exercice 2001 que nous avons établi à la fin de l'exercice 2000.
- Un de nos objectifs financiers est d'accroître notre RPA, avant amortissement, d'au moins 10 % par année. Abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance annuelle moyenne de notre RPA, avant amortissement, s'est établie à 5 % pour les cinq derniers exercices.

Rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires (RAA) (%)

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, notre RAA, qui est de 12,9 % pour 2001, est inférieur aux RAA moyens des groupes de référence du Canada (14,2 %) et de l'Amérique du Nord (14,7 %).

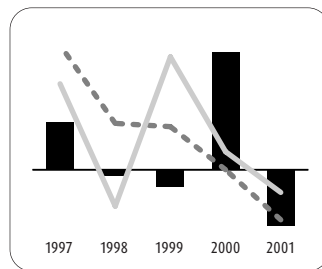


Rentabilité

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA a atteint 12,9 % en 2001, en baisse par rapport à 16,1 % en 2000.
- La diminution du RAA ne correspond pas à l'objectif de croissance le portant entre 17 % et 17,5 % que nous avons établi pour 2001 à la fin de l'exercice 2000.
- Un de nos objectifs financiers est d'accroître avec le temps notre RAA avant amortissement pour le porter entre 19 % et 20 %.
- Le RAA selon les états financiers, qui est de 13,8 %, est le plus bas que nous ayons obtenu en 12 ans.
- La Banque de Montréal est la seule grande banque nord-américaine ayant déclaré un RAA supérieur à 13 % pour chacune des 12 dernières années.

Croissance du profit économique net (PEN) (%)

- Notre PEN a diminué de 43 % en 2001, alors que le résultat moyen du groupe de référence du Canada a reculé de 17 % et celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, de 38 %.

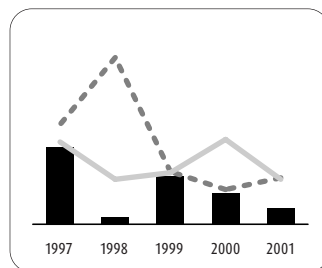


Croissance du profit économique net (PEN)

- Notre PEN a diminué de 43 %, passant de 763 millions de dollars en 2000 à 433 millions en 2001. Ce recul est attribuable à la diminution du revenu net et à l'augmentation de l'avoire moyen des actionnaires ordinaires, facteurs partiellement compensés par les effets d'une réduction du taux facturé pour le capital.

Croissance des revenus (%)

- Le taux de croissance de nos revenus, qui est de 3 % en 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, est inférieur à la moyenne de 9 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.

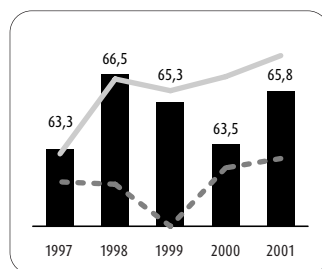


Croissance des revenus

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance des revenus s'est établie à 3 % pour 2001, en baisse par rapport à 6 % l'an dernier.
- Le revenu net d'intérêts a augmenté, mais les autres revenus ont diminué par rapport à l'exercice précédent.
- La croissance de nos revenus est inférieure à notre objectif, qui est de 7 % à 9 %, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Ratio des frais aux revenus (%)

- En raison de l'absence de certaines données sur les groupes de référence, les frais ont été rajustés de manière à inclure l'amortissement des écarts d'acquisition, afin d'établir un ratio des frais aux revenus rajusté aux fins de comparaison avec les groupes de référence. Sur cette base et abstraction faite des éléments exceptionnels, notre ratio des frais aux revenus, qui s'établit à 65,8 %, est supérieur à la moyenne du groupe de référence du Canada (67,3 %), mais inférieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord (62,9 %).



Ratio des frais aux revenus

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, notre ratio des frais aux revenus s'est élevé à 65,1 % en 2001, alors qu'il était de 62,8 % en 2000. Les frais, qui ne comprennent pas l'amortissement des écarts d'acquisition, ont augmenté de 7 % par rapport à l'exercice 2000, alors que l'augmentation avait été de 3 % cette année-là. L'augmentation des frais est due à la croissance du volume d'affaires et des dépenses liées aux initiatives stratégiques.
- L'augmentation des frais a été supérieure à celle des revenus et la Banque n'a pas pu atteindre son objectif de conserver le même coefficient de rendement qu'en 2000.



Groupe de référence du Canada

	2001			2000			Moyenne de cinq ans		
	Résultats de la Banque de Montréal	Rang	Moyenne des six banques*	Résultats de la Banque de Montréal	Rang	Moyenne des six banques*	Résultats de la Banque de Montréal	Rang	Moyenne des six banques*
Mesures des résultats financiers (%) a)									
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans	14,3	6	17,7	22,9	5	27,0	14,3	6	17,7
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	(14,8)	6	(2,0)	15,9	3	14,3	4,3	6	8,2
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)	12,9	5	14,2	16,1	4	16,2	15,4	4	15,7
Croissance du profit économique net (PEN)	(43,3)	6	(17,1)	90,0	3	14,0	13,0	6	24,3
Croissance des revenus	3,2	5	8,8	6,1	6	16,6	7,0	6	12,1
Ratio des frais aux revenus b)	65,8	3	67,3	63,5	3	66,4	64,9	4	65,8
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,60	3	0,61	0,28	1	0,39	0,29	2	0,39
Mesures de la situation financière (%) a)									
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables	14,2	4	14,0	10,5	3	11,8	9,5	2	12,7
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	23,1	6	28,7	27,8	4	28,4	28,8	2	27,2
Ratio du capital de première catégorie	8,15	6	8,78	8,83	1	8,40	7,75	6	7,96
Cote de crédit	AA-	2	AA-	AA-	2	AA-	AA-	2	AA-

*Les moyennes sont fondées sur les résultats de six banques : Banque de Montréal, CIBC, Banque Nationale du Canada, Groupe Financier Banque Royale, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD.

- a) Résultats au 31 octobre ou pour les périodes terminées à cette date, selon le cas. Toutes les mesures des résultats financiers, sauf le RTAA annualisé sur cinq ans et le profit économique net, excluent les éléments exceptionnels.
- b) Dans tous les cas, les frais autres que d'intérêts comprennent l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres éléments d'actif incorporel.

Comparaison des résultats de l'exercice 2001

Nos résultats pour l'exercice 2001, comparativement au groupe de référence du Canada, ont été supérieurs à la moyenne pour deux des sept mesures des résultats financiers, ce qui constitue un recul par rapport à l'exercice 2000, alors que nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour quatre de ces sept mesures.

Notre RTAA a glissé en sixième position et sous la moyenne. Le RTAA de toutes les banques a diminué en raison de la détérioration de la conjoncture économique à la fin de 2001 et du fait que les fortes hausses des cours des actions, dont toutes les banques avaient bénéficié en 1996, sont maintenant exclues des calculs.

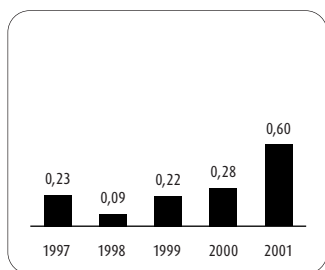
Les résultats de la Banque aux chapitres du ratio des frais aux revenus et de la provision pour créances irrécouvrables ont été supérieurs à la moyenne, même si la Banque a perdu le premier rang qu'elle occupait l'an dernier en raison de l'augmentation des provisions cette année. Nos résultats pour les autres mesures ont été inférieurs à la moyenne, en raison de la faible croissance des revenus comparativement à celle des frais et de l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables. Notre programme de rachat d'actions a réduit le nombre d'actions en circulation et l'avoir moyen des actionnaires et devrait ultérieurement avoir une incidence favorable sur la croissance du profit économique net, du résultat par action et du rendement de l'avoir des actionnaires. Les acquisitions réalisées par les autres banques ont accéléré la croissance de leurs revenus mais ont influé défavorablement sur la croissance de leurs frais, de sorte que le ratio des frais aux revenus de la Banque de Montréal est supérieur à la moyenne.

Quant aux mesures de la situation financière, nos résultats sont conformes à la moyenne pour deux des quatre mesures, soit les prêts douteux et la cote de crédit. Pour ce qui est du ratio du capital de première catégorie, nous avons glissé sous la moyenne, principalement en raison du programme de rachat d'actions ordinaires. Dans le cas de l'encaisse et des valeurs mobilières, nous sommes restés sous la moyenne en raison de la diminution des titres que nous possédons.

Moyenne de cinq ans

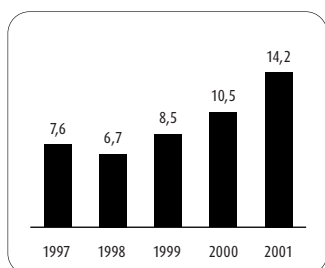
Comparativement au groupe de référence du Canada, notre résultat est supérieur à la moyenne pour deux des sept mesures des résultats financiers. Pour ce qui est des mesures de la situation financière, nos résultats ont été conformes ou supérieurs à la moyenne pour trois des quatre mesures.

Résultats financiers et situation financière en bref



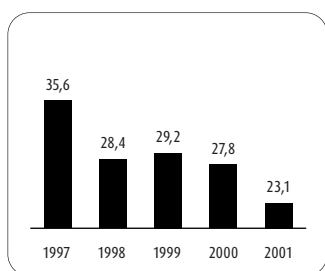
■ Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

De plus amples renseignements figurent à la page 18.



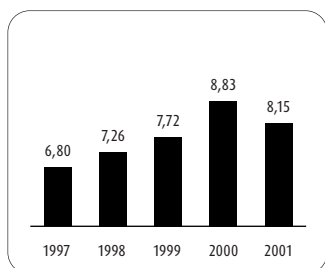
■ Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables

De plus amples renseignements figurent à la page 19.



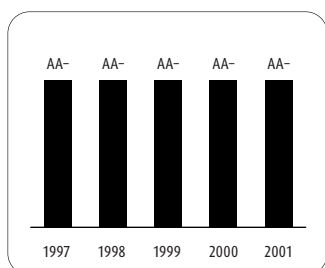
■ Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 22.



■ Ratio du capital de première catégorie (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 24.

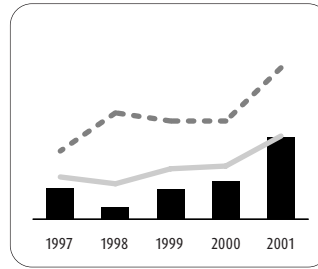


■ Cote de crédit

De plus amples renseignements figurent à la page 24.

Risque de crédit

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, la provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 0,60 % pour 2001, alors qu'elle était de 0,28 % en 2000.
- La provision pour 2001 a été considérablement augmentée au quatrième trimestre, en raison de la détérioration de la conjoncture économique et de la situation du crédit.
- Les résultats de la Banque tiennent également compte d'une hausse exceptionnelle de 100 millions de dollars de la provision générale pour créances irrécouvrables.

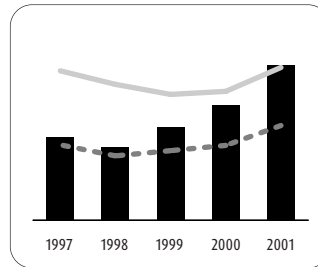


Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

- Notre résultat de 0,60 % est supérieur à la moyenne des groupes de référence du Canada (0,61 %) et de l'Amérique du Nord (1,11 %).

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux représentait 14,2 % du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables au 31 octobre 2001, contre 10,5 % à la fin de l'exercice 2000.
- Cette augmentation est attribuable à un plus grand nombre de nouveaux prêts douteux, causé par la détérioration des conditions économiques, ainsi qu'au programme de rachat d'actions.
- L'augmentation reflétait la persistance d'une tendance défavorable, mais le niveau des prêts douteux demeure dans des limites acceptables compte tenu de la situation économique. Le solde net des prêts douteux s'est établi à 65 millions de dollars, alors qu'il était de -96 millions de dollars en 2000.

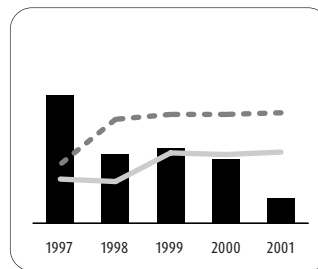


Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables

- Notre résultat de 14,2 % est comparable à la moyenne du groupe de référence du Canada (14,0 %), mais inférieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord (8,7 %).

Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total

- Le ratio de liquidité, qui était de 27,8 % l'an dernier, s'établissait à 23,1 % au 31 octobre 2001.
- Cette diminution découle de la décroissance des titres de négociation et de placement.
- Le ratio de liquidité demeure excellent, étant soutenu par la grande diversité des dépôts et la stabilité des dépôts de base.
- Nous prévoyons que le ratio de liquidité de 2002 demeurera proche de celui de la fin de 2001.
- Le ratio des dépôts de base au total des dépôts s'est accru de 3,2 points de pourcentage.

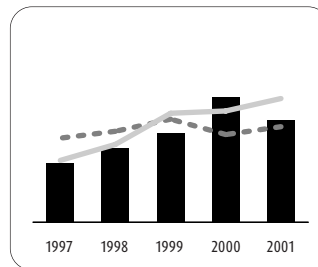


Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total

- Notre ratio de liquidité, qui s'établit à 23,1 %, est inférieur aux ratios moyens des groupes de référence du Canada (28,7 %) et de l'Amérique du Nord (33,5 %).

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie était de 8,15 % au 31 octobre 2001, alors qu'il était de 8,83 % au 31 octobre 2000. Le ratio du capital total s'est établi à 12,12 % pour l'exercice 2001, alors qu'il était de 11,97 % en 2000.
- Le ratio du capital de première catégorie demeure supérieur à notre objectif minimum de 8,0 %.
- La baisse du ratio s'explique par l'augmentation de notre provision pour créances irrécouvrables, les effets de notre programme de rachat d'actions ordinaires et une légère hausse de l'actif pondéré en fonction des risques.

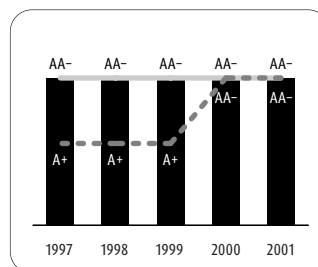


Ratio du capital de première catégorie (%)

- Notre ratio du capital de première catégorie (8,15 %) est inférieur au ratio moyen du groupe de référence du Canada (8,78 %).
- Selon les normes américaines, notre ratio du capital de première catégorie (7,87 %) est inférieur au ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord (7,92 %).

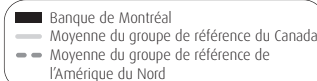
Cote de crédit

- La cote de crédit représente une combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's^{MO3} et Standard & Poor's^{MO5}.
- La cote composite de crédit est demeurée inchangée (AA-). Cependant, après l'annonce, au quatrième trimestre, que la Banque augmentait ses provisions pour créances irrécouvrables et qu'elle dévaluait certains placements, la société Standard & Poor's a annoncé qu'elle plaçait la cote de crédit de la Banque sous surveillance pour cause de perception négative («CreditWatch with negative implications»). Pour de plus amples renseignements sur ce sujet, voir page 24.



Cote de crédit

- Notre cote de crédit est comparable à celles des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



Groupe de référence de l'Amérique du Nord

	2001			2000			Moyenne de cinq ans		
	Résultats de la Banque de Montréal	Quart	Moyenne des 17 banques*	Résultats de la Banque de Montréal	Quart	Moyenne des 17 banques*	Résultats de la Banque de Montréal	Quart	Moyenne des 17 banques*
Mesures des résultats financiers (%) a)									
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans	14,3	3	14,7	22,9	2	23,4	14,3	3	14,7
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	(14,8)	4	(8,4)	15,9	2	(2,7)	4,3	3	6,1
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)	12,9	3	14,7	16,1	3	18,5	15,4	4	17,7
Croissance du profit économique net (PEN)	(43,3)	3	(38,0)	90,0	2	0,2	13,0	4	25,3
Croissance des revenus	3,2	3	9,1	6,1	3	6,8	7,0	4	15,6
Ratio des frais aux revenus b)	65,8	3	62,9	63,5	3	62,5	64,9	4	61,8
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,60	2	1,11	0,28	1	0,72	0,29	1	0,77
Mesures de la situation financière (%) a)									
Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables	14,2	4	8,7	10,5	4	6,9	9,5	4	6,9
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	23,1	4	33,5	27,8	2	33,3	28,8	2	32,0
Ratio du capital de première catégorie c)	7,87	2	7,92	8,47	1	7,68	7,41	3	7,82
Cote de crédit	AA-	1	AA-	AA-	1	AA-	AA-	1	A+

*Le groupe de référence de l'Amérique du Nord est constitué des banques nord-américaines dont l'avoir des actionnaires ordinaires représente au moins 75 % de celui de la Banque de Montréal.

Les moyennes ont été calculées d'après les résultats des 17 plus grandes banques, en nous basant sur la taille de leur avoir des actionnaires ordinaires en 2000 : Banque de Montréal, CIBC, Groupe Financier Banque Royale, Banque Scotia, Groupe Financier Banque TD, Bank of America Corporation, Bank One Corporation, Citigroup Inc., FleetBoston Financial Corporation, J.P. Morgan Chase Incorporated, KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group, Inc., SunTrust Banks, Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

a) Les résultats utilisés ont été établis au 31 octobre ou pour les périodes terminées à cette date dans le cas des banques canadiennes, et au 30 septembre ou pour les périodes terminées à cette date dans le cas des banques américaines, selon le cas. Les éléments exceptionnels sont exclus de toutes les mesures des résultats financiers, sauf le RTAA annualisé sur cinq ans et la croissance du PEN.

b) L'amortissement des écarts d'acquisition et des autres éléments d'actif incorporel est inclus dans les frais autres que d'intérêts de toutes les banques.

c) Selon les normes américaines.

Classement : quart 1 – rang 1 à 4; quart 2 – rang 5 à 8; quart 3 – rang 9 à 12; quart 4 – rang 13 à 17.

Comparaison des résultats de l'exercice 2001

Nos résultats pour l'exercice 2001, comparativement au groupe de référence de l'Amérique du Nord, ont été supérieurs à la moyenne pour une des sept mesures des résultats financiers, alors que nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour trois de ces mesures en 2000.

Notre RTAA a glissé au troisième quart mais est demeuré près de la moyenne. La moyenne du groupe a baissé, principalement en raison de la détérioration de la conjoncture économique au Canada et aux États-Unis à la fin de 2001 et du fait que les fortes hausses qui avaient marqué les cours des actions en 1996 sont maintenant exclues des calculs. Notre résultat pour ce qui est de la provision pour créances irrécouvrables est demeuré meilleur que la moyenne, mais les provisions sont plus élevées que l'an dernier. Les autres résultats sont inférieurs à ceux de l'an dernier en raison d'une faible croissance des revenus comparativement à celle des frais et en raison de l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables.

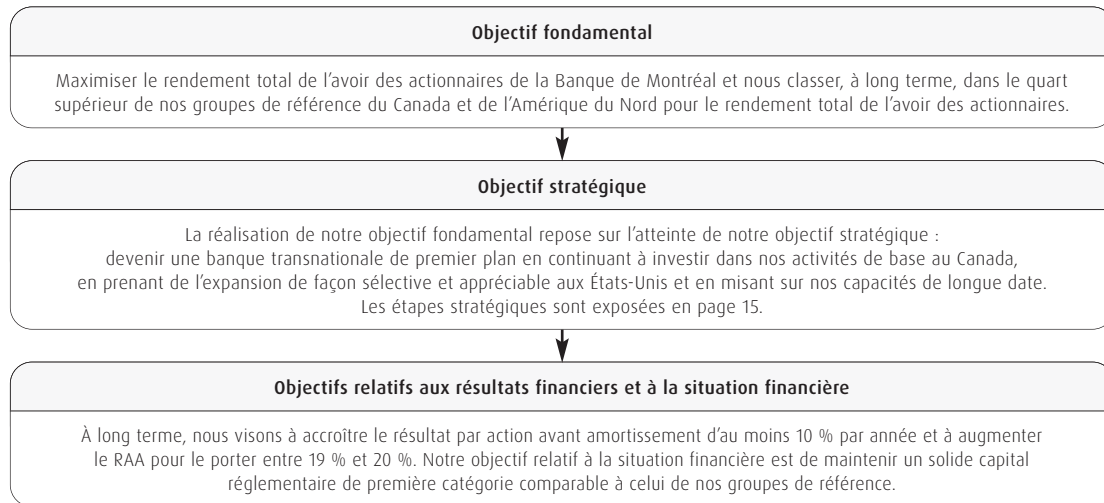
Notre cote de crédit demeure conforme à la moyenne, comme l'est notre ratio du capital de première catégorie. Pour ce qui est du solde brut des prêts douteux et de l'encaisse et valeurs mobilières, nos résultats demeurent inférieurs à la moyenne.

Moyenne de cinq ans

Comparativement au groupe de référence de l'Amérique du Nord, notre résultat est supérieur à la moyenne pour une des sept mesures des résultats financiers. Pour ce qui est des mesures de la situation financière, notre résultat est supérieur à la moyenne pour une de ces quatre mesures.

Objectifs, stratégies, mesures et cibles

Le schéma ci-dessous illustre la relation entre les objectifs, les stratégies, les mesures et les cibles à la Banque de Montréal.



Les cibles indiquées ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments exceptionnels.

Cibles relatives aux résultats financiers pour 2001	Résultats financiers pour 2001
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le résultat par action de 10 % à 15 % • Accroître le RAA pour qu'il se situe entre 17,0 % et 17,5 % <p>Cibles connexes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance de 7 % à 9 % des revenus • Constance du ratio des frais aux revenus par rapport à celui de 2000, qui était de 62,8 % • Provision pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars • Taux d'imposition (sur une base d'imposition comparable) moyen d'environ 37 % 	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance négative du résultat par action de 14,8 % • RAA de 12,9 % <ul style="list-style-type: none"> • Croissance de 3 % des revenus • Ratio des frais aux revenus de 65,1 % • Provision pour créances irrécouvrables de 880 millions de dollars • Taux d'imposition (sur une base d'imposition comparable) de 31,6 %
Cibles relatives à la situation financière pour 2001	Situation financière en 2001
<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 % • Obtenir un ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières au total de l'actif d'environ 27,8 % <p>Cibles connexes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance modeste de l'actif pondéré en fonction des risques de 134 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Ratio de capital de première catégorie de 8,15 % • Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières au total de l'actif de 23,1 % <ul style="list-style-type: none"> • Croissance de l'actif pondéré en fonction des risques de 1,4 milliard de dollars par rapport à 2000
Cibles relatives aux résultats financiers pour 2002	Cible relative à la situation financière pour 2002
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le résultat par action avant amortissement de 8 % à 12 % • Accroître le RAA avant amortissement pour qu'il se situe entre 14 % et 15 % • Maintenir la provision pour créances irrécouvrables entre 40 et 50 points de base du solde moyen net des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension) 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 %

Les cibles sont établies en fonction de la conjoncture du moment.

Mesures, objectifs et cibles relatifs aux résultats financiers

Nos «mesures principales» sont les critères fondamentaux selon lesquels nous évaluons nos résultats financiers, tandis que les «mesures secondaires» sont des critères moins importants susceptibles d'avoir une incidence sur les «mesures principales». Parmi nos mesures principales, le rendement total de l'avoire des actionnaires annualisé sur cinq ans est la plus importante, puisqu'elle permet de comparer nos résultats à ceux de notre groupe de référence et d'évaluer si nous avons atteint notre objectif fondamental.

Nous établissons des cibles annuelles en ce qui concerne certaines des mesures relatives aux résultats financiers et à la situation financière. Nous nous fixons aussi des objectifs relatifs aux résultats financiers, qui visent des niveaux annuels minimums moyens de rendement à long terme. Si nous réalisons ces objectifs, nous devrions atteindre notre objectif fondamental qui consiste à nous classer dans le quart supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total de l'avoire des actionnaires.

Étant donné que les cibles financières représentent l'évaluation quantitative annuelle des objectifs financiers, elles dépendent des fluctuations

économiques et peuvent donc être plus ou moins élevées que les objectifs financiers pour un exercice financier donné.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer, à long terme, un taux de croissance des revenus plus élevé que celui des frais, et supérieur au taux de croissance économique. Nous nous efforçons de réduire nos frais et de trouver l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue de notre croissance future. Lorsque c'est possible, les économies réalisées au chapitre des frais servent à financer, en partie ou en totalité, nos investissements pour l'avenir. Cependant, la conjoncture influe sur le rapport entre les revenus et les frais au cours d'une année donnée.

L'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière est en grande partie axée sur les mesures principales et les mesures secondaires décrites plus haut, et que la direction utilise pour mesurer ses résultats financiers. Ces mesures s'avèrent de la plus haute pertinence lorsqu'elles ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments exceptionnels définis en page 6, et énumérés en page 55. Les cibles relatives aux résultats financiers et à la situation financière établies ci-dessus ne tiennent donc pas compte des éléments exceptionnels.

Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires

Faits saillants

- Les actionnaires de la Banque de Montréal ont profité d'un rendement total annualisé sur cinq ans de 14,3 %.
- En 2001, le résultat dilué par action avant amortissement a diminué de 16 % pour s'établir à 2,86 \$.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action avant amortissement a baissé de 12 %, pour s'établir à 2,68 \$.
- Le revenu net a diminué de 21 % par rapport à l'exercice 2000, pour s'établir à 1 471 millions de dollars. Cette baisse est en grande partie imputable à l'augmentation substantielle des charges au quatrième trimestre. Jusqu'en 2001, la Banque de Montréal avait affiché, pendant onze années consécutives, une croissance du revenu net et du résultat par action.
- En dépit de l'affaiblissement de la situation économique, et abstraction faite des éléments exceptionnels, le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires avant amortissement a atteint 13,9 % en 2001, comparativement à 16,9 % en 2000.
- À 13,8 %, le RAA s'est établi à son plus bas niveau en douze ans. Néanmoins, la Banque de Montréal demeure la seule grande banque en Amérique du Nord à avoir enregistré année après année un RAA d'au moins 13 % durant cette période.
- En 2001, la Banque n'a pas atteint ses cibles relatives aux résultats financiers pour la croissance du résultat par action et le RAA.

Valeur de l'avoir des actionnaires

L'objectif fondamental de la Banque de Montréal consiste à maximiser le rendement total de l'avoir des actionnaires et à se classer, à long terme, dans le quart supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour ce qui est du rendement total de l'avoir des actionnaires.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans constitue une mesure principale de la valeur de l'avoir des actionnaires et la plus importante de nos onze mesures des résultats financiers et de la situation financière. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal ont obtenu un rendement annuel moyen de 14,3 % sur leur investissement, comparativement à 22,9 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2000. Ce rendement est supérieur au rendement annuel moyen de 5,8 % de l'indice composé du TSE 300 pour la dernière période de cinq ans. Ce rendement supérieur à celui du marché reflète l'appréciation de 13,58 \$ du cours de nos actions et les dividendes totaux de 4,69 \$ par action versés aux actionnaires ordinaires pendant cette période de cinq ans, sur un investissement initial de 20,28 \$. Ainsi, la valeur d'un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal au début de l'exercice 1997 aurait atteint 1 949 \$ au 31 octobre 2001, en tenant compte du réinvestissement des dividendes, représentant un rendement total de 949 \$ ou de 95 %.

Pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2000, les actionnaires avaient obtenu un rendement total annualisé de 22,9 %, soit un rendement bien supérieur à celui de 14,3 % enregistré récemment. Cette baisse s'explique par les RTAA annuels qui ont servi à établir la moyenne. Nous avons exclu du calcul le RTAA de 1996 qui était de 42,4 % et inclus le RTAA annuel négatif de 1,2 % enregistré en 2001 qui était bien inférieur au taux moyen. L'affaiblissement relatif du cours de l'action de la Banque

Le **rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans** correspond au rendement annuel moyen d'un placement en actions ordinaires effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de la Banque de Montréal.

en 2001 s'est produit au quatrième trimestre, alors qu'à la fin du troisième trimestre, le RTAA annuel de la Banque de Montréal était l'un des plus élevés parmi ceux enregistrés par le groupe de référence du Canada. Néanmoins, le RTAA annuel pour 2001 se compare avantageusement au rendement de l'indice composé du TSE 300 qui a chuté de 27,5 %.

Étant donné que le RTAA sur un an pour 1997 était de 55,0 %, l'an prochain, le RTAA annualisé sur cinq ans diminuera à moins que l'appréciation du cours de l'action en 2002 corresponde à peu près aux taux de rendement substantiels enregistrés en 1997. Notre groupe de référence du Canada devra relever un défi comparable.

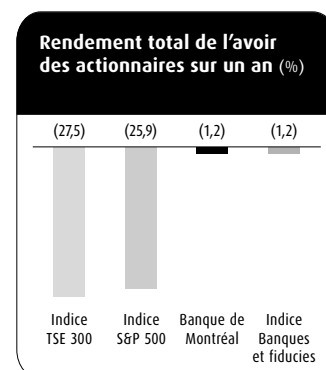
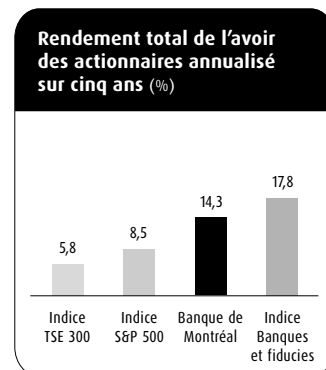
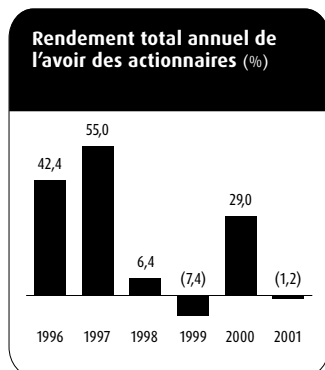
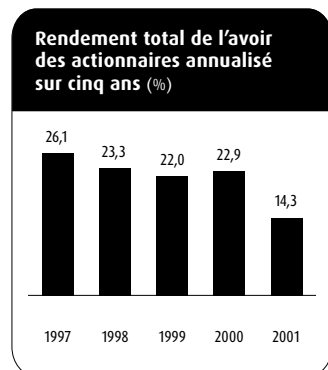
De plus amples renseignements sur la valeur de l'avoir des actionnaires figurent à la page 2.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

Pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2000, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal avaient obtenu un rendement annuel moyen de 22,9 %, un taux bien supérieur à celui de l'indice TSE 300 qui s'était établi à 18,6 %. En 2000, le rendement annuel moyen avait atteint 29,0 %, un rendement inférieur à celui de l'indice du TSE 300 qui s'établissait à 34,4 %. Ce dernier pourcentage avait été favorablement influencé par le rendement de 52,6 % des actions de la plus importante entreprise composant l'indice TSE.

Rendement total de l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43
Dividende versé par action (en dollars)	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80
Dividende versé (%)	3,1	3,5	2,9	2,9	3,9



Croissance du résultat par action

En 2001, notre cible était d'accroître le résultat par action (RPA), à l'exclusion des éléments exceptionnels, de 10 % à 15 %. À moins d'indication contraire, le résultat par action fait référence au résultat dilué par action.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du RPA est la principale mesure que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. En 2001, si l'on exclut les éléments exceptionnels, le RPA a diminué de 15 % par rapport à l'exercice 2000, pour s'établir à 2,48 \$, soit en deçà de la cible que nous nous étions fixée. Si l'on tient compte des éléments exceptionnels, le RPA a reculé de 18 % comparativement à 2000, pour se situer à 2,66 \$. Jusqu'à l'exercice financier 2001, la Banque avait enregistré une croissance du RPA pendant onze années consécutives. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le RPA avant amortissement a diminué de 12 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 2,68 \$.

En 2001, le revenu net a totalisé 1 471 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 386 millions de dollars ou de 21 % comparativement à l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net a atteint 1 378 millions de dollars, soit une régression de 294 millions de dollars ou de 18 % par rapport à l'exercice précédent. Le tableau 2 à la page 42 présente le revenu net et le RPA selon les états financiers, avant amortissement, et à l'exclusion des éléments exceptionnels pour les dix dernières années. Les tableaux 25 et 26 à la page 55 décrivent les éléments exceptionnels et leur incidence sur le revenu net.

Au cours de l'exercice, la Banque a racheté, au coût de 2 milliards de dollars, 52 millions d'actions ordinaires, à un coût moyen de 39,06 \$ l'action. En 2000, la Banque avait racheté 15,7 millions d'actions au coût de 500 millions de dollars. Bien que le rachat d'actions ait entraîné une réduction du revenu net de la Banque, étant donné qu'il diminuait les liquidités dont disposait la Banque aux fins de réinvestissement, il a provoqué une augmentation du RPA de 0,10 \$ en 2001 et de 0,02 \$ en 2000, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Si l'on exclut les éléments exceptionnels, les revenus, sur une base d'imposition comparable, se sont accrus de 270 millions de dollars ou de 3 % en 2001, pour atteindre 8 708 millions de dollars. La croissance des revenus est attribuable à une hausse de 7 % du revenu net d'intérêts, atténuée par une baisse de 1 % des autres revenus. Pour plus de détails, consultez la page 8.

En 2001, la provision pour créances irrécouvrables, à l'exclusion des éléments exceptionnels, s'est élevée à 880 millions de dollars, en hausse de 480 millions de dollars. Ce chiffre comprend également une provision générale exceptionnelle de 100 millions de dollars. L'augmentation de la provision, qui est en grande partie imputable à la détérioration de la situation économique, fait l'objet d'une analyse détaillée dans la section traitant du risque de crédit à la page 18.

Abstraction faite des éléments exceptionnels, les frais se sont accrus de 370 millions de dollars ou de 7 %, pour atteindre 5 671 millions de dollars en 2001. Cette hausse est imputable à la progression du volume d'affaires et aux dépenses liées aux initiatives stratégiques. Pour des renseignements supplémentaires sur la croissance des frais, consultez la page 11.

Consultez la page 2 pour d'autres renseignements sur la croissance du RPA.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le RPA avait progressé de 0,91 \$ ou de 39 %, pour atteindre 3,25 \$ en raison d'une augmentation de 28 % par rapport au résultat de base ayant servi à fixer notre cible de croissance de 10 % en 1999. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le RPA s'est accru de 0,40 \$ ou de 16 %, pour se chiffrer à 2,91 \$.

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite du total des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA, qui sert de base aux mesures, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient eu pour conséquence de réduire le RPA. La note 17 afférente aux états financiers, à la page 73, contient plus de détails sur le RPA.

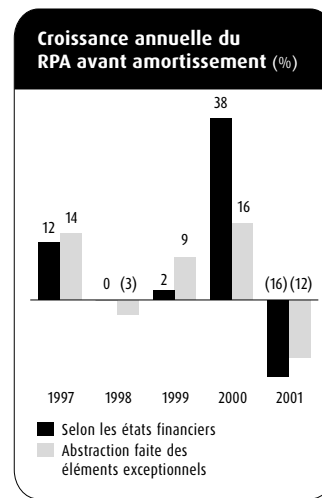
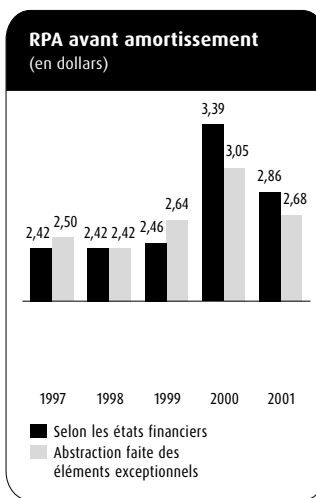
Mesures du revenu net avant amortissement

Nous utilisons de plus en plus les mesures du revenu net avant amortissement comme mesures types pour évaluer nos résultats financiers. Les données avant amortissement servent à des fins de rajustement en vue de tenir compte des différences entre les principes comptables en vigueur au Canada et aux États-Unis pour le traitement des regroupements d'entreprises. Elles améliorent aussi la comparabilité de nos résultats et de ceux de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord en permettant de rajuster le revenu net afin d'y rajouter l'amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel.

Modification des conventions comptables

Comme l'explique la note 17 afférente aux états financiers, à la page 73, nous avons, au cours du présent exercice, modifié notre façon de calculer le RPA en vertu d'une nouvelle norme comptable. Nous avons appliqué la nouvelle norme rétroactivement, ce qui a eu pour effet de réduire légèrement le RPA comptabilisé pour l'exercice à l'étude et les exercices antérieurs.

Comme l'explique la note 8 afférente aux états financiers, à la page 68, en 2002, nous adopterons une nouvelle norme comptable en vertu de laquelle les écarts d'acquisition et éléments d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie cesseront d'être amortis par imputation aux résultats et seront soumis à des tests de dépréciation. En 2001, l'amortissement des écarts d'acquisition s'est chiffré à 62 millions de dollars et il n'y avait aucun élément d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie.



Éléments exceptionnels

Les résultats d'exploitation de la Banque comprennent parfois des éléments exceptionnels. Ces éléments sont généralement rares, importants et quantifiables et, par définition, ne sont pas susceptibles de se reproduire dans un proche avenir. L'intégration de ces données n'est pas jugée pertinente pour évaluer les résultats d'exploitation courants de la Banque. L'analyse des tendances est donc jugée plus pertinente lorsque les éléments exceptionnels sont exclus des résultats. Dans la présente Analyse de la direction, nous avons calculé notre rendement d'après les mesures principales de notre situation financière et de nos résultats financiers, en incluant et en excluant ces éléments exceptionnels, dont la liste détaillée figure dans le tableau 25 de la section des Données complémentaires, à la page 55.

Rentabilité

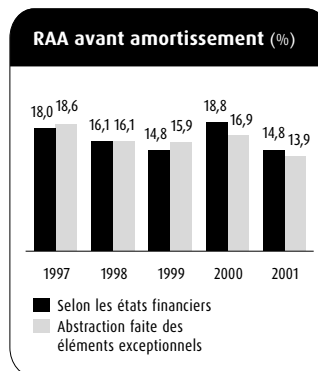
En 2001, notre cible consistait à atteindre un rendement de l'avoir des actionnaires (RAA), abstraction faite des éléments exceptionnels, de 17,0 % à 17,5 %.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le RAA constitue une autre de nos mesures principales du rendement. En 2001, le RAA s'est établi à 13,8 %, comparativement à 18,0 % en 2000. Bien qu'il ait baissé par rapport à l'exercice précédent, le RAA s'est chiffré à plus de 13 % pour une douzième année d'affilée. La Banque de Montréal est la seule grande banque en Amérique du Nord à s'être distinguée à cet égard. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le RAA est passé de 16,1 % en 2000 à 12,9 % en 2001, soit un taux inférieur à notre cible.

Le RAA avant amortissement, une autre mesure de rentabilité, fait état du revenu net rajusté auquel a été rajouté l'amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel. L'avoir des actionnaires n'est pas rajusté en ce qui concerne les écarts d'acquisition et les éléments d'actif incorporel. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le RAA avant amortissement s'est établi à 13,9 % en 2001, comparativement à 16,9 % en 2000. Le RAA avant amortissement a augmenté de 1,3 point de pourcentage en raison de l'incidence du rachat d'actions. Pour de plus amples renseignements sur le RAA, consultez le tableau 3, à la page 43.

De plus amples renseignements sur la croissance du RAA figurent à la page 2.



Le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)

équivalait au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage de l'avoir moyen des actionnaires. L'avoir des actionnaires ordinaires comprend le capital-actions ordinaire et les bénéfices non répartis.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le RAA s'était établi à 18,0 %, comparativement à 14,1 % en 1999. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA s'était élevé à 16,1 % en 2000, comparativement à 15,1 % en 1999.

Croissance du profit économique net

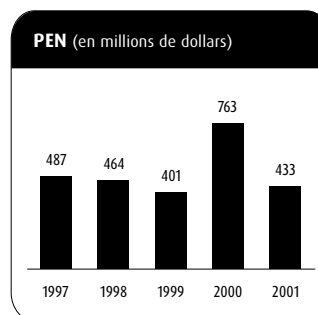
Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

La quatrième et dernière mesure principale de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Comme l'indiquent les données du tableau ci-après, le PEN de 433 millions de dollars a diminué par rapport à 2000 en raison d'une baisse du revenu net et d'une hausse de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires. Cette diminution a été partiellement neutralisée par une réduction du coût du capital en raison du repli du taux des obligations du Canada de dix ans.

De plus amples renseignements sur la croissance du PEN figurent à la page 2.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le PEN s'était accru de 362 millions de dollars ou de 90 %, pour s'établir à 763 millions de dollars. Cette augmentation était à la fois attribuable à la croissance du revenu net excluant les éléments exceptionnels, et à la croissance du revenu net tiré des éléments exceptionnels, en partie neutralisées par l'incidence de la hausse de l'avoir des actionnaires et du coût du capital.



La croissance du **profit économique net (PEN)** est le pourcentage de variation annuelle du PEN total, le PEN étant le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222
Incidence après impôts de l'écart d'acquisition hors caisse et autres éléments d'actif incorporel évaluables	101	74	67	69	71
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	1 492	1 830	1 332	1 307	1 293
Moins : Charge au titre du capital	1 059	1 067	931	843	806
Profit économique net	433	763	401	464	487
Croissance du profit économique net (%)	(43)	90	(14)	(5)	37
Charge au titre du capital					
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165
Coût du capital (%)	10,5	11,0	10,4	10,4	11,3
Charge au titre du capital	1 059	1 067	931	843	806

Analyse des états financiers

Cette section aborde nos résultats financiers pour 2001 et 2000 en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan figurant dans nos états financiers consolidés, qui débutent à la page 57.

État des résultats

Faits saillants

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance des revenus s'est chiffrée à 3 % comparativement à 6 % en 2000.
- Les revenus exceptionnels se sont établis à 155 millions de dollars comparativement à 226 millions en 2000.
- Le revenu net d'intérêts a progressé de 7 %.
- En 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance des frais s'est chiffrée à 7 % comparativement à 3 % en 2000.

Croissance des revenus

En 2001, nous avons pour objectif d'atteindre une croissance des revenus de 7 % à 9 %, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le total des revenus a progressé de 199 millions de dollars pour atteindre 8 863 millions. Les autres revenus se sont accrus de 155 millions de dollars en 2001 et de 226 millions en 2000 en raison de l'inclusion des éléments exceptionnels, dont les détails figurent au tableau 25, à la page 55. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le total des revenus a augmenté de 270 millions de dollars, ou de 3 %, pour atteindre 8 708 millions. La hausse, inférieure à notre objectif pour 2001, résulte d'une augmentation de 303 millions, ou de 7 %, du revenu net d'intérêts et d'une diminution de 33 millions de dollars, ou de 1 %, des autres revenus.

Total des revenus (abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Revenu net d'intérêts (bic)	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186
Croissance annuelle (%)	7	(2)	6	(1)	13
Autres revenus	4 067	4 100	3 539	3 118	2 981
Croissance annuelle (%)	(1)	16	14	5	19
Total des revenus	8 708	8 438	7 956	7 270	7 167
Croissance annuelle (%)	3	6	9	1	15

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts correspond au revenu perçu sur l'actif, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et les revenus tirés par la Banque des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif. Il s'agit de la différence entre ce que la Banque gagne sur des éléments d'actif comme les prêts et les titres et ce qu'elle paie sur des éléments de passif comme les dépôts. La marge nette d'intérêts correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen.

En 2001, le revenu net d'intérêts s'est établi à 4 641 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 303 millions, ou de 7 %, par rapport à 2000. L'actif moyen a progressé de 8,3 milliards de dollars par rapport à 2000, tandis que la marge nette d'intérêts a augmenté de 6 points de base pour s'établir à 1,91 % comparativement à 1,85 % en 2000. Après une réduction de la participation de 20 % de la Banque dans Bancomer, découlant de sa réorganisation globale, nous avons mis fin à la comptabilisation à la valeur de consolidation de la participation de la Banque au troisième trimestre 2000. La part des bénéfices constatés sur l'investissement de la Banque a diminué de 54 millions par rapport à 2000, ce qui représente une baisse de 2 points de base de la marge nette d'intérêts.

Base d'imposition comparable (bic)

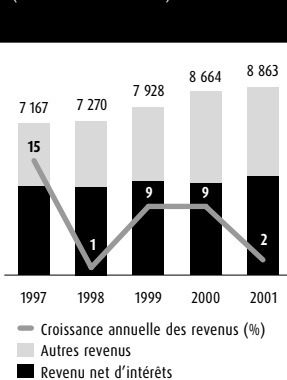
Les revenus figurant dans notre Analyse de la direction sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). La bic porte les revenus de certains titres au montant équivalent qui serait assujéti à l'impôt, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté au tableau 6, à la page 44, et expliqué en détail dans notre glossaire, à la page 90.

Au sein du groupe Particuliers et entreprises, l'augmentation du revenu net d'intérêts est attribuable à la croissance du volume d'affaires dans l'ensemble des secteurs d'activité. Les marges ont accusé une légère baisse par rapport à l'exercice précédent, car elles ont été touchées par les pressions de la concurrence et le rétrécissement des marges dans le contexte de baisse des taux d'intérêt.

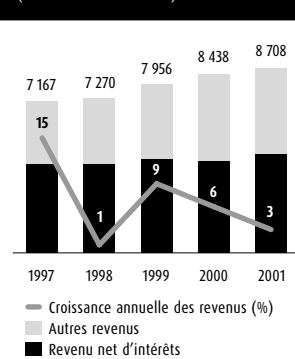
En ce qui concerne le groupe Gestion privée, la croissance du revenu net d'intérêts, attribuable aux activités acquises aux États-Unis, a été partiellement neutralisée par les effets de la réduction des marges sur prêts et du rétrécissement des marges en raison du fléchissement des taux sur le marché.

Le revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement a progressé par rapport à l'exercice précédent, car le groupe a profité de la baisse des taux d'intérêt, qui a réduit les frais de financement. L'augmentation du revenu de dividendes sur les titres des opérations de banque d'affaires et l'accroissement des marges dans le crédit aux entreprises ont aussi contribué à l'amélioration de la marge nette d'intérêts.

Revenus et croissance annuelle (selon les états financiers) (en millions de dollars)



Revenus et croissance annuelle (abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)



Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)			Actif moyen (en millions de dollars)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2001	2000	Variation (%)	2001	2000	Variation (%)	2001	2000	Variation
Groupe PE Canada	2 439	2 401	2	81 053	79 279	2	301	303	(2)
Groupe PE Harris	623	536	16	14 856	12 401	20	419	432	(13)
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)	3 062	2 937	4	95 909	91 680	5	319	320	(1)
Groupe Gestion privée	531	505	5	5 345	4 291	25	994	1 176	(182)
Groupe Services d'investissement	1 260	1 098	15	141 685	139 567	2	89	79	10
Emfisys et Services d'entreprise	(212)	(202)	(5)	309	(594)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total	4 641	4 338	7	243 248	234 944	4	191	185	6

n.s. – non significatif

Apport à la croissance du revenu net d'intérêts

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999
Volume d'affaires et marges	5,8	(0,3)	8,4
Revenus de négociation	1,2	(1,2)	0,6
Titrisation	–	(0,3)	(2,6)
Croissance totale du revenu net d'intérêts	7,0	(1,8)	6,4

Autres revenus

Les autres revenus, composés de tous les revenus autres que le revenu net d'intérêts, ont diminué de 104 millions de dollars pour s'établir à 4 222 millions comparativement à 4 326 millions en 2000. À l'exclusion des éléments exceptionnels, les autres revenus se sont chiffrés à 4 067 millions de dollars, soit une baisse de 33 millions, ou de 1 %, par rapport à 4 100 millions l'an dernier. Ces dernières années, les autres revenus ont augmenté par rapport au revenu net d'intérêts.

En 2001, les éléments exceptionnels comprenaient des gains de 321 millions de dollars sur la vente de Bancomer, une dépréciation de 178 millions de nos investissements dans des titres adossés à des obligations et des gains de 12 millions provenant de la vente de succursales. En 2000, les éléments exceptionnels comprenaient un gain de 112 millions de dollars sur la vente de Partners First, un gain de 74 millions sur la vente de nos services fiduciaires aux grandes entreprises et un gain de

Apport à la croissance des autres revenus

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999
Volume d'affaires et autres éléments	2,4	4,0	5,5
Revenus de négociation	2,5	2,6	8,2
Titrisation	(0,3)	1,3	4,4
Frais – Marchés financiers	(2,3)	6,4	(0,9)
Gains sur valeurs mobilières	(2,2)	2,9	(4,1)
Frais de gestion de placements	(0,9)	(1,3)	0,4
Croissance totale des autres revenus	(0,8)	(15,9)	13,5

40 millions sur la vente de succursales. Nous présentons les effets de ces éléments à la page 55. Le reste de la présente section fait abstraction des éléments exceptionnels.

Les frais de service sur les dépôts et ordres de paiement se sont accrus de 24 millions de dollars pour atteindre 670 millions. Ces frais représentent le revenu gagné sur les comptes de dépôt des particuliers et des entreprises et d'autres services de paiement. L'augmentation traduit l'accroissement des volumes d'affaires et l'effet des initiatives relatives aux services.

Les commissions sur prêts se sont accrues de 30 millions de dollars pour atteindre 352 millions, ce qui reflète l'accroissement des volumes d'affaires.

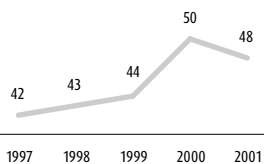
En 2001, les revenus tirés des marchés financiers, qui sont liés aux services bancaires d'investissement et aux opérations sur les marchés financiers, ont diminué de 93 millions de dollars pour s'établir à 976 millions. Cette baisse s'explique par la réduction de l'activité sur les marchés au cours de l'exercice, le volume de négociation des actions, les fusions et acquisitions et les nouvelles émissions de titres boursiers ayant tous reculé par rapport aux niveaux records de 2000.

Les revenus de gestion de placements et de garde de titres ont fléchi de 37 millions de dollars pour s'établir à 336 millions, notamment en raison de l'incidence de la vente de nos activités américaines de fiducie au cours de l'exercice 2000.

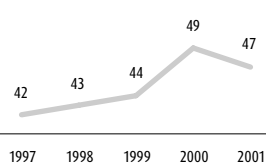
La hausse de 19 millions de dollars des revenus tirés des fonds d'investissement découlent d'une augmentation de l'actif sous gestion en 2001, notamment en raison d'acquisitions.

Les revenus de titrisation ont diminué de 12 millions de dollars pour s'établir à 331 millions. Les résultats de l'exercice traduisent des gains de titrisation de 82 millions, comparativement à 23 millions au cours de l'exercice 2000. Les gains de 2001 ont été partiellement neutralisés par la dépréciation de 22 millions de dollars d'une créance relative à nos activités de titrisation de prêts aux grandes entreprises. Tandis que l'augmentation du niveau moyen d'actif titrisé a aussi contribué à la hausse des revenus, les autres revenus tirés de certaines entités de titrisation ont diminué en raison de la baisse de qualité des créances. Les revenus de titrisation ont été favorisés par des modifications à la comptabilisation des activités de titrisation, comme nous l'expliquons de façon plus détaillée dans la note 6 afférente aux états financiers, à la page 66.

Autres revenus en pourcentage du total des revenus (selon les états financiers)



Autres revenus en pourcentage du total des revenus (abstraction faite des éléments exceptionnels)



Ventilation des autres revenus

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	670	646	616	558	508
Commissions sur prêts	352	322	329	290	240
Frais – Marchés financiers	976	1 069	841	869	919
Services de cartes	204	216	205	196	251
Gestion de placements et garde de titres	336	373	419	407	299
Fonds d'investissement	251	232	207	199	155
Revenus de négociation	490	388	295	40	276
Revenus de titrisation	331	343	296	158	32
Gains (pertes) sur titres de placement	(20)	71	(30)	97	52
Autres droits et commissions	477	440	361	304	249
Total	4 067	4 100	3 539	3 118	2 981

Les gains sur titres de placement ont diminué de 91 millions de dollars, accusant une perte de 20 millions. Les revenus de 2001 ont été réduits par une dépréciation hors caisse de 47 millions de dollars des opérations de capital-investissement dans nos propres titres adossés à des obligations, au deuxième trimestre, en raison de l'application de nouvelles normes comptables aux États-Unis. Les gains sur les valeurs mobilières en 2000 comprenaient des gains de 30 millions de dollars réalisés sur la vente d'obligations mexicaines, de 36 millions liés aux activités de banque d'affaires de la Banque et de 31 millions liés aux activités de capital-risque. Les autres droits et commissions se sont accrus de 37 millions pour atteindre 477 millions de dollars en raison de la hausse des revenus d'assurance.

Les revenus de négociation inclus dans les autres revenus ont progressé de 102 millions de dollars pour atteindre 490 millions. Ils sont expliqués plus en détail ci-contre.

Revenus d'intérêts et autres que d'intérêts

liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Taux d'intérêt	241	178	154	85	52
Change	126	112	118	114	92
Actions	118	165	50	(70)	22
Autres revenus	120	(2)	90	4	146
Total	605	453	412	133	312
Comptabilisés sous :					
Revenu net d'intérêts	115	65	117	93	36
Autres revenus – revenus de négociation	490	388	295	40	276
Total	605	453	412	133	312

Revenus de négociation

Le total des revenus de négociation se compose du revenu net d'intérêts et des autres revenus qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées pour des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base et titres de participation hors bilan.

Le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 152 millions de dollars pour atteindre 605 millions. Cette croissance reflète une activité accrue sur les marchés des titres à revenu fixe et l'augmentation des revenus de négociation liés aux clients qui en découle, ainsi que l'amélioration du rendement de la négociation de produits de base en 2001. Les gains sur la négociation de titres boursiers ont diminué en raison de la baisse des activités de négociation pour les clients. Au cours de l'exercice 2000, la volatilité des cours du gaz naturel a entraîné une perte avant impôts de 52 millions de dollars (30 millions après impôts). La section de l'Analyse de la direction portant sur la gestion des risques, à la page 20, présente d'autres éléments d'analyse des revenus de négociation.

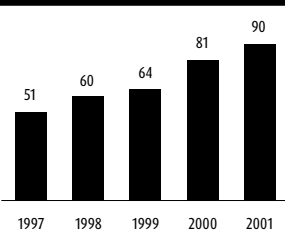
Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

Le total des revenus avait augmenté de 736 millions de dollars pour atteindre 8 664 millions. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le total des revenus s'était accru de 482 millions ou de 6 %, pour atteindre 8 438 millions. Les résultats de 1999 comprenaient des revenus de 89 millions de dollars pour un mois supplémentaire en raison du changement de date de fin d'exercice de BMO Nesbitt Burns. Rajustés pour exclure cet effet et la baisse de 54 millions de dollars du revenu net constatée à l'égard de l'investissement dans Bancomer en 2000, les revenus tirés de l'exploitation normale avaient connu une croissance annuelle de 625 millions de dollars, ou de 8 %. L'augmentation de 482 millions de dollars résultait d'une hausse des autres revenus de 561 millions, ou de 16 %, et d'une baisse du revenu net d'intérêts de 79 millions, ou de 2 %. Abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance des autres revenus était en grande partie attribuable à la hausse du volume d'activité. La baisse du revenu net d'intérêts traduisait l'apport moindre de notre investissement dans Bancomer et la baisse des revenus de négociation, mais avait été neutralisée en partie par la hausse du volume des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et par l'accroissement des marges.

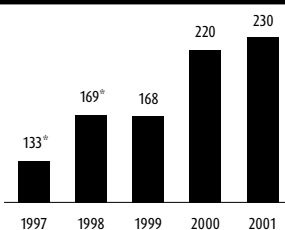
Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables s'est chiffrée à 980 millions de dollars comparativement à 358 millions pour l'exercice 2000. En 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, la provision s'est élevée à 880 millions comparativement à 400 millions. La section sur le risque de crédit, à la page 18, traite également des provisions.

Actif sous gestion (en milliards de dollars)



Actif sous administration (en milliards de dollars)

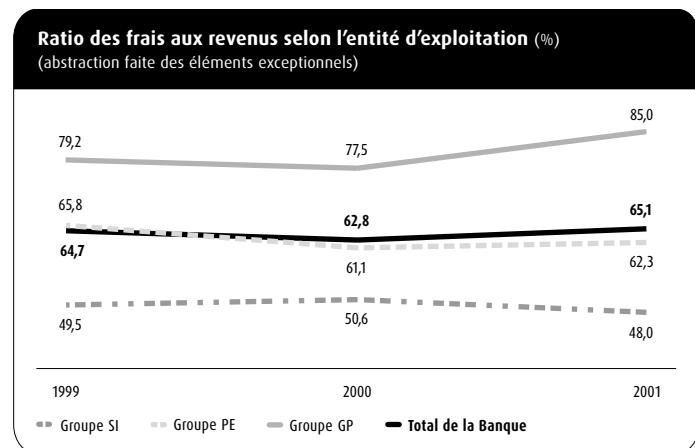


*Abstraction faite de l'actif visant le service international de gestion de titres totalisant 168 milliards de dollars et 177 milliards de dollars respectivement en 1997 et 1998

Ratio des frais aux revenus

Évaluation des résultats

Le ratio des frais aux revenus de 64,0 % a été supérieur de 330 points de base à celui de 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, ce ratio s'est établi à 65,1 %, soit une hausse de 230 points de base par rapport au ratio de 62,8 % enregistré en 2000, ce qui représente un résultat supérieur à notre objectif. Le ratio global de la Banque est toujours influencé par la vigueur relative des revenus de chacune des entités d'exploitation, qui ont généralement des ratios différents en raison de la nature de leurs activités. En général, les entités dont le ratio des frais aux revenus est plus élevé ont besoin de moins de capital pour générer des revenus. Abstraction faite des éléments exceptionnels, la croissance des revenus a été de 3 %, tandis que la croissance des frais a été de 7 %.



La croissance des frais a subi le contrecoup de l'accroissement des dépenses consacrées aux initiatives stratégiques des entités d'exploitation et de l'augmentation des coûts d'effectif de première ligne au sein du groupe Particuliers et entreprises. Les coûts des charges sociales ont augmenté, en partie à cause de modifications à la comptabilisation des coûts des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs, tel qu'il est mentionné plus loin. L'acquisition d'activités, déduction faite des dessaisissements, a entraîné une légère augmentation des frais.

Au premier trimestre de l'exercice 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable à l'égard des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs. Nous avons adopté la norme rétroactivement en imputant 421 millions de dollars (250 millions après impôts) aux bénéfices non répartis au début de l'exercice 2001. La nouvelle norme a entraîné la constatation d'une hausse des frais annuels liés aux avantages sociaux d'environ 69 millions de dollars (41 millions après impôts) en 2001, soit 1,3 % de la croissance totale des frais.

Les salaires et charges sociales ont augmenté de 147 millions de dollars pour atteindre 3 212 millions, comparativement à 3 065 millions en 2000. L'augmentation est attribuable en partie à l'acquisition d'activités et aux coûts de l'accroissement du nombre d'employés de première ligne. Les coûts de la rémunération liée aux revenus ont légèrement diminué.

L'augmentation des frais relatifs aux bureaux et au matériel est attribuable à la croissance des activités et aux coûts des projets.

En raison de modifications à la convention des actionnaires régissant les droits de la Banque à l'égard de Symcor, sa société affiliée chargée du traitement des documents, la comptabilité liée à Symcor a changé en 2001. Nous comptabilisons la part de la Banque dans les résultats de Symcor selon la méthode de la consolidation proportionnelle, en vertu de laquelle la part proportionnelle de la Banque dans les salaires et autres coûts de Symcor se reflétait dans les résultats comme si ces coûts étaient engagés directement. Ces coûts sont maintenant facturés à la Banque et se reflètent dans les autres frais, représentant 155 millions de dollars dans la hausse des autres frais par rapport à l'exercice précédent.

La baisse des frais de communications est liée à la modification de la méthode de comptabilisation à l'égard de Symcor.

Nous utilisons comme principale mesure de productivité le **ratio des frais aux revenus**, soit les frais autres que d'intérêts sur le total des revenus, sur une base d'imposition comparable.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le ratio des frais aux revenus était de 60,7 %, les frais de l'exploitation normale ayant augmenté de 5 % tandis que les revenus tirés de l'exploitation normale progressaient de 8 %. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le ratio des frais aux revenus était de 62,8 % comparativement à 64,7 % en 1999, car les frais avaient augmenté de 3 % tandis que les revenus progressaient de 6 %.

Frais autres que d'intérêts

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Salaires et charges sociales	3 212	3 065	2 820	2 574	2 535
Bureaux et matériel	1 153	1 071	1 123	972	866
Communications	194	259	268	266	246
Autres frais	1 069	883	915	949	817
Amortissement des éléments d'actif incorporel	43	23	21	24	28
Total des frais autres que d'intérêts	5 671	5 301	5 147	4 785	4 492

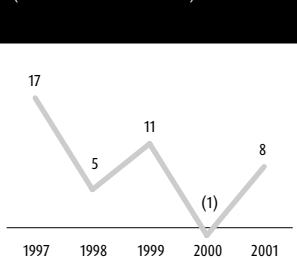
Ventilation de la croissance des frais

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999
Rémunération liée aux revenus	(0,2)	4,4	1,6
Incidence de la conversion de devises	1,1	(0,5)	0,4
Acquisition d'activités	1,2	0,6	–
Dessaïssement d'activités	(0,8)	(0,9)	–
Dépenses liées aux initiatives stratégiques	2,2	(3,8)	1,2
Autres frais	3,5	4,6	2,9
Inclusion d'un mois supplémentaire de BMO Nesbitt Burns	–	(1,4)	1,5
Croissance totale des frais	7,0	3,0	7,6

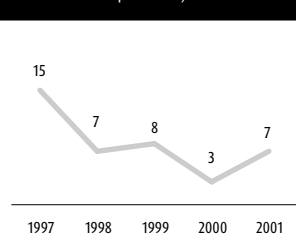
Croissance des frais (%)

(selon les états financiers)



Croissance des frais (%)

(abstraction faite des éléments exceptionnels)



Initiatives stratégiques

En 2001, les dépenses relatives aux initiatives stratégiques se sont chiffrées à 300 millions de dollars, en hausse par rapport à 183 millions en 2000, et visaient principalement les initiatives suivantes :

Groupe particuliers et entreprises (PE)

- Relevés consolidés – élaboration de programmes visant à regrouper les comptes du client sur un seul relevé, pour plus de commodité.
- Gestion de l'offre – mise au point et application d'un outil de gestion des relations avec nos clients.
 - Connexion Pathway – création d'une plate-forme technologique de pointe qui fournit à nos employés des renseignements sur les clients et des outils de vente améliorés.
- Spécialistes – Prêts hypothécaires – accroissement de notre équipe de vente en direct pour offrir un financement hypothécaire commode à l'endroit choisi par le client.
- Programme intégré de ventes et de fidélisation de la clientèle – mise au point d'un programme de publicité directe lorsqu'il existe une possibilité de développer les relations d'affaires avec le client.
- Tarification concurrentielle – augmentation sélective de la tarification, tout en offrant des services supplémentaires et une souplesse accrue au client.
- Réingénierie des processus des Services aux entreprises
 - Phase II (y compris les services bancaires en direct) – amélioration de l'accès fourni aux entreprises grâce aux services par téléphone et par Internet.
 - Services face à face – augmentation de l'efficacité et rehaussement du service à la clientèle, grâce à l'outil de gestion des relations.
- Ouverture de succursales en magasin et accroissement de l'effectif de vente – expansion de notre couverture des marchés clés.

Groupe Gestion privée (GP)

- Représentants-spécialistes, Fonds d'investissement – accroissement de l'équipe de vente chargée de mettre à profit les relations d'affaires avec la clientèle de la Banque.
- Courtage intégral en ligne – élaboration d'un programme qui allie les avantages d'une relation d'affaires à service complet et les services complets offerts sur Internet.
- Harris AdvantEdge^{MC1} – création d'une société d'investissement à service complet qui permet au groupe GP d'offrir aux clients américains une gamme complète de produits et services de gestion de patrimoine.

Groupe Services d'investissement (SI)

- Coentreprise de financement du commerce international (Proponix) – lancement de Proponix afin d'offrir à des banques partenaires et à des tiers des activités de traitement liées au financement du commerce international.

- Produits dérivés de crédit – progression des activités vers une démarche productrice de commissions axée sur la tarification, la négociation et la répartition du risque de crédit.

Emfisys et Services d'entreprise

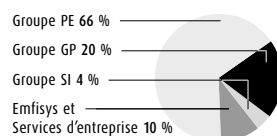
- BMO Achats en ligne – site mis en œuvre pour réaliser des économies par l'automatisation des activités d'approvisionnement.
- Gestion financière axée sur la valeur – un tiers du projet de système d'information de gestion financière à l'échelle de l'entreprise a été réalisé.

Provision pour impôts sur le revenu

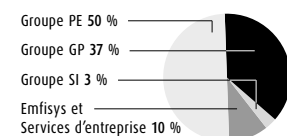
La provision pour impôts sur le revenu qui se reflète dans l'état consolidé des résultats est fondée sur les transactions inscrites dans les revenus, peu importe le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt sur le revenu, à l'exception du rapatriement des bénéficiaires non répartis des filiales étrangères. Nous faisons état des éléments exceptionnels et des impôts sur le revenu connexes dans le tableau 25, à la page 55. Au premier trimestre de l'exercice 2001, une charge exceptionnelle de 25 millions de dollars pour impôts sur le revenu a été intégrée aux résultats. La charge était liée à l'effet des réductions proposées de l'impôt fédéral sur les actifs d'impôts futurs de la Banque.

En 2001, sur une base d'imposition comparable, le taux d'imposition effectif était de 29,1 %, comparativement à 36,9 % en 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le taux effectif au cours de l'exercice était de 31,6 %, une amélioration par rapport au taux de 36,4 % enregistré en 2000. Les améliorations par rapport à l'exercice précédent étaient liées à l'abaissement des taux d'imposition réglementaires, à la modification de la proportion du revenu imposé dans les territoires et entités à taux d'imposition inférieur, à diverses initiatives fiscales et à la résolution de différends avec les autorités fiscales. Les avantages des initiatives fiscales se reflètent généralement dans les résultats des Services d'entreprise au cours de l'exercice où ils se produisent. Nous présentons les composantes des variations entre les taux d'imposition effectifs et les taux d'imposition réglementaires à la page 72, dans la note 16 afférente aux états financiers.

Initiatives stratégiques en 2000 selon l'entité d'exploitation



Initiatives stratégiques en 2001 selon l'entité d'exploitation



Comparaison des résultats du quatrième trimestre 2001 avec ceux du quatrième trimestre 2000

Le revenu net au quatrième trimestre 2001 a été de 4 millions de dollars, comparativement à 485 millions au quatrième trimestre 2000. Comme il est indiqué précédemment, nos résultats au quatrième trimestre ont été marqués par une dépréciation après impôts de 105 millions de dollars à l'égard des opérations de capital-investissement dans nos propres titres adossés à des obligations. Les résultats au quatrième trimestre 2000 ont été réduits par des éléments exceptionnels d'une valeur nette de 55 millions de dollars après impôts, dont le détail figure à la page 55. Abstraction faite des effets des éléments exceptionnels, le revenu net a diminué de 321 millions de dollars pour s'établir à 109 millions. Dans les tableaux 25 à 28, aux pages 55 et 56, nous décrivons les résultats trimestriels et les effets des éléments exceptionnels au cours des huit derniers trimestres, en y ajoutant des statistiques pertinentes sur l'exploitation.

Les résultats du dernier trimestre ont été marqués par la détérioration continue de l'économie américaine et par le fléchissement plus récent de l'économie canadienne, ainsi que par la perception selon laquelle le fléchissement économique est maintenant susceptible de durer plus longtemps qu'on ne l'avait prévu antérieurement. Par conséquent, la

revue trimestrielle exhaustive ordinaire de nos portefeuilles a entraîné des rajustements au quatrième trimestre afin de refléter une augmentation de 430 millions de dollars de la provision pour créances irrécouvrables et une réduction de valeur de 252 millions de dollars à l'égard de certains autres éléments d'actif, notamment l'investissement de la Banque dans ses propres titres adossés à des obligations. Abstraction faite de l'effet après impôts de 414 millions de dollars de ces éléments, le revenu net, à l'exclusion des éléments exceptionnels, a été de 418 millions de dollars, soit 12 millions de moins qu'au quatrième trimestre de l'an dernier. La réduction était liée au revenu net du groupe Gestion privée, qui a fléchi en raison de la baisse des revenus dans le contexte de faiblesse des marchés boursiers, et au groupe Particuliers et entreprises, qui a été touché au Canada par le rétrécissement des marges dans le contexte de baisse des taux d'intérêt. Tandis que le groupe Services d'investissement a été le groupe le plus touché au cours du trimestre par l'accroissement des provisions pour créances irrécouvrables et par la dépréciation d'autres éléments d'actif, ses résultats ont progressé par ailleurs, en raison de la vigueur de ses activités sur les marchés financiers. Celles-ci ont profité de l'accroissement de nos activités axées sur les clients et du contexte de baisse des taux d'intérêt, qui a réduit les frais de financement de nos activités sensibles aux taux d'intérêt.

Bilan

au 31 octobre (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Actif					
Encaisse	17 656	18 508	24 036	19 730	32 245
Valeurs mobilières	37 676	46 463	43 273	43 465	41 789
Prêts (solde net)	136 829	133 817	138 001	129 691	114 918
Acceptions	7 936	8 630	6 753	6 944	5 594
Autres éléments d'actif	39 312	25 978	18 552	22 760	13 292
Total de l'actif	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838
Passif et avoir des actionnaires					
Dépôts	154 290	156 697	156 874	143 983	144 212
Autres éléments de passif	69 763	59 847	58 048	63 208	50 892
Dettes subordonnées	4 674	4 911	4 712	4 791	3 831
Capital-actions – Actions privilégiées	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274
Actions ordinaires	3 375	3 173	3 190	3 095	3 019
Bénéfices non répartis	6 257	7 087	6 123	5 555	4 610
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838

Le total de l'actif s'est accru de 6,0 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier, pour atteindre 239,4 milliards au 31 octobre 2001. Cette hausse découle en grande partie de l'accroissement des autres éléments d'actif, principalement attribuable à l'augmentation des gains non matérialisés et aux montants à recevoir à l'égard d'instruments dérivés, ainsi qu'à la hausse des créances de négociants et de courtiers. La hausse du solde des instruments dérivés est largement attribuable aux reculs importants des taux d'intérêt qui ont donné lieu à l'accroissement de la valeur de certaines positions. Des positions de compensation ont entraîné une forte montée des pertes non matérialisées et des créances sur les instruments dérivés, comprises dans les autres éléments de passif. La hausse des créances de négociants et de courtiers découle, en grande partie, d'une modification apportée à la comptabilité à la date de la transaction dans certaines activités liées aux marchés financiers au cours de l'exercice. Les soldes des prêts se sont aussi accrues, tandis que les valeurs mobilières ont accusé un repli de 8,8 milliards.

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Titres de placement	21 470	24 469	26 027	24 313	18 569
Titres de négociation	16 200	21 994	17 246	18 791	22 857
Substituts de prêts	6	–	–	361	363
Total	37 676	46 463	43 273	43 465	41 789

Les titres de placement ont diminué de 3,0 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2000, pour s'établir à 21,5 milliards. Ce repli est lié à la diminution des titres détenus de l'administration fédérale du Canada et au fléchissement des titres de créance et de participation, y compris la vente de la participation dans Bancomer.

La valeur marchande du portefeuille de titres de placement de la Banque dépassait sa valeur comptable de 244 millions de dollars au 31 octobre 2001, comparativement à un excédent de 185 millions en 2000. Indépendamment de cette augmentation, l'excédent de la valeur marchande a été touché, en particulier, par la position de deux investissements. L'investissement de la Banque dans Bancomer, dont l'excédent de la valeur marchande se chiffrait à 277 millions de dollars l'an dernier, a été vendu en 2001 pour un gain de 420 millions de dollars, moins une perte de change reportée de 99 millions de dollars constatée au moment de la vente. De plus, l'excédent de la valeur marchande de la participation dans 724 Solutions Inc. a diminué de 148 millions de dollars, en raison du fléchissement des titres technologiques. L'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des titres à revenu fixe a enregistré une forte remontée, particulièrement aux États-Unis, en raison, surtout, de la baisse des taux d'intérêt. Le portefeuille de titres de placement sert principalement à couvrir les dépôts de base, et l'excédent de la juste valeur sur la valeur comptable des dépôts a aussi augmenté à cause du fléchissement des taux d'intérêt.

La valeur des titres de négociation a baissé de 5,8 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2000, pour s'établir à 16,2 milliards de dollars. La valeur des titres détenus de l'administration fédérale des États-Unis a diminué du fait, principalement, que la Banque a cessé d'agir comme courtier opérant sur le marché primaire. Les titres détenus de l'administration fédérale canadienne ont également baissé.

La note 3 afférente aux états financiers, figurant aux pages 62 et 63, fournit plus de détails sur les valeurs mobilières.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Prêts hypothécaires à l'habitation	41 941	39 485	38 189	35 847	35 555
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	19 107	18 038	16 912	16 095	14 682
Prêts sur cartes de crédit	1 527	1 407	1 160	797	1 912
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques*	61 249	60 176	58 027	51 001	45 809
Acceptations	7 936	8 630	6 753	6 944	5 594
Titres pris en pension	14 954	16 308	25 090	27 520	18 517
Total brut des prêts et acceptations	146 714	144 044	146 131	138 204	122 069
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 949)	(1 597)	(1 348)	(1 166)	(1 145)
Solde net des prêts et acceptations	144 765	142 447	144 783	137 038	120 924

*y compris les substituts de prêts classés dans les valeurs mobilières de 1997 à 1999

Au cours de l'exercice 2001, le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 2,3 milliards de dollars, pour atteindre 144,8 milliards, y compris l'ajout des prêts de 852 millions de la First National Bank of Joliet. Le tableau 12, à la page 49, présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par province et par secteur d'activité. Les titres pris en pension ont diminué de 1,4 milliard de dollars, mais les soldes sont demeurés à des niveaux normaux. L'utilisation de ces produits à faible risque et à faible marge repose sur les préférences du marché et sur la gestion globale de la liquidité sur les marchés financiers. Le solde des prêts aux entreprises et aux administrations publiques s'est accru de 379 millions de dollars, pour atteindre 69,2 milliards. Cette variation traduit une augmentation d'environ 2,2 milliards des prêts aux institutions financières, contrebalancée principalement par la diminution des prêts au secteur manufacturier, où la demande a fléchi en 2001.

Dans le groupe Particuliers et entreprises, le solde des prêts a diminué d'environ 500 millions de dollars, en raison de la vente récente de succursales. Le solde des prêts a également été réduit par la titrisation de créances au titre de baux financiers et de prêts hypothécaires à l'habitation, pour un total d'environ 1,5 milliard de dollars.

Le tableau 10, à la page 48, présente un sommaire comparatif des prêts par région et par produit. Le portefeuille reste bien diversifié, avec peu de changements dans la ventilation géographique par rapport à la fin de l'exercice précédent, car la croissance des prêts s'est concentrée dans la région relativement plus vigoureuse de l'Ontario.

La qualité des prêts est traitée dans la section sur le risque de crédit de l'Analyse de la direction, à la page 18. On trouvera de plus amples renseignements sur les prêts dans les notes 4, 5 et 6 afférentes aux états financiers, à partir de la page 64.

Dépôts (en millions de dollars)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Banques	20 539	23 385	30 398	26 256	31 272
Entreprises et administrations publiques	66 132	69 454	65 459	58 064	54 901
Particuliers	67 619	63 858	61 017	59 663	58 039
Total	154 290	156 697	156 874	143 983	144 212

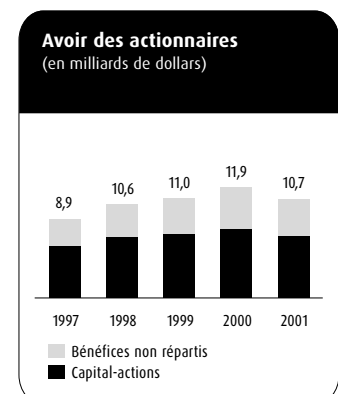
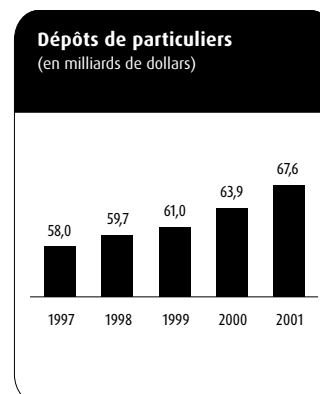
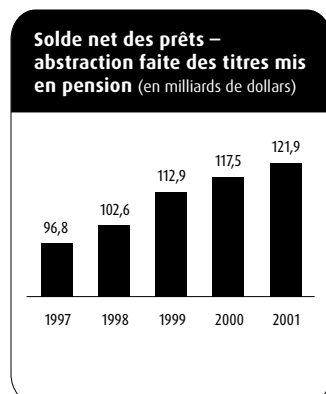
Par rapport au 31 octobre 2000, les dépôts ont diminué de 2,4 milliards de dollars, pour s'établir à 154,3 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 43 % du total des dépôts, ont diminué de 3,4 milliards. Les dépôts des banques, qui ont tendance à varier quelque peu, ont diminué de 2,8 milliards. Les dépôts des particuliers, qui représentent 44 % du total des dépôts, ont tendance à être plus stables, et ont progressé de 3,8 milliards. Au cours de l'exercice, la Banque a lancé le compte d'épargne à taux Avantageux, qui a fait croître le solde des dépôts. Le niveau des dépôts s'est accru de 1,4 milliard de dollars provenant des dépôts de la First National Bank of Joliet. On trouvera de plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts dans la note 11 afférente aux états financiers, à la page 69, et dans la section Gestion globale des risques, à la page 22.

Dettes subordonnées

En 2001, la dette subordonnée a diminué de 237 millions de dollars, pour s'établir à 4 674 millions. La note 13 afférente aux états financiers, à la page 70, fournit de plus amples détails sur les caractéristiques de la dette, les émissions et les retraits au cours de l'exercice et sur les échéances futures par année.

Avoir des actionnaires

L'avoir des actionnaires a diminué de 1 259 millions de dollars, ou de 11 %, pour s'établir à 10 682 millions, comparativement à 11 941 millions en 2000. L'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires de la Banque, à la page 60, fournit un sommaire facile à consulter des éléments qui accroissent ou réduisent l'avoir des actionnaires, tandis que la note 14, à la page 71, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. En 2001, la source la plus importante de capitaux propres a été le revenu net. Les émissions d'actions, notamment l'émission de 400 millions de dollars en actions ordinaires à l'occasion de l'acquisition de la First National Bank of Joliet et du Groupe de fonds Guardian ltée, ont également été d'importantes sources de capitaux propres. Les baisses les plus importantes étaient liées à notre programme de rachat d'actions ordinaires, qui a réduit l'avoir des actionnaires de 2,0 milliards en 2001, et de 500 millions au cours de l'exercice 2000. En 2001, le programme de rachat de 52 millions d'actions ordinaires s'est terminé dans les dernières semaines de l'exercice. Le versement de dividendes aux actionnaires, bien qu'il ait lieu régulièrement, constitue aussi une sortie importante de capitaux. On peut trouver à la page 24 les détails de nos processus et stratégies de gestion globale du capital.



Objectif stratégique de la Banque de Montréal

Notre objectif stratégique consiste à devenir une banque transnationale de premier plan en continuant à investir dans nos activités de base au Canada, en prenant de l'expansion de façon sélective et appréciable aux États-Unis et en misant sur nos capacités de longue date.

Jalons stratégiques de la Banque de Montréal pour 2002 et au-delà

- Nous classer dans le peloton de tête en matière de fidélisation de nos clients, particuliers et entreprises, au Canada.
- Détenir la plus grande part du marché des services bancaires aux PME au Canada.
- Conserver notre position de chef de file en matière de services d'investissement au Canada dans les domaines des services-conseils en fusions et acquisitions, de prise ferme de titres de participation, de services de recherche et de vente et de négociation de titres.
- Accroître de façon notable notre présence dans les marchés américains les plus fortunés.
- Élargir notre gamme de services d'investissement offerts aux États-Unis.
- Devenir la plus importante banque à service complet dans la région de Chicago.

Objectifs du Bureau de gestion stratégique

L'objectif du Bureau de gestion stratégique consiste à guider l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies dans chacun de nos secteurs d'activité afin de soutenir les plans de nos différentes entités d'exploitation et de la Banque dans son ensemble. Le développement de compétences particulières en gestion stratégique constitue l'une des principales priorités de la Banque. Le fruit de ces efforts est illustré dans la section Analyse des résultats des entités d'exploitation de la présente Analyse de la direction, révélant que la stratégie globale de la Banque reflète clairement les stratégies des groupes et des secteurs d'activité, qui reposent solidement sur des forces et des capacités éprouvées.

La gestion stratégique consiste à coordonner les normes et les activités liées à la définition des cibles de la Banque et des objectifs particuliers des secteurs d'activité, à élaborer et à mettre à jour des stratégies, à employer les ressources de manière optimale, à évaluer et à gérer le rendement en fonction des engagements pris et à établir un lien entre la rémunération et le rendement.

L'instauration de normes de gestion stratégique nous permet de prendre des décisions efficaces en favorisant les échanges sur les questions stratégiques primordiales, l'analyse comparative des occasions d'investissement et la prise de décisions efficaces en ce qui concerne la composition des activités et l'affectation des ressources.

Normes de gestion stratégique

- Des stratégies sont élaborées pour chacun des secteurs d'activité de la Banque selon un ensemble de règles rigoureuses.
- Les stratégies des secteurs d'activité et des groupes sont révisées une fois par année, ou plus fréquemment lorsque se produisent des écarts importants par rapport aux cibles en matière de résultats financiers ou de rendement.
- Des principes approuvés de mesure des résultats financiers sont mis en œuvre au sein des secteurs d'activité et des groupes dans le cadre de l'élaboration de stratégies et de chacun des éléments du processus de gestion stratégique.
- Ces stratégies deviennent la base de l'élaboration des plans financiers des groupes et des secteurs d'activité.
- Le potentiel de création de valeur d'une stratégie est mesuré en fonction de divers scénarios, afin que les stratégies choisies soient celles qui créent le plus de valeur.
- Une évaluation des risques est effectuée, conjointement avec la Gestion des risques, à l'occasion de chaque mise à jour d'une stratégie. Les risques sont quantifiés au moyen de la méthode du capital à risque (CaR), qui est à la base de la répartition du capital et est prise en compte dans le calcul du profit économique net.
- Les ressources sont affectées aux activités créatrices de valeur.
- Les engagements en matière de résultats financiers et de rendement font l'objet d'un suivi et d'une gestion afin de surveiller la mise en œuvre des stratégies et de comparer les résultats aux jalons établis.

Méthode

- Le Bureau de gestion stratégique est chargé de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre des processus visant à assurer l'efficacité de la démarche décisionnelle en matière de gestion stratégique à l'échelle de la Banque.
- Des normes et des mesures de gestion stratégique claires et précises sont définies et sont communiquées par le biais de diverses activités officielles ou non de formation et d'assistance professionnelle.
- Les normes et les processus sont coordonnés, à l'échelle de la Banque, par des employés professionnels hautement spécialisés en gestion stratégique et connaissant bien l'orientation de la Banque à cet égard.

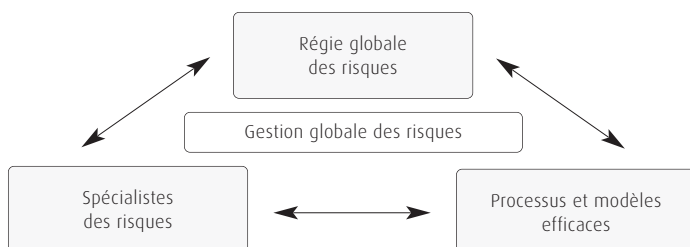
Régie stratégique

- Chaque secteur d'activité est responsable de l'élaboration, de l'exécution et du suivi continu de ses stratégies.
- Le Bureau de gestion stratégique, qui relève directement du chef de la direction, supervise les activités stratégiques et veille à ce que les normes établies soient respectées.
- Toutes les stratégies sont approuvées par le Comité directeur du Conseil de gestion.
- Les stratégies des différents groupes sont approuvées par le Conseil d'administration une fois par année, ou lorsque des changements importants y sont apportés.
- Les principales stratégies des secteurs d'activité, ainsi que les initiatives importantes en matière de gestion du changement, sont également soumises à l'approbation du Conseil d'administration.
- Toutes les autres stratégies des secteurs d'activité sont soumises à l'approbation finale du Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration.
- Toutes les stratégies des groupes font l'objet d'un examen et d'une discussion au cours d'une journée de Conseil stratégique, rencontre annuelle à laquelle participent activement le Conseil d'administration et le Comité directeur du Conseil de gestion de la Banque.

Gestion globale des risques

Afin d'offrir de la valeur à nos clients et d'assurer notre capacité à optimiser le rendement total procuré à nos actionnaires, la Banque de Montréal a élaboré une méthode globale pour reconnaître, comprendre, mesurer, évaluer et gérer les risques pris à l'échelle de l'organisation.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion globale des risques afin de guider nos activités à risque et d'assurer leur conformité aux besoins de nos clients et aux attentes de nos actionnaires. Ce cadre prend appui sur trois éléments principaux, à savoir une régie globale des risques, des spécialistes des risques, et des processus et modèles efficaces.



Régie globale des risques

La structure de régie des risques est conçue de telle sorte que la Banque ait, en matière de risques, une culture rigoureuse et éclairée axée sur la prise de décisions opérationnelles judicieuses qui équilibrent le risque et le rendement et contribuent à optimiser le rendement total obtenu par les actionnaires de la Banque. Par conséquent, la régie des risques exige de veiller à ce que les activités productrices de revenus de la Banque soient conformes au degré de risque que nous sommes prêts à prendre et à nos normes en la matière.

Notre structure de régie en matière de prise de risques est fondée sur les facteurs suivants :

- La responsabilité générale de la gestion des risques relève du Conseil d'administration et de son Comité d'évaluation des risques qui approuve les politiques, délègue les limites et revoit l'évaluation faite par la direction des risques des principales activités exposées au risque.
- Les politiques générales énoncent les principes et les normes, ainsi que les méthodes de délégation ascendante à l'égard des limites, et fournissent des lignes directrices pour l'évaluation des risques de chaque type.
- Le chef de la Gestion des risques, qui relève directement du chef de la direction, rend compte de ses activités au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. Ses fonctions comprennent l'élaboration des politiques, l'évaluation des risques et la production de rapports.
- D'autres groupes se consacrent à la gestion des risques au sein de chacune des entités d'exploitation de la Banque.
- La structure des comités de gestion de la Banque, qui soutient le chef de la direction, comprend :
 - le Comité de gestion des risques (et ses sous-comités chargés plus précisément de la gestion du risque de marché, du risque de liquidité et de financement et du risque d'exploitation);
 - le Conseil sur le risque de contrepartie du chef de la direction, chargé principalement de la gestion du risque de crédit.

Spécialistes des risques

Les spécialistes des risques en poste dans les entités d'exploitation de la Banque et à la Gestion des risques constituent le deuxième élément clé de notre cadre global. Leurs compétences et leur expérience nous permettent :

- de faire la promotion d'une solide culture d'entreprise, qui met l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- d'appliquer des normes de gestion des risques bien définies pour l'évaluation et l'acceptation des risques;
- de prendre des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Processus et modèles efficaces

Nos processus et modèles efficaces constituent le troisième élément de notre cadre global de gestion des risques. Nous utilisons un grand nombre de processus et de modèles pour orienter la prise de décisions.

Des processus rigoureux sont utilisés à l'échelle de la Banque pour assurer une gestion uniforme et efficace des risques au moyen d'un cadre de contrôle. Les processus sont réévalués périodiquement par la Vérification interne. Les sections suivantes, qui portent sur les différents types de risques, exposent de façon plus détaillée les processus de gestion des risques.

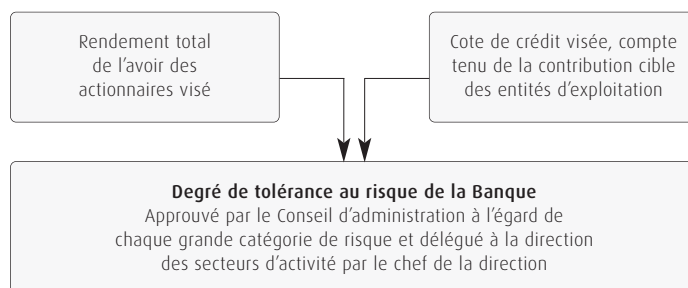
Les modèles utilisés par la Banque vont de modèles très simples à ceux qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés par les entités d'exploitation de la Banque pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation et de prise ferme, d'investissement et d'exploitation.

Des modèles efficaces ont également été conçus pour l'évaluation des risques. Ils servent à mesurer les risques auxquels la Banque est exposée (risque de crédit, risque de marché, risque de liquidité et de financement et risque d'exploitation), le risque global étant évalué de façon intégrée par la méthode du capital à risque.

Les modèles sont acceptés à la suite d'un processus d'examen approfondi au sein de la Banque, dans le cadre duquel ils sont vérifiés de façon indépendante par la Gestion des risques avant d'être utilisés. Ces modèles peuvent faire l'objet de réévaluations pour veiller à ce que leur intégrité ne soit pas compromise par un changement de conjoncture ou d'utilisation. Ce processus permet une validation indépendante de la pertinence des modèles et des hypothèses qui sous-tendent les calculs. La mise en œuvre des modèles est vérifiée pour assurer l'exactitude des résultats. La sensibilité des résultats aux données est déterminée, et les modèles et les hypothèses sont tenus à jour. Les calendriers de réévaluation sont fixés en fonction de la complexité des modèles et des répercussions financières potentielles de leur utilisation.

Gestion intégrée des risques

La gestion des risques est intégrée à notre cadre de gestion du capital et à notre stratégie. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite de l'objectif stratégique de la Banque sont conformes au rendement total souhaité pour les actionnaires et à la cote de crédit visée par la Banque. Cette intégration fait en sorte que les risques courus sont conformes à notre degré de tolérance au risque.



La gestion intégrée des risques est régie par deux processus :

- Nous utilisons un cadre de gestion du changement qui donne les grandes lignes des processus de sorte que les modifications du profil de risque de la Banque attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées, soient conformes à l'objectif stratégique de la Banque et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur mise en œuvre.
- Nous gérons notre capital de façon que les risques qui découlent de nos activités soient pris en compte dans la mesure du capital économique (capital à risque) et soient conformes à l'objectif stratégique de la Banque.

Gestion du changement

Le cadre de gestion du changement consiste en un ensemble de normes globales à l'appui de l'évaluation et de l'approbation des initiatives de changement importantes, à la fois sur le plan quantitatif (p. ex., capital requis) et sous l'angle des incidences qualitatives. Les initiatives de changement importantes tiennent compte de toute nouvelle activité et de tout nouvel investissement ou dessaisissement, ainsi que de toute nouvelle alliance stratégique, coentreprise, entente d'impartition, réingénierie ou remaniement organisationnel, de même que de toute initiative qui entraîne des changements importants du profil de risque d'un secteur d'activité, d'une entité d'exploitation ou de la Banque dans son ensemble.

Le cadre de gestion du changement définit le cadre de régie globale de gestion du changement à l'échelle de l'organisation et facilite la comparaison d'un grand nombre d'initiatives stratégiques. En employant des modèles normalisés, nous sommes en mesure de simplifier et de clarifier la préparation d'analyses de rentabilité pour les promoteurs des initiatives et de raccourcir les délais d'examen de ces analyses par les parties intéressées et les décideurs.

La Gestion des risques facilite la gestion du changement en offrant des services de régie, de surveillance indépendante et de consultation en matière de détermination, de qualification et de quantification des principaux risques, des facteurs d'atténuation des risques et des facteurs de réussite déterminants. En outre, il incombe à la Gestion des risques de rendre des comptes régulièrement sur les initiatives d'envergure, ainsi que de confirmer chaque trimestre au chef de la direction et au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration que le cadre continue de soutenir une évaluation fiable et complète des principales initiatives prises à l'échelle de la Banque.

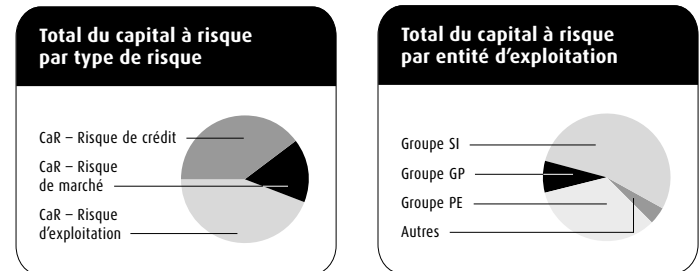
Capital à risque

Le capital à risque (CaR) constitue une mesure unique des risques qui regroupe le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'exploitation. Cette mesure fournit une évaluation intégrée du risque qui permet de comparer des activités et des types de risques différents.

Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques puisque cette mesure permet de tenir les secteurs d'activité responsables des risques pris par rapport au rendement obtenu. Le CaR indique l'ampleur des pertes potentielles en cas de circonstances défavorables et mesure le coût potentiel de ce risque sur le plan du capital. Comme il s'agit d'une mesure du capital requis pour soutenir les activités d'un secteur, le CaR fait partie intégrante des mesures de rendement des secteurs d'activité en étant intégré au coût du capital qui leur est imputé.

Comme il s'agit d'une mesure intégrée et comparative qui donne des renseignements sur les risques courus et sur leur coût potentiel en capital, le CaR constitue une base utile pour l'évaluation du potentiel de création de valeur d'une stratégie. À la Banque, le choix d'une option est fondé sur la comparaison, au moyen d'un rendement du capital rajusté en fonction du risque, de l'apport particulier des diverses stratégies à l'appréciation de l'avoir des actionnaires.

Les graphiques du CaR par type de risque et par entité d'exploitation reflètent les risques importants assumés par la Banque.



Améliorations du cadre de gestion intégrée des risques

Deux initiatives sont actuellement en cours d'élaboration afin d'améliorer davantage la gestion intégrée des risques.

En janvier 2001, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un deuxième document de consultation, accompagné des documents à l'appui, sur le Nouvel accord de Bâle sur les fonds propres (le Nouvel accord), qui redéfinira le montant de capital réglementaire exigé des banques qui exercent des activités internationales. La version finale du Nouvel accord est attendue pour la mi-année 2002, et la date de mise en œuvre a été reportée d'un an, à 2005.

L'un des principaux objectifs du Nouvel accord consiste à mieux harmoniser les exigences réglementaires en matière de capital avec les mesures internes des banques quant au capital économique en fournissant un cadre davantage sensible au risque pour ce qui est du risque de crédit, et en présentant des exigences de capital explicites pour ce qui est du risque d'exploitation. Le Nouvel accord propose trois méthodes de calcul du capital pour le risque de crédit et le risque d'exploitation, ce qui représente un niveau accru de sensibilité au risque et une complexification du modèle. Les banques doivent se conformer aux exigences minimums et avoir l'autorisation de leur organisme de réglementation national pour utiliser les méthodes plus complexes. Les banques qui utilisent actuellement des techniques avancées de gestion des risques pour le calcul du capital économique seront les mieux placées pour obtenir l'autorisation d'utiliser leurs propres méthodes complexes. Cela assurera des exigences réglementaires en matière de capital qui correspondront davantage au capital économique, permettant ainsi une utilisation plus efficace du capital.

Nous nous réjouissons du Nouvel accord parce qu'il reflète mieux les risques économiques réels et qu'il est compatible avec nos méthodes d'évaluation des risques. Au cours de l'exercice 2001, la Banque de Montréal a participé activement à l'élaboration du Nouvel accord en communiquant ses commentaires aux organismes de réglementation afin que l'accord réponde adéquatement aux besoins de la Banque et du secteur des services financiers au Canada. Les travaux se poursuivront durant l'exercice 2002. Nous avons également accompli des progrès substantiels dans l'évaluation des incidences et des coûts et avantages des options proposées. Cette analyse se poursuivra en 2002 et ne se terminera qu'après la publication de la version finale du Nouvel accord. Au début de 2001, nous avons mis sur pied un comité de direction et bureau de gestion de projet qui, en collaboration avec les secteurs d'activité, travaille à raffiner les processus existants de gestion des risques et du capital et les systèmes de TI pour que la Banque soit admise à utiliser les méthodes les plus profitables. Nous avons déjà établi une assise solide pour satisfaire aux critères de qualification :

- nous utilisons des méthodes complexes du capital économique à risque pour évaluer les risques et pour déterminer la rentabilité rajustée en fonction des risques selon le secteur d'activité;

- la répartition du capital économique tient compte actuellement de l'évaluation du risque d'exploitation par secteur d'activité;
- depuis quelque temps déjà, des pratiques sophistiquées de gestion des risques sont intégrées à nos diverses activités d'octroi de crédit.

Une autre initiative également en cours pour améliorer la gestion intégrée des risques consiste à concevoir une capacité d'analyse des risques à l'échelle de la Banque au moyen de scénarios. Cette initiative s'ajoute à l'analyse de simulations de crise, méthode actuellement employée par un grand nombre de groupes de la Banque pour la gestion du risque de crédit, du risque de marché, du risque de liquidité et du risque d'exploitation. Il est prévu que ce modèle de gestion intégrée des risques permettra l'analyse de situations politiques, économiques, de marché et opérationnelles extrêmes mais possibles, pour évaluer leurs incidences potentielles sur l'exploitation de la Banque.

Nous décrivons dans la partie qui suit la façon dont nous gérons les risques spécifiques, notamment en matière de mesure, de limites, de processus et de modèles, afin d'atteindre un équilibre risque-rendement approprié. Nous présentons également, pour chaque risque, les résultats obtenus par rapport aux mesures établies.

Risque de crédit

La gestion du risque de crédit à la Banque se fonde sur une régie globale, des pratiques d'octroi de crédit éprouvées et un processus de provisionnement rigoureux.

La régie du risque de crédit, qui est mise en œuvre à l'échelle de la Banque, englobe tous les aspects de processus prudents d'octroi et de gestion du crédit. La Banque se conforme à des politiques qui régissent la philosophie, les principes et la conduite des activités d'octroi de crédit, le processus d'octroi, les normes de qualification des prêteurs, le processus de gestion des comptes en difficulté, ainsi que les processus d'évaluation des garanties et de diversification des risques. La supervision de la gestion du risque de crédit incombe au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration, au Conseil sur le risque de contrepartie du chef de la direction et à la Gestion des risques, équipe indépendante.

Le processus d'octroi de crédit exige des prêteurs compétents et expérimentés, une délégation claire des pouvoirs décisionnels, un degré élevé de responsabilité personnelle, des limites discrétionnaires individuelles et une gestion dynamique du portefeuille. Les décisions de crédit sont prises par la direction en fonction de chaque cas, au niveau approprié à l'envergure et au degré de risque de la transaction, et sont fondées sur la solvabilité du client, sur les garanties disponibles et sur la conformité de la transaction à l'objectif stratégique de la Banque.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance constante des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, une réévaluation régulière des comptes et des portefeuilles, ainsi que la reddition de comptes au Conseil sur le risque de contrepartie du chef de la direction et au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. La Vérification interne examine régulièrement les processus de gestion pour vérifier le respect des politiques établies en matière de crédit. Le groupe Réévaluation du crédit de la Gestion des risques procède en permanence à l'examen des transactions d'envergure et à risque élevé.

Notre méthode de provisionnement obéit à une gestion et à une évaluation rigoureuses des pertes sur prêts. La détection rapide des prêts en difficulté constitue un objectif de gestion clé, et tous les dossiers importants sont confiés à un groupe de spécialistes qui ont l'habitude de gérer ces types de comptes. Tous les comptes en difficulté sont réexaminés au moins une fois par trimestre.

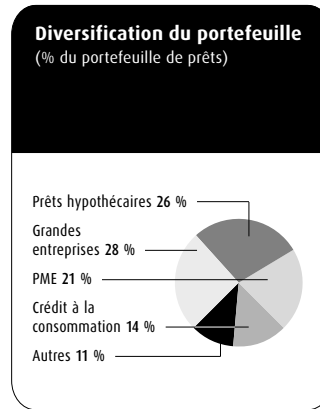
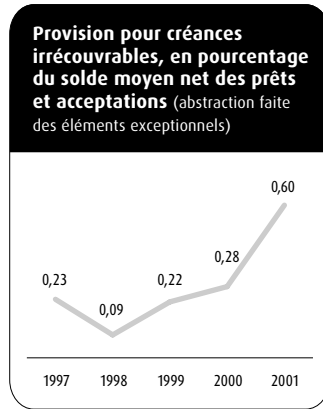
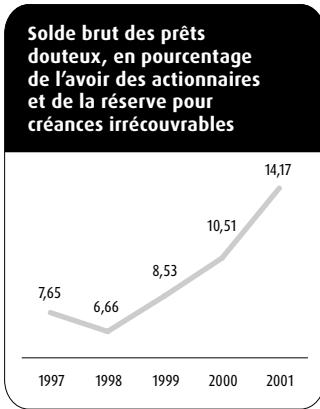
Le **risque de crédit** désigne le risque de subir une perte, dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou toute autre obligation financière.

Mesures

Deux mesures principales sont utilisées :

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux, exprimé en pourcentage de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables, mesure la situation financière de notre portefeuille, en permettant de comparer le volume des prêts douteux au niveau du capital et des réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts. Nous calculons ce ratio en divisant le solde brut des prêts douteux par le capital et les réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts.
- La provision pour créances irrécouvrables, exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations, représente le niveau des provisions nécessaires pour couvrir les pertes des portefeuilles de prêts. Nous calculons ce ratio en divisant la provision annuelle pour créances irrécouvrables par le solde moyen net des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension.

À l'exclusion des éléments exceptionnels, la provision pour créances irrécouvrables de 2001 s'est établie à 880 millions de dollars, ce qui représente 0,60 % du solde moyen net des prêts et acceptations, en hausse comparativement à 400 millions, ou 0,28 %, à l'exercice précédent. L'augmentation des probabilités de pertes reflète la détérioration de la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit. La réévaluation trimestrielle approfondie de nos portefeuilles de prêts s'est traduite par une augmentation de la provision pour créances irrécouvrables en fin d'exercice, par mesure de prudence. L'accroissement de la provision reflète la récession qui sévit aux États-Unis, notamment dans le secteur manufacturier du Midwest, et le ralentissement récent au Canada. Le montant de la provision a été déterminé après avoir pris également en considération l'accès limité aux marchés financiers qu'ont un grand nombre d'entreprises de divers secteurs, ainsi qu'une moins grande disponibilité des options de refinancement, de restructuration et d'arrangement avec les créanciers.



La Banque maintient la réserve générale pour couvrir toute carence qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Tout au long du cycle économique, la somme des réserves spécifiques et générale doit être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur actualisée nette selon une estimation raisonnable.

Pour déterminer la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des chiffres antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. On calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment de portefeuille (p. ex., prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et d'investissements qui peuvent être mesurées par rapport à des données relatives aux marchés. En outre, le niveau de la réserve déjà constituée et le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition des secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché de crédit sont également pris en compte.

La réserve générale augmente habituellement pendant la phase d'expansion du cycle économique, la concurrence se traduisant par des possibilités moindres de crédit aux meilleurs emprunteurs, ce qui entraîne une augmentation de la probabilité de pertes, même si ce risque n'est pas entièrement discernable dans les prêts considérés individuellement. La réserve générale devrait faire l'objet de ponctions, au besoin, durant la phase de ralentissement du cycle économique, au cours de laquelle des réserves spécifiques seraient établies étant donné que la probabilité de pertes pourrait alors être déterminée à l'égard de prêts pris isolément.

En cours d'exercice, la réserve générale pour créances irrécouvrables a été augmentée de 100 millions de dollars au moyen d'une charge exceptionnelle imputée au revenu net et s'est établie à 1 180 millions de dollars, comparativement à 1 080 millions en 2000. La réserve représente 87 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. Nous considérons que la réserve générale est suffisante et qu'elle est conforme à la politique de provisionnement des créances irrécouvrables de la Banque.

Les notes 4 et 5 afférentes aux états financiers, aux pages 64 et 65, et les tableaux 10 à 18, aux pages 48 à 51, présentent en détail l'état du portefeuille de prêts de la Banque, de ses prêts douteux et de ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables.

Conformément à l'objectif stratégique de la Banque, nous détenons un portefeuille de prêts diversifié, concentré dans les économies vigoureuses d'Amérique du Nord, qui comprend des millions de comptes dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. Nous continuons à éviter toute concentration excessive en matière de risque-pays et de type de prêts.

Limites

Les processus de régie du risque de crédit de la Banque permettent de maintenir de façon constante la diversification du risque de crédit. Des limites ont été établies en ce qui concerne le risque-pays, le risque sectoriel, le risque produit, le risque lié à un titulaire unique et le risque lié à une transaction. Ces limites sont réévaluées au moins une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. La structure de régie du risque de crédit de la Banque permet de veiller à ce que les limites soient respectées et à ce que tout dépassement soit détecté promptement, signalé à l'instance appropriée et résolu par la direction.

Processus et modèles

En ce qui concerne les importantes transactions de crédit de grandes entreprises, nous utilisons des processus et des modèles pour évaluer les incidences de la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement.

La perte prévue, dans le cas des transactions particulières d'envergure et du portefeuille dans son ensemble, est calculée pour établir une prévision annuelle prudente des provisions pour créances irrécouvrables ainsi qu'une réserve générale pour créances irrécouvrables appropriée. Les mesures et les hypothèses qui sous-tendent le calcul de la perte prévue s'appuient sur l'expérience et la surveillance des portefeuilles, ainsi que sur des données précises ou approximatives sur les marchés et la modélisation d'événements économiques ou spécifiques au secteur. La direction appuie son estimation sur les facteurs suivants :

- des raisonnements fondés sur le jugement;
- la probabilité de matérialisation du risque;
- l'encours du crédit au moment de la matérialisation du risque;
- l'écart entre la valeur comptable et la valeur marchande ou la valeur de réalisation des prêts en cas de matérialisation du risque;
- l'incidence des cycles économique et sectoriel sur la qualité de l'actif et la valeur des prêts.

La perte prévue et les renseignements antérieurs sur le risque de crédit entrent dans la détermination du capital à risque à l'égard de chacun des secteurs d'activité pertinents. Les mesures du capital à risque au titre du crédit sont fondées sur un intervalle de confiance de 99,95 % pour une période de détention d'un an.

Risque de marché

En raison de ses activités de négociation et de prise ferme et, par conséquent, des placements qu'elle fait, la Banque est exposée à un risque de marché lié à la gestion de son bilan (risque structurel de marché).

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui prévoit des processus complets de régie et de gestion de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- un mécanisme de supervision par des comités de régie constitués de hauts dirigeants, sous l'égide du Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration;
- une fonction indépendante de surveillance du risque de marché au sein de la Gestion des risques;
- des processus efficaces de mesure des risques de marché et d'évaluation des positions;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle rigoureuses des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

En outre, nous suivons l'évolution des pratiques du secteur en matière de gestion du risque de marché, en vue d'intégrer les améliorations pertinentes au contexte de la Banque.

Dans l'ensemble, aux fins du capital réglementaire exigé par le Bureau du surintendant des institutions financières, l'organisme de réglementation dont relève la Banque, et conformément aux règles de la Banque des règlements internationaux (BRI), la Banque maintenait un capital minimal de 471 millions de dollars au 31 octobre 2001 à l'égard du risque de marché, en hausse comparativement à 372 millions à la fin de l'exercice 2000.

Le **risque lié à la valeur marchande** est une mesure des effets néfastes des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur la valeur marchande des éléments d'actif et de passif de la Banque, établie avec un certain intervalle de confiance.

La **volatilité du revenu net** est une mesure des effets néfastes des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté pour les douze prochains mois, établie avec un certain intervalle de confiance.

La **valeur à risque** (VAR) est une mesure des effets néfastes des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur la valeur marchande d'un portefeuille pendant une période particulière. Elle s'applique à différentes catégories de risques (taux d'intérêt, devises, cours des actions et prix des produits de base); elle est généralement mesurée avec un intervalle de confiance de 99 %.

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration approuve les limites de risque lié à la valeur marchande et de volatilité du revenu net à l'intérieur desquelles la Banque doit exercer les activités exposées à ces risques. Les méthodes de mesure du risque les plus importantes sont la valeur à risque (VAR), qui permet de déterminer le risque lié à la valeur marchande, et la volatilité du revenu net sur 12 mois. Les risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net auxquels la Banque était exposée au 31 octobre 2001 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net

Risque au 31 octobre (contre-valeur en dollars canadiens après impôts) (en millions de dollars)*	Risque lié à la valeur marchande		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2001	2000	2001	2000
Éléments du portefeuille				
structurel inscrits au bilan	233,2	268,0	79,6	85,1
Activités de négociation et de prise ferme	13,9	14,0	17,5	19,9
Total	247,1	282,0	97,1	105,0

*Avec un intervalle de confiance de 99 %

Le **risque de marché** représente le risque lié à des effets néfastes, sur le bilan et l'état des résultats de la Banque, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation des taux d'intérêt et de change, du cours des actions, du prix des produits de base, ainsi que des écarts de taux de crédit.

La valeur marchande de certains des portefeuilles de négociation et de prise ferme de la Banque fait l'objet d'une évaluation quotidienne, alors que d'autres portefeuilles (p. ex., titres du marché monétaire) sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus. Pour ces portefeuilles, la VAR permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel la Banque s'expose. Elle mesure la perte maximale éventuelle sur un portefeuille donné, pour une période de détention d'une journée avec un intervalle de confiance de 99 %, soit 99 jours sur 100.

Les modèles de calcul de la VAR permettent de déterminer le capital à risque de chacun des secteurs d'activité et de calculer le capital réglementaire prévu par les normes de la BRI pour toutes les catégories de risques de marché, à l'exception du risque lié au cours des actions, pour lequel nous employons la méthode prescrite par la BRI. Aux fins de calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des intervalles de confiance plus élevés que ceux servant à la gestion journalière du risque. Pour déterminer les risques liés à la volatilité du revenu net, nous employons des modèles identiques ou semblables à ceux qui servent à calculer les risques liés à la VAR. Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Sommaire de la VAR intégrée – Négociation et prise ferme

période du 1^{er} novembre 2000 au 31 octobre 2001

(contre-valeur en dollars canadiens

avant impôts)

(en millions de dollars)*

	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Taux d'intérêt	15,8	15,2	21,7	11,5
Change	7,0	5,0	10,5	1,8
Produits de base	2,0	1,3	2,7	0,6
Actions	4,8	5,2	15,2	2,5
Effet de corrélation	(5,6)	(4,7)	(6,9)	(2,2)
Total	24,0	22,0	s.o.	s.o.

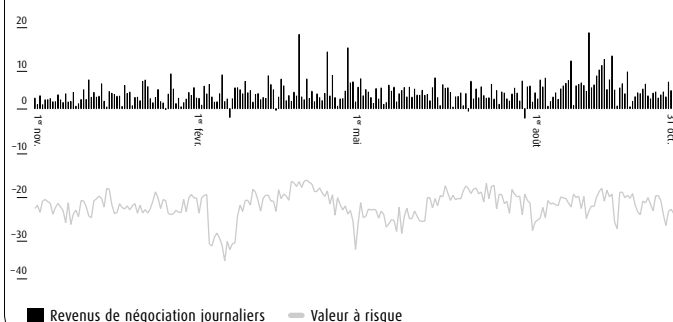
*Mesure d'un jour avec un intervalle de confiance de 99 %

s.o. – sans objet

Pour déterminer la valeur à risque, nous tenons compte d'une partie seulement de la corrélation et des éléments compensatoires qui peuvent exister entre certains portefeuilles et catégories de risque, par exemple entre le cours des actions et les taux d'intérêt. Ainsi, le risque de marché calculé est beaucoup plus prudent qu'il ne le serait autrement. Cette année, la Banque n'a pas enregistré une perte plus grande que la VAR globale mesurée pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme, comme l'illustre le diagramme ci-dessous.

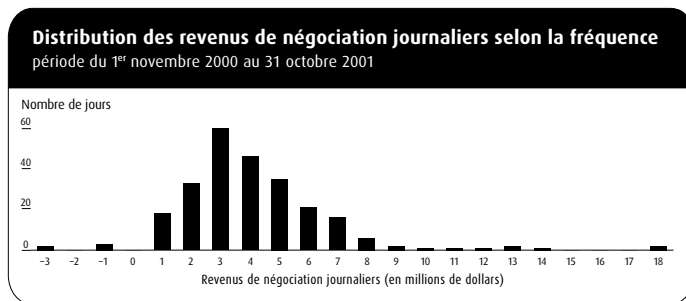
Revenus de négociation journaliers et valeur à risque

période du 1^{er} novembre 2000 au 31 octobre 2001 (en millions de dollars)



Outre la VAR, nous calculons la mesure dans laquelle la Banque est exposée à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, et de certains écarts de taux de crédit, ainsi que leur volatilité connexe.

Des méthodes efficaces de contrôle de la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et du calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par tous les secteurs d'activité en regard des stratégies d'affaires et de l'importance du risque de marché propres à chacun. En 2001, le revenu journalier moyen provenant des activités de négociation et de prise ferme s'est chiffré à 3,6 millions de dollars. Le diagramme ci-dessous illustre la distribution des revenus journaliers. Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.



Dans le cas des placements et des portefeuilles de placements, nous avons établi des méthodes de mesure du risque lié à la valeur marchande et de la volatilité du revenu net faisant appel à des périodes de détention de 10 jours, ainsi qu'à des périodes qui correspondent mieux au délai estimé de liquidation des positions. De plus, lorsque la situation s'y prête, des mesures spécifiques sont utilisées pour déterminer le risque lié au crédit et la concentration d'autres risques inhérents à ces positions.

Le risque structurel de marché découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt relatifs aux éléments d'actif et de passif des services aux particuliers et aux entreprises et des options qui y sont rattachés, ainsi que du risque lié à la conversion de devises affectant le revenu net. Les mesures du risque structurel lié à la valeur marchande et de la volatilité du revenu net reflètent une période de détention de trois mois pour les postes du bilan libellés en dollars canadiens, et une période de deux mois pour les postes en dollars américains. Outre ces mesures, nous recourons à l'analyse des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt (voir le tableau 19, à la page 52), à des modèles de simulation et à des analyses de sensibilité pour évaluer le risque structurel de taux d'intérêt. L'analyse de la sensibilité à une hausse ou à une baisse de 100 points de base du taux d'intérêt est présentée au tableau ci-dessous. Bon nombre d'institutions financières effectuent et divulguent ce type d'analyse, qui facilite la comparaison entre membres d'un même groupe de référence.

Limites

Des limites détaillées de risque de marché ont été établies pour chaque secteur d'activité et chaque entité d'exploitation de la Banque, ainsi que pour la Banque dans son ensemble. Ces limites régissent tant l'importance du risque (exprimée en termes de risque lié à la valeur marchande et de

volatilité du revenu net) que les concentrations spécifiques des risques. De plus, des limites relatives aux pertes ont été fixées afin de permettre à la haute direction de repérer immédiatement les situations susceptibles d'entraîner des pertes et de prendre les mesures qui s'imposent. Ces limites sont établies en fonction des stratégies propres à chacun des secteurs d'activité, de la portée des activités axées sur les clients et des revenus potentiels. La structure de régie du risque de marché permet d'assurer que les limites sont respectées et que des mesures rapides et efficaces sont prises en cas de dépassement.

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration réévalue ces limites au moins une fois par année, en tenant compte d'un large éventail de scénarios d'évolution des taux d'intérêt, avec un intervalle de confiance de 99 %. Cette réévaluation prend en considération la tolérance au risque de la Banque et les risques auxquels elle est exposée. Les limites de risque de marché approuvées par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration n'ont pas été dépassées au cours de l'exercice 2001.

Processus et modèles

Nous utilisons différents processus et modèles pour mesurer et évaluer les risques de nos portefeuilles et pour calculer le risque de marché y afférent. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, ces modèles et processus permettent également de déterminer le montant net des revenus de négociation journaliers. L'élaboration, la mise en œuvre et l'application des processus et modèles font l'objet d'un contrôle rigoureux. En outre, les modèles sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent et, s'il y a lieu, à des essais et à des analyses supplémentaires. Ces mises à l'essai visent à déterminer les variables ou les hypothèses auxquelles le modèle est le plus sensible, ainsi que les paramètres qui sont le plus susceptibles de fluctuer ou d'avoir des répercussions importantes sur les résultats du modèle. Ainsi, nous pouvons mieux comprendre la gamme des résultats que peut donner le modèle. Nous surveillons la mise en application de ces modèles pour nous assurer qu'ils sont pertinents au portefeuille auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le redressement du montant net des revenus de négociation journaliers.

Scénarios et simulations de crise

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. C'est pourquoi nous menons également des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés à la haute direction à intervalles réguliers. La gestion des risques doit absolument se faire dans les limites établies.

Initiatives relatives à l'évolution des meilleures pratiques

L'un des principaux objectifs des initiatives de la Banque visant à améliorer davantage notre gestion du risque de marché est de se doter des capacités voulues en matière de technologie et de traitement pour soutenir :

- les méthodes d'évaluation du risque;
- la présentation des résultats;
- la gestion des interrelations entre le risque de marché et le risque de crédit;
- la gestion du lien dynamique qui existe entre les mesures relatives au risque de marché et la répartition du capital à risque.

Sensibilité aux taux d'intérêt

(contre-valeur en dollars canadiens après impôts) (en millions de dollars)

	Au 31 octobre 2001		Au 31 octobre 2000	
	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Revenu net à risque au cours des 12 prochains mois	9,4 \$	(20,5)\$	(4,4)\$	(15,2)\$
Valeur économique à risque	(147,0)\$	64,2 \$	(179,0)\$	213,8 \$

Les risques sont représentés par des montants négatifs, alors que les gains sont représentés par des montants positifs.

Consultez le glossaire, à la page 90.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement constitue un volet clé de notre stratégie de gestion globale des risques; elle est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net de la Banque.

Notre stratégie de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- le Comité de gestion du risque de liquidité et de financement, un sous-comité du Comité de gestion des risques, qui est chargé de superviser la gestion du risque de liquidité et de financement, y compris l'élaboration des stratégies, la régie, les méthodes de mesure des risques et la planification d'urgence;
- une structure de limites approuvée par le Conseil d'administration visant à soutenir une gestion active du risque de liquidité et de financement;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque de liquidité et de financement.

Mesures

Nous utilisons deux mesures clés dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et de financement.

La première est le ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total, qui permet de déterminer la proportion de l'actif composé de liquidités. Ce ratio représente donc la valeur totale des dépôts auprès d'autres banques, des autres éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total.

Au 31 octobre 2001, le ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total de la Banque s'établissait à 23,1 %, comparativement à 27,8 % au 31 octobre 2000. À la fin de l'exercice, l'actif liquide totalisait 55,3 milliards de dollars, par rapport à 65 milliards de dollars en 2000. Cette diminution est principalement attribuable à une diminution des titres de négociation et de placement, comme nous l'expliquons à la page 13. On prévoit qu'au cours de 2002, le ratio de liquidité de la Banque devrait se rapprocher de celui enregistré à la fin de 2001.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse et des valeurs mobilières sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiements, tant au pays qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2001, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 24 milliards de dollars, en hausse comparativement à 21,8 milliards au 31 octobre 2000. Le tableau 5 de la page 43 présente des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

La deuxième mesure clé utilisée pour la gestion du risque de liquidité et de financement est le rapport des dépôts de base au total des dépôts, qui permet de déterminer la stabilité de ces derniers. Ce rapport représente la différence entre le total des dépôts et l'ensemble des dépôts de plus de 100 000 \$ payables en devise d'origine à terme fixe (dépôts de base), exprimée en pourcentage du total des dépôts.

Au 31 octobre 2001, le rapport des dépôts de base au total des dépôts s'est établi à 60 %, en hausse par rapport à 56,8 % au 31 octobre 2000. Cette hausse s'explique par l'augmentation des dépôts de base et la

Le **risque de liquidité et de financement** correspond au risque de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements sans qu'il soit nécessaire de se procurer des fonds à des prix exorbitants ou de procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Les engagements financiers comprennent les responsabilités à l'égard des déposants et des fournisseurs, ainsi que les engagements à l'égard d'emprunts et de placements.

diminution du total des dépôts. Depuis le 31 octobre 2000, les dépôts de base se sont accrus de 3,5 milliards de dollars, pour s'établir à 92,5 milliards au 31 octobre 2001, alors que le total des dépôts a reculé de 2,4 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour se situer à 154,3 milliards au 31 octobre 2001. L'augmentation des dépôts de base est imputable à la croissance des dépôts de particuliers, alors que la réduction du total des dépôts découle d'une baisse des emprunts sur le marché des emprunts de gros, qui servent à financer les activités de négociation et les transactions sur titres de placement.

Grâce à son importance et à sa stabilité, notre masse de dépôts de base constitue une source solide et fiable de financement sur les marchés tant canadiens qu'américains. Ces dépôts, combinés à d'importants capitaux propres, nous permettent d'être moins dépendants de sources de financement plus volatiles.

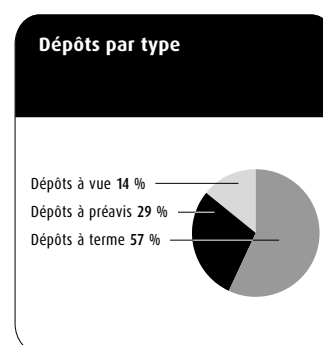
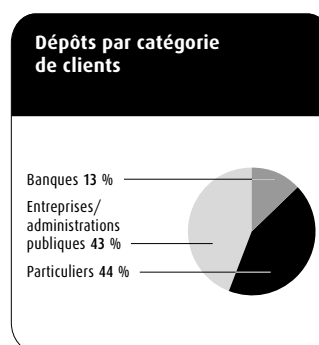
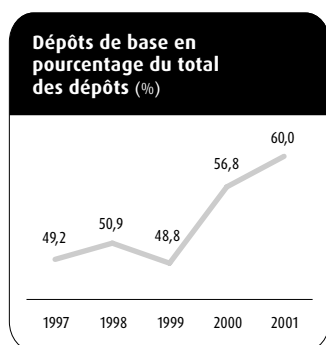
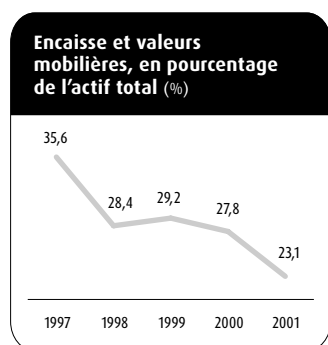
Les emprunts de gros, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement. Les activités de financement relatives aux emprunts de gros sont confiées à des équipes de spécialistes ayant accès aux principaux marchés financiers du monde.

Limites

Nous assurons une surveillance constante du risque de liquidité et de financement et une gestion active de notre bilan pour réduire les risques au minimum. La direction établit les besoins minimaux en matière d'actif liquide, ainsi que les limites concernant la diversification du passif, les engagements de financement et le nantissement d'éléments d'actif liquide. Les dépôts sont diversifiés par client, type, marché, échéance, monnaie et emplacement géographique. Les limites sont approuvées par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration.

Processus et modèles

Notre méthode de gestion du risque de liquidité et de financement consiste à nous assurer de toujours disposer de suffisamment de fonds pour faire face à nos engagements financiers, même en période de crise. Des processus et modèles servent à prévoir les besoins en matière de liquidités, la capacité de financement et les engagements financiers en fonction des situations économique et politique, ainsi que des événements propres au marché et à la Banque, selon divers scénarios. De plus, nous suivons en permanence les variables du marché et le contexte économique afin de déceler les changements susceptibles d'avoir des répercussions sur les risques.



Risque d'exploitation

La gestion du risque d'exploitation passe par un cadre de régie complet, ainsi que par une structure et des contrôles efficaces. Notre cadre détaillé intègre les connaissances spécialisées des employés de tous les secteurs d'activité et l'expertise de la Gestion des risques, ainsi que de solides fonctions de soutien.

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique et il est essentiel de bien le gérer si la Banque veut atteindre ses objectifs stratégiques. Bien qu'il soit impossible d'éliminer complètement le risque d'exploitation, on peut le gérer efficacement, l'atténuer et, dans certains cas, s'assurer contre lui afin de préserver et d'augmenter la valeur de l'ivoire des actionnaires.

Le **risque d'exploitation** comprend :

- Les risques liés à l'exploitation, qui sont contrôlés par l'entremise d'activités quotidiennes et dont la gestion est assurée par des méthodes et des mécanismes de surveillance internes. Parmi ces risques, on compte les risques touchant la sécurité matérielle et logique, le traitement des transactions, le contrôle des opérations, la technologie et les systèmes, ainsi que l'impartition.
- Les risques liés à l'entreprise et aux circonstances, qui comprennent les risques inhérents, structurels et externes susceptibles d'avoir des répercussions importantes pour la Banque. Parmi ces risques, on compte les erreurs stratégiques, l'atteinte à la réputation et à l'image de la Banque, ou encore les risques liés à la fiscalité, à la comptabilité et à la gestion financière, à la législation, aux exigences réglementaires, aux ressources humaines et à l'utilisation de modèles complexes de tarification ou d'évaluation.

La structure de régie de la Banque comprend un Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Son rôle consiste :

- à fournir un mécanisme en bonne et due forme pour prendre les décisions relatives au risque d'exploitation;
- à discuter des répercussions intergroupes des risques importants;
- à recommander de nouvelles normes ou à modifier les normes existantes;
- à examiner et à approuver des méthodes d'autoévaluation du contrôle des risques, de quantification des risques d'exploitation et d'affectation du capital.

La Gestion des risques signale au chef de la direction et au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration les questions importantes et les événements marquants susceptibles d'influer sur l'exploitation de la Banque. La vérification interne produit également des rapports à l'intention du chef de la direction et du Comité de vérification du Conseil d'administration concernant l'efficacité des contrôles internes. Nous surveillons donc en permanence l'efficacité avec laquelle nous gérons le risque d'exploitation, rapports à l'appui. Outre nos méthodes de gestion globale du risque, nous avons établi des processus visant à assurer la continuité de nos activités et des processus de gestion des événements.

Mesures

Les processus de gestion du risque d'exploitation sont axés sur la définition et la mesure du risque d'exploitation et sont liés aux mesures du capital à risque. Nous élaborons des mesures de la fréquence et de l'importance des pertes d'exploitation en fonction des risques propres à chacun des secteurs d'activité. Pour ce faire, nous utilisons des données historiques sur les pertes, lorsqu'il y en a, afin de calculer la fréquence et la gravité des événements. Lorsqu'il n'existe guère ou pas du tout de données sur les pertes, des scénarios de pertes sont élaborés avec l'aide de la direction du secteur d'activité concerné au moyen de données externes, le cas échéant. Pour nous assurer de bien cerner et mesurer tous les risques d'exploitation auxquels est exposé le secteur d'activité à l'étude, nous faisons appel à des fonctions spécialisées comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, les Ressources humaines et le groupe Opérations et technologie.

Aucune perte d'exploitation importante n'a été subie au cours des exercices 2001 et 2000. Bien qu'il soit impossible d'affirmer que la Banque ne subira aucune perte d'exploitation importante dans l'avenir, la méthode élaborée à l'égard du capital pour risque opérationnel est conçue de manière que la Banque soit en mesure d'assumer éventuellement de telles pertes.

Processus et modèles

Notre stratégie de gestion du risque d'exploitation consiste à maximiser notre capacité de mesure du risque par la mise en œuvre d'une méthodologie précise et cohérente qui tire profit de la gestion du changement, ainsi que des processus d'autoévaluation des risques et des contrôles, le cas échéant. De plus, nous suivons de près l'évolution du secteur pour nous assurer de demeurer dans la course en mettant en œuvre les meilleures pratiques du secteur.

Nous employons un processus et un modèle conçus sur mesure pour cerner les risques d'exploitation et le capital à risque dans chaque secteur d'activité. Les mesures de la fréquence et de la gravité des pertes élaborées dans le cadre du processus de gestion du risque d'exploitation pour la détection et l'évaluation constituent les intrants du modèle. Aux fins de calcul du capital, les intervalles de confiance et les périodes de détention utilisés sont les mêmes que dans les cas du risque de crédit et du risque de marché.

Notre programme de gestion du risque d'exploitation, grâce à ses liens avec la définition du capital à risque, est suffisamment souple pour se conformer aux exigences du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en matière de risque d'exploitation, qui paraîtront sous peu dans un document de consultation.

Faits saillants

- Notre ratio de capital de première catégorie, qui s'établit à 8,15 %, est demeuré au-dessus du minimum visé de 8,0 %.
- Grâce à une gestion rigoureuse de notre bilan, l'actif pondéré en fonction des risques n'a augmenté que de 1,4 milliard de dollars en cours d'exercice, conformément à notre cible.
- Nous visons un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 % en 2002, grâce à un contrôle serré de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques.

- Dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, qui s'est terminé récemment, nous avons racheté 52 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation à un coût de 2 milliards de dollars, satisfaisant ainsi à nos besoins en matière de gestion du capital.
- En cours d'exercice, nous avons émis deux séries – de 400 millions de dollars chacune – de titres de la Fiducie de capital BMO (BMO BOATS^{MC}). Ces titres produisent des intérêts déductibles, mais constituent des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie, sur le plan réglementaire, représentant un moyen rentable de satisfaire aux exigences en matière de capital.

Objectif

Notre cadre de gestion du capital vise à maintenir un niveau de capital optimal en conservant en permanence un capital suffisant pour respecter nos ratios réglementaires cibles et garder une cote de crédit appropriée, en évaluant à l'interne le risque selon le processus relatif au capital à risque présenté à la page 17, et en respectant les stratégies globales de nos entités d'exploitation dans le but d'accroître la valeur à long terme de l'avoir des actionnaires.

Stratégie

Nous cherchons continuellement à améliorer l'utilisation de notre capital de deux façons principales. Tout d'abord, nous mettons l'accent sur la gestion du bilan, en veillant à ce que les ressources soient affectées aux activités stratégiques ou à rendement élevé. Ensuite, nous rachetons ou émettons des titres, de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible.

De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant suffisamment de bénéfices pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants.

Évaluation des résultats

Les facteurs qui ont une incidence sur les ratios de capital de la Banque sont présentés dans les tableaux 20 et 21, à la page 53. Le ratio de capital de première catégorie a diminué en cours d'exercice, principalement au quatrième trimestre, en raison de l'augmentation de notre provision pour créances irrécouvrables et de notre programme de rachat d'actions, dans le cadre duquel le capital excédentaire a été remboursé aux actionnaires. Nous avons l'intention de maintenir des ratios de capital conformes aux niveaux cibles, tout en continuant de conserver suffisamment de capital pour appuyer nos objectifs stratégiques.

En janvier 2001, la Banque a déclaré un dividende en actions de 100 % qui s'est traduit en fait par un fractionnement de ses actions ordinaires à raison de deux pour une, rendant ainsi ces dernières plus accessibles aux épargnants. Le dividende déclaré à l'égard des actions ordinaires s'est établi à 0,28 \$ pour chaque trimestre de 2001, donnant un ratio du dividende versé de 41 %. Ce ratio est conforme à la politique de la Banque, qui consiste à maintenir un ratio de distribution de 30 % à 40 %.

Le 29 octobre 2001, Standard & Poor's a annoncé que la cote de la Banque était mise sous surveillance pour cause de perception négative («CreditWatch with negative implications»). Selon S&P, cette décision reflète certaines réserves quant à la qualité du crédit et aux perspectives d'amélioration de la rentabilité à moyen terme. Si la cote de la Banque est effectivement ramenée de AA- à A+, soit la cote moyenne octroyée par S&P aux membres de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord, certains coûts de financement et revenus divers pourraient s'en ressentir. L'incidence annuelle estimative sur le revenu net serait inférieure à 0,05 \$ par action. Les coûts de la Banque relatifs à l'avoir des actionnaires ordinaires et privilégiés pourraient également subir une légère hausse.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

Notre ratio de capital de première catégorie était passé de 7,72 % en 1999 à 8,83 % en 2000, sous l'effet de l'augmentation de notre capital réglementaire, financée principalement par les bénéfices d'exploitation combinés à une diminution de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable à la gestion rigoureuse soutenue de notre bilan.

Le **ratio de capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital. Il s'agit du capital de première catégorie exprimé en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques.

Méthode

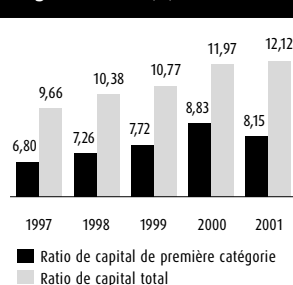
Notre méthode rigoureuse de gestion du bilan consiste notamment à établir des limites et à surveiller l'actif rajusté et pondéré en fonction des risques. Au niveau de la Banque, notre capital détermine le degré de risque que nous sommes prêts à assumer, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. Au niveau des secteurs d'activité, le capital est réparti en fonction de l'évaluation et de la mesure du capital à risque et est compris dans les mesures de rendement des secteurs. Cette méthode permet d'assurer un ratio risque-rendement suffisant pour atteindre ou dépasser les cibles globales de la Banque. Nous faisons appel à plusieurs mesures pour assurer le respect des exigences réglementaires en matière de capital, notamment le ratio de capital de première catégorie, le ratio de capital total et le ratio de l'actif au capital. Les exigences en matière de capital sont également surveillées du point de vue des agences de notation.

Sources et utilisation du capital de première catégorie

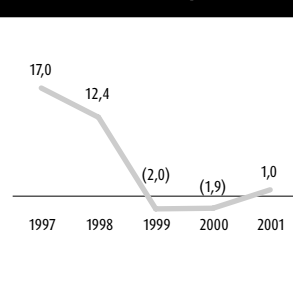
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2001	2000
au début de l'exercice	11 864	10 578
Revenu net	1 471	1 857
Dividendes	(648)	(631)
Écarts d'acquisition	(351)	(17)
Émission d'actions ordinaires	556	78
Rachat d'actions ordinaires	(2 031)	(500)
Conversion et autres activités	205	499
à la fin de l'exercice	11 066	11 864

	Actif pondéré en fonction des risques	Ratio de capital de première catégorie
31 octobre 2000	134 360	8,83 %
Augmentations/(Diminutions)		
Groupe Particuliers et entreprises	3 438	
Groupe Gestion privée	(435)	
Groupe Services d'investissement	(6 131)	
Emfisys et Services d'entreprise	4 536	
31 octobre 2001	135 768	8,15 %

Ratios de capital réglementaire (%)



Croissance de l'actif pondéré en fonction des risques (%)



Analyse des résultats des entités d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacune des entités d'exploitation et une description de leur secteur d'activité, de leurs objectifs, de leurs réalisations, de leurs défis ainsi que de leurs perspectives pour 2002. Les résultats financiers de la Harris Bank, intégrés à chacune des entités d'exploitation, font l'objet d'une analyse distincte.

Certains secteurs d'activité et unités sous-jacentes changent périodiquement de groupe client, pour mieux refléter la structure organisationnelle de la Banque et ses priorités stratégiques. Les données comparatives sont retraitées afin de tenir compte de ces changements.

Au cours de l'exercice, les résultats relatifs aux valeurs à revenu fixe de la Harris Bank, auparavant intégrés exclusivement au groupe Services d'investissement, ont été répartis entre les entités d'exploitation, dans le but de faire concorder le passif à long terme des entités d'exploitation avec l'actif à long terme qu'elles provisionnent. Les frais nets d'intérêts qui ne sont toujours pas ventilés par secteur d'activité, dans le cadre du processus de cession interne de la Banque, sont maintenant attribués à Emfisys et aux Services d'entreprise plutôt qu'au groupe Particuliers et entreprises, comme c'était le cas pour le dernier exercice. De plus, la plupart de nos secteurs d'affaires électroniques, notamment la gestion de trésorerie Amérique du Nord, de même que la participation de la Banque dans Bancomer, ont été transférés du groupe Particuliers et entreprises à Emfisys et aux Services d'entreprise.

Groupe Particuliers et entreprises

Le revenu net a atteint 804 millions de dollars en 2001, en baisse de 86 millions de dollars par rapport à 2000. À l'exclusion des éléments exceptionnels, qui ont augmenté le revenu net de 9 millions de dollars en 2001 et de 91 millions de dollars en 2000, le revenu net s'est établi à 795 millions de dollars, soit 4 millions de moins qu'en 2000, comme il est expliqué en détail à la page 26.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'est chiffré à 121 millions de dollars en 2001, soit une diminution de 69 millions de dollars comparativement à 2000, comme il est expliqué en détail à la page 30.

Groupe Services d'investissement

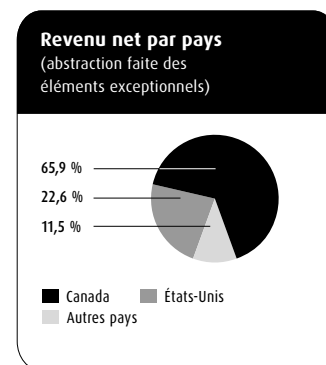
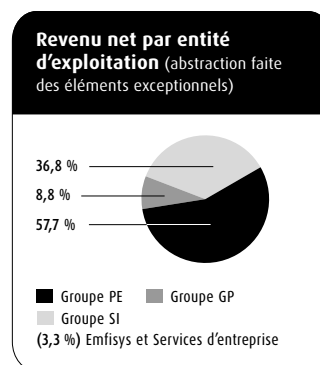
Le revenu net s'est établi à 402 millions de dollars en 2001, en baisse de 201 millions de dollars par rapport à 2000. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le revenu net, qui se chiffre à 507 millions de dollars, a diminué de 96 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, comme il est expliqué en détail à la page 33.

Emfisys et Services d'entreprise

Le revenu net a atteint 144 millions de dollars en 2001, soit une diminution de 30 millions de dollars par rapport à 2000. À l'exclusion des éléments exceptionnels, ces entités ont enregistré une perte nette de 45 millions de dollars, soit une baisse de 125 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, comme il est expliqué en détail à la page 37.

Harris Bank

Exprimé en dollars américains, selon les PCGR des États-Unis, le revenu net de la Harris Bank a totalisé 201 millions de dollars en 2001, en baisse de 67 millions de dollars comparativement à 2000. À l'exclusion des gains réalisés sur la vente de certaines activités au cours des deux exercices et de l'augmentation, au quatrième trimestre, des provisions pour créances irrécouvrables traduisant l'incertitude accrue liée à la conjoncture économique, le revenu net a progressé de 15 millions de dollars, comme il est expliqué en détail à la page 38.



Revenu net et actif moyen par entité d'exploitation (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	Groupe PE			Groupe GP			Groupe SI			Emfisys et Services d'entreprise			Total consolidé		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Revenu net															
Canada	647	748	529	106	161	103	123	261	217	(89)	(48)	(191)	787	1 122	658
États-Unis	98	87	79	10	29	32	195	271	332	(50)	117	(8)	253	504	435
Autres pays	59	55	41	5	—	6	84	71	94	283	105	148	431	231	289
Total	804	890	649	121	190	141	402	603	643	144	174	(51)	1 471	1 857	1 382
Pourcentage du revenu net (%)	54,7	47,9	47,0	8,2	10,2	10,2	27,3	32,5	46,5	9,8	9,4	(3,7)	100,0	100,0	100,0
Abstraction faite des éléments exceptionnels	795	799	649	121	190	141	507	603	643	(45)	80	44	1 378	1 672	1 477
Pourcentage du revenu net (%)	57,7	47,8	43,9	8,8	11,4	9,5	36,8	36,0	43,5	(3,3)	4,8	3,1	100,0	100,0	100,0
Actif moyen															
Canada	80 799	78 905	73 942	2 145	1 838	1 344	59 848	52 909	44 555	(3 399)	(3 517)	(3 682)	139 393	130 135	116 159
États-Unis	14 874	12 541	12 143	3 149	2 373	1 802	61 508	60 929	57 062	3 108	1 959	2 431	82 639	77 802	73 438
Autres pays	236	234	161	51	80	112	20 329	25 729	35 838	600	964	1 006	21 216	27 007	37 117
Total	95 909	91 680	86 246	5 345	4 291	3 258	141 685	139 567	137 455	309	(594)	(245)	243 248	234 944	226 714

Mode de présentation des résultats d'exploitation

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les entités d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'une entité disposant d'un surplus à une entité affichant un déficit effective aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés. Les éléments d'actif sont répartis par région géographique selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents.

Groupe Particuliers et entreprises

Description

La mission du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) est d'offrir des services intégrés, transparents et de qualité supérieure à ses quelque sept millions de clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis. Le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de 16 500 prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de la Banque de Montréal et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise des sites Internet bmo.com et harrisbank.com, de BMO mbanx Direct et d'un réseau de plus de 2 200 guichets automatiques.

Stratégie

Nous allons nous imposer comme principal prestataire de services financiers dans tous les segments de marché :

- en fournissant un service impeccable en matière de traitement des transactions et d'après-vente;
- en offrant au client une expérience d'achat qui se démarque nettement de celle qui est proposée par la concurrence.

Objectifs et réalisations en 2001

• Poursuite de la mise en œuvre d'une approche intégrée de la prestation de services bancaires en succursale et par voie électronique.

– Nous avons continué à offrir aux clients une approche coordonnée reposant sur un réseau de distribution multicircuits et un vaste éventail de choix, allant des services bancaires en succursale aux services sans fil. Le volume des services bancaires en direct s'est accru de 41 % par rapport au dernier exercice et s'est chiffré à 193 millions de transactions. BMO mbanx Direct a traité plus de sept millions d'appels; son apport représente 24 % de notre volume de prêts personnels et hypothécaires.

• Poursuite de la mise en œuvre d'une approche stratégique intégrée en matière de développement et de marketing des produits destinés aux particuliers.

– Nous avons lancé avec succès plusieurs nouveaux produits, notamment le Compte d'épargne à taux Avantageux.
– Nous avons élargi notre équipe de vente spécialisée dans les prêts hypothécaires et enregistré une forte progression du nombre de nouveaux prêts.

• Personnalisation accrue du service aux petites entreprises et, parallèlement, ciblage dynamique de ce marché à forte croissance mais moins bien servi.

– Nous avons lancé des services distinctifs à l'intention des entreprises clientes par l'entremise de BMO mbanx Direct – Services aux entreprises (100 000 nouveaux clients) et du Programme AIR MILES Pour les affaires^{MDA}. Le Marché de la PME compte plusieurs nouveautés à son actif : un programme de prêt destiné aux exploitants de fermes laitières, une solution de financement de la relève et un outil de gestion de la relation client destiné à l'équipe de vente. Notre part du marché des prêts inférieurs à 5 millions de dollars est passée à 18,9 % et nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle se sont accrus de 200 points de base.

• Mise à profit de notre position de chef de file sur le marché important et relativement moins bien servi des services aux moyennes entreprises (entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 100 et 300 millions de dollars).

– Les Services bancaires aux entreprises ont enregistré des progrès grâce au nouveau groupe Financement sur l'actif, et ont augmenté le nombre de spécialistes en gestion de trésorerie et en dépôt. Nous avons poursuivi l'expansion des services de base du Financement des grandes entreprises, dont l'apport représente plus de 20 % de la croissance des revenus enregistrée par les Services bancaires aux entreprises, pour le quatrième exercice d'affilée.

• Croissance de l'actif et normes élevées de qualité de l'actif, grâce à l'expansion continue de la technologie, à des techniques de pointe en matière de gestion des risques et à une discipline interne rigoureuse.

– Nous avons maintenu des normes élevées de qualité en matière de prêts pendant que la croissance de l'actif continuait sa progression. Nous avons nommé un chef de la gestion des risques, qui assume la responsabilité en matière de risque de crédit, de régie et de conformité pour l'ensemble du groupe.

• Aux États-Unis, concentration des efforts sur une occasion d'envergure permettant le développement accéléré de notre portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'accroître leur encours de plus de 1 milliard de dollars américains.

– Le portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME aux États-Unis a augmenté de 1 milliard de dollars américains. L'acquisition de la First National Bank of Joliet représente un montant supplémentaire de 562 millions de dollars américains de prêts.

Objectifs pour 2002

- Augmentation de notre part de marché dans le secteur des services bancaires aux particuliers, par rapport aux institutions concurrentes à service complet.
- Augmentation de notre part de marché dans les secteurs des services bancaires aux petites et moyennes entreprises, par rapport aux institutions concurrentes à service complet.
- Amélioration de nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, tant auprès des particuliers que des entreprises.
- Poursuite des efforts visant à remplacer la plate-forme technologique soutenant la vente et le marketing.

- Croissance de l'actif doublée du maintien de normes élevées de qualité de l'actif, grâce à l'expansion continue de la technologie, à des techniques de pointe en matière de gestion des risques et à une discipline interne rigoureuse.
- Maintien de l'objectif visant une augmentation annuelle de 1 milliard de dollars américains du portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME pour les prochaines années, et évaluation des occasions stratégiques en matière de fusions et acquisitions aux États-Unis.

Contexte et perspectives

L'affaiblissement de l'économie aux États-Unis n'a pas gagné le marché du détail canadien avant la deuxième moitié de l'exercice. Cependant, la productivité de l'effectif de vente au Canada a accusé du retard au cours du premier semestre, en raison de l'intégration des changements découlant de la mise en œuvre de nos stratégies de croissance à long terme. Bien que la productivité se soit améliorée au cours du troisième trimestre, l'économie a commencé à montrer des signes de ralentissement, et les taux d'intérêt ont diminué, ce qui a entraîné un rétrécissement des marges nettes d'intérêts et freiné l'amélioration du rendement. Le fléchissement de l'emploi, tant au Canada qu'aux États-Unis, laisse entrevoir la possibilité d'une diminution de la croissance annuelle du PIB réel au cours des troisième et quatrième trimestres de 2001.

En ce qui concerne l'exercice 2002, les banques centrales devraient maintenir leurs politiques d'expansion monétaire afin de soutenir les marchés financiers et raviver la confiance du consommateur. La croissance du PIB devrait reprendre au cours de la deuxième moitié de 2002, et les taux d'intérêt pourraient amorcer une remontée. En 2002, le PIB devrait connaître une croissance annuelle modérée de l'ordre de 1,5 % à 2 %. Dans le marché du détail, nous nous attendons à une croissance modérée des prêts à la consommation et des soldes des dépôts, qui devrait se situer entre 3 % et 4 %. La demande de prêts hypothécaires à l'habitation, stimulée par la faiblesse des taux d'intérêt, devrait se traduire par une augmentation des soldes hypothécaires de l'ordre de 3 % à 4 %. Les prêts aux entreprises et les dépôts devraient enregistrer une hausse de 2 % à 4 %. La faiblesse des taux d'intérêt, alliée à une stratégie de tarification concurrentielle, va probablement entraîner un nouveau rétrécissement des marges, particulièrement dans les secteurs du détail et des dépôts d'entreprises.

Stratégie commerciale	Défis en 2001	Points saillants de 2001	Perspectives et orientation pour 2002
Les Services bancaires courants offrent au marché des particuliers au Canada des comptes de chèques et des comptes d'épargne BMO ^{MD} , par l'entremise exclusive des circuits de distribution du groupe PE.			
Offrir aux particuliers un éventail de comptes d'épargne et de chèques, de programmes de services et de services connexes conçus pour favoriser l'établissement d'une relation d'affaires privilégiée avec le client et maximiser la part de la Banque des dépenses effectuées par les clients dans le secteur des services bancaires.	La chute des taux de la banque centrale (300 points de base au cours de l'exercice de 2001) a entraîné une diminution équivalente du rendement des actifs, tandis que le peu d'élasticité des taux offerts aux clients s'est traduit par un rétrécissement important des marges.	<ul style="list-style-type: none"> Lancement du Compte d'épargne à taux Avantageux qui a remporté un franc succès. Ce produit nous a permis d'enregistrer les soldes de dépôts les plus élevés des cinq dernières années et a constitué un outil stratégique pour accroître notre part de marché. Réussite de la mise en œuvre de la campagne AIR MILES, lancement de relevés de compte consolidés à l'intention des clients et refonte de la politique de tarification des produits. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous prévoyons de nouvelles réductions de taux par la banque centrale et un rétrécissement subséquent des marges. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'augmentation des soldes des comptes d'exploitation et des Comptes d'épargne à taux Avantageux pour accroître encore notre part du marché.
Les Services aux titulaires offrent des produits et services de carte de crédit de marque MasterCard aux particuliers au Canada, de même qu'aux moyennes et grandes entreprises clientes à l'échelle de l'Amérique du Nord.			
<p>Cartes de particuliers Faire ressortir la marque MasterCard en adaptant les caractéristiques de la carte aux besoins du client.</p> <p>Cartes d'entreprises Offrir des solutions de bout en bout de commerce électronique interentreprises, notamment une carte unique servant aux parcs de véhicules, aux déplacements, aux loisirs et aux achats.</p>	Le marché des particuliers a continué de faire l'objet d'une vive concurrence. Le secteur a mis l'accent sur le marketing direct et a offert des taux d'intérêt très bas pour susciter des demandes de carte et obtenir des transferts de soldes.	<p>Cartes de particuliers</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintien au premier rang comme émetteur de cartes MasterCard au Canada. Classement au troisième rang comme émetteur de cartes à l'échelle du Canada. Lancement de messages personnalisés sur les relevés de compte. <p>Cartes d'entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> Lancement de Procure2Pay^{MC}, processus d'approvisionnement en ligne destiné aux entreprises. Adjudication par le gouvernement fédéral d'un contrat portant sur MasterCard, dans le cadre d'un marché relatif aux cartes d'achats. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous prévoyons une croissance dans les deux chiffres du volume d'affaires relatif aux cartes de particuliers et d'entreprises ainsi qu'une croissance légèrement inférieure en matière de profit. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Modifier notre politique d'exploitation, axée sur le produit, pour adopter une stratégie orientée-client.
Les Services bancaires aux entreprises offrent aux PME clientes un éventail de produits et de services-conseils, notamment en matière de dette prioritaire, de prêt sur actif, de financement mezzanine et de capital-investissement, de gestion de trésorerie, de fusions et acquisitions et de financement transnational.			
Tirer parti de notre personnel chevronné pour pénétrer rapidement le marché des PME, moins bien servi, tout en offrant des services bancaires d'investissement. Nous imposer à court terme comme chef de file dans ce nouveau marché au Canada.	La ralentissement de l'économie, particulièrement au cours de la deuxième moitié de 2001, a constitué un défi de taille. En raison du ralentissement de la croissance des revenus du groupe PE, certaines dépenses prévues pour stimuler la croissance ont été reportées.	<ul style="list-style-type: none"> Forte croissance des soldes et croissance dans les deux chiffres des revenus. Augmentation du nombre de spécialistes de la vente afin d'accroître notre volume d'affaires dans les secteurs de la gestion de trésorerie et des dépôts. Établissement d'un groupe Fusion et acquisitions au sein des Moyennes entreprises, qui fera l'objet d'un lancement officiel l'an prochain. Optimisation des ventes enregistrées par notre nouveau groupe Financement sur l'actif. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous prévoyons une croissance dans les deux chiffres, moyennant une reprise économique au cours du second semestre de l'exercice 2002. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Étendre les services bancaires d'investissement au marché des PME.
Le Marché de la PME offre une vaste gamme de services bancaires à plus de 500 000 clients, qui ont accès à un éventail de produits et services, notamment la gestion de trésorerie, les prêts et les dépôts, par l'entremise de circuits de distribution variés, notamment les succursales, Internet et le téléphone.			
Devenir le premier choix des PME au Canada; s'imposer comme chef de file en matière d'accroissement du volume d'affaires et de fidélisation de la clientèle.	La baisse des taux d'intérêt a entraîné un rétrécissement des marges sur les dépôts, et la croissance des prêts a été freinée par le fléchissement de l'économie, particulièrement au cours du deuxième semestre de 2001.	<ul style="list-style-type: none"> Lancement d'Optimizer, outil stratégique en matière de vente et de service, qui permet aux directeurs - Relations d'affaires de mieux comprendre et de satisfaire les besoins du client. Inscription de plus de 100 000 abonnés, dans le cadre de BMO mbanx Direct - Services aux entreprises. Croissance soutenue de nos revenus de base et augmentation de notre part du marché des prêts, qui est passée à 18,9 %. Lancement du Programme AIR MILES Pour les affaires, d'une solution de planification de la relève et d'un programme de prêt à l'intention des exploitants de fermes laitières. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Le fléchissement de l'économie et la baisse des taux d'intérêt vont sans doute accroître la pression sur les marges et restreindre les occasions de croissance rentable des prêts. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Devenir la banque de prédilection des PME.

Stratégie commerciale	Défis en 2001	Points saillants de 2001	Perspectives et orientation pour 2002
Le secteur Assurance offre aux titulaires d'un prêt personnel, d'un prêt hypothécaire ou d'une carte MasterCard de la Banque de Montréal des services d'assurance-crédit et d'assurance-solde, en plus d'être actif sur le marché international de la réassurance.			
Pénétrer les segments de marché moins bien servis afin de mettre à profit nos principaux atouts et les relations bancaires établies. Élaborer des solutions d'assurance novatrices et s'implanter sur les principaux marchés d'assurance-vie en 2002. Accroître le taux de pénétration de nos produits d'assurance-crédit.	En raison de la nécessité de contrôler les dépenses, le lancement de notre compagnie d'assurance-vie a été remis à 2002.	<ul style="list-style-type: none"> Établissement de BMO Compagnie d'assurance-vie. Embauche des membres clés de l'équipe de direction de BMO Compagnie d'assurance-vie. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Le fléchissement de l'économie et le ralentissement de la croissance des prêts auront une incidence sur les ventes de produits d'assurance-crédit. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Accroître notre part de marché des dépenses effectuées par les clients dans le secteur des services financiers en augmentant les ventes d'assurance sur les produits de crédit. Implanter BMO Compagnie d'assurance-vie dans le marché grand public et le marché de la gestion de patrimoine, en offrant des produits d'assurance-vie universelle et d'assurance temporaire.
Le secteur Crédit aux particuliers offre des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation (prêts à tempérament, prêts renouvelables, financement de véhicules) et assure la distribution de ses produits par des circuits directs (succursales, centre de frais, succursales en magasin, Internet) et indirects (courtiers, concessionnaires d'automobiles) ainsi que par des filiales.			
Mettre l'accent sur les principales relations d'affaires en leur offrant des produits de crédit intégrés par l'entremise de nos circuits de base, dans un contexte simplifié. Poursuivre les efforts de pénétration des marchés indirects, grâce à nos alliances et à nos filiales existantes.	La vive concurrence sur le marché des prêts, notamment en matière de tarification des prêts hypothécaires, exerce une pression sur le volume de nouveaux prêts et sur les marges nettes d'intérêts. Les prêts hypothécaires conclus par des courtiers ont enregistré une hausse importante.	<ul style="list-style-type: none"> Lancement de produits et de campagnes de vente qui ont connu un franc succès; forte croissance du nombre de nouveaux prêts. Accroissement de notre part de marché du financement de véhicules. Expansion de notre équipe de vente spécialisée dans les prêts hypothécaires; forte croissance des marges de crédit. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Le fléchissement de l'économie accroîtra sans doute la pression sur les marges. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Étendre la relation d'affaires avec la clientèle existante grâce aux offres groupées et aux solutions de crédit simplifiées, par le biais de notre réseau de distribution.
Les Services aux particuliers et aux entreprises chapeautent les circuits de distribution des produits et services bancaires destinés aux particuliers, notamment les guichets automatiques, le réseau de succursales et BMO mbanx Direct, notre circuit bancaire électronique.			
Offrir aux clients une approche coordonnée et intégrée multicircuits dans la gestion de tous les aspects de leurs affaires financières, afin de devenir la banque qui répond à tous leurs besoins.	La transformation de notre réseau de distribution, particulièrement la vente de succursales à des coopératives de crédit et à la Banque Nationale, de même que l'intégration des succursales achetées de TD Canada Trust, a constitué un défi. Nous avons également relevé le défi d'intégrer un grand nombre de nouveaux venus à notre équipe de vente.	<ul style="list-style-type: none"> Achèvement de la restructuration de notre réseau de distribution en vue d'adopter une approche axée sur le client. Augmentation du nombre de représentants-spécialistes, Fonds d'investissement, et de conseillers en placement en succursale, pour le porter à plus de 600. Augmentation de 41 % du nombre de transactions effectuées par les services bancaires en direct, pour le porter à 193 millions de transactions. Optimisation des ressources de BMO mbanx Direct pour servir le marché des entreprises. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> La concurrence visant à attirer de nouveaux clients demeurera vive. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Investir dans le remplacement de notre plate-forme technologique soutenant la vente et le service, dans l'amélioration du service de traitement des transactions et dans l'équipement du personnel pour mieux répondre aux besoins financiers des clients. Investir dans l'amélioration des compétences de notre équipe de vente pour qu'elle puisse mieux servir les clients.
Les Services bancaires Harris région de Chicago offrent une vaste gamme de services financiers à plus de un million de clients, particuliers et entreprises, dans la grande région de Chicago.			
Poursuivre notre forte croissance organique et nos acquisitions sélectives en vue d'atteindre notre objectif de devenir la principale banque à service complet dans la grande région de Chicago. Trouver la meilleure façon de déborder les frontières de la région, dans le marché des services bancaires aux particuliers et aux PME.	Le fléchissement de l'économie et la précarité de la conjoncture ont eu des incidences sur le milieu des affaires et le secteur du crédit. La chute des taux d'intérêt a entraîné un resserrement des marges d'intérêts.	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de la First National Bank of Joliet, banque locale à service complet, ce qui représente un montant supplémentaire de 1,1 milliard de dollars américains au chapitre des actifs et 65 000 nouveaux clients. Forte croissance du volume des dépôts de particuliers se chiffrant à environ le double du taux du marché; accroissement du volume des prêts aux particuliers et aux PME de 1 milliard de dollars américains, soit 17 %. Volume record d'octroi de prêts hypothécaires, l'encours des prêts ayant augmenté de 25 %, et le portefeuille de gestion des prêts hypothécaires ayant franchi le cap des 5 milliards de dollars américains. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Notre compétitivité nous place dans une situation de croissance, dans l'éventualité d'une relance de l'économie. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Atteindre le deuxième rang des banques servant le marché des particuliers dans la grande région de Chicago, pour nous rapprocher de notre objectif de devenir la principale banque à service complet de la région. Maintenir la croissance du volume des prêts aux particuliers et aux PME à 1 milliard de dollars américains, et un taux de croissance des dépôts supérieur à celui du marché. Maintenir notre politique d'acquisitions sélectives et de coentreprises; trouver la meilleure façon de déborder les frontières de la grande région de Chicago.

Résultats financiers

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises s'est établi à 804 millions de dollars, soit une diminution de 86 millions de dollars par rapport à 2000. À l'exclusion des gains après impôts découlant de la vente de succursales en 2001 et des gains réalisés sur la vente de Partners First et de certaines succursales au cours de l'exercice 2000, le revenu net a atteint 795 millions, en baisse de 4 millions comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus, qui ont totalisé 4 318 millions de dollars, ont augmenté de 5 millions de dollars depuis l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments exceptionnels au cours des deux exercices, les revenus ont enregistré une hausse de 145 millions de dollars, soit 3 %, pour atteindre 4 306 millions de dollars. Cette augmentation s'explique par la croissance du volume d'affaires et l'accroissement des gains liés aux activités de titrisation, qui ont été partiellement neutralisés par la diminution des gains réalisés sur la vente de titres. Au cours du premier semestre, la croissance des revenus a subi les répercussions de la mise en œuvre, en 2000, de divers projets visant à soutenir la stratégie de croissance à long terme de la Banque, notamment une augmentation importante du personnel de vente. Au cours du deuxième semestre, les effets de l'intégration d'une nouvelle équipe de vente et de la croissance du volume d'affaires qui en a résulté ont été plus que contrebalancés par les effets du rétrécissement des marges dans un contexte de baisse des taux d'intérêt.

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 267 millions de dollars, en hausse de 32 millions de dollars par rapport à 2000, en raison de la détérioration des économies en Amérique du Nord.

L'adoption de politiques monétaires incitatives, au cours du premier semestre de 2002, pourrait entraîner une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Par conséquent, le rétrécissement des marges dans le secteur des dépôts pourrait se prolonger à court terme, du fait que les taux servis aux clients ne peuvent être modifiés à la suite de changements dans le rendement des prêts.

En 2001, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 138 millions de dollars, soit 5 %, et se sont établis à 2 683 millions de dollars, principalement en raison des dépenses liées aux initiatives commerciales et aux ressources consacrées au personnel de vente. Le taux de croissance annuel des frais a diminué, passant de 8 % au cours du premier semestre de l'exercice, à 3 % au quatrième trimestre.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

Le revenu net s'est accru de 241 millions de dollars au cours de l'exercice 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, qui ont eu pour effet d'augmenter le revenu net de 91 millions de dollars en 2000, le revenu net a progressé de 150 millions de dollars, ou de 23 %, pour atteindre 799 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les revenus ont enregistré une hausse de 259 millions de dollars, ou de 7 %, attribuable à la croissance du volume d'affaires dans un contexte économique vigoureux. Les marges se sont améliorées dans la plupart des secteurs d'activité. Les frais ont diminué de 24 millions de dollars du fait que les coûts relatifs à la croissance du volume d'affaires et les dépenses liées aux initiatives stratégiques ont été plus que contrebalancés par une diminution des frais attribuable au dessaisissement d'activités et à

un contrôle soutenu des coûts. La provision pour créances irrécouvrables a augmenté de 70 millions de dollars, principalement à cause de la croissance de l'actif, d'une multiplication des faillites, ainsi que du recours à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues.

Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)

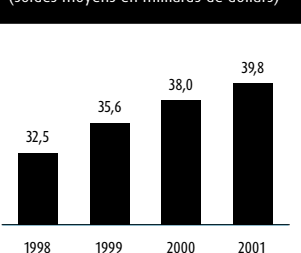
	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	3 062	2 937	2 783
Autres revenus	1 256	1 376	1 119
Total des revenus	4 318	4 313	3 902
Provision pour créances irrécouvrables	267	235	165
Frais autres que d'intérêts	2 683	2 545	2 569
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	1 368	1 533	1 168
Impôts sur le revenu (bic)	541	626	470
Part des actionnaires sans contrôle	—	(1)	—
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	23	18	49
Revenu net	804	890	649
Profit économique net	493	566	301
Rendement de l'avoire des actionnaires avant amortissement (%)	26,7	30,6	19,2
Marge nette d'intérêts (%)	3,19	3,20	3,23
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	62,1	59,0	65,8
Avoire moyen des actionnaires ordinaires	3 039	2 877	3 403
Actif moyen	95 909	91 680	86 246
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	61 814	58 376	49 079
Solde moyen des prêts courants (y compris les titres pris en pension)	87 407	84 053	78 896
Solde moyen des dépôts	45 521	42 451	41 859
Actif sous administration	11 756	10 843	8 169
Actif sous gestion	486	—	—
Effectif : équivalent de durée normale	18 479	18 426	17 884

Abstraction faite des éléments exceptionnels

	2001	2000	1999
Total des revenus (bic)	4 306	4 161	3 902
Revenu net	795	799	649
Rendement de l'avoire des actionnaires avant amortissement (%)	26,4	27,5	19,2
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	62,3	61,1	65,8

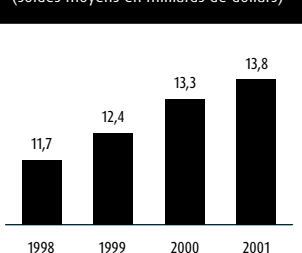
Portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation (détenus et gérés)

(soldes moyens en milliards de dollars)

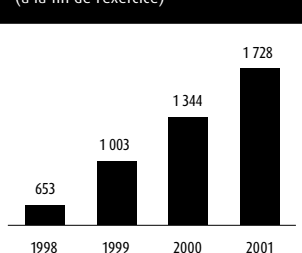


Portefeuille de prêts à la consommation (détenus et gérés)

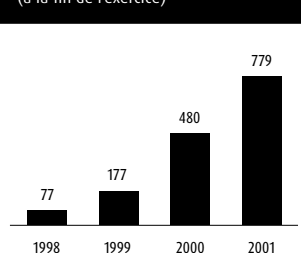
(soldes moyens en milliards de dollars)



Groupe PE – Canada Services bancaires par téléphone (en milliers d'abonnés) (à la fin de l'exercice)



Groupe PE – Canada Services bancaires par Internet (en milliers d'abonnés) (à la fin de l'exercice)



Groupe Gestion privée

Description

Le groupe Gestion privée, qui réunit tous les services de gestion de patrimoine du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal, offre une vaste gamme de produits et services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct et traditionnels, ainsi que des services de gestion privée et de gestion de l'actif institutionnel. Sous la bannière BMO Gestion privée au Canada, et The Harris aux États-Unis, ce groupe fournit aux investisseurs nord-américains les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier. Le groupe sert quatre principaux segments de marché en Amérique du Nord : le marché grand public, les particuliers fortunés, les clients à valeur nette élevée et la clientèle institutionnelle. Ces clients peuvent accéder aux services de gestion privée par l'entremise

du réseau de succursales de la Banque de Montréal, de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action^{mo} et des bureaux de BMO Banque privée Harris, au Canada, et par Harris Private Bank, Harris InvestorLine et les succursales de la Harris Bank, aux États-Unis. Partout en Amérique du Nord, nos clients peuvent également communiquer avec l'un de nos centres d'appel ou opter pour Internet. Le total de l'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les placements à terme, s'élève à 237 milliards de dollars.

Stratégie

L'objectif du groupe est d'étendre ses activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord en offrant des services intégrés et souples, axés sur les conseils ou sur l'assistance, et qui dépassent les attentes du client.

Objectifs et réalisations en 2001

- **Accroissement du nombre de spécialistes en placement en poste dans les succursales de la Banque de Montréal pour le porter à 700, afin d'offrir davantage de personnes-ressources et de commodité aux clients.**
 - Le nombre de représentants spécialisés affectés à des succursales de la Banque atteint près de 700. À l'échelle de l'Amérique du Nord, le groupe Gestion privée compte plus de 2 240 spécialistes en placement, soit une augmentation de plus de 20 % par rapport au dernier exercice.
- **Poursuite de l'expansion dynamique de nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis dans les centres urbains opulents en pleine croissance et ouverts à la technologie.**
 - Vingt points de distribution ont ouvert leurs portes aux États-Unis.
 - Le groupe a acquis la Century Bank of Arizona, poursuivant ainsi l'expansion de son réseau de distribution physique dans l'Ouest des États-Unis.
- **Intégration de toutes les sociétés acquises aux États-Unis sous la bannière The Harris.**
 - Toutes les sociétés acquises aux États-Unis ont été intégrées avec succès sous la marque The Harris. Il s'agit du secteur des services de gestion de patrimoine de la Harris Bank, filiale américaine de la Banque de Montréal, qui offre une gamme complète de services par l'intermédiaire de Harris Private Bank, Harris InvestorLine et Harris AdvantEdge Investing.
- **Sous la nouvelle marque The Harris, mise à profit de la grande expérience de la Harris Bank en matière de gestion de placements, de services de fiducie et de planification successorale en vue d'étendre nos activités de gestion de patrimoine à toute l'Amérique du Nord.**
 - Le groupe a lancé Harris AdvantEdge Investing, firme de courtage à service complet, ce qui nous permet d'offrir un éventail exhaustif de produits et de services de gestion de patrimoine aux États-Unis.
- **Autres réalisations en 2001 :**
 - Nous avons élargi notre réseau de distribution des fonds d'investissement au Canada par l'acquisition du Groupe de fonds Guardian Itée.
 - Le poste de vice-président à la direction - Relations avec la clientèle, Bureau du vice-président du conseil a été créé pour repérer les meilleures pratiques et les appliquer aux relations avec la clientèle, à tous les échelons de l'entreprise.
 - Nous avons créé un poste de haut niveau en nommant un chef de la gestion des risques, chargé de mettre sur pied le secteur de la gestion des risques du groupe et de soutenir chaque secteur d'activité dans l'évaluation de ses risques.

Objectifs pour 2002

- Expansion de notre réseau de distribution des deux côtés de la frontière, en continuant d'augmenter le nombre de spécialistes en produits de placement.
- Mise à profit de la relation avec la clientèle actuelle de la Banque en Amérique du Nord (six millions de ménages faisant affaire avec la Banque de Montréal, et un million de clients avec la Harris Bank), grâce au déploiement accru de spécialistes en placement hautement qualifiés dans les succursales.
- Poursuite de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions que par la croissance organique, grâce à la solide réputation de Harris dans les principaux marchés américains et à une politique d'expansion sélective dans certains nouveaux marchés à l'échelle du pays.
 - Le 28 novembre 2001, nous avons annoncé l'acquisition de CSFB*direct*; cette transaction, conditionnelle à l'approbation des organismes de réglementation, a permis d'accroître de 50 % la clientèle du groupe aux États-Unis.
- Augmentation du nombre et de l'étendue des produits et services offerts par le groupe.

Contexte et perspectives

Le ralentissement de la croissance économique en 2001 a donné lieu à un cadre d'exploitation difficile pour le groupe. Les entreprises axées sur le marché ont subi le contrecoup du fléchissement du volume des échanges commerciaux de leurs clients, de la baisse de valeur des titres et du rétrécissement des marges d'intérêt découlant de la chute des taux d'intérêt. Pour contrer la faiblesse des marchés, tous les secteurs d'activité ont mis en œuvre des programmes proactifs de gestion des coûts, tout en maintenant le cap sur l'orientation stratégique du groupe à long terme. À cette fin, le groupe a consolidé son équipe de spécialistes en placement hautement qualifiés pour répondre aux besoins des clients en matière de gestion de patrimoine. Nous avons également étendu la gamme de nos produits et services au Canada et aux États-Unis.

Les récents événements ont ébranlé l'économie américaine et freiné le taux de croissance prévu pour l'an prochain. Le climat d'incertitude qui a caractérisé l'économie tout au long de 2001 devrait se maintenir en 2002.

Toutefois, d'après les tendances démographiques, la demande de services de gestion de patrimoine demeure forte et, comme le groupe dispose de compétences et de bases solides, il sera aux premières loges pour tirer profit de la reprise des marchés dès qu'elle s'amorcera. Nous entendons poursuivre notre essor en augmentant le nombre de spécialistes en placement en Amérique du Nord et en affectant des représentants spécialisés aux succursales traditionnelles de services bancaires aux particuliers, ce qui devrait nous permettre de tirer parti de nos relations d'affaires actuelles et d'en acquérir de nouvelles. Le groupe continuera à étendre ses activités de gestion de patrimoine aux États-Unis par la croissance organique, tout en demeurant à l'affût des occasions d'acquisition. L'acquisition de CSFB*direct*, annoncée après la fin de l'exercice, constitue une étape importante de notre stratégie permanente qui consiste à aider les clients en leur offrant une approche intégrée en matière de gestion de patrimoine. Nous continuerons de miser sur cette stratégie en 2002.

Stratégie commerciale	Défis en 2001	Faits saillants de 2001	Perspectives et orientation pour 2002
Les produits de placement destinés aux particuliers comprennent la famille de fonds d'investissement de la Banque de Montréal (fonds Harris Insight ^{MD1} et fonds BMO), le Groupe de fonds Guardian et des produits de placement à terme (BMO Placements à terme), tels les certificats de placement garanti et les dépôts à terme.			
Offrir aux particuliers et aux entreprises des produits et programmes de haut calibre par de multiples circuits de distribution. Aux États-Unis, les fonds Harris Insight visent la clientèle des investisseurs institutionnels.	Le marché boursier a accusé un recul imputable à l'incertitude des marchés, tandis que le fléchissement des taux d'intérêt a ralenti la vente des CPG.	<ul style="list-style-type: none"> Élargissement de l'accès au circuit de distribution axé sur les services-conseils, secteur à la croissance la plus rapide, par l'acquisition du Groupe de fonds Guardian Ltée. Augmentation du nombre de spécialistes en fonds d'investissement dans des succursales clés de la Banque. Signature d'une entente de coopération avec la société chinoise Fullgoal Fund Management, dans le but de développer le secteur des fonds d'investissement en Chine. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> La conjoncture et les taux d'intérêt actuels devraient se maintenir en 2002. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer à offrir des produits et services de placement novateurs répondant aux besoins des investisseurs en cette période de transition et de changement de cycle économique. Continuer à affecter des spécialistes en fonds d'investissement dans des succursales clés.
Les services de placement traditionnels de la Division des services aux particuliers de BMO Nesbitt Burns offrent une gamme intégrée de produits et services visant à aider les clients à accroître et à gérer leur patrimoine.			
Offrir des conseils de qualité aux clients des services de placement traditionnels et augmenter le nombre de conseillers en placement.	Les turbulences des marchés ont entraîné une diminution des transactions.	<ul style="list-style-type: none"> Nous avons continué à affecter des conseillers en placement aux succursales de la Banque et avons élargi notre équipe de vente pour en faire la plus importante au Canada. Nous avons lancé Courtage intégral en ligne BMO Nesbitt Burns, qui combine les avantages du courtage traditionnel à la gamme complète de services accessibles par Internet. Nos services rémunérés et nos activités d'assurance ont enregistré une progression rapide. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> La faiblesse des marchés devrait se poursuivre en 2002. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre notre essor en augmentant la taille de notre équipe de vente et en faisant ressortir le rôle à valeur ajoutée de conseiller en placement. Continuer à tirer profit de nos relations d'affaires actuelles et accroître nos activités rémunérées.
Les services de placement en direct offerts par BMO Ligne d'action et Harris InvestorLine permettent de répondre à la demande croissante de services d'investissement en direct à l'échelle de l'Amérique du Nord.			
Offrir des services à valeur ajoutée pour répondre aux besoins changeants des clients en matière de placement en direct et aider ceux qui optent pour l'autogestion à prendre des décisions à long terme éclairées.	Les transactions des clients ont diminué en réaction à l'affaiblissement des marchés. Les récentes acquisitions ont été intégrées avec succès à nos activités.	<ul style="list-style-type: none"> BMO Ligne d'action a été classée au premier rang parmi les services de courtage en ligne en 2001 par Quicken.ca, et a lancé le Planificateur de retraite BMO Ligne d'action, premier planificateur de retraite en ligne au Canada. Harris InvestorLine, dont l'intégration aux activités américaines est maintenant achevée, se classe parmi les 20 meilleurs courtiers en ligne, selon le rapport Gomez de l'automne 2001. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Le climat d'incertitude devrait se poursuivre au cours de l'exercice 2002 et pourrait avoir pour effet de réduire le niveau d'activité des clients. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Étendre et mettre à profit nos relations avec les clients en donnant à ces derniers accès aux services de placement en direct.
BMO Banque privée Harris offre un programme intégré de services bancaires, de fiducie et de gestion de placements à des clients à valeur nette élevée au Canada.			
Tirer parti du modèle axé sur le client propre à une banque privée pour offrir une gamme complète de produits financiers à des clients à valeur nette élevée en quête d'une relation personnalisée, par le biais d'un unique circuit de distribution.	Le piètre rendement du marché boursier a ébranlé la confiance des investisseurs et le ralentissement général de l'économie s'est répercuté sur la création d'entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> Nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos initiatives stratégiques à long terme, notamment en ouvrant des succursales à Hamilton et à Québec. Nous avons lancé des produits clés dans le cadre de l'intégration de nos services, notamment le Planificateur de retraite et les conventions de retraite. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des taux d'intérêt intensifiera les pressions sur les marges. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre notre essor et améliorer notre position concurrentielle par l'expansion du réseau de distribution.
La Harris Private Bank offre un programme spécialisé de services bancaires, de gestion de placements, de fiducie et de planification successorale à des familles et à des particuliers fortunés aux États-Unis.			
Offrir des solutions intégrées exceptionnelles, adaptées aux différentes étapes de la vie, et répondre aux besoins financiers du client grâce à une approche axée sur les conseils et une large gamme de produits.	Face à la faiblesse des marchés, en particulier celui des actions, les clients ont été réticents à avoir recours à des services de gestion de placements.	<ul style="list-style-type: none"> Nous avons continué à étendre notre réseau de distribution dans les principaux segments prospères des États-Unis en ouvrant trois bureaux à Phoenix, et un à Minneapolis. Nous avons doublé le nombre de représentants spécialisés dans la région de Chicago. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> L'affaiblissement de l'économie et la baisse des taux d'intérêt intensifieront les pressions sur les marges. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Élargir notre réseau de distribution.
Les services de gestion de l'actif institutionnel comprennent les services traditionnels de gestion d'actif de caisses de retraite, de fonds de dotation, de fiducies, de provisions de sociétés d'assurance, de surplus de sociétés et de fonds affiliés aux fonds d'investissement BMO au Canada et aux États-Unis. Ce secteur d'activité offre également des contrats à terme gérés et des fonds de couverture aux particuliers et aux institutions.			
Accroître nos activités de gestion de placements grâce à des rendements supérieurs et à la prestation d'un service à la clientèle d'excellente qualité.	Le ralentissement des marchés s'est répercuté sur l'actif sous gestion lié aux actions, et les regroupements dans le secteur ont mené à l'entrée en scène de concurrents de plus grande envergure au Canada et aux États-Unis.	<ul style="list-style-type: none"> Nous avons obtenu d'excellents résultats en matière de services traditionnels de gestion de fonds. Nous avons amélioré notre position sur le marché de la gestion des fonds. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> L'affaiblissement de l'économie et la baisse des taux d'intérêt présenteront de nouveaux défis. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre notre essor grâce à des rendements supérieurs et à la prestation d'un service à la clientèle d'excellente qualité.

Résultats financiers

En 2001, le revenu net du groupe Gestion privée s'est établi à 121 millions de dollars, en baisse de 69 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est imputable au ralentissement des marchés, tant au Canada qu'aux États-Unis, qui a entraîné un fléchissement du volume des transactions et de la valeur des actions.

Les revenus ont diminué de 67 millions de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 1 497 millions de dollars. La hausse des revenus provenant des acquisitions a été contrebalancée par la conjoncture difficile des marchés et par la baisse générale de la valeur des actions qui se sont principalement répercutées sur les services de placement traditionnels et en direct.

Les frais autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 61 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 1 273 millions de dollars. La rémunération liée aux revenus a diminué sous l'effet du ralentissement des marchés. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation des frais liés aux acquisitions et des dépenses d'investissement, le groupe ayant continué à se concentrer sur sa stratégie à long terme visant à étendre le réseau de distribution par le biais d'initiatives telles que l'acquisition, au troisième trimestre, du Groupe de fonds Guardian Itée. Cette acquisition s'est traduite par une augmentation de 2 milliards de dollars de l'actif sous gestion au Canada.

Malgré la conjoncture difficile des marchés (le TSE 300 et le S&P 500 ont respectivement plongé de 28,6 % et de 25,9 %), l'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme ont augmenté de 3 milliards de dollars pour atteindre 237 milliards de dollars.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

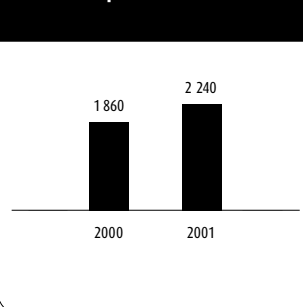
Le revenu net de 2000 s'établissait à 190 millions de dollars, en hausse de 49 millions, ou 35 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation traduisait la croissance des revenus liés aux services de placement traditionnels et en direct résultant de l'accroissement du volume de transactions effectuées par les clients, au premier semestre, et des ventes de placements à terme destinés aux particuliers. La baisse des revenus de négociation sur les contrats à terme gérés a freiné la croissance des revenus. Les dépenses avaient augmenté en raison de la hausse de la rémunération liée aux revenus, des frais entraînés par l'intensification des activités, y compris la croissance découlant des acquisitions effectuées aux États-Unis, ainsi que des dépenses relatives aux initiatives stratégiques. En 1999, le mois de résultats supplémentaires de Nesbitt Burns avait eu comme effet d'accroître les revenus de 56 millions de dollars et les dépenses de 53 millions de dollars.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars, sauf indication contraire)

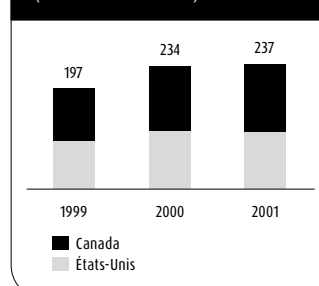
Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	531	505	408
Autres revenus	966	1 059	851
Total des revenus	1 497	1 564	1 259
Provision pour créances irrécouvrables	2	1	–
Frais autres que d'intérêts	1 273	1 212	997
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et écarts d'acquisition	222	351	262
Impôts sur le revenu (bic)	91	153	112
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	10	8	9
Revenu net	121	190	141
Profit économique net	59	138	99
Rendement de l'avoire des actionnaires avant amortissement (%)	17,7	35,1	31,7
Marge nette d'intérêts (%)	9,94	11,76	12,52
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	85,0	77,5	79,2
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	821	572	463
Actif moyen	5 345	4 291	3 258
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	4 420	4 855	2 812
Solde moyen des prêts courants (y compris les titres pris en pension)	3 477	2 938	2 237
Solde moyen des dépôts	39 869	38 331	33 829
Actif sous administration	130 548	130 937	101 953
Actif sous gestion	72 980	69 353	60 820
Effectif : équivalent de durée normale	5 127	4 735	4 226

Nombre de représentants-spécialistes en placement en Amérique du Nord



Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme (en milliards de dollars)



Groupe Services d'investissement

Description

Le groupe Services d'investissement (SI) chapeaute toutes les entités offrant des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, dans divers secteurs d'activité au Canada. À l'échelle nord-américaine, le groupe a ciblé les secteurs des médias et communications et de l'énergie. Dans le Midwest américain, sous la marque Harris NesbittSM, le groupe sert des moyennes entreprises, principalement dans les secteurs alimentaire et agricole. Son expertise dans ce domaine s'étend à l'ensemble des États-Unis. Le groupe SI assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Nous offrons des solutions financières clés en main, comprenant des services de trésorerie, de change, de financement du commerce international, de prêts aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de

titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus d'être reconnu pour la qualité de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition des investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation qui comptent parmi les meilleurs du marché.

Stratégie

Le groupe vise à devenir une banque d'investissement intégrée, à service complet, à l'échelle nord-américaine. Il mise sur son expertise et ses ressources particulières pour procurer à ses clients canadiens de tous niveaux et aux moyennes entreprises du Midwest américain une approche intégrée répondant à leurs besoins en matière de mobilisation de fonds. Le groupe est également résolu à maintenir sa présence au Royaume-Uni, en Europe et en Asie.

Objectifs et réalisations de 2001

- **Nouvelle réduction notable de l'actif pondéré en fonction des risques.**
 - Nous avons réduit l'actif pondéré en fonction des risques de 6,1 milliards de dollars, pour le ramener à 66,4 milliards de dollars.
- **Mise à profit de notre leadership au Canada dans tous les secteurs d'activité.**
 - Pour la septième année de suite, le groupe se classe au premier rang quant à la part de marché des transactions par bloc.
 - Depuis les 21 dernières années, nos services de recherche arrivent en tête dans le rapport Brendan Wood International.
 - Pour la sixième année d'affilée, l'équipe Titrisation au Canada occupe la première place en matière de distribution et de négociation de titres adossés à des créances mobilières ou hypothécaires, selon l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.
- **Poursuite de notre expansion sur le marché hautement rentable des moyennes entreprises du Midwest américain et dans les secteurs spécialisés connexes, comme les services alimentaires et agricoles ainsi que le financement sur actif.**
 - Nous avons mis à profit les relations avec les emprunteurs sur le marché des moyennes entreprises du Midwest américain, ce qui a entraîné, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation de 50 % des revenus tirés des services bancaires d'investissement. Nous avons maintenu notre flux de transactions malgré un marché et un contexte économique très difficiles, en mettant l'accent sur le marché des moyennes entreprises du Midwest et l'expertise acquise dans les secteurs spécialisés.
- **Accroissement de la rentabilité des activités relatives aux marchés des capitaux d'emprunt et à la gestion de trésorerie.**
 - Nous avons abandonné nos activités peu rentables pour nous concentrer sur les services de négociation axés sur le client, et nous avons fortement réduit nos coûts.
- **Poursuite de l'établissement de relations durables avec les clients des secteurs des médias et communications et de l'énergie.**
 - Nous avons poursuivi l'exécution de notre stratégie de financement de la croissance des entreprises des médias et télécommunications en leur offrant des solutions clés en main. Jusqu'à présent, BMO Halyard Partners a investi sous forme de financement mezzanine et de capital-investissement dans neuf entreprises. De plus, nous avons accru nos capacités en matière de services relatifs aux marchés des capitaux, dans le secteur des médias et communications, et nous avons agi comme gestionnaire dans des transactions qui ont permis de réunir plus de 7 milliards de dollars de capital.
 - Nous avons continué à mettre à profit notre expertise dans le secteur de l'énergie, en nous engageant dans dix transactions dont la valeur totalise 11,1 milliards de dollars.
- **Augmentation de 6 milliards de dollars américains du portefeuille d'actifs sous gestion de l'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit, pour le porter à 13 milliards de dollars américains.**
 - Nous avons augmenté de 4 milliards de dollars américains le portefeuille d'actifs sous gestion de l'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit, pour le porter à 11 milliards de dollars américains et ce, malgré la conjoncture difficile du marché cette année.
- **En matière d'évaluation des risques, le groupe SI applique les processus internes de la Banque, sous la supervision de deux cadres spécialisés du groupe Gestion des risques.**

Objectifs de 2002

- Conserver notre leadership au Canada dans le domaine des services rémunérés et rentables de souscription de titres de participation et de créance, de la titrisation et des fusions et acquisitions.
- Étendre la présence de Harris Nesbitt comme premier fournisseur de services d'investissement auprès des moyennes entreprises du Midwest américain.
- Poursuivre notre expansion dans les secteurs des médias et communications et de l'énergie.
- Mettre à profit nos capacités en matière de services de banque d'investissement et accroître nos placements dans des titres de participation au capital.
- Continuer à accroître nos activités de gestion des instruments de crédit et porter le total des actifs sous gestion à 15 milliards de dollars américains, en mettant l'accent sur les structures d'actif de premier ordre.

Contexte et perspectives

Le groupe Services d'investissement évolue dans un contexte nord-américain très concurrentiel. Les grandes entreprises et les institutions clientes ont accès à un nombre croissant de possibilités en matière de financement et de fusion et acquisition aux États-Unis, et elles exigent de leurs conseillers qu'ils mettent à leur disposition un éventail complet de ressources à l'échelle nord-américaine. En dépit de la concurrence accrue des banques d'investissement d'envergure internationale, le groupe a conservé son leadership dans ses activités rémunérées et rentables de base au Canada, comme la souscription de titres de participation, la recherche, la titrisation et les fusions et acquisitions. Aux États-Unis, il a réussi l'intégration des services de banque d'affaires et de banque d'investissement auprès des moyennes entreprises américaines sous la

marque Harris Nesbitt. Dans le cadre de sa stratégie nord-américaine, le groupe SI est en mesure de fournir des produits et services intégrés à ses clients des deux côtés de la frontière.

Le ralentissement économique qui touche l'ensemble de la planète a entraîné une baisse des activités de fusion et acquisition dans le monde entier, en particulier dans les secteurs de la technologie et des médias et communications. Le niveau des nouvelles émissions des grandes entreprises et les volumes négociés sur le marché des titres de participation ont également diminué, tandis que l'on constatait une détérioration générale du marché du crédit. En vue de stimuler l'économie, les principales banques centrales du monde ont adopté des programmes de réduction des taux d'intérêt. Le groupe a largement tiré avantage de la baisse des taux d'intérêt en 2001.

Au moment d'aller sous presse, il était difficile de prédire l'orientation que prendrait l'économie. Le groupe prévoit une croissance d'environ 1,6 % au Canada en 2002, en légère hausse par rapport à l'augmentation de 1,3 % enregistrée en 2001. Le principal risque auquel l'économie canadienne doit faire face demeure l'incertitude quant au moment et à la vigueur de la reprise américaine. Le groupe Services d'investissement demeure confiant en l'avenir de ses activités, tout en se préparant à un autre recul du contexte commercial au premier semestre de 2002. La reprise devrait s'amorcer au deuxième semestre de 2002, conséquence

du programme énergique de réduction des taux d'intérêt mis en œuvre en 2001. La hausse prévue des taux d'intérêt à court terme en 2002 se répercutera sur le rendement de nos produits sensibles aux taux d'intérêt. L'avancée prudente des marchés boursiers et les faibles augmentations de volumes poseront des défis de taille à la Division des actions. Les activités de négociation axées sur le client des Marchés financiers demeureront solides, tandis que le contexte commercial du secteur Investissements et services aux grandes entreprises risque de se détériorer, notamment en ce qui a trait aux émissions sur le marché du crédit.

Stratégie commerciale	Défis en 2001	Faits saillants de 2001	Perspectives et orientation pour 2002
<p>Les Investissements et services aux grandes entreprises offrent une gamme complète de services financiers à des clients répartis dans toute l'Amérique du Nord et l'Europe. Les services offerts comprennent la mobilisation de capitaux dans les secteurs publics et privés, les services-conseils en matière de restructuration de capital et dans le domaine des fusions et acquisitions, la présentation d'évaluations et d'opinions sur l'équité du prix offert en plus d'un vaste éventail de produits et d'instruments de crédit.</p>			
<p>Au Canada, consolider notre leadership dans les produits et les marchés clés. Aux États-Unis, promouvoir nos services d'investissement et nos services aux entreprises auprès des moyennes entreprises du Midwest américain par le biais de Harris Nesbitt. En Amérique du Nord, les principaux secteurs ciblés sont ceux des médias et communications et de l'énergie.</p>	<p>La mondialisation continue d'attirer les sociétés canadiennes vers les marchés américains et européens. La poursuite des regroupements de nos concurrents et de nos clients a accru les pressions concurrentielles à l'échelle internationale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Classement dans le peloton de tête comme preneur ferme d'émissions privées sur le marché canadien. • Position de chef de file en matière de services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, grâce à la réalisation de 35 transactions totalisant 25,3 milliards de dollars. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'affaiblissement du contexte commercial posera de nouveaux défis. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer notre leadership au Canada et accroître nos activités aux États-Unis.
<p>Les Marchés financiers offrent des solutions intégrées relatives aux titres d'emprunt et aux opérations de change, de taux d'intérêt et de marchandises à des entreprises de toutes tailles et à des particuliers ciblés. Le groupe met également à la disposition de la Banque et de ses clients des services efficaces de financement et de gestion des liquidités.</p>			
<p>Activités axées sur le client De concert avec nos partenaires des SI, nous entendons nous hisser au premier rang des fournisseurs de solutions intégrées aux entreprises clientes ciblées.</p> <p>Financement et activités internes Offrir des services efficaces de financement et de gestion des liquidités à la Banque et à ses clients.</p>	<p>Le volume des activités de prise ferme visant des transactions financées par recours à l'emprunt a diminué par rapport à l'exercice précédent, mais il est demeuré plus élevé que le marché, qui a accusé une baisse de 30 %. La volatilité du marché à la suite des événements du 11 septembre pose également certains défis.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien de notre rôle de chef de file dans le programme de placement de titres d'une valeur de 3,1 milliards de dollars de l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto. • Classement par Euromoney au dix-septième rang parmi tous les fournisseurs de services de change au monde. • Lancement de plusieurs solutions électroniques pour optimiser le service à la clientèle. • Progression sur les marchés américains des capitaux d'emprunt et spécialisation dans les secteurs à rendement élevé, les placements privés, les investissements en capital et les restructurations. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les pressions s'accroîtront sous l'effet de la conjoncture de récession et de l'aplatissement de la courbe de rendement. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir le cap sur la pénétration des marchés cibles, la croissance et le renforcement des relations avec les investisseurs. • Accroître les activités de financement et de gestion des liquidités. • Optimiser le service à la clientèle grâce au commerce électronique.
<p>La Division des actions offre l'une des gammes de produits canadiens les plus complètes à l'échelle internationale, notamment des services de vente, de négociation et de recherche de haute qualité à des clients institutionnels de premier ordre.</p>			
<p>Maintenir notre position de chef de file comme distributeur d'actions canadiennes dans le monde et accroître notre présence, de façon sélective, sur le marché américain.</p>	<p>L'amoindrissement de la liquidité des marchés financiers et de la volatilité des prix dans le marché des actions a eu un effet négatif sur les revenus. L'accroissement de la part des institutions américaines du marché canadien s'est également répercuté sur nos activités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien de notre leadership dans les transactions par bloc. • Classement en tête dans le rapport Brendan Wood International pendant 21 années consécutives. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le marché adoptera une démarche prudente et n'enregistrera qu'une modeste augmentation de volume. • Les rendements seront faibles. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conserver notre leadership dans la négociation de blocs d'actions et la recherche externe. • Accroître nos ressources en produits dérivés d'actions en élargissant notre gamme de produits.

Stratégie commerciale	Défis en 2001	Faits saillants de 2001	Perspectives et orientation pour 2002
L'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit offre aux émetteurs de titres et aux investisseurs des produits et services utilisant le crédit comme outil de financement et de gestion de l'actif.			
Élaborer des services de structuration du crédit très rentables et supérieurs à ceux de la concurrence.	<p>Titrisation Maintien de la concurrence dans le domaine du financement par titrisation.</p> <p>Gestion des instruments de crédit L'instabilité imputable aux turbulences des marchés du crédit a freiné la croissance de l'actif sous gestion, en particulier dans le secteur des titres à rendement élevé. La participation de la Banque dans ses propres titres adossés à des obligations à rendement élevé a également subi l'influence de la conjoncture défavorable du marché.</p>	<p>Titrisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous avons conservé notre leadership dans le marché très concurrentiel du Canada, en nous classant dans le peloton de tête en matière d'instruments de mobilisation d'actif multi-vendeurs, des opérations à terme, de la négociation et de la distribution. Nous avons augmenté nos revenus de commissions au Canada et aux États-Unis. <p>Gestion des instruments de crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous avons lancé un programme de gestion d'actifs de premier ordre en euros. Sur l'ensemble de la période, nous avons obtenu un rendement relatif élevé, grâce aux résultats, supérieurs aux indices boursiers et aux objectifs internes, atteints par les équipes de l'Amérique du Nord et du Royaume-Uni. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> On s'attend à ce que la situation demeure difficile dans les marchés à rendement élevé. <p>Orientation – Titrisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Conserver notre leadership dans le marché canadien. Augmenter de plus de 15 % les revenus de commissions. <p>Orientation – Gestion des instruments de crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> Accroître l'actif sous gestion de 4 milliards de dollars américains, en mettant l'accent sur les structures d'actif d'excellente qualité. Continuer d'afficher des résultats supérieurs aux indices des marchés et aux objectifs internes.
L'équipe Affaires internationales offre aux institutions financières et à certaines grandes multinationales choisies des solutions novatrices dans les domaines du financement du commerce international, des comptes de correspondants bancaires, du financement des courtiers en valeurs et d'autres services bancaires.			
Occuper le premier rang au Canada en matière d'opérations internationales en offrant des solutions réunissant un service à la clientèle de tout premier ordre, des produits novateurs, une technologie de pointe et un système de distribution efficace à grande échelle.	La détérioration des nouveaux marchés s'est répercutée sur les revenus. Nous travaillons à améliorer l'accès électronique à nos services.	<ul style="list-style-type: none"> Nous sommes demeurés en tête, en occupant une part importante du marché, dans certains créneaux rentables. Le financement des courtiers en valeurs a affiché des résultats positifs malgré la conjoncture difficile du marché. Pour conserver notre leadership en financement du commerce international, nous élaborons en collaboration un service international de traitement des transactions électroniques relatives au commerce international. Cette coentreprise, appelée Proponix, a été mise sur pied de concert avec des partenaires des secteurs bancaire et technologique. Situé en Australie, le centre d'activité initial a déjà exécuté avec succès ses premières transactions en direct. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> La poursuite du ralentissement dans les nouveaux marchés nous incite à faire preuve de prudence dans nos prévisions pour 2002. Les résultats de nos opérations de base auprès des correspondants bancaires devraient demeurer positifs. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre notre croissance dans les marchés ciblés, comme le financement du commerce international et le financement des courtiers en valeurs, où nous disposons de ressources particulières, et promouvoir avec dynamisme, à l'échelle internationale, nos compétences exceptionnelles dans le secteur des comptes de correspondants bancaires au Canada et aux États-Unis.
L'équipe Opérations de banque d'affaires , par le biais de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns et BMO Halyard Partners, localise les sources de fonds, et elle structure et finance des opérations de capital-investissement au Canada et aux États-Unis, comme solution de rechange à l'appel public à l'épargne. L'équipe investit également dans des fonds d'investissement de tiers.			
Investir de façon sélective dans des opérations de financement mezzanine et de capital-investissement qui répondent aux critères de rendement minimal et sont susceptibles d'accroître la valeur de la relation d'affaires parce qu'elles présentent des occasions d'offrir la gamme complète de services du groupe SI.	Le stade de début de croissance de la plupart des placements, dans un contexte de ralentissement économique, a eu des effets négatifs sur nos réalisations. La valeur des opérations de capital-investissement s'est également dépréciée.	<ul style="list-style-type: none"> Les revenus de dividendes ont atteint 38 millions de dollars (bic). Le total des fonds investis et engagés au 31 octobre 2001 s'établissait à 682 millions de dollars, soit une augmentation de 129 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. 	<p>Perspectives</p> <ul style="list-style-type: none"> Actuellement, le marché offre des structures et des rendements attrayants, en raison de la demande accrue de capital-investissement, liée en partie à l'incertitude entourant les stratégies de retrait de nombreuses entreprises. <p>Orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer notre recherche sélective de placements répondant à nos critères de rendement minimal et offrant un potentiel d'augmentation de la valeur de la relation d'affaires.

Résultats financiers

En 2001, le revenu net du groupe s'est établi à 402 millions de dollars, accusant un recul de 201 millions ou 33 % par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite de la dévaluation exceptionnelle de 178 millions de dollars (105 millions après impôts) des opérations de capital-investissement dans ses propres obligations adossées à des créances, au quatrième trimestre, le revenu net s'établissait à 507 millions de dollars, en baisse de 96 millions comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 71 millions de dollars, ou de 3 %, pour atteindre 2 380 millions de dollars. Sans l'élément susmentionné, les revenus se seraient accrus de 249 millions de dollars, ou de 11 % pour atteindre 2 558 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à la forte amélioration des résultats du groupe Marchés financiers, qui a tiré profit des nombreuses réductions de taux d'intérêt décrétées par les banques centrales et de l'intensification des activités de négociation axées sur le client. Les revenus élevés tirés des dividendes et des activités de titrisation, ainsi que l'augmentation des marges sur prêts ont également contribué à la hausse. Le ralentissement économique au Canada et aux États-Unis a entraîné une baisse du niveau d'activité dans le domaine des fusions et acquisitions, en particulier dans le secteur de la technologie, des médias et des communications. Les nouvelles émissions de titres de participation et de créance des grandes entreprises ont également diminué, et les volumes négociés sur les marchés des actions ont chuté par rapport aux niveaux records enregistrés l'an dernier. Les revenus de l'exercice tiennent compte de la dévaluation totale de 225 millions de dollars (avant impôts) des opérations de capital-investissement du groupe dans ses propres obligations adossées à des créances, sous l'effet de la détérioration des marchés du crédit. La dépréciation enregistrée au chapitre de la participation au capital de sociétés fermées a également été plus élevée cette année.

La provision pour créances irrécouvrables a augmenté de 387 millions de dollars, pour atteindre 538 millions. La hausse reflète les mesures prises pour nous prémunir contre les effets sur notre portefeuille de la détérioration de la conjoncture économique en Amérique du Nord, à la fin de l'exercice 2001. La provision a été relevée à l'égard du portefeuille canadien et des prêts aux moyennes entreprises américaines dans divers secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 59 millions de dollars, ou de 5 %, pour s'établir à 1 227 millions de dollars, en raison, principalement, de l'accroissement de la rémunération liée à la production de revenus et des frais de personnel engagés pour soutenir la stratégie du groupe.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

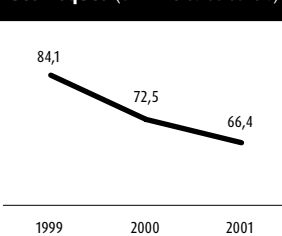
Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	1 260	1 098	1 282
Autres revenus	1 120	1 211	1 010
Total des revenus	2 380	2 309	2 292
Provision pour créances irrécouvrables	538	151	79
Frais autres que d'intérêts	1 227	1 168	1 134
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et écarts d'acquisition	615	990	1 079
Impôts sur le revenu (bic)	206	380	429
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	7	7	7
Revenu net	402	603	643
Profit économique net	(95)	106	150
Rendement de l'avoire des actionnaires avant amortissement (%)	8,3	13,6	13,9
Marge nette d'intérêts (%)	0,89	0,79	0,93
Ratio des frais autres que d'intérêt aux revenus (%)	51,6	50,6	49,5
Avoire moyen des actionnaires ordinaires	4 258	4 012	4 223
Actif moyen	141 685	139 567	137 455
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	66 366	72 497	84 116
Solde moyen des prêts courants (abstraction faite des titres pris en pension)	36 160	38 325	35 084
Solde moyen des titres pris en pension	20 616	20 210	29 259
Solde moyen des dépôts	56 613	66 112	63 782
Actif sous administration	2 207	4 344	4 102
Actif sous gestion	16 485	11 404	2 907
Effectif : équivalent de durée normale	2 163	2 117	2 105
Abstraction faite des éléments exceptionnels			
Total des revenus (bic)	2 558	2 309	2 292
Revenu net	507	603	643
Rendement de l'avoire des actionnaires avant amortissement (%)	10,7	13,6	13,9
Ratio des frais autres que d'intérêt aux revenus (%)	48,0	50,6	49,5

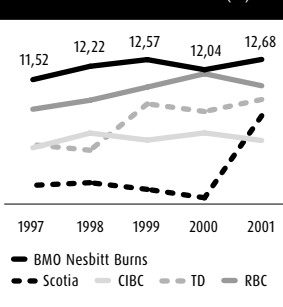
Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le revenu net tiré de l'exploitation normale s'était établi à 603 millions de dollars, en hausse de 7 millions, ou de 1 % par rapport à l'année précédente. Selon les états financiers, le revenu net avait reculé de 40 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à 1999, en raison de l'application de la méthode d'établissement de provisions pour pertes prévues afin de déterminer la provision pour créances irrécouvrables des entités d'exploitation, et de l'ajout du mois de résultats supplémentaires de BMO Nesbitt Burns. Les résultats provenant de l'exploitation normale en 2000 reflétaient l'activité soutenue dans le domaine des fusions et acquisitions et des nouvelles émissions, en raison des rapides regroupements de nombreux secteurs d'activité, du volume record d'actions négociées et des gains d'investissement. L'aplatissement de la courbe de rendement en 2000 a eu des effets négatifs sur le rendement des activités sensibles aux taux d'intérêt. Le revenu net inscrit en 2000 avait subi l'incidence des pertes de négociation de 30 millions de dollars (après impôts) sur les options du secteur du gaz naturel, à la suite de la flambée des prix de l'énergie.

Actif pondéré en fonction des risques (en milliards de dollars)



Transactions par bloc – groupe de référence au Canada (%)



Emfisys^{MD}

Description

Emfisys, groupe de technologie et d'affaires électroniques, assure au Groupe de sociétés de la Banque de Montréal et à ses clients des services de planification, d'élaboration de stratégie et de développement en matière de technologie de l'information, une capacité de traitement de transactions, la gestion de trésorerie à l'échelle nord-américaine, ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Emfisys est également chargé de la création, du développement et du soutien des services d'affaires électroniques de la Banque.

Stratégie

Créer une valeur supérieure de l'avoir des actionnaires du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal, en étant le fournisseur concurrentiel privilégié de ses clients internes (groupe PE, groupe GP, groupe SI). Le groupe offre des solutions en matière de technologie et de traitement de l'information, et investit dans des alliances stratégiques et des projets d'impartition.

Objectifs et réalisations en 2001

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Création de valeur supérieure pour la Banque, les clients et les actionnaires, en transférant la responsabilité de la plupart des activités d'affaires électroniques de la Banque au groupe Emfisys afin de maximiser la valeur de nos produits et services et de former des partenariats avec toutes les entités d'exploitation quant à la planification, l'affectation des ressources et les investissements. <ul style="list-style-type: none"> - Emfisys a créé la direction Affaires électroniques en vue de soutenir les priorités des secteurs d'activité de la Banque en matière d'affaires électroniques et de consolider la régie et la planification stratégique des affaires électroniques. • Augmentation de la compétitivité, de l'efficacité et de la qualité du service grâce à la création d'activités à forte croissance et à rendement élevé, aux investissements et aux innovations technologiques, à la recherche et au développement en matière d'affaires électroniques, et à l'optimisation des alliances stratégiques, des partenariats, des coentreprises et des projets d'impartition. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons lancé le réseau de commerce électronique interentreprises eScoutSM auprès de notre clientèle de petites et moyennes entreprises aux États-Unis; le réseau compte parmi les réseaux les plus prospères et dont la croissance est la plus forte en Amérique du Nord. Dans le cadre d'une entente conclue avec la Chambre de commerce du Canada, nous avons offert les services d'appels d'offres électroniques MERX^{MC} à plus de 170 000 entreprises canadiennes. Enfin, nous avons signé une lettre d'intention avec CertaPay Inc. en vue d'offrir aux clients un système sécuritaire de virement de fonds entre particuliers. • Expansion du centre de données sur la clientèle des particuliers à tous les circuits de distribution pour promouvoir un service à la clientèle de haut calibre. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons créé un système permettant de visionner en temps réel l'éventail complet de produits bancaires aux particuliers détenus par nos clients, améliorant ainsi la prestation de services dans l'ensemble de nos succursales, les centres d'appel BMO mbanx Direct et bmo.com. | <ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'une plate-forme intégrée pour les services aux particuliers. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons créé et lancé Connexion Pathway, plate-forme à la fine pointe de la technologie, afin de fournir aux employés des services aux particuliers et aux entreprises les outils nécessaires pour consolider les relations avec les clients et répondre aux besoins de chacun d'entre eux. - Nous avons créé et lancé Optimizer, application avant-gardiste en matière de vente et service qui permet à plus de 2 000 prêteurs aux entreprises de l'ensemble du Canada d'offrir à leurs clients des produits, services et solutions améliorés, en temps voulu. • Prestation de services par Internet au plus grand nombre possible de secteurs d'activité, à l'intention tant des clients que des employés. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons créé et lancé Courtage intégral en ligne, première application de service de courtage en ligne à service complet, afin de fournir aux clients de BMO Nesbitt Burns les plus récentes données financières et d'évaluer leur tolérance au risque en vue de les guider dans leurs décisions de placement. • Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement électronique à l'échelle de l'entreprise, qui permettra de réduire les coûts de traitement et de fournir des données détaillées dans le but d'accroître le contrôle et de profiter de meilleures occasions d'approvisionnement. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons mis en œuvre BMO Achats en ligne afin de réaliser des économies en automatisant les activités d'approvisionnement et en améliorant l'accès aux sources d'approvisionnement par le rehaussement de la qualité des renseignements sur les achats et la conformité avec les programmes privilégiés. • Accélération de la croissance du marché des entreprises par la conception et la prestation des produits et services de la Gestion de trésorerie Amérique du Nord. <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons créé et lancé le service DirectLine for Business de la Harris Bank, qui permet aux petites entreprises et aux clients des banques locales d'effectuer en ligne leur gestion de trésorerie. |
|--|---|

Objectifs pour 2002

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Achèvement du lancement à l'échelle du pays de la majorité des composantes de Connexion Pathway. • Lancement de eScoutSM auprès de nos clients des petites et moyennes entreprises au Canada. • Priorisation du client par la création d'un environnement soutenant une démarche personnalisée en matière de ventes, de service et de relations d'affaires. • Poursuite de la création d'alliances et de partenariats nous permettant d'offrir des solutions financières de calibre mondial et une qualité exceptionnelle à nos clients. | <ul style="list-style-type: none"> • Maximisation de la production de revenus, de la rentabilité et de la croissance, grâce à nos activités de Gestion de trésorerie Amérique du Nord, à notre direction Affaires électroniques, à nos alliances stratégiques, à nos partenariats et à nos coentreprises. • Lancement, grâce à une entente conclue avec CertaPay, d'un système de virement de fonds entre particuliers qui constitue une première mondiale de par sa nature et son envergure. • Pénétration accrue des marchés à fort potentiel de croissance et à valeur élevée en tirant parti de nos capacités technologiques supérieures en matière de gestion du patrimoine et de services bancaires d'investissement. |
|--|--|

Services d'entreprise

Description

Les Services d'entreprise comprennent les secteurs d'affaires qui offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de régie interne dans des domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, l'économie, la vérification interne, la gestion des risques, les

communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et dépenses liés à certaines activités de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères, l'obligation et les anciennes participations en actions de la Banque dans Bancomer ainsi que certaines positions de trésorerie.

Emfisys et Services d'entreprise (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)

	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	(212)	(202)	(56)
Autres revenus	880	680	531
Total des revenus	668	478	475
Provision pour créances irrécouvrables	173	(29)	76
Frais autres que d'intérêts	488	333	588
Revenu avant provision pour			
impôts sur le revenu, part des			
actionnaires sans contrôle dans			
les filiales et écarts d'acquisition	7	174	(189)
Impôts sur le revenu (bic)	(195)	(36)	(137)
Part des actionnaires sans contrôle	42	20	21
Amortissement des écarts d'acquisition,			
déduction faite de l'impôt			
sur le revenu applicable	16	16	(22)
Revenu net	144	174	(51)
Effectif : équivalent de durée normale	8 073	7 922	8 629

Abstraction faite des éléments exceptionnels

Total des revenus (bic)	347	404	504
Provision pour créances irrécouvrables	73	13	76
Frais autres que d'intérêts	488	376	447
Revenu net	(45)	80	45

Résultats financiers

Le revenu net pour l'exercice s'est établi à 144 millions de dollars, en baisse de 30 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000. Les résultats de

2001 tiennent compte d'un gain exceptionnel de 321 millions de dollars réalisé sur la vente de Bancomer (272 millions de dollars après impôts). Les résultats ont aussi été touchés par la provision générale pour créances irrécouvrables de 100 millions de dollars inscrite comme élément exceptionnel aux fins d'établissement de rapports. Les éléments exceptionnels et leurs effets sont énoncés à la page 55. Abstraction faite des éléments exceptionnels, la perte nette a atteint 45 millions de dollars, soit une détérioration de 125 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000. Les résultats tiennent compte de la réduction de 54 millions de dollars du revenu net sur l'investissement de la Banque dans Bancomer, à la suite du passage à la comptabilité analytique. Les revenus tirés de la titrisation ont reculé légèrement, alors que les gains constatés en raison de l'adoption d'une nouvelle directive comptable canadienne ont été plus que contrebalancés par la baisse du revenu net imputable à la diminution de l'encaisse, elle-même attribuable à des actifs en défaut dans un portefeuille titrisé et à la radiation de créances à recevoir titrisées. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les gains réalisés sur les ventes de titres de placement ont reculé par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables traduit l'affectation de provisions excédant la perte prévue imputée aux entités d'exploitation. Les frais se sont accrues en raison, notamment, du moment où la répartition des coûts aux entités d'exploitation a été effectuée. Les résultats de l'exercice en cours ont aussi bénéficié de diverses initiatives fiscales et de la résolution de questions fiscales auprès des autorités.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En 2000, le revenu net s'était établi à 174 millions de dollars, en hausse de 225 millions de dollars par rapport à l'exercice 1999. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net avait atteint 80 millions de dollars, ou 35 millions de dollars de plus que durant l'exercice 1999. En 2000, nous avons cessé de constater la participation de la Banque dans le revenu net de Bancomer, qui avait fléchi de 54 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Harris Bank

La Harris Bank, dont l'actif s'élève à 28 milliards de dollars américains, possède l'un des plus vastes réseaux de banques locales de l'Illinois et est reconnue à l'échelle nationale pour ses services de gestion privée et de fiducie personnelle, en plus d'être l'une des principales banques d'investissement des moyennes entreprises dans le Midwest américain. En 2001, la Harris disposait de près de 150 points de vente dans la région métropolitaine de Chicago, et de 15 autres en Arizona et en Floride. De concert avec la Banque de Montréal, la Harris offre à ses clients la gamme complète de services et l'expertise de l'une des plus grandes institutions financières d'Amérique du Nord. Notre clientèle comprend des particuliers,

de petites et moyennes entreprises ainsi que de grandes entreprises de la région de Chicago et au-delà. Nous offrons à nos clients un service, des conseils et une sélection de produits de haute qualité qui nous permettent d'établir de solides relations d'affaires.

Stratégie

La Harris Bank constitue le pivot de la stratégie de croissance de la Banque aux États-Unis. Cette stratégie, en trois volets, vise à assurer notre expansion en cercles concentriques à partir de Chicago. Notre premier objectif est de faire de la Harris la principale banque à service complet dans la

Objectifs et réalisations en 2001

• Maintien d'une croissance dans les deux chiffres du revenu net.

- Nous avons enregistré une croissance de 6 % du revenu net, abstraction faite de l'incidence du dessaisissement des services fiduciaires aux grandes entreprises et des affaires liées aux cartes de commerçants, ainsi que de l'augmentation de la provision prévue pour tenir compte du contexte économique plus incertain.

- Le revenu net déclaré a diminué de 25 %, pour s'établir à 201 millions de dollars américains.

• Grâce à la marque Harris, poursuite de la mise à profit de la vaste expérience de la Harris Bank en matière de gestion de placements et de services de fiducie personnelle afin d'étendre nos activités de gestion de patrimoine à toute l'Amérique du Nord.

- Nous avons accru, grâce à la marque Harris, nos services de gestion de patrimoine en lançant Harris AdvantEdge Investing, société d'investissement à service complet, en menant à bien l'intégration opérationnelle des récentes acquisitions et en élargissant la distribution des produits de gestion de patrimoine par le biais de notre réseau de banques locales.

• Augmentation accélérée de notre portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'accroître l'encours de ces prêts de plus de 1 milliard de dollars américains par année pour les prochains exercices.

- Les prêts aux particuliers et aux petites entreprises ont augmenté de 1 milliard de dollars américains. L'acquisition récente de la First National Bank of Joliet représente un montant supplémentaire de 562 millions de dollars américains.

• Poursuite de la stratégie d'expansion visant à faire de Harris Nesbitt la principale banque d'investissement des moyennes entreprises du Midwest américain.

- Harris Nesbitt a réussi l'intégration de nos secteurs de services d'investissement aux moyennes entreprises, et dispose maintenant d'équipes chargées de relations d'affaires ayant une approche unifiée et méthodique relativement aux clients à valeur élevée actuels et éventuels.

Objectifs de 2002

- Maintien de la solide croissance des prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'augmenter l'encours de ces prêts de plus de 1 milliard de dollars américains par année durant les prochaines années.
- Poursuite d'une croissance organique vigoureuse et d'acquisitions sélectives en vue d'atteindre notre objectif d'être la principale banque à service complet de la grande région de Chicago.
- Poursuite de l'expansion des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions que par la croissance organique, en tirant profit de la solide réputation de la Harris dans les principaux marchés américains, tout en pratiquant une politique d'expansion sélective dans certains nouveaux marchés à l'échelle du pays.
- Accélération de la création de relations d'affaires multiproduits de haut calibre au sein de Harris Nesbitt, et maintien d'une croissance à deux chiffres des revenus tirés des services d'investissement.

grande région de Chicago. Notre deuxième objectif est de tirer parti de notre franchise Harris pour devenir la principale banque d'investissement des moyennes entreprises du Midwest américain ainsi que des points forts de BMO Nesbitt Burns dans les secteurs à croissance élevée comme l'énergie, et les médias et communications. Enfin, notre troisième objectif est de regrouper les forces et l'expertise de longue date des services de Gestion bancaire privée de la Harris et des services de courtage complet de BMO Nesbitt Burns, pour étendre nos activités de gestion bancaire privée dans les États américains du Sud et d'autres centres urbains opulents de l'ensemble des États-Unis.

Contexte et perspectives

Sous l'effet des mesures d'incitation fiscales et monétaires mises en œuvre actuellement, l'économie devrait rebondir au milieu de 2002. L'emprunt des entreprises et des ménages demeurera relativement faible dans le contexte d'une relance progressive de l'économie. Toutefois, lorsque la reprise s'accéléra, la Harris Bank sera bien positionnée pour tirer parti des occasions qui surgiront dans le marché durant cette période d'expansion rapide, particulièrement grâce à notre position dans le marché bancaire relativement moins bien servi de la grande région de Chicago. De plus, comme la reprise de l'économie est toujours accompagnée d'un redémarrage du marché boursier, les activités bien établies de gestion de patrimoine de la Harris Bank devraient progresser dans un tel contexte. Enfin, nos solides relations d'affaires en matière d'investissement et de services aux entreprises avec les moyennes entreprises du Midwest et au-delà placeront la Harris en excellente position pour assurer une croissance rentable.

Résultats financiers

En dollars américains et selon les PCGR des États-Unis, le revenu net de la Harris Bank s'est établi à 201 millions de dollars, comparativement à 268 millions pour l'exercice précédent. Ce résultat représente une baisse de 67 millions de dollars, ou de 25 %. L'incertitude qui persiste sur le front économique a incité la Harris Bank à annoncer qu'elle augmentait sa provision pour créances irrécouvrables de 80 millions de dollars après impôts au quatrième trimestre. Si l'on exclut l'incidence de cette provision, liée principalement au portefeuille de prêts aux grandes entreprises, le revenu net de la Harris pour l'exercice a atteint 281 millions de dollars. Les résultats tiennent compte de l'acquisition de la First National Bank of Joliet et de ses actifs d'une valeur de 1,1 milliard de dollars américains. La comparaison des résultats est également touchée par le gain de 30 millions de dollars après impôts réalisé sur la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises au cours de l'exercice précédent, ainsi que par le gain de 36 millions de dollars après impôts réalisé sur la vente des affaires liées aux cartes de commerçants de la Harris Bank à Moneris et la réduction de 2 millions de dollars après impôts du gain réalisé sur la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises durant le présent exercice. Comme la transaction visant les affaires liées aux cartes s'est conclue entre sociétés apparentées, le gain n'a pas été incorporé aux résultats consolidés de la Banque de Montréal. Abstraction faite de ces gains et des charges connexes, de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables susmentionnée et du revenu d'exploitation des affaires ayant fait l'objet d'un dessaisissement, le revenu net pour l'exercice s'est établi à 248 millions de dollars, soit une augmentation de 15 millions de dollars ou de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable au maintien de la solide croissance des prêts à la consommation,

des prêts hypothécaires et des prêts aux petites entreprises ainsi que des dépôts des particuliers, et à une conjoncture plus favorable au chapitre des taux d'intérêt, qui a contribué à accroître le revenu net tiré des activités de gestion de trésorerie et de négociation. Toutefois, ces éléments ont été en grande partie neutralisés par l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables liée à l'effet du ralentissement économique qui a touché principalement le portefeuille des prêts aux grandes entreprises de la Harris, et par les frais liés à la croissance et à l'expansion des affaires.

Comparaison des résultats de 2000 avec ceux de 1999

En dollars américains et selon les PCGR des États-Unis, le revenu net s'est accru de 48 millions de dollars, pour atteindre 268 millions de dollars en 2000. Abstraction faite d'un gain exceptionnel de 30 millions de dollars réalisé sur la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises en 2000 et de la hausse des gains sur titres en 1999, le revenu net s'est accru de 13 %. Cette augmentation, qui traduit la forte croissance du volume d'affaires, un contrôle soutenu des frais et de faibles pertes sur créances irrécouvrables, a été en partie neutralisée par les répercussions de la hausse des taux d'intérêt.

Harris Bank (en millions de dollars américains, PCGR des États-Unis, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)

	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	760	694	642
Autres revenus	504	489	485
Total des revenus	1 264	1 183	1 127
Provision pour créances irrécouvrables	208	27	30
Frais autres que d'intérêts	723	713	738
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et écarts d'acquisition	333	443	359
Impôts sur le revenu (bic)	115	159	123
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	17	16	16
Revenu net	201	268	220
Composition du revenu net : Groupe PE	73	64	60
Groupe GP	23	22	22
Groupe SI	58	119	120
Services d'entreprise	47	63	18
Profit économique net	28	124	77
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (selon les normes américaines) (%)	12,9	21,1	17,5
Marge nette d'intérêts (selon les normes américaines) (%)	2,99	2,83	2,91
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	57,2	60,3	65,4
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	1 798	1 509	1 519
Actif moyen	28 677	27 705	25 260
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	22 732	23 287	20 518
Effectif : équivalent de durée normale	5 756	6 260	6 627

Perspectives

- Nous prévoyons que les économies du Canada et des États-Unis se relèveront au début de 2002.
- Nous prévoyons que les taux d'intérêt demeureront bas avant d'augmenter progressivement au second semestre de 2002.

- Nous prévoyons que le dollar canadien se raffermira légèrement par rapport au dollar américain.

Faits saillants en 2001 – Économie et services financiers au Canada et aux États-Unis

L'économie du Canada a ralenti considérablement au cours du premier semestre de 2001 et se contractera probablement durant le second semestre. Les exportations vers les États-Unis, où l'économie est déprimée, ont chuté durant l'année. Les investissements des entreprises en matière de matériel informatique ont diminué à la suite des dépenses excessives faites dans les années précédentes. Bien que soutenues par la baisse des taux d'intérêt, les dépenses de consommation ont décliné parallèlement au repli de l'emploi et à la chute des marchés boursiers. En revanche, favorisé par la baisse des taux hypothécaires, le marché du logement est demeuré vigoureux. Le taux de chômage est remonté après avoir glissé en 2000 à son plus bas niveau en un quart de siècle. Malgré les augmentations initiales des prix de l'énergie, l'inflation est restée faible, ce qui a incité la Banque du Canada à réduire les taux d'intérêt afin de stimuler la demande intérieure. Le dollar canadien s'est affaibli par rapport au dollar américain dans le sillage de la baisse des prix des produits de base.

La diminution des investissements des entreprises a ralenti la demande de financement des entreprises au cours de l'exercice 2001. Les prêts à la consommation ont aussi décliné en raison de la faiblesse des ventes de biens durables comme les automobiles, les meubles et les appareils ménagers. Toutefois, la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation est restée relativement forte dans un marché du logement résistant.

Les attaques terroristes survenues le 11 septembre ont vraisemblablement fait glisser en récession, durant le second semestre de 2001, l'économie américaine déjà chancelante. L'activité avait fortement ralenti au printemps et à l'été, avant de se contracter à l'automne, dans un contexte de diminution des exportations et des investissements des entreprises. Les dépenses de consommation ont faibli sous l'influence de la baisse de l'emploi et des cours boursiers. Cependant, la réduction des taux hypothécaires a fourni un soutien au solide marché du logement. Le taux de chômage s'est accru après avoir glissé au cours de l'année précédente à son plus bas niveau en 31 ans. Bien que légèrement à la hausse, l'inflation est demeurée assez faible pour permettre à la Réserve fédérale de réduire énergiquement les taux d'intérêt afin de soutenir la demande. Le gouvernement fédéral des États-Unis a annoncé un train de mesures fiscales de près de 200 milliards de dollars pour relancer l'économie défaillante et financer les efforts de reconstruction et les interventions militaires dans la foulée des attaques terroristes. La croissance des prêts a faibli durant l'exercice 2001.

Perspectives pour 2002 – Économie et services financiers

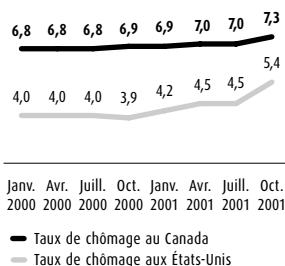
Des taux d'intérêt faibles et la reprise attendue aux États-Unis devraient permettre à l'économie canadienne de se raffermir en 2002. Dans un tel contexte, nous prévoyons que les marchés du logement demeureront solides. Selon nos prévisions, le taux de chômage remontera juste au-dessus de la barre de 8 %, avant de se replier légèrement. L'inflation devrait décliner en raison des excédents de capacité de l'économie. Les taux d'intérêt resteront probablement stables jusqu'à la fin de l'été, puis augmenteront progressivement. Le dollar canadien devrait se raffermir légèrement par rapport au dollar américain, tandis que l'économie mondiale et les prix des produits de base se redresseront. Nous prévoyons que les prêts consentis aux entreprises et aux ménages s'accroîtront.

Les politiques monétaires et fiscales stimulantes adoptées aux États-Unis devraient relancer l'économie américaine en 2002. Selon nos prévisions, les investissements des entreprises et les dépenses des consommateurs se raffermiront au premier semestre et augmenteront à un rythme supérieur à la normale au second semestre. L'activité demeurera solide dans le secteur du logement. Le taux de chômage devrait atteindre environ 6 % au début de l'année, avant de se replier. Les taux d'intérêt resteront probablement bas jusqu'à l'été, puis remonteront dans la foulée du raffermissement de la demande. La demande de prêts devrait s'améliorer au fur et à mesure que l'économie retrouvera sa vigueur.

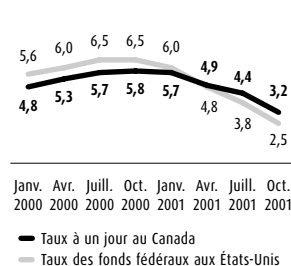
Loi sur la réforme du secteur des services financiers

En 2001, le gouvernement fédéral du Canada a adopté son projet de loi C-8 tant attendu portant sur la réforme du secteur des services financiers. Les principales caractéristiques du projet de loi comprennent : une expansion de l'éventail des investissements permis, la possibilité d'utiliser des sociétés de portefeuille pour organiser les activités des entreprises, une augmentation des limites relatives à la propriété, un accroissement de l'accès au système des paiements, l'élargissement des règles d'entrée des banques étrangères ainsi que les dispositions relatives au processus d'examen des fusions. Dans le secteur des services financiers, l'attention se porte maintenant sur la mise en œuvre réglementaire du projet de loi C-8, qui se poursuivra durant l'exercice 2002, et la nécessité de continuer la rationalisation de la structure réglementaire multicouches au Canada pour faire face à la concurrence.

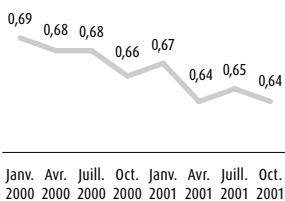
Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



Taux de change du dollar canadien en dollar américain (\$ US)



Données complémentaires

Remarques

- Veuillez vous reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés à la page 62.
- Toutes les données relatives aux actions ont été retraitées pour tenir compte des effets d'un dividende en actions de 100 % qui a pris effet au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2001. Une distribution d'actions, à raison de deux contre une, avait également eu lieu en mars 1993 et les données relatives aux actions présentées pour l'exercice 1992 avaient été retraitées pour tenir compte de cette distribution.
- Toutes les données annuelles sont en date du 31 octobre ou sont pour les exercices terminés à cette date. Tous les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.
- L'acronyme «bic» indique que les montants sont exprimés selon une base d'imposition comparable ou fait référence au rajustement sur une base d'imposition comparable, ces deux notions étant définies dans le Glossaire, à la page 90.
- Certains termes employés dans les tableaux sont définis dans le Glossaire, à la page 90.
- Les lettres n.d. signifient non disponible.
- Les lettres s.o. signifient sans objet.

Index

Page Tableau

42	1	Valeur de l'avoir des actionnaires – 10 ans
	2	Croissance des résultats – 10 ans
43	3	Rentabilité – 10 ans
	4	Sommaire du bilan – 10 ans
	5	Liquidités – 10 ans
44	6	Total des revenus – 10 ans
45	7	Frais autres que d'intérêts et ratio des frais aux revenus – 10 ans
46	8	Soldes et taux d'intérêt moyens (bic) des éléments d'actif et de passif – 3 ans
47	9	Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux – 2 ans
48	10	Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle – 5 ans
	11	Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle – 5 ans
49	12	Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle – 5 ans
	13	Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle – 5 ans
	14	Modifications du solde des prêts douteux et des réserves – 5 ans
50	15	Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle – 5 ans
	16	Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle – 5 ans
51	17	Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle – 5 ans
	18	Réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle – 5 ans
52	19	Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt – 5 ans
53	20	Actif pondéré en fonction des risques – 2 ans
	21	Suffisance du capital – 10 ans
54	22	Dépôts moyens – 3 ans
	23	Gains (pertes) non matérialisés sur titres – 5 ans
55	24	Sommaire de l'état des résultats – 8 trimestres et 3 ans
	25	Éléments exceptionnels – 8 trimestres et 3 ans
	26	Sommaire de l'état des résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels – 8 trimestres et 3 ans
56	27	Mesures financières trimestrielles – 8 trimestres et 3 ans
	28	Autres renseignements statistiques – 10 ans

Tableau 1 : Valeur de l'avoir des actionnaires

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Cours des actions ordinaires (en dollars)										
Haut	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80	20,83	15,50	15,38	13,69	12,06
Bas	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53	14,69	12,06	11,00	10,66	9,28
Clôture	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43	20,28	14,88	12,56	13,44	11,78
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (en dollars)	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82	0,74	0,66	0,60	0,56	0,53
Dividende versé (en dollars)	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80	0,71	0,65	0,59	0,56	0,53
Ratio de distribution (%)	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1	38,2	40,3	43,3	44,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	43,8	33,7	36,8	37,4	33,8	34,7	36,8	37,9	43,3	44,1
Rendement des actions (%)	3,1	3,5	2,9	2,9	3,9	4,7	5,1	4,4	4,7	5,7
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA)										
RTAA annualisé sur cinq ans (%)	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2	23,1	14,3	20,6	19,8
RTAA annualisé sur un an (%)	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4	24,1	(2,3)	19,4	32,4
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873	519 874	527 369	530 913	498 188	489 639
moyenne – de base	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819	522 465	531 264	502 615	495 454	484 157
– dilué	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469	538 271	548 267	512 992	505 267	490 261
Nombre de comptes d'actionnaires	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571	57 187	58 879	62 342	65 723
Valeur comptable globale d'une action ordinaire (en dollars)										
	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59	12,94	11,71	10,69	9,70	8,85
Valeur marchande globale des actions										
ordinaires (en milliards de dollars)	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5	7,8	6,7	6,7	5,8
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,4	10,7	11,9	13,4	12,9	9,7	8,6	8,3	10,4	9,9
Abstraction faite des éléments										
exceptionnels (nombre de fois)	13,3	11,9	11,1	13,4	12,5	9,5	8,3	7,9	10,4	9,8
Ratio cours-bénéfice avant amortissement (nombre de fois)	11,6	10,2	11,3	12,7	12,3	9,1	8,1	8,0	9,8	9,9
Abstraction faite des éléments										
exceptionnels (nombre de fois)	12,4	11,4	10,5	12,7	11,9	9,0	7,8	7,5	9,9	9,8
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09	1,57	1,27	1,17	1,39	1,33
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,12	5,44	4,93	5,00	4,36	4,56	4,74	4,85	4,93	4,80

Tableau 2 : Croissance des résultats (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
État des résultats										
Revenu net d'intérêts (bic)	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 038
Autres revenus	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404
Total des revenus (bic)	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861	4 442
Provision pour créances irrécouvrables	980	358	320	130	275	225	275	510	675	550
Frais autres que d'intérêts	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition										
	2 212	3 048	2 320	2 355	2 325	2 089	1 779	1 478	1 289	1 143
Impôts sur le revenu (bic)	643	1 123	874	938	954	866	746	627	555	483
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	42	19	21	25	25	20	13	11	6	4
Revenu net avant écarts d'acquisition	1 527	1 906	1 425	1 392	1 346	1 203	1 020	840	728	656
Amortissement des écarts d'acquisition										
déduction faite de l'impôt applicable	56	49	43	42	41	35	34	15	19	16
Revenu net	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709	640
Taux de croissance annuel (%)	(20,8)	34,4	2,4	3,5	11,7	18,4	19,5	16,4	10,9	7,5
Revenu net, abstraction faite des éléments exceptionnels	1 378	1 672	1 477	1 350	1 348	1 182	1 020	871	709	648
Taux de croissance annuel (%)	(17,6)	13,1	9,5	0,2	14,1	15,8	17,1	22,9	9,5	4,8
Résultat par action avant écarts d'acquisition (\$)										
de base	2,83	3,40	2,46	2,44	2,43	2,17	1,79	1,53	1,33	1,22
dilué	2,77	3,34	2,41	2,37	2,36	2,12	1,75	1,51	1,31	1,21
Taux de croissance annuel (%)	(17,1)	38,6	1,7	0,4	11,3	21,1	15,9	15,3	8,3	1,7
Résultat par action (\$)										
de base	2,72	3,30	2,38	2,36	2,35	2,10	1,73	1,51	1,30	1,19
dilué	2,66	3,25	2,34	2,29	2,28	2,06	1,69	1,49	1,28	1,18
Taux de croissance annuel (%)	(18,2)	38,9	2,2	0,4	10,7	21,9	13,4	16,4	8,5	1,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,48	2,91	2,51	2,29	2,36	2,08	1,75	1,57	1,28	1,19
Taux de croissance annuel (%)	(14,8)	15,9	9,6	(3,0)	13,5	18,9	11,5	22,7	7,6	(1,7)
Résultat dilué par action, avant amortissement (\$)										
de base	2,86	3,39	2,46	2,42	2,42	2,17	1,79	1,55	1,35	1,18
Taux de croissance annuel (%)	(15,6)	37,8	1,7	–	11,5	21,2	15,5	14,8	14,4	1,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,68	3,05	2,64	2,42	2,50	2,19	1,86	1,64	1,34	1,19
Taux de croissance annuel (%)	(12,1)	15,5	9,1	(3,2)	14,2	17,7	13,4	22,4	12,6	(1,7)

Tableau 3 : Rentabilité (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Revenu net	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709	640
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	80	101	117	112	83	69	69	69	68	64
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099	917	756	641	576
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457	5 937	5 088	4 564	4 072
Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) ordinaires (%)	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0	15,4	14,9	14,1	14,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	12,9	16,1	15,1	15,2	17,7	17,2	16,0	15,8	14,1	14,3
Rendement total de l'avoir moyen des actionnaires (%)	12,7	16,3	12,8	13,8	15,8	16,0	14,5	13,9	13,1	13,2
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	11,9	14,7	13,6	13,8	16,3	16,1	15,0	14,7	13,1	13,4
RAA avant amortissement (%)	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9	16,4	15,5	14,8	14,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	13,9	16,9	15,9	16,1	18,6	18,2	17,0	16,4	14,8	14,3
Rendement de l'actif moyen (%)	0,60	0,79	0,61	0,59	0,66	0,74	0,68	0,68	0,63	0,61
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	0,57	0,71	0,65	0,59	0,69	0,75	0,71	0,71	0,63	0,62
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69	0,64	0,62	0,57	0,55
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	0,53	0,67	0,60	0,54	0,64	0,70	0,66	0,66	0,57	0,56

Tableau 4 : Sommaire du bilan (en millions de dollars)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Actif										
Encaisse	17 656	18 508	24 036	19 730	32 245	24 187	20 317	14 659	12 081	11 288
Valeurs mobilières	37 676	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609	33 019	26 535	23 328	22 581
Prêts (solde net)	136 829	133 817	138 001	129 691	114 918	98 413	88 442	88 634	74 028	68 251
Acceptations	7 936	8 630	6 753	6 944	5 594	4 397	4 469	3 430	3 555	2 878
Éléments d'actif divers	39 312	25 978	18 552	22 760	13 292	6 226	5 587	4 917	3 877	4 037
Total de l'actif	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869	109 035
Passif et avoir des actionnaires										
Dépôts	154 290	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262	109 605	98 241	87 859	86 601
Autres éléments de passif	69 763	59 847	58 048	63 208	50 892	39 670	32 602	31 178	20 961	15 604
Dettes subordonnées	4 674	4 911	4 712	4 791	3 831	3 314	2 595	2 218	2 363	1 666
Capital-actions										
Actions privilégiées	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852	832
Actions ordinaires	3 375	3 173	3 190	3 095	3 019	2 989	3 002	3 002	2 632	2 539
Bénéfices non répartis	6 257	7 087	6 123	5 555	4 610	3 740	3 172	2 676	2 202	1 793
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869	109 035
Soldes quotidiens moyens										
Solde net des prêts	138 932	135 339	135 596	130 686	113 136	94 598	87 028	77 292	73 918	66 469
Actif	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387	104 591

Tableau 5 : Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
En dollars canadiens										
Dépôts à d'autres banques	1 535	1 814	843	1 080	3 110	2 839	3 002	2 790	1 762	1 394
Autres éléments d'encaisse	1 296	782	817	745	702	631	17	651	734	967
Valeurs mobilières	16 398	20 846	15 942	17 216	22 442	22 651	21 245	16 915	16 436	15 251
Total en dollars canadiens	19 229	23 442	17 602	19 041	26 254	26 121	24 264	20 356	18 932	17 612
En dollars américains et autres devises										
Dépôts à d'autres banques	13 431	15 125	21 279	16 334	26 946	18 606	16 418	11 029	8 476	8 120
Autres éléments d'encaisse	1 394	787	1 097	1 571	1 487	2 111	880	189	1 109	807
Valeurs mobilières	21 278	25 617	27 331	26 249	19 347	13 958	11 774	9 620	6 892	7 330
Total en dollars américains et autres devises	36 103	41 529	49 707	44 154	47 780	34 675	29 072	20 838	16 477	16 257
Total des liquidités	55 332	64 971	67 309	63 195	74 034	60 796	53 336	41 194	35 409	33 869
Total des liquidités en pourcentage du total de l'actif (%)	23,1	27,8	29,2	28,4	35,6	35,8	35,1	29,8	30,3	31,1
Éléments d'actif donnés en garantie inclus dans le total des liquidités a)	33 706	33 447	39 872	41 437	36 594	31 959	24 473	24 733	n.d.	n.d.

a) Inclut des éléments d'actif donnés en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres éléments de passif garantis.

Tableau 6 : Total des revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Total des revenus										
Total des revenus (bic)	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861	4 442
Taux de croissance annuel (%)	2,3	9,3	9,0	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9	9,4	11,2
Éléments exceptionnels	155	226	(28)	–	–	–	–	–	–	6
Total des revenus (bic), abstraction faite des éléments exceptionnels	8 708	8 438	7 956	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861	4 436
Taux de croissance annuel (%)	3,2	6,1	9,4	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9	9,6	10,8
Revenu net d'intérêts										
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 499	4 204	4 279	4 024	4 077	3 603	3 480	3 258	3 139	2 971
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	142	134	138	128	109	108	84	67	68	67
Revenu net d'intérêts (bic)	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 038
Taux de croissance annuel (%)	7,0	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,6	11,1
Éléments exceptionnels	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6
Revenu net d'intérêts (bic), abstraction faite des éléments exceptionnels	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 032
Taux de croissance annuel (%)	7,0	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,8	11,4
Marges										
Total de l'actif moyen	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387	104 591
Marge nette d'intérêts (%)	1,91	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72	2,83	2,90
Marge nette d'intérêts, abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	1,91	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72	2,83	2,90
Marge d'intérêts sur les éléments en \$ CA (%)	2,78	2,70	2,82	2,52	2,70	2,94	3,39	3,48	3,44	3,65
Marge d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	1,15	1,01	1,19	1,17	1,48	1,58	1,22	1,59	1,94	1,84
Autres revenus										
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	670	646	616	558	508	473	451	437	430	n.d.
Commissions sur prêts	352	322	329	290	240	194	186	180	145	n.d.
Marchés des capitaux	976	1 069	841	869	919	760	495	313	238	n.d.
Services de cartes	204	216	205	196	251	234	230	211	208	n.d.
Gestion de placements et garde de titres	336	373	419	407	299	221	240	197	194	n.d.
Fonds d'investissement	251	232	207	199	155	87	53	56	30	n.d.
Revenus de négociation	490	388	295	40	276	277	225	226	202	n.d.
Revenus de titrisation	331	343	296	158	32	–	–	–	–	n.d.
Autres droits et commissions										
Revenu d'activités relatives aux assurances	125	96	73	62	62	44	36	51	18	n.d.
Gains (pertes) sur aliénation de bureaux et de matériel	(11)	(9)	(1)	7	(5)	(22)	(26)	(12)	4	n.d.
Revenu de change hors négociation	127	146	133	103	126	120	99	89	48	n.d.
Gains (pertes) sur titres de placement a)	123	183	(85)	97	52	71	46	37	40	n.d.
Gains (pertes) à la vente d'activités abandonnées b)	12	114	27	–	–	–	–	–	–	n.d.
Autres revenus	236	207	156	132	66	57	67	86	97	n.d.
Total des autres droits et commissions	612	737	303	401	301	270	222	251	207	n.d.
Total des autres revenus	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404
Taux de croissance annuel (%)	(2,4)	23,2	12,6	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8	11,4
Autres revenus en pourcentage du total des revenus	47,6	49,9	44,3	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0	31,6
Total des autres revenus	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404
Éléments exceptionnels	155	226	(28)	–	–	–	–	–	–	–
Total des autres revenus, abstraction faite des éléments exceptionnels	4 067	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404
Taux de croissance annuel (%)	(0,8)	15,8	13,5	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8	9,5
Total des autres revenus en pourcentage du total des revenus	46,7	48,6	44,5	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0	31,6

a) Inclut un gain de 321 millions de dollars à la vente de Bancamer et une dévaluation de 178 millions de dollars relative à des placements dans des titres adossés à des obligations au cours de l'exercice 2001, ainsi qu'un gain de 112 millions de dollars à la vente de Partners First au cours de l'exercice 2000.

b) Inclut un gain de 12 millions de dollars provenant de la vente de succursales au cours de l'exercice 2001, ainsi qu'un gain de 40 millions provenant de la vente de succursales et un gain de 74 millions à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises au cours de l'exercice 2000. Inclut également un gain de 27 millions à la vente du service international de gestion de titres en 1999.

Tableau 7 : Frais autres que d'intérêts et ratio des frais aux revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Détail des frais autres que d'intérêts										
Salaires	2 857	2 800	2 532	2 370	2 284	1 972	1 758	1 567	1 455	1 348
Charges sociales	355	265	288	204	251	238	241	228	209	201
Total des salaires et des charges sociales	3 212	3 065	2 820	2 574	2 535	2 210	1 999	1 795	1 664	1 549
Bureaux et matériel										
Location d'immeubles	134	130	145	147	149	139	136	125	123	114
Bureaux, mobilier et agencements	289	272	275	256	234	215	206	188	177	170
Impôt foncier	52	47	52	51	40	40	41	39	40	37
Matériel informatique et autre	678	622	651	518	493	333	296	248	240	234
Total des frais de bureau et de matériel	1 153	1 071	1 123	972	916	727	679	600	580	555
Communications	194	259	268	266	246	219	208	180	165	167
Autres frais a)										
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	103	110	129	134	128	116	110	95	92	82
Honoraires	288	335	343	320	250	173	141	112	64	63
Déplacements et expansion des affaires	248	236	227	234	238	199	161	144	122	112
Divers	430	202	216	261	226	251	239	195	199	201
Total des autres frais	1 069	883	915	949	842	739	651	546	477	458
Amortissement des éléments d'actif incorporel	43	23	21	24	28	18	15	16	11	20
Charge exceptionnelle	–	–	–	–	–	–	–	71	–	–
Charge liée aux initiatives d'amélioration des processus d'affaires	–	–	–	–	–	–	60	–	–	–
Total des frais autres que d'intérêts avant frais de restructuration	5 671	5 301	5 147	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749
Frais de restructuration	–	(43)	141	–	–	–	–	–	–	–
Total des frais autres que d'intérêts	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749
Sommaire des frais autres que d'intérêts										
Total des frais autres que d'intérêts	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749
Moins : Éléments exceptionnels	–	(43)	141	–	75	23	60	71	–	18
Total des frais autres que d'intérêts, abstraction faite des éléments exceptionnels	5 671	5 301	5 147	4 785	4 492	3 890	3 552	3 137	2 897	2 731
Taux de croissance annuel (%)										
Total	7,8	(0,6)	10,5	4,8	16,7	8,4	12,6	10,7	5,4	6,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels	7,0	3,0	7,6	6,5	15,5	9,5	13,2	8,3	6,1	6,5
Charges fiscales et impôts b)										
Charges fiscales autres que les impôts sur le revenu										
Charges sociales	148	133	127	128	123	109	106	95	88	83
Impôt foncier	52	47	52	51	40	40	41	39	40	37
Impôt provincial sur le capital	93	100	121	120	104	89	84	71	71	59
Taxe d'affaires	10	10	8	14	24	27	26	24	21	23
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	126	125	118	125	114	101	88	70	64	61
Total des charges fiscales autres que les impôts sur le revenu	429	415	426	438	405	366	345	299	284	263
Provision pour impôts sur le revenu présentée										
État des résultats										
– Provision	501	989	736	810	845	758	662	560	487	416
– Amortissement des écarts d'acquisition	(7)	(5)	(6)	(6)	(5)	(1)	–	–	–	–
État des bénéfices non répartis	(174)	(153)	158	(237)	(92)	10	9	(23)	(46)	(70)
Total des impôts sur le revenu	320	831	888	567	748	767	671	537	441	346
Total des charges fiscales et des impôts	749	1 246	1 314	1 005	1 153	1 133	1 016	836	725	609
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	31,3	38,3	51,8	38,8	45,2	49,4	51,0	49,6	49,0	46,2
Taux d'imposition effectif (bic)	29,1	36,9	37,6	39,8	41,0	41,5	41,9	42,4	43,0	42,2
Indices de productivité										
Ratio des frais aux revenus (%)	64,0	60,7	66,7	65,8	63,7	62,8	63,7	61,7	59,6	61,9
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	65,1	62,8	64,7	65,8	62,7	62,5	62,7	60,4	59,6	61,6

a) Les frais de traitement versés à Symcor sont inclus dans les autres frais à compter de l'exercice 2001. b) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

Tableau 8 : Soldes et taux d'intérêt moyens (bic) des éléments d'actif et de passif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2001			2000			1999		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen	Revenu/ frais d'intérêts
pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Éléments d'actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	2 165	4,74	104	2 272	5,50	125	1 442	5,08	73
Valeurs mobilières	20 308	5,14	1 098	19 972	5,98	1 194	13 730	6,17	847
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation a)	35 512	6,50	2 307	35 247	6,48	2 283	33 124	6,42	2 127
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 167	7,18	155	2 142	7,22	155	2 017	7,14	144
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	14 159	8,01	1 134	14 061	8,42	1 184	13 260	7,75	1 027
Prêts sur cartes de crédit	1 443	10,03	145	1 251	9,98	125	932	10,20	95
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques b)	27 908	6,58	1 836	26 270	6,92	1 817	24 881	6,81	1 694
Total des prêts	81 189	6,87	5 577	78 971	7,05	5 564	74 214	6,85	5 087
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	9 595			14 477			16 445		
Total en dollars canadiens	113 257	5,99	6 779	115 692	5,95	6 883	105 831	5,68	6 007
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	15 583	5,07	790	17 792	5,17	920	21 116	4,71	996
Valeurs mobilières	23 826	6,13	1 460	26 722	6,71	1 793	26 781	6,49	1 738
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation a)	4 709	6,70	316	3 726	6,71	251	3 479	6,65	232
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	1 675	8,00	134	1 391	8,11	113	1 234	8,26	102
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	4 231	8,13	344	3 352	8,45	283	3 027	7,87	238
Prêts sur cartes de crédit	35	4,75	2	28	4,65	1	22	4,04	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques b)	47 093	7,04	3 317	47 871	8,76	4 193	53 620	7,46	3 998
Total des prêts	57 743	7,12	4 113	56 368	8,59	4 841	61 382	7,45	4 571
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	32 839			18 370			11 604		
Total en dollars américains et autres devises	129 991	4,89	6 363	119 252	6,33	7 554	120 883	6,04	7 305
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	243 248	5,40	13 142	234 944	6,15	14 437	226 714	5,87	13 312
Éléments de passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	1 809	3,88	72	2 364	4,09	96	2 597	3,82	99
Entreprises et administrations publiques	31 483	3,84	1 210	31 432	4,02	1 264	23 883	3,07	734
Particuliers	46 439	3,49	1 620	45 697	3,62	1 652	43 943	3,19	1 400
Total des dépôts	79 731	3,64	2 902	79 493	3,79	3 012	70 423	3,17	2 233
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	14 242	5,14	733	12 470	5,95	743	12 856	6,17	793
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	8 050			12 682			12 089		
Total en dollars canadiens	102 023	3,56	3 635	104 645	3,59	3 755	95 368	3,17	3 026
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	21 448	4,90	1 051	26 679	5,66	1 511	27 262	4,63	1 261
Entreprises et administrations publiques	35 663	4,27	1 522	36 863	5,96	2 197	36 824	5,87	2 161
Particuliers	18 442	3,84	708	16 409	4,30	706	16 152	4,17	673
Total des dépôts	75 553	4,34	3 281	79 951	5,52	4 414	80 238	5,10	4 095
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	25 843	6,13	1 585	26 360	7,32	1 930	32 189	5,51	1 774
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	28 285			12 574			8 083		
Total en dollars américains et autres devises	129 681	3,75	4 866	118 885	5,34	6 344	120 510	4,87	5 869
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	231 704	3,67	8 501	223 530	4,52	10 099	215 878	4,12	8 895
Avoir des actionnaires	11 544			11 414			10 836		
Total du passif, des frais d'intérêts et de l'avoir des actionnaires	243 248	3,49	8 501	234 944	4,30	10 099	226 714	3,92	8 895
Marge nette d'intérêts sur l'actif moyen et le revenu net d'intérêts		1,91	4 641		1,85	4 338		1,95	4 417

a) Les prêts hypothécaires à l'habitation comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation aux particuliers et les prêts hypothécaires à l'habitation aux entreprises.

b) Inclut les titres pris en pension.

Tableau 9 : Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2001/2000			2000/1999		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	solde moyen	taux moyen	Total	solde moyen	taux moyen	Total
Éléments d'actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	(5)	(16)	(21)	42	10	52
Valeurs mobilières	19	(115)	(96)	385	(38)	347
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	18	6	24	135	21	156
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	1	(1)	–	9	2	11
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	8	(58)	(50)	63	94	157
Prêts sur cartes de crédit	19	1	20	33	(3)	30
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	114	(95)	19	95	28	123
Total des prêts	160	(147)	13	335	142	477
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	174	(278)	(104)	762	114	876
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(114)	(16)	(130)	(157)	81	(76)
Valeurs mobilières	(195)	(138)	(333)	(3)	58	55
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	66	(1)	65	17	2	19
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	23	(2)	21	13	(2)	11
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	75	(14)	61	25	20	45
Prêts sur cartes de crédit	1	–	1	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(68)	(808)	(876)	(429)	624	195
Total des prêts	97	(825)	(728)	(374)	644	270
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	(212)	(979)	(1 191)	(534)	783	249
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts	(38)	(1 257)	(1 295)	228	897	1 125
Éléments de passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	(20)	(4)	(24)	(9)	6	(3)
Entreprises et administrations publiques	2	(56)	(54)	232	298	530
Particuliers	28	(60)	(32)	55	197	252
Total des dépôts	10	(120)	(110)	278	501	779
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	105	(115)	(10)	(23)	(27)	(50)
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	115	(235)	(120)	255	474	729
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	(296)	(164)	(460)	(26)	276	250
Entreprises et administrations publiques	(72)	(603)	(675)	3	33	36
Particuliers	88	(86)	2	11	22	33
Total des dépôts	(280)	(853)	(1 133)	(12)	331	319
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	(37)	(308)	(345)	(322)	478	156
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(317)	(1 161)	(1 478)	(334)	809	475
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts	(202)	(1 396)	(1 598)	(79)	1 283	1 204
Variation du total du revenu net d'intérêts	164	139	303	307	(386)	(79)

Tableau 10 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation b)	33 741	32 342	31 858	29 823	30 995	5 000	4 211	3 512	3 502	2 594	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	1 521	1 382	1 144	783	877	6	25	16	14	1 035	–	–	–	–	–
Autres prêts aux particuliers	14 258	14 395	13 900	12 988	12 007	4 841	3 638	3 004	3 098	2 664	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	49 520	48 119	46 902	43 594	43 879	9 847	7 874	6 532	6 614	6 293	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions															
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	35 847	35 886	25 083	27 097	26 152	33 881	31 818	38 507	28 683	23 497	1 559	3 300	3 434	4 127	3 098
Titres pris en pension	8 397	6 693	8 523	6 350	7 679	6 557	9 615	11 202	13 715	10 721	–	–	5 365	7 455	117
Total des prêts aux entreprises et aux institutions	44 244	42 579	33 606	33 447	33 831	40 438	41 433	49 709	42 398	34 218	1 559	3 300	8 799	11 582	3 215
Total	93 764	90 698	80 508	77 041	77 710	50 285	49 307	56 241	49 012	40 511	1 559	3 300	8 799	11 582	3 215
Réserve générale	(855)	(930)	(820)	(735)	(625)	(325)	(150)	(150)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
Pays en développement (PED) désignés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	337	222	205	288	263
Solde net des prêts et acceptations	92 909	89 768	79 688	76 306	77 085	49 960	49 157	56 091	48 862	40 361	1 896	3 522	9 004	11 870	3 478

Tableau 11 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	126	138	129	105	94	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	54	48	48	34	22	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	180	186	177	139	116	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises c)	354	335	344	236	143	692	432	135	108	158	17	31	58	60	–
Réserve générale	(855)	(930)	(820)	(735)	(625)	(325)	(150)	(150)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(321)	(409)	(299)	(360)	(366)	369	282	(15)	(42)	8	17	31	58	60	–
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPD) en pourcentage du total de l'actif des actionnaires et de la RCI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations	(0,35)	(0,46)	(0,38)	(0,47)	(0,47)	0,74	0,57	(0,03)	(0,09)	0,02	0,90	0,88	0,64	0,51	–
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations															
Particuliers d)	0,36	0,39	0,38	0,32	0,26	0,02	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises e)	0,99	0,93	1,37	0,87	0,55	2,04	1,36	0,35	0,38	0,67	1,09	0,94	1,69	1,45	–

- a) Emplacement en fonction du risque ultime de l'actif sous-jacent. Répartition par province en fonction de la domiciliation du prêt ou du domicile du client.
- b) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,2 milliards de dollars en 2001, 2,9 milliards en 2000, 2,8 milliards en 1999, 2,5 milliards en 1998, 2,0 milliards en 1997).
- c) Aucune réserve ni aucun prêt douteux à l'égard des titres pris en pension.
- d) SNPD aux particuliers en pourcentage du solde net des prêts aux particuliers.
- e) SNPD aux emprunteurs du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises en pourcentage du solde net des prêts aux emprunteurs du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises.
- f) Exclut les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux (néant en 2001, néant en 2000, 79 millions de dollars en 1999, 98 millions en 1998, 93 millions en 1997).

- g) Inclut la réserve de la filiale américaine qui excédait le solde des prêts douteux.
- h) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.
- i) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent les pertes à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve (néant en 2001, 45 millions de dollars en 2000, néant en 1999, néant en 1998, 3 millions en 1997).
- j) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan; exclut également les réserves à l'égard des engagements des PED excédant les montants des prêts douteux (néant en 2001, néant en 2000, 79 millions de dollars en 1999, 98 millions en 1998, 93 millions en 1997).

Tableau 12 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					
2001	2000	1999	1998	1997	
38 741	36 553	35 370	33 325	33 589	
1 527	1 407	1 160	797	1 912	
19 099	18 033	16 904	16 086	14 671	
59 367	55 993	53 434	50 208	50 172	
71 287	71 004	67 024	59 907	52 747	
14 954	16 308	25 090	27 520	18 517	
86 241	87 312	92 114	87 427	71 264	
145 608	143 305	145 548	137 635	121 436	
(1 180)	(1 080)	(970)	(885)	(775)	
337	222	205	288	263	
144 765	142 447	144 783	137 038	120 924	

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Solde net des prêts et acceptations par province a)					
Atlantique	4 644	4 460	4 137	4 250	3 815
Québec	13 685	14 602	12 304	11 714	10 179
Ontario	49 554	43 794	37 317	34 421	38 456
Prairies	13 365	14 722	13 941	13 741	13 133
Colombie-Britannique et Territoires	12 516	13 120	12 809	12 915	12 127
Total des prêts et acceptations au Canada b)	93 764	90 698	80 508	77 041	77 710
Solde net des prêts du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Institutions financières	16 081	13 847	13 598	9 468	8 854
Prêts hypothécaires aux entreprises	7 352	6 612	6 254	5 626	4 552
Construction (non immobilière)	931	1 556	1 782	1 056	1 011
Secteur immobilier commercial	3 816	3 895	3 632	3 601	3 034
Secteur manufacturier	12 756	14 635	12 785	12 460	9 267
Mines et énergie	3 176	3 847	4 011	4 086	4 058
Services	6 663	7 107	6 944	6 600	6 407
Commerce de détail	3 181	3 173	3 217	2 556	2 752
Commerce de gros	2 912	3 434	3 984	3 912	3 408
Agriculture	2 659	2 608	2 772	2 471	2 036
Transport et services publics	3 902	4 532	3 880	3 686	3 227
Communications	3 262	3 262	1 994	2 200	2 332
Autres	4 596	2 496	2 171	2 185	1 809
Total du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	71 287	71 004	67 024	59 907	52 747

Tableau 13 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					
2001	2000	1999	1998	1997	
126	138	129	105	94	
56	48	48	34	22	
182	186	177	139	116	
1 063	798	537	404	301	
(1 180)	(1 080)	(970)	(885)	(775)	
65	(96)	(256)	(342)	(358)	
14,17	10,51	8,53	6,66	7,65	
0,05	(0,07)	(0,18)	(0,25)	(0,30)	
0,31	0,33	0,33	0,28	0,23	
1,49	1,12	0,80	0,67	0,57	

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Solde net des prêts douteux du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises					
Institutions financières	25	108	23	8	1
Prêts hypothécaires aux entreprises	39	19	19	15	24
Construction (non immobilière)	47	6	3	4	6
Secteur immobilier commercial	18	27	54	122	148
Secteur manufacturier	170	143	48	41	19
Mines et énergie	81	97	188	36	30
Services	102	109	127	47	44
Commerce de détail	120	89	21	17	9
Commerce de gros	47	11	7	9	9
Agriculture	10	17	18	15	12
Transport et services publics	321	138	64	71	11
Communications	79	13	25	23	5
Autres f) g)	4	21	(60)	(4)	(17)
Total du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises c)	1 063	798	537	404	301

Tableau 14 : Modifications du solde des prêts douteux et des réserves (en millions de dollars)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2001	2000	1999	1998	1997
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice	1 501	1 092	824	787	1 397
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	2 041	1 106	1 084	621	660
Réduction des prêts et acceptations douteux h)	(830)	(446)	(623)	(389)	(936)
Augmentation (diminution) nette	1 211	660	461	232	(276)
Radiations	(698)	(251)	(193)	(195)	(334)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	2 014	1 501	1 092	824	787
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) b) au début de l'exercice	1 597	1 348	1 166	1 145	1 033
Augmentation des réserves spécifiques	950	390	290	106	169
Augmentation de la réserve générale	100	110	85	110	200
Virement de réserves	–	–	–	–	100
Radiations i)	(698)	(251)	(193)	(195)	(357)
Réserve pour créances irrécouvrables j) à la fin de l'exercice	1 949	1 597	1 348	1 166	1 145
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD) au début de l'exercice	(96)	(256)	(342)	(358)	364
Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux	513	409	268	37	(610)
Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables	(352)	(249)	(182)	(21)	(112)
Solde net des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	65	(96)	(256)	(342)	(358)

Tableau 15 : Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) au début de l'exercice	1 170	963	868	895	737	382	335	268	246	290	45	129	136	98	116
Provision pour créances irrécouvrables	402	271	210	77	330	570	120	98	38	(55)	8	(33)	12	15	–
Virements de réserves	26	68	–	(17)	–	(15)	(59)	–	–	–	(11)	(9)	–	17	–
Recouvrements	25	30	22	29	43	15	14	25	35	115	–	–	–	–	–
Radiations b)	(361)	(164)	(131)	(116)	(216)	(331)	(42)	(47)	(76)	(118)	(6)	(45)	(15)	(3)	(23)
Divers, y compris les écarts de change	4	2	(6)	–	1	25	14	(9)	25	14	1	3	(4)	9	5
RCI à la fin de l'exercice	1 266	1 170	963	868	895	646	382	335	268	246	37	45	129	136	98
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(144)	(129)	(92)	(60)	(106)	(13)	(10)	(12)	(33)	(96)	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions	(217)	(35)	(39)	(56)	(110)	(318)	(32)	(35)	(43)	(22)	(6)	–	–	–	–
Pays en développement (PED) désignés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(45)	(15)	(3)	(23)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	19	18	17	16	11	6	5	5	7	10	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions	6	12	5	13	32	9	9	20	28	105	–	–	–	–	–
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 16 : Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997	2001	2000	1999	1998	1997
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	6	6	4	4	9	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	6	3	5	4	5	2	2	3	5	6	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	12	9	9	8	14	2	2	3	5	6	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises c)	399	231	134	125	255	319	230	182	113	90	37	45	44	24	–
Réserve générale	855	930	820	735	625	325	150	150	150	150	–	–	–	–	–
Pays en développement (PED) désignés															
Réserve à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	85	104	98
Instruments hors bilan	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	8	–
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI)	1 266	1 170	963	868	895	646	382	335	268	246	37	45	129	136	98
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPD)															
Total	134,0	153,7	145,0	170,9	169,3	63,6	57,5	104,7	118,6	96,9	68,5	59,2	131,6	142,2	100,0
Particuliers d)	6,2	4,6	4,8	5,4	10,8	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises e)	53,0	40,8	28,0	34,6	64,1	31,6	34,8	57,4	51,1	36,3	68,5	59,2	47,8	28,6	–
PED désignés f)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	100,0	100,0	100,0

a) Emplacement en fonction du risque ultime de l'actif sous-jacent. Répartition par province en fonction de la domiciliation du prêt ou du domicile du client.

b) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent les pertes à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve (néant en 2001, 45 millions de dollars en 2000, néant en 1999, néant en 1998, 3 millions en 1997).

c) Aucune réserve ni aucun prêt douteux à l'égard des titres pris en pension.

d) RCI à l'égard des prêts aux particuliers en pourcentage du solde brut des prêts douteux aux particuliers.

e) RCI à l'égard des prêts aux emprunteurs du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises en pourcentage du solde brut des prêts douteux aux emprunteurs du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises.

f) Exclut les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux (néant en 2001, néant en 2000, 79 millions de dollars en 1999, 98 millions en 1998, 93 millions en 1997).

g) Aucune provision à l'égard des titres pris en pension.

Tableau 17 : Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

		Total				
	2001	2000	1999	1998	1997	
	1 597	1 427	1 272	1 239	1 143	
	980	358	320	130	275	
	40	44	47	64	158	
	(698)	(251)	(193)	(195)	(357)	
	30	19	(19)	34	20	
	1 949	1 597	1 427	1 272	1 239	
	(157)	(139)	(104)	(93)	(202)	
	(541)	(67)	(74)	(99)	(132)	
	–	(45)	(15)	(3)	(23)	
	25	23	22	23	21	
	15	21	25	41	137	
	0,4	0,1	0,1	0,1	0,2	

		pour l'exercice terminé le 31 octobre				
	2001	2000	1999	1998	1997	
Particuliers						
Prêts hypothécaires à l'habitation	6	5	7	7	7	
Prêts sur cartes de crédit	48	35	26	26	138	
Autres prêts aux particuliers	74	73	48	30	32	
Total des prêts aux particuliers	128	113	81	63	177	
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises						
Institutions financières	64	(6)	7	12	(26)	
Prêts hypothécaires aux entreprises	10	(1)	–	–	1	
Construction (non immobilière)	28	(2)	3	3	–	
Secteur immobilier commercial	(1)	1	(6)	(66)	(146)	
Secteur manufacturier	280	93	27	7	8	
Mines et énergie	(17)	(3)	30	(3)	(24)	
Services	18	14	46	(19)	19	
Commerce de détail	74	20	6	(5)	–	
Commerce de gros	114	3	10	1	7	
Agriculture	(1)	(10)	2	(5)	7	
Transport et services publics	55	67	8	20	(11)	
Communications	129	–	5	13	36	
Autres	(1)	1	16	(1)	27	
Total des prêts aux entreprises et aux institutions g)	752	177	154	(43)	(102)	
Provision générale imputée au revenu net – montant net	100	110	85	110	200	
PED désignés	–	(42)	–	–	–	
Provision totale pour créances irrécouvrables	980	358	320	130	275	

Tableau 18 : Réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

		Total				
	2001	2000	1999	1998	1997	
	6	6	4	4	9	
	8	5	8	9	11	
	14	11	12	13	20	
	755	506	360	262	345	
	1 180	1 080	970	885	775	
	–	–	85	104	98	
	–	–	–	8	1	
	1 949	1 597	1 427	1 272	1 239	
	96,8	106,4	130,6	153,3	157,2	
	7,1	5,6	6,3	8,6	14,7	
	41,5	38,8	40,1	39,3	53,4	
	s.o.	s.o.	100,0	100,0	100,0	

		au 31 octobre				
	2001	2000	1999	1998	1997	
Réserves spécifiques à l'égard du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité						
Institutions financières	26	40	35	27	28	
Prêts hypothécaires aux entreprises	6	4	4	5	6	
Construction (non immobilière)	31	5	4	4	23	
Secteur immobilier commercial	12	31	28	35	71	
Secteur manufacturier	309	128	37	62	44	
Mines et énergie	18	55	44	4	8	
Services	48	71	56	31	56	
Commerce de détail	59	28	7	8	19	
Commerce de gros	80	11	8	13	12	
Agriculture	3	6	6	4	12	
Transport et services publics	96	94	26	20	8	
Communications	59	14	13	8	15	
Autres	8	19	92	41	43	
Total des réserves spécifiques du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises c)	755	506	360	262	345	

Tableau 19 : Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total en dedans d'un an	Taux d'intérêt réel (%)	De 2 ans à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Taux d'intérêt réel (%)	Total
En dollars canadiens												
Actif												
Encaisse	1 973	–	–	1 973	2,79	418	–	–	–	(383)	–	2 008
Valeurs mobilières	14 977	30	182	15 189	6,13	903	8,54	245	7,92	61	s.o.	16 398
Prêts	45 844	4 300	7 134	57 278	5,29	22 311	6,74	3 452	6,58	57	s.o.	83 098
Éléments d'actif divers	(4 013)	86	171	(3 756)	s.o.	1 368	s.o.	–	s.o.	7 985	s.o.	5 597
Total de l'actif	58 781	4 416	7 487	70 684		25 000		3 697		7 720		107 101
Passif												
Dépôts	36 132	4 982	9 490	50 604	2,91	29 696	2,59	569	6,96	–	s.o.	80 869
Dette subordonnée	–	250	600	850	6,53	1 625	7,40	690	8,41	–	s.o.	3 165
Éléments de passif divers	3 112	21	42	3 175	s.o.	340	s.o.	1 150	s.o.	7 720	s.o.	12 385
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	400	s.o.	650	s.o.	9 632	s.o.	10 682
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	39 244	5 253	10 132	54 629		32 061		3 059		17 352		107 101
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	19 537	(837)	(2 645)	16 055		(7 061)		638		(9 632)		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(15 708)	445	3 282	(11 981)		10 681		1 300		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2001	3 829	(392)	637	4 074		3 620		1 938		(9 632)		–
2000	2 404	1 355	565	4 324		4 801		1 110		(10 235)		–
1999	(117)	1 103	(5 078)	(4 092)		11 042		2 485		(9 435)		–
1998	2 076	1 437	(7 771)	(4 258)		11 599		1 479		(8 820)		–
1997	(1 033)	516	(2 981)	(3 498)		10 159		988		(7 649)		–
En dollars américains et autres devises												
Actif												
Encaisse	7 567	3 339	4 009	14 915	4,20	950	1,29	400	–	(617)	–	15 648
Valeurs mobilières	5 673	1 234	2 574	9 481	4,10	7 501	5,01	4 301	5,51	(5)	s.o.	21 278
Prêts	41 738	1 373	1 721	44 832	4,30	7 364	6,94	1 490	7,22	45	s.o.	53 731
Éléments d'actif divers	(667)	152	796	281	s.o.	4 479	s.o.	311	s.o.	36 580	s.o.	41 651
Total de l'actif	54 311	6 098	9 100	69 509		20 294		6 502		36 003		132 308
Passif												
Dépôts	52 055	5 670	4 562	62 287	2,87	6 974	3,05	4 160	0,10	–	s.o.	73 421
Dette subordonnée	556	–	–	556	2,62	476	6,10	477	7,80	–	s.o.	1 509
Éléments de passif divers	18 697	38	870	19 605	s.o.	1 233	s.o.	397	s.o.	36 143	s.o.	57 378
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	–
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	71 308	5 708	5 432	82 448		8 683		5 034		36 143		132 308
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(16 997)	390	3 668	(12 939)		11 161		1 468		(140)		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	4 012	1 193	(128)	5 077		(3 478)		(1 599)		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2001	(12 985)	1 583	3 540	(7 862)		8 133		(131)		(140)		–
2000	(10 841)	5 162	838	(4 841)		3 834		575		432		–
1999	(7 039)	(7 764)	2 969	(11 834)		11 478		(57)		413		–
1998	(12 524)	731	3 258	(8 535)		7 680		520		335		–
1997	(19 243)	3 155	10 572	(5 516)		4 491		214		811		–

Écart
La détermination de l'écart de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des éléments d'actif et de passif et des produits dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt, repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses.

L'écart indiqué est celui qui existe le 31 octobre de chaque année. Il représente la situation à la fermeture des bureaux et peut changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon les préférences des clients et l'application de notre politique en matière de gestion de l'actif et du passif. Hypothèses pour 2001 :

Dépôts et autres éléments de passif

Les dépôts productifs d'intérêts sans échéance, dont le taux d'intérêt a une corrélation chronologique avec un taux spécifique comme le taux préférentiel et est supérieur aux taux plancher convenus, sont présentés comme étant sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois. Ces dépôts peuvent être sensibles aux baisses de taux d'intérêt, sans toutefois que leur taux puisse descendre sous le taux plancher convenu. Lorsqu'ils ne manifestent plus de corrélation avec les mouvements de taux d'intérêt du marché, ils sont présentés par période d'après le comportement prévu des soldes.

Les dépôts à terme et les certificats de placement sont présentés en fonction de l'échéance prévue et de la date de rachat estimative d'après des données chronologiques.

Les éléments de passif à taux fixe sans échéance et les éléments de passif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

Capital

L'avoir des actionnaires ordinaires est présenté comme élément non sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.

Éléments d'actif

Les éléments d'actif à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des remboursements prévus et des remboursements anticipés estimatifs évalués d'après des données chronologiques.

Les éléments d'actif liés à la négociation entrent dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois.

Les éléments d'actif à taux fixe sans échéance et les éléments d'actif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

Rendement

Le rendement est établi d'après le taux d'intérêt convenu à l'égard des éléments d'actif ou de passif en vigueur le 31 octobre.

Tableau 20 : Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre				2001	2000
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	17 656	3 184	0-20	3 184	3 511
Valeurs mobilières	37 676	12 964	0-100	7 705	8 596
Prêts hypothécaires	46 097	14 838	0-100	14 838	12 570
Autres prêts et acceptations	98 668	72 799	0-100	72 798	71 247
Éléments d'actif divers	39 312	8 272	0-100	8 272	8 842
Total des éléments inscrits au bilan	239 409	112 057		106 797	104 766
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	10 216	8 750	0-100	6 841	8 320
Prêts de titres	584	421	0-100	319	156
Crédits documentaires	588	118	0-100	63	113
Crédits fermes					
Terme initial d'un an ou moins	69 428	—	—	—	—
Terme initial supérieur à un an	25 001	12 500	0-100	10 155	11 533
Instruments financiers dérivés	2 563 285	15 523	0-50	5 708	4 817
Total des éléments hors bilan	2 669 102	37 312		23 086	24 939
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				129 883	129 705
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				5 885	4 655
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				135 768	134 360
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				139 060	139 865

Tableau 21 : Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Selon les normes canadiennes										
Capital de première catégorie										
Avoir des actionnaires ordinaires	9 632	10 260	9 313	8 650	7 629	6 729	6 174	5 678	4 834	4 332
Actions privilégiées non cumulatives	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852	832
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	1 150	350	—	—	—	—	—	—	—	—
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	32	20	27	40	80	101	121	144	66	72
Écarts d'acquisition	(798)	(447)	(430)	(494)	(521)	(557)	(411)	(450)	(159)	(176)
Capital de première catégorie	11 066	11 864	10 578	10 154	8 462	7 130	6 742	6 232	5 593	5 060
Capital de deuxième catégorie										
Actions privilégiées cumulatives	397	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dette subordonnée	4 133	4 550	4 522	4 670	3 582	3 179	2 268	1 999	2 248	1 650
Réserve générale pour créances irrécouvrables a)	1 180	1 007	970	873	775	—	—	—	—	—
Capital de deuxième catégorie	5 710	5 557	5 492	5 543	4 357	3 179	2 268	1 999	2 248	1 650
Moins : Protection de premier niveau	325	511	315	323	113	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	—	821	1 010	858	697	625	—	—	—	28
Capital total	16 451	16 089	14 745	14 516	12 009	9 684	9 010	8 231	7 841	6 682
Actif pondéré en fonction des risques	135 768	134 360	136 964	139 782	124 348	106 267	96 075	86 589	76 074	74 964
Ratios du capital pondéré en fonction des risques (%)										
Première catégorie	8,15	8,83	7,72	7,26	6,80	6,71	7,02	7,20	7,35	6,75
Total	12,12	11,97	10,77	10,38	9,66	9,11	9,38	9,51	10,31	8,91
Première catégorie, selon les normes américaines	7,87	8,47	7,42	6,95	6,35	6,26	6,82	6,91	7,13	s.o.
Total, selon les normes américaines	11,69	12,50	11,34	10,86	9,92	9,81	9,97	10,07	11,14	s.o.
Ratio de l'actif au capital	14,2	14,8	16,3	16,0	18,0	19,0	17,6	17,7	15,6	s.o.
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	5,1	5,4	4,9	5,0	4,4	4,6	4,7	4,8	4,9	4,8

a) Incluant la réserve générale approuvée par le BSIF à compter de 1997. Le BSIF a approuvé l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques (0,625 % en 1997 et 1998; 0,75 % en 1999 jusqu'au troisième trimestre de 2001 inclusivement).

Tableau 22 : Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2001		2000		1999	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	6 589	2,80	5 909	3,76	3 987	3,84
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	7 193	–	6 621	–	5 837	–
Payables sur avis	28 807	2,61	27 391	2,86	23 725	1,88
Payables à date fixe	49 253	4,93	51 217	5,09	48 137	4,76
Total des dépôts domiciliés au Canada	91 842	3,66	91 138		81 686	3,54
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	12 635	3,09	12 310	4,08	12 560	3,37
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	34 759	4,72	32 496	6,43	32 381	6,14
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	16 048	4,86	23 500	5,09	24 034	4,27
Total des dépôts moyens	155 284	3,98	159 444	4,66	150 661	4,20

Aux 31 octobre 2001, 2000 et 1999, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 8 668 millions, 9 148 millions et 9 934 millions de dollars respectivement. Aux 31 octobre 2001, 2000 et 1999, le total des dépôts payables sur avis comprenait 20 021 millions, 18 597 millions et 14 262 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme

dépôts à vue selon les normes de présentation des États-Unis. Aux 31 octobre 2001, 2000 et 1999, le total des dépôts payables à date fixe comprenait 21 362 millions, 27 041 millions et 26 632 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et d'effets de commerce émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 23 : Gains (pertes) non matérialisés sur titres a) (en millions de dollars)

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997
Titres de placement					
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières					
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	(13)	13	21	n.d.	n.d.
Titres émis par les administrations publiques américaines	202	(84)	(92)	n.d.	n.d.
Titres adossés à des créances immobilières	53	(139)	(175)	n.d.	n.d.
Obligations d'entreprises	11	(117)	(103)	n.d.	n.d.
Actions d'entreprises	2	101	9	n.d.	n.d.
Titres émis par d'autres administrations publiques	3	–	10	n.d.	n.d.
Total des titres de créance d'État et autres valeurs mobilières	258	(226)	(330)	315	293
Grupo Financiero BBVA Bancomer	–	277	(226)	(190)	118
Pays en développement (PED) désignés b)	–	–	18	65	102
Participation en actions dans 724 Solutions Inc.	(14)	134	–	–	–
Total des titres de placement	244	185	(538)	190	513

a) Les gains et pertes non matérialisés peuvent être compensés par des positions structurelles et par des contrats de couverture.

b) Comprend un gain non matérialisé sur les prêts aux PED.

Tableau 24 : Sommaire de l'état des résultats (en millions de dollars)

	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	1 201	1 231	1 092	1 117	1 083	1 090	1 084	1 081	4 641	4 338	4 417
Autres revenus	750	1 003	1 393	1 076	1 079	1 005	1 200	1 042	4 222	4 326	3 511
Total des revenus	1 951	2 234	2 485	2 193	2 162	2 095	2 284	2 123	8 863	8 664	7 928
Provision pour créances irrécouvrables	546	117	217	100	58	100	100	100	980	358	320
Frais autres que d'intérêts	1 449	1 421	1 404	1 397	1 330	1 326	1 348	1 254	5 671	5 258	5 288
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	(44)	696	864	696	774	669	836	769	2 212	3 048	2 320
Impôts sur le revenu (bic)	(77)	227	233	260	270	252	322	279	643	1 123	874
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	11	10	7	6	4	5	4	42	19	21
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	15	14	14	13	13	12	12	12	56	49	43
Revenu net	4	444	607	416	485	401	497	474	1 471	1 857	1 382
Rajustement sur une base d'imposition comparable	32	44	32	34	35	33	35	31	142	134	138
Revenu selon les états financiers	1 919	2 190	2 453	2 159	2 127	2 062	2 249	2 092	8 721	8 530	7 790

Tableau 25 : Éléments exceptionnels (en millions de dollars)

	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	2001	2000	1999
Autres revenus											
Gain à la vente du service international de garde de titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
Dévaluation du portefeuille de titres de placement en difficulté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(55)
Gain à la vente de Partners First	-	-	-	-	-	-	-	112	-	112	-
Gain à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis	-	-	-	-	-	-	74	-	-	74	-
Gain à la vente de succursales	-	-	5	7	7	19	14	-	12	40	-
Gain à la vente de Bancomer	-	-	284	37	-	-	-	-	321	-	-
Dévaluation des investissements dans des titres adossés à des obligations	(178)	-	-	-	-	-	-	-	(178)	-	-
	(178)	-	289	44	7	19	88	112	155	226	(28)
Provision pour créances irrécouvrables											
Contrepassation de la provision pour créances irrécouvrables à la vente de titres de PED	-	-	-	-	(42)	-	-	-	-	(42)	-
Augmentation de la réserve générale	-	-	100	-	-	-	-	-	100	-	-
	-	-	100	-	(42)	-	-	-	100	(42)	-
Frais autres que d'intérêts											
Frais de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	141
Contrepassation des frais de restructuration	-	-	-	-	(43)	-	-	-	-	(43)	-
	-	-	-	-	(43)	-	-	-	-	(43)	141
Incidence avant impôts des éléments exceptionnels	(178)	-	189	44	92	19	88	112	55	311	(169)
Rajustement des actifs d'impôts futurs	-	-	-	25	-	-	-	-	25	-	-
Impôts sur le revenu	(73)	-	4	6	37	8	36	45	(63)	126	(74)
Éléments exceptionnels après impôts	(105)	-	185	13	55	11	52	67	93	185	(95)

Tableau 26 : Sommaire de l'état des résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts (bic)	1 201	1 231	1 092	1 117	1 083	1 090	1 084	1 081	4 641	4 338	4 417
Autres revenus	928	1 003	1 104	1 032	1 072	986	1 112	930	4 067	4 100	3 539
Total des revenus	2 129	2 234	2 196	2 149	2 155	2 076	2 196	2 011	8 708	8 438	7 956
Provision pour créances irrécouvrables	546	117	117	100	100	100	100	100	880	400	320
Frais autres que d'intérêts	1 449	1 421	1 404	1 397	1 373	1 326	1 348	1 254	5 671	5 301	5 147
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	134	696	675	652	682	650	748	657	2 157	2 737	2 489
Impôts sur le revenu (bic)	(4)	227	229	229	233	244	286	234	681	997	948
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	11	10	7	6	4	5	4	42	19	21
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt applicable	15	14	14	13	13	12	12	12	56	49	43
Revenu net	109	444	422	403	430	390	445	407	1 378	1 672	1 477
Taux de croissance annuel (%)	(74,6)	13,5	(4,9)	(1,1)	15,6	2,8	22,3	12,3	(17,6)	13,1	9,5

Tableau 27 : Mesures financières trimestrielles

	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	2001	2000	1999
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,28	0,28	0,28	0,28	0,25	0,25	0,25	0,25	1,12	1,00	0,94
Résultat avant écarts d'acquisition											
de base a)	0,03	0,87	1,16	0,77	0,91	0,73	0,90	0,86	2,83	3,40	2,46
dilué a)	0,04	0,85	1,13	0,75	0,88	0,72	0,89	0,85	2,77	3,34	2,41
Résultat											
de base	0,00	0,85	1,13	0,74	0,87	0,71	0,88	0,84	2,72	3,30	2,38
dilué	0,00	0,83	1,10	0,73	0,86	0,69	0,87	0,83	2,66	3,25	2,34
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,19	0,83	0,76	0,70	0,76	0,67	0,78	0,70	2,48	2,91	2,51
Résultat avant amortissement											
de base	0,06	0,89	1,18	0,79	0,92	0,74	0,92	0,87	2,92	3,45	2,51
dilué	0,06	0,88	1,15	0,77	0,90	0,73	0,90	0,86	2,86	3,39	2,46
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,25	0,88	0,80	0,75	0,80	0,71	0,80	0,74	2,68	3,05	2,64
Valeur comptable	19,69	20,44	19,93	19,53	19,63	18,87	18,72	17,88	19,69	19,63	17,44
Cours											
Haut	44,10	43,25	44,40	41,70	35,80	32,85	28,40	29,00	44,40	35,80	34,80
Bas	32,75	34,20	35,00	33,40	29,90	26,63	21,58	21,00	32,75	21,00	24,68
Clôture	33,86	40,85	35,20	40,89	35,25	31,88	26,88	24,08	33,86	35,25	28,33
Mesures financières (%)											
Rendement de l'avoire des actionnaires											
annualisé sur cinq ans	14,3	23,9	20,4	23,8	22,9	21,5	18,2	17,5	14,3	22,9	22,0
Croissance du résultat dilué par action	(100,0)	20,3	26,4	(12,0)	100,0	1,5	40,3	36,1	(18,2)	38,9	2,2
Abstraction faite des éléments exceptionnels	(75,0)	23,9	(2,6)	0,0	20,6	3,1	25,8	14,8	(14,8)	15,9	9,6
Croissance du résultat dilué par action,											
avant amortissement	(93,3)	20,5	27,8	(10,5)	95,7	2,8	38,5	34,4	(15,6)	37,8	1,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels	(68,8)	23,9	0,0	1,4	19,4	4,4	23,1	15,6	(12,1)	15,5	9,1
Rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires	(0,4)	16,8	23,7	15,3	18,4	15,0	19,8	19,0	13,8	18,0	14,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels	3,8	16,8	16,2	14,8	16,2	14,5	17,6	16,2	12,9	16,1	15,1
Rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires,											
avant amortissement	0,7	17,8	24,7	16,2	19,3	15,7	20,6	19,8	14,8	18,8	14,8
Abstraction faite des éléments exceptionnels	4,8	17,8	17,2	15,7	17,1	15,3	18,4	16,9	13,9	16,9	15,9
Croissance du profit économique net	(100+)	48,9	55,6	(27,6)	100+	(15,7)	70,1	54,9	(43,3)	90,0	(13,5)
Croissance des revenus	(9,7)	6,6	8,8	3,2	7,7	3,4	16,5	9,8	2,3	9,3	9,0
Abstraction faite des éléments exceptionnels	(1,2)	7,5	0,0	6,8	4,4	3,9	12,0	4,0	3,2	6,1	9,4
Ratio des frais aux revenus	74,2	63,6	56,5	63,7	61,5	63,2	59,1	59,0	64,0	60,7	66,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels	68,1	63,6	63,9	65,0	63,8	63,8	61,4	62,3	65,1	62,8	64,7
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage											
du solde net moyen des prêts et acceptations	0,67	0,38	0,36	0,27	0,25	0,28	0,28	0,28	0,66	0,25	0,22
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,60	0,31	0,29	0,27	0,28	0,28	0,28	0,28	0,60	0,28	0,22
Solde brut des prêts et acceptations douteux											
en pourcentage du total de l'avoire des actionnaires											
et de la réserve pour créances irrécouvrables	14,17	12,55	11,52	11,94	10,51	9,83	8,71	8,89	14,17	10,51	8,53
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage											
du total de l'actif	23,1	25,6	26,4	26,3	27,8	29,1	30,1	29,9	23,1	27,8	29,2
Ratio du capital de première catégorie	8,15	8,84	8,94	8,87	8,83	8,49	8,06	7,84	8,15	8,83	7,72
Cote de crédit b)	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-

a) Le résultat dilué présenté est supérieur au résultat de base pour le trimestre terminé le 31 octobre 2001 en raison de l'arrondissement.

b) Combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's et Standard & Poor's sur les créances prioritaires.

De l'avis de la direction de la Banque, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tout redressement nécessaire à la présentation fidèle de cette information. De tels redressements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers figurant sur les rapports intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu; ces ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Tableau 28 : Autres renseignements statistiques

au 31 octobre	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Autres renseignements										
Employés a)	33 842	33 200	32 844	33 400	34 286	33 468	33 341	34 769	32 067	32 126
Succursales bancaires	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296	1 245	1 248	1 214	1 231
Guichets automatiques (Canada)	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017	1 763	1 708	1 538	1 293
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67	8,58	6,42	6,44	7,49
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49	8,89	6,69	6,04	6,59
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34	1,33	1,29	1,24	1,12
Bas	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38	1,42	1,40	1,34	1,26
Moyen	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37	1,38	1,36	1,29	1,19
À la fin de l'exercice	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34	1,34	1,35	1,32	1,24

a) Équivalent de durée normale; employés à temps plein, à temps partiel et en temps supplémentaire.

États financiers consolidés

Dans la présente section du Rapport annuel, nous présentons les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers et le rapport des vérificateurs aux actionnaires.

Les états financiers consolidés vérifiés présentent la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2001 et 2000, ainsi que les résultats de son exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2001, 2000 et 1999. Les notes afférentes aux états financiers consolidés fournissent des renseignements financiers plus détaillés et comportent un résumé des principales conventions comptables sous-tendant l'information financière présentée.

Table des matières

58	Bilan consolidé
59	État consolidé des résultats
60	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
61	État consolidé des flux de trésorerie
62	Notes afférentes aux états financiers consolidés
84	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers
84	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
85	Filiales de la Banque

Bilan consolidé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2001	2000
Actif		
Encaisse (note 2)	17 656 \$	18 508 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 5)		
Titres de placement (valeur marchande de 21 714 \$ en 2001 et de 24 654 \$ en 2000)	21 470	24 469
Titres de négociation	16 200	21 994
Substituts de prêts	6	–
	37 676	46 463
Prêts (notes 4, 5 et 6)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	41 941	39 485
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	19 107	18 038
Prêts sur cartes de crédit	1 527	1 407
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	61 249	60 176
Titres pris en pension	14 954	16 308
	138 778	135 414
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 949)	(1 597)
	136 829	133 817
Autres éléments d'actif		
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 936	8 630
Bureaux et matériel (note 7)	2 170	2 171
Éléments d'actif divers (note 8)	37 142	23 807
	47 248	34 608
Total de l'actif	239 409 \$	233 396 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 11)		
Banques	20 539 \$	23 385 \$
Entreprises et administrations publiques	66 132	69 454
Particuliers	67 619	63 858
	154 290	156 697
Autres éléments de passif (note 12)		
Acceptations	7 936	8 630
Titres vendus à découvert	6 609	9 353
Titres mis en pension	17 480	19 749
Éléments de passif divers	37 738	22 115
	69 763	59 847
Dettes subordonnées (note 13)	4 674	4 911
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 14)	4 425	4 854
Bénéfices non répartis	6 257	7 087
	10 682	11 941
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	239 409 \$	233 396 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Le président du conseil et chef de la direction,

Le président du comité de vérification,

F. Anthony Comper (signé)

Jeremy H. Reitman (signé)

État consolidé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	9 689 \$	10 404 \$	9 656 \$
Valeurs mobilières (note 3)	2 419	2 854	2 449
Dépôts à d'autres banques	892	1 045	1 069
	13 000	14 303	13 174
Frais d'intérêts			
Dépôts	6 183	7 426	6 328
Dette subordonnée	351	350	339
Autres éléments de passif	1 967	2 323	2 228
	8 501	10 099	8 895
Revenu net d'intérêts	4 499	4 204	4 279
Provision pour créances irrécouvrables	980	358	320
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	3 519	3 846	3 959
Autres revenus			
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	670	646	616
Commissions sur prêts	352	322	329
Frais – Marchés financiers	976	1 069	841
Services de cartes	204	216	205
Gestion de placements et garde de titres	336	373	419
Fonds d'investissement	251	232	207
Revenus de négociation	490	388	295
Revenus de titrisation (note 6)	331	343	296
Autres droits et commissions	612	737	303
	4 222	4 326	3 511
Revenu net d'intérêts et autres revenus	7 741	8 172	7 470
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et charges sociales	3 212	3 065	2 820
Bureaux et matériel	1 153	1 071	1 123
Communications	194	259	268
Autres frais	1 069	883	915
	5 628	5 278	5 126
Amortissement des éléments d'actif incorporel (note 8)	43	23	21
	5 671	5 301	5 147
Frais de restructuration (note 15)	–	(43)	141
Total des frais autres que d'intérêts	5 671	5 258	5 288
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	2 070	2 914	2 182
Impôts sur le revenu (note 16)	501	989	736
	1 569	1 925	1 446
Part des actionnaires sans contrôle	42	19	21
Revenu net avant écarts d'acquisition	1 527	1 906	1 425
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (notes 8 et 16)	56	49	43
Revenu net	1 471 \$	1 857 \$	1 382 \$
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	80 \$	101 \$	117 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écarts d'acquisition	1 447 \$	1 805 \$	1 308 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 391 \$	1 756 \$	1 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	511 286	531 318	531 723
Résultat par action avant écarts d'acquisition (note 17)			
de base	2,83 \$	3,40 \$	2,46 \$
dilué	2,77	3,34	2,41
Résultat par action (note 17)			
de base	2,72	3,30	2,38
dilué	2,66	3,25	2,34
Dividendes par action ordinaire	1,12	1,00	0,94

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Le calcul du résultat par action avant écarts d'acquisition et du résultat par action pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999 a été modifié pour tenir compte du dividende en actions, déclaré le 1^{er} mars 2001, d'une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2001	2000	1999
Actions privilégiées (note 14)			
Solde au début de l'exercice	1 681 \$	1 668 \$	1 958 \$
Rachat d'actions privilégiées	(633)	–	(272)
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	2	13	(18)
Solde à la fin de l'exercice	1 050	1 681	1 668
	Nombre d'actions		
	2001	2000	1999
Actions ordinaires (note 14)			
Solde au début de l'exercice	522 583 894	534 064 200	528 866 396
Actions émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	903 186	1 373 272	1 047 282
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions	6 177 235	1 915 282	1 349 000
Actions émises en échange d'actions de filiales	1 134 765	959 140	2 801 522
Actions émises lors de l'acquisition d'entreprises (note 9)	10 285 447	–	–
Annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement (note 14)	–	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 14)	(52 000 000)	(15 728 000)	–
Solde à la fin de l'exercice	489 084 527	522 583 894	534 064 200
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	7 087	6 123	5 555
Incidence cumulative de l'adoption de la norme sur les avantages sociaux futurs, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 18)	(250)	–	–
Revenu net	6 837	6 123	5 555
Dividendes – Actions privilégiées	1 471	1 857	1 382
– Actions ordinaires	(568)	(530)	(500)
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture et de l'impôt sur le revenu applicable	179	143	(172)
Constatation d'une perte de change non matérialisée à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger (note 3)	99	–	–
Gain provenant de l'annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 14)	18	–	–
Coûts de la fusion projetée, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	–	–	(25)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 14)	(1 699)	(405)	–
Solde à la fin de l'exercice	6 257	7 087	6 123
Total de l'avoir des actionnaires	10 682 \$	11 941 \$	10 981 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2001	2000	1999
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	1 471 \$	1 857 \$	1 382 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets			
Provision pour créances irrécouvrables	980	358	320
Amortissement des bureaux et du matériel	406	402	412
Amortissement des éléments d'actif incorporel	56	33	32
Amortissement des écarts d'acquisition	62	54	49
Gain à la vente de prêts titrisés	(82)	(23)	(5)
Dévaluation de titres de placement	284	16	93
Frais de restructuration	–	(43)	128
Charge d'impôts futurs	(180)	131	(82)
(Gain) net à la vente de titres de placement	(407)	(199)	(8)
Variations des intérêts courus			
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	512	(202)	344
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(250)	182	84
Augmentation (diminution) nette des commissions sur prêts reportées	8	1	(28)
(Augmentation) diminution nette des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés	(9 318)	(4 402)	2 957
Augmentation (diminution) nette des pertes non matérialisées et des montants à payer sur instruments dérivés	10 304	4 313	(3 104)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	5 794	(4 748)	1 545
Augmentation (diminution) nette des impôts sur le revenu exigibles	(80)	(423)	608
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 090	(301)	(391)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 650	(2 994)	4 336
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(3 793)	(905)	12 891
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 744)	(1 097)	2 607
(Diminution) nette des titres mis en pension	(2 499)	(4 428)	(5 581)
Augmentation (diminution) nette de la dette des filiales	(15)	(1 219)	1 282
Produit de l'émission de titres d'une filiale	800	350	–
Produit de l'émission de dette subordonnée	–	300	–
Remboursement de dette subordonnée	(300)	(150)	(10)
Rachat d'actions privilégiées	(633)	–	(272)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	156	78	95
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(2 031)	(500)	–
Dividendes versés	(648)	(631)	(617)
Coûts de la fusion projetée	–	–	(25)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(11 707)	(8 202)	10 370
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 308	5 253	(4 849)
Achat de titres de placement	(35 979)	(31 524)	(32 497)
Échéances des titres de placement	25 955	24 299	21 173
Produit de la vente de titres de placement	13 838	8 966	9 525
(Augmentation) nette des prêts et des substituts de prêts	(5 657)	(6 322)	(11 193)
Produit de la titrisation d'éléments d'actif	1 197	1 837	494
Diminution nette des titres pris en pension	1 354	8 782	2 430
Bureaux et matériel – achats nets	(399)	(345)	(329)
Acquisition d'entreprises	(245)	(25)	(3)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	2 372	10 921	(15 249)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	1 315	(275)	(543)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	2 144	2 419	2 962
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	3 459 \$	2 144 \$	2 419 \$
Composition			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	2 066 \$	1 219 \$	1 261 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 393	925	1 158
	3 459 \$	2 144 \$	2 419 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	8 751 \$	9 917 \$	8 811 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de l'exercice	405	1 123	361

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Note 1 : Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et selon les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada, responsable de la réglementation des banques.

En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences en matière de présentation dictées par les principes comptables généralement reconnus des États-Unis, s'il y a lieu. Les différences les plus importantes dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui découlent de l'application de ces principes, sont décrites à la note 24.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés.

Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

L'actif fiduciaire sous administration fait l'objet d'une comptabilité distincte de celle de notre actif et n'est donc pas inclus dans notre bilan consolidé.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. L'actif et le passif relatifs à des opérations en devises et à des investissements dans des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les montants des revenus et des frais relatifs à ces opérations et investissements sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes, matérialisés ou non, résultant des conversions relatives aux opérations en devises sont inclus dans les autres revenus à l'état consolidé des résultats.

Nous disposons de divers investissements dans des établissements à l'étranger qui sont libellés en devises. Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens de ces investissements sont inclus dans l'actif des actionnaires inscrit au bilan consolidé. Tous les gains et toutes les pertes de change matérialisés en rapport avec nos investissements dans des établissements à l'étranger sont constatés dans les autres revenus.

De temps à autre, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Le gain ou la perte résultant de la conversion des contrats de couverture est porté en déduction du gain ou de la perte, matérialisé ou non, résultant de la conversion de l'élément faisant l'objet de la couverture, et il est inclus dans les autres revenus ou dans les bénéfices non répartis.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et des hypothèses, concernant principalement des valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique.

Modifications des conventions comptables

Les nouvelles conventions comptables émises par les organismes de normalisation sont décrites aux notes 3, 6, 8, 9, 17, 18, 22 et 24.

Note 2 : Encaisse

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations bancaires que nous avons achetées et qui ont été émises par d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

Restrictions visant l'encaisse

Un certain nombre de nos filiales bancaires disposent d'une encaisse qu'elles peuvent utiliser pour leurs propres activités, mais dont les sociétés apparentées ne peuvent se servir.

En outre, certaines de nos filiales sont tenues de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où elles font affaire, ces montants s'élevant à 472 \$ au 31 octobre 2001 et à 462 \$ au 31 octobre 2000.

	2001	2000
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la		
Banque du Canada et à d'autres banques	2 066 \$	1 219 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	14 197	16 364
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 393	925
Total	17 656 \$	18 508 \$

Note 3 : Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

- **Les titres de placement** comprennent des actions et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti. Nos placements dans des titres de participation de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, sont comptabilisés au prix coûtant et rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, déduction faite des rajustements pour l'amortissement des écarts d'acquisition obtenus lors de l'acquisition de notre participation dans ces sociétés. Les titres sont ramenés à leur juste valeur lorsque nous détectons une diminution autre que temporaire de leur valeur. Toute moins-value ou tout gain ou toute perte à l'aliénation des titres de placement sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils se produisent et sont inclus dans l'état consolidé des résultats, sous forme d'augmentation ou de diminution des autres revenus. Les gains et les pertes à l'aliénation sont calculés d'après le coût moyen des titres vendus. Les titres de placement des pays désignés sont comptabilisés conformément à la convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

- **Les titres de négociation** sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur marchande ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux autres revenus dans l'état consolidé des résultats.
- **Les substituts de prêts** sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à la convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenions n'excédait, au 31 octobre 2001 ou au 31 octobre 2000, 10 % de l'actif des actionnaires.

Modification de la convention comptable

À compter du 1^{er} novembre 2001, nous n'amortirons plus les écarts d'acquisition lorsque nous rajusterons la valeur de nos titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable. Cette modification des règles comptables est expliquée à la note 8.

	Terme à court										2001	2000	
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Rendement		Rendement		Valeur comptable totale	Valeur comptable totale		
	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %	Rendement %				
Titres de placement													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	311 \$	4,08	125 \$	4,01	– \$	–	– \$	–	– \$	–	436 \$	4,06	1 228 \$
les provinces et les municipalités canadiennes	43	3,30	–	–	–	–	–	–	–	–	43	3,30	242
l'administration fédérale américaine	1 074	2,47	1 225	5,40	25	5,90	477	4,99	–	–	2 801	4,21	3 286
les municipalités, agences et États américains	3 857	4,17	1 742	4,21	1 133	6,13	644	6,68	1 146	5,71	8 522	4,84	7 443
Autres administrations publiques	60	4,70	37	5,81	5	6,35	11	3,28	–	–	113	5,00	157
Titres adossés à des créances immobilières	33	6,19	–	–	–	–	2	5,63	3 380	6,44	3 415	6,44	3 743
Obligations d'entreprises	605	3,98	789	6,26	788	6,26	1 491	6,55	405	4,72	4 078	5,87	5 424
Actions d'entreprises	360	8,73	241	9,58	437	10,10	924	3,58	100	4,81	2 062	6,62	2 946
Total des titres de placement	6 343	4,13	4 159	5,27	2 388	6,90	3 549	5,58	5 031	6,10	21 470	5,36	24 469
Titres de négociation													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	310		1 444		278		816		495		3 343		4 417
les provinces et les municipalités canadiennes	110		15		345		335		409		1 214		1 191
l'administration fédérale américaine	271		–		2		1		4		278		3 320
les municipalités, agences et États américains	7		176		140		14		–		337		482
Tous les autres titres	2 325		299		512		481		7 411		11 028		12 584
Total des titres de négociation	3 023		1 934		1 277		1 647		8 319		16 200		21 994
Substituts de prêts	–		–		6		–		–		6		–
Total des valeurs mobilières	9 366 \$		6 093 \$		3 671 \$		5 196 \$		13 350 \$		37 676 \$		46 463 \$

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes ainsi que de la provision à l'égard des risques-pays liée à certains titres. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

Les titres des pays désignés comprennent les titres que nous recevons à la suite d'un rééchelonnement de la dette d'un pays étranger. Ils sont comptabilisés déduction faite de la réserve à l'égard des risques-pays (voir note 5) affectée à ces titres.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à court est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Ceux qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à 10 ans.

Les actions d'entreprises comprenaient, au 31 octobre 2000, notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Jusqu'au 30 juin 2000, nous avons comptabilisé cet investissement selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Après cette date, nous n'exercions plus une influence notable sur cette société et nous avons commencé à comptabiliser notre investissement selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer et ainsi réalisé un gain de 321 \$ (272 \$ après impôts), déduction faite des pertes de change non matérialisées de 99 \$.

Le revenu d'intérêts et les gains et pertes provenant des valeurs mobilières sont inscrits aux postes suivants :

	2001	2000	1999
Poste			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de placement	1 610 \$	1 949 \$	1 527 \$
Titres de négociation	809	905	922
	2 419 \$	2 854 \$	2 449 \$
Autres revenus			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés	480 \$	245 \$	69 \$
Pertes brutes matérialisées	(73)	(46)	(61)
Dévaluations a)	(284)	(16)	(93)
Gains (pertes) nets matérialisés et dévaluations	123 \$	183 \$	(85)\$
Gains (pertes) nets matérialisés et non matérialisés provenant des titres de négociation	139 \$	166 \$	(15)\$

Les montants indiqués ci-dessus excluent les frais d'intérêts connexes.

a) Les dévaluations comprennent un montant de 225 \$ relatif à nos investissements dans des titres adossés à des obligations.

Gains et pertes non matérialisés

	2001								2000
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande	
Titres de placement									
Titres émis ou garantis par :									
le Canada	436 \$	4 \$	17 \$	423 \$	1 228 \$	12 \$	5 \$	1 235 \$	
les provinces et les municipalités canadiennes	43	–	–	43	242	6	–	248	
l'administration fédérale américaine	2 801	93	1	2 893	3 286	–	54	3 232	
les municipalités, agences et États américains	8 522	110	–	8 632	7 443	2	32	7 413	
Autres administrations publiques	113	3	–	116	157	–	–	157	
Titres adossés à des créances immobilières	3 415	53	–	3 468	3 743	–	139	3 604	
Obligations d'entreprises	4 078	88	77	4 089	5 424	43	160	5 307	
Actions d'entreprises	2 062	101	113	2 050	2 946	588	76	3 458	
Total	21 470 \$	452 \$	208 \$	21 714 \$	24 469 \$	651 \$	466 \$	24 654 \$	

La valeur marchande d'un titre est établie d'après son cours à la fin de l'exercice. Cette valeur peut ne pas être ce que nous recevons si nous vendions le titre.

Lorsqu'il n'est pas facile d'obtenir le cours d'un titre particulier, nous utilisons diverses méthodes d'évaluation pour estimer la valeur marchande.

Prêts

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite de tout intérêt non gagné, des escomptes non amortis et de la réserve pour créances irrécouvrables. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux, dont le traitement est décrit ci-après. De temps à autre, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Les intérêts sur ces prêts restructurés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si nous considérons qu'il s'agit de prêts douteux.

Les titres pris en pension représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous considérons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Les commissions sur prêts reçues sont dues à une variété de raisons. Le traitement comptable de ces commissions varie selon la transaction. La portion non constatée de toutes les commissions sur prêts est incluse dans les autres éléments de passif au bilan consolidé. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux autres revenus lorsqu'elles sont gagnées. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, de même que les commissions d'engagement, sauf si nous avons lieu de croire que l'engagement que nous fournissons au client ne sera pas utilisé. Dans un tel cas, les commissions d'engagement sont constatées pendant la période d'engagement.

Prêts douteux

Nous considérons que les prêts, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts à tempérament aux particuliers, sont douteux dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- il est peu probable que nous puissions recouvrer dans les délais prévus le capital ou les intérêts qui nous sont dus;
- les versements d'intérêt ou de capital sont échus depuis 90 jours, sauf si nous nous efforçons activement de recouvrer le prêt et qu'il est entièrement garanti;
- des prêts entièrement garantis sont échus depuis 180 jours;
- nous considérons qu'il est prudent ou convenable de cesser de comptabiliser l'intérêt couru.

Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement classés douteux et radiés lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers sont immédiatement classés comme douteux lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours, et ils sont radiés lorsqu'ils sont échus depuis un an.

Nous ne comptabilisons pas l'intérêt couru lors du classement du prêt dans la catégorie des prêts douteux et tout revenu d'intérêts comptabilisé mais non perçu est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Le revenu d'intérêts que nous aurions constaté au cours des trois derniers exercices, si nous n'avions pas classé certains prêts comme douteux, serait le suivant :

	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts qui aurait été comptabilisé aux taux contractuels d'origine	128 \$	105 \$	50 \$
Moins : montant constaté comme revenu d'intérêts	(2)	(2)	(5)
Total	126 \$	103 \$	45 \$

Tout versement reçu sur un prêt classé dans la catégorie des prêts douteux est affecté d'abord au recouvrement de toute réserve ou radiation antérieures, avant que le revenu ne soit comptabilisé. Tout versement que nous recevons en remboursement de prêts à tempérament aux particuliers et de prêts consentis à des pays désignés qui ont été classés comme douteux est affecté d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Les biens ou autres éléments d'actif que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements envers nous à l'égard de leurs prêts sont classés parmi les prêts douteux et comptabilisés au montant que nous prévoyons recouvrer ou au solde du prêt au moment où le client nous transfère le bien, selon le plus bas de ces deux montants.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs si de nouvelles circonstances nous portent à croire que le capital et l'intérêt qui nous sont dus seront recouverts de l'emprunteur en temps opportun.

Pendant les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 31 octobre 2000, nous n'avons restructuré aucun prêt classé comme productif. Pendant les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 31 octobre 2000, nous n'avons radié aucun prêt restructuré.

Le tableau ci-dessous fait état du solde brut des prêts et acceptations, ainsi que du solde des prêts et acceptations douteux :

	Prêts et acceptations douteux											
	Solde brut		Prêts et acceptations douteux		Réserve spécifique		Prêts et acceptations douteux moins réserve spécifique		Réserve générale		Solde net	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Prêts hypothécaires à l'habitation	41 941 \$	39 485 \$	132 \$	144 \$	6 \$	6 \$	126 \$	138 \$	— \$	— \$	126 \$	138 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	20 634	19 445	64	53	8	5	56	48	—	—	56	48
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	61 249	60 176	1 818	1 297	755	506	1 063	791	—	—	1 063	791
Titres pris en pension	14 954	16 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	138 778	135 414	2 014	1 494	769	517	1 245	977	—	—	1 245	977
Acceptations	7 936	8 630	—	7	—	—	—	7	—	—	—	7
Éléments non affectés	—	—	—	—	—	—	—	—	1 180	1 080	(1 180)	(1 080)
Total	146 714 \$	144 044 \$	2 014 \$	1 501 \$	769 \$	517 \$	1 245 \$	984 \$	1 180 \$	1 080 \$	65 \$	(96)\$

Le tableau ci-dessous fait état des montants que nous avons classés comme douteux :

	Canada		États-Unis		Autres pays		Total	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Prêts hypothécaires à l'habitation	132 \$	144 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	132 \$	144 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	60	51	4	2	–	–	64	53
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	753	559	1 011	662	54	76	1 818	1 297
Acceptations	–	7	–	–	–	–	–	7
Total des prêts et acceptations douteux	945	761	1 015	664	54	76	2 014	1 501
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 266)	(1 170)	(646)	(382)	(37)	(45)	(1 949)	(1 597)
Solde net des prêts et acceptations douteux	(321)\$	(409)\$	369 \$	282 \$	17 \$	31 \$	65 \$	(96)\$
Solde moyen net des prêts et acceptations douteux	(330)\$	(379)\$	338 \$	109 \$	25 \$	40 \$	33 \$	(230)\$
Solde moyen brut des prêts et acceptations douteux	835 \$	692 \$	766 \$	450 \$	56 \$	84 \$	1 657 \$	1 226 \$

	Canada			États-Unis			Autres pays			Total		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts brut sur les prêts et acceptations douteux	26 \$	27 \$	28 \$	– \$	18 \$	44 \$	– \$	1 \$	46 \$	26 \$	46 \$	118 \$
Revenu d'intérêts sur les prêts et acceptations douteux, déduction faite des contrepassations d'intérêts	– \$	6 \$	12 \$	(6)\$	14 \$	41 \$	– \$	1 \$	46 \$	(6)\$	21 \$	99 \$

Les pays désignés regroupent les pays reconnus par le Surintendant des institutions financières du Canada comme éprouvant des difficultés à rembourser une partie ou la totalité de leur dette extérieure envers des banques commerciales. Aux 31 octobre 2001 et 31 octobre 2000, le solde des prêts douteux aux pays désignés était nul.

Les prêts douteux comprennent des biens immobiliers et des titres reçus de clients en remboursement de leurs prêts totalisant 13 \$ au 31 octobre 2001 et 12 \$ au 31 octobre 2000.

Aux 31 octobre 2001 et 31 octobre 2000, le solde des prêts entièrement garantis dont une partie est en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait respectivement à 36 \$ et 52 \$.

Instruments de crédit

Dans le cours normal de nos activités d'octroi de crédits à nos clients, nous prenons divers engagements entraînant des obligations juridiques. Ces engagements sont notamment les suivants :

- Le cautionnement bancaire et la garantie contractuelle, qui représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres, qui représente notre risque de crédit dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client.

- Le crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme, qui représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

En prenant ces engagements, nous nous exposons à un risque de crédit, c'est-à-dire le risque de subir une perte si une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations.

La récapitulation ci-dessous présente la valeur contractuelle et la valeur équivalente pondérée en fonction du risque de nos divers engagements, qui sont fondés sur les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

	2001		2000	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
Instruments de crédit				
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	10 216 \$	6 841 \$	11 810 \$	8 320 \$
Prêts de titres	584	319	1 616	156
Crédits documentaires	588	63	698	113
Crédits fermes				
Échéance initiale d'un an ou moins	69 428	–	76 353	–
Échéance initiale supérieure à un an	25 001	10 155	29 766	11 533
Total	105 817 \$	17 378 \$	120 243 \$	20 122 \$

Les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit sont exclus des crédits fermes car ces crédits sont révoqués à notre gré.

Note 5 : Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables comprises dans nos portefeuilles d'éléments figurant ou non au bilan.

La provision pour créances irrécouvrables est inscrite à notre état consolidé des résultats. Fondée sur une analyse statistique et sur l'opinion de la direction, elle représente une estimation adéquate de la charge selon la composition de nos portefeuilles de prêts, la probabilité de défaut de paiement, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Nous maintenons les réserves suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques, afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Au moins une fois par trimestre, nous réévaluons nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, pour déterminer s'ils doivent être classés comme douteux et, le cas échéant, s'ils doivent faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de la fonction crédit indépendant.

Les réserves spécifiques importantes et la réserve globale pour créances irrécouvrables sont examinées par les membres du groupe de gestion des risques.

Nous utilisons diverses méthodes pour déterminer le montant de recouvrement estimatif des prêts douteux, dont le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, le cours du marché observable, ou la juste valeur du titre sous-jacent actualisée pour tenir compte du moment prévu de sa vente. Tous les changements apportés à la réserve pour créances irrécouvrables sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables. La valeur de toute garantie est également prise en compte pour établir une réserve. La garantie peut varier selon la catégorie de prêt, et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Cette réserve est établie pour éponger les créances irrécouvrables liées au risque afférent d'un portefeuille composé d'éléments figurant ou non au bilan, y compris celles des sociétés affiliées, des coentreprises et des entités de

titrisation, étant donné qu'il n'est pas possible de relever tous les prêts douteux du portefeuille sur une base individuelle. La réserve générale est fondée sur une analyse statistique des résultats antérieurs, sur le montant de la réserve déjà établie et sur l'opinion de la direction.

La valeur des prêts couverts par la réserve générale totalisait 146 720 \$ au 31 octobre 2001, et 144 044 \$ au 31 octobre 2000.

Réserve à l'égard des risques-pays

Cette réserve est inscrite à l'égard des emprunts et des titres des pays désignés par le Surintendant des institutions financières du Canada comme ayant restructuré leurs dettes ou ayant éprouvé des difficultés à rembourser la totalité ou une partie de leur dette extérieure envers des banques commerciales.

La portion de la réserve relative aux titres des pays désignés est incluse dans les valeurs mobilières au bilan consolidé, et la portion relative aux éléments hors bilan est comptabilisée dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables :

	Réserves spécifiques			Réserve générale			Réserve à l'égard des risques-pays			Total		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 \$	6 \$	4 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	6 \$	6 \$	4 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	8	5	8	–	–	–	–	–	–	8	5	8
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	755	506	360	–	–	–	–	–	6	755	506	366
Éléments non affectés	–	–	–	1 180	1 080	970	–	–	–	1 180	1 080	970
	769	517	372	1 180	1 080	970	–	–	6	1 949	1 597	1 348
Titres de pays désignés	–	–	–	–	–	–	–	–	79	–	–	79
Total	769 \$	517 \$	372 \$	1 180 \$	1 080 \$	970 \$	– \$	– \$	85 \$	1 949 \$	1 597 \$	1 427 \$

Les changements apportés à la réserve pour créances irrécouvrables se répartissent comme suit :

	Réserves spécifiques			Réserve générale			Réserve à l'égard des risques-pays			Total		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Solde au début de l'exercice	517 \$	372 \$	283 \$	1 080 \$	970 \$	885 \$	– \$	85 \$	104 \$	1 597 \$	1 427 \$	1 272 \$
Provision pour créances irrécouvrables	880	290	235	100	110	85	–	(42)	–	980	358	320
Recouvrements	40	44	47	–	–	–	–	–	–	40	44	47
Radiations	(698)	(206)	(178)	–	–	–	–	(45)	(15)	(698)	(251)	(193)
Autres, y compris les écarts de change	30	17	(15)	–	–	–	–	2	(4)	30	19	(19)
Solde à la fin de l'exercice	769 \$	517 \$	372 \$	1 180 \$	1 080 \$	970 \$	– \$	– \$	85 \$	1 949 \$	1 597 \$	1 427 \$

Note 6 : Titrisation d'éléments d'actif

Les revenus de titrisation sont générés et inscrits à l'état consolidé des résultats lorsque nous procédons à la titrisation de certaines parties de notre actif en cédant des prêts à des structures d'accueil ou à des fiducies (entités de titrisation) dont nous ne sommes pas le bénéficiaire.

Les contrats d'achat et de vente prévoient le paiement, en notre faveur, de l'excédent de marge lorsque la somme des intérêts et des frais recouverts des clients dépasse le rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Pour certaines de nos titrisations, nous avons l'obligation contractuelle de maintenir à des niveaux préétablis les sommes en espèces déposées dans les entités de titrisation, en cas d'insuffisances des flux de trésorerie dus aux investisseurs.

De plus, nous conservons la responsabilité de la gestion de certains prêts aux particuliers et aux entreprises lorsque les conditions de la vente des éléments d'actif à l'entité de titrisation incluent la gestion.

Nous vérifions régulièrement la valeur comptable du prix d'achat différé à recevoir et, lorsque nous constatons une baisse de valeur qui est autre que temporaire, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute perte est inscrite à notre état consolidé des résultats.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilisation et la présentation des opérations de titrisation. Nous avons adopté cette note prospectivement le 1^{er} juillet 2001. En vertu de cette nouvelle note d'orientation, nous comptabilisons les opérations de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les éléments d'actif. Au moment de la vente, nous constatons le gain ou la perte en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs attendus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de la valeur estimative des obligations liées à la gestion. Pendant la durée de la titrisation, le prix d'achat différé à recevoir est réduit au fur et à mesure de la réception de fonds provenant de l'entité de titrisation, et l'obligation de gestion est amortie par imputation aux revenus. Les fonds relatifs au prix d'achat différé ne sont reçus que lorsque les obligations envers les investisseurs de l'entité de titrisation ont été remplies.

L'effet de la titrisation sur l'état consolidé des résultats dans le cas des cessions postérieures au 30 juin 2001 s'établit comme suit :

	2001
Gain provenant de la vente de prêts	66 \$
Autres revenus de titrisation	3
Amortissement de l'obligation de gestion	—
Total des revenus de titrisation	69 \$

Les autres revenus de titrisation comprennent les frais de gestion et les intérêts sur les sommes en espèces déposées dans les entités de titrisation.

Dans tous les cas de cessions antérieures au 1^{er} juillet 2001, nous avons comptabilisé les opérations de titrisation comme des ventes lorsque les risques et les avantages importants liés à la propriété des prêts avaient été transférés et que nous pouvions estimer le montant en espèces à recevoir. Nous avons comptabilisé notre droit au prix d'achat différé dans les autres revenus lorsque le montant pouvait être légalement payé par l'entité de titrisation, sauf dans le cas de la titrisation de prêts hypothécaires assurés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH). Dans le cas de la titrisation de prêts LNH, nous constatons un gain ou une perte dans les autres revenus en nous fondant sur la valeur actualisée nette du prix d'achat différé à la date de la vente.

Le tableau ci-dessous fait état de certaines sommes constatées dans nos états financiers consolidés en rapport avec nos opérations de titrisation :

	Revenus de titrisation			Titres de placement				Autres éléments d'actif		Autres éléments de passif	
	Gain provenant de la vente de prêts			Investissements dans des entités de titrisation		Prix d'achat différé à recevoir		Dépôts en espèces dans des entités de titrisation		Obligation de gestion	
	2001	2000	1999	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Prêts hypothécaires à l'habitation	38 \$	23 \$	5 \$	— \$	— \$	121 \$	81 \$	25 \$	26 \$	4 \$	— \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	5	—	—	32	—	5	—	—	—	—	—
Prêts sur cartes de crédit	39	—	—	—	—	20	—	—	—	—	—
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	—	—	—	—	—	—	—	472	940	—	—

Le tableau ci-dessous fait état de certains flux de trésorerie reçus des entités de titrisation pour les exercices terminés les 31 octobre :

	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Produit de nouvelles titrisations	1 197 \$	1 837 \$	494 \$	1 037 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Produit de nouveaux prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	2 117	1 775	1 301	—	—	—	11 549	11 129	11 100	—	2 132	2 519
Frais de gestion perçus	6	2	1	1	—	—	50	50	50	2	3	3
Encaissement du prix d'achat différé	83	59	60	—	—	—	136	130	122	37	77	70

Le tableau ci-dessous fait état des données sur le crédit relatives à nos éléments d'actif titrisés :

	2001		2000	
	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables
Prêts hypothécaires à l'habitation	8 063 \$	— \$	7 305 \$	— \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	965	1	—	—
Prêts sur cartes de crédit	2 500	57	2 500	46
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 207	46	4 344	—
Total	13 735 \$	104 \$	14 149 \$	46 \$

Les pertes sur les lots statiques de créances sont calculées en additionnant les pertes sur créances réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot de créances. Les pertes prévues sur les lots statiques de créances pour tous les prêts titrisés s'établissaient, au 31 octobre 2001, à 0,00 % pour les prêts hypothécaires à l'habitation, à 1,25 % pour les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers, à 2,36 % pour les prêts sur cartes de crédit et à 1,29 % pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques. Au 31 octobre 2001, notre risque de crédit lié aux éléments d'actif titrisés se limitait au prix d'achat différé à recevoir pour un montant de 146 \$ (81 \$ en 2000), à certains dépôts en espèces pour un montant de 120 \$ (117 \$ en 2000) et aux investissements dans les entités de titrisation pour un montant de 32 \$ (0 \$ en 2000).

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé, et la sensibilité de la valeur actualisée du prix d'achat différé, au 31 octobre 2001, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 %

L'effet de la titrisation sur l'état consolidé des résultats dans le cas des cessions antérieures au 1^{er} juillet 2001 s'établit comme suit :

	2001	2000	1999
Revenu net d'intérêts	(247)\$	(249)\$	(234)\$
Provision pour créances irrécouvrables	42	46	42
Autres revenus – services de cartes	(78)	(97)	(89)
– titrisation	284	343	296
– autres frais et commissions	(10)	(12)	(9)
Revenu (perte) avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	(9)\$	31 \$	6 \$

Cette modification de la convention comptable a entraîné une augmentation de 35 \$ de nos revenus de titrisation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Nos revenus de titrisation comprennent l'incidence d'une dévaluation de 22 \$ relative à un compte à recevoir provenant de notre entité de titrisation de prêts aux entreprises.

par rapport aux hypothèses. Les résultats de l'analyse de sensibilité sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit
Prix d'achat différé à recevoir	121 \$	5 \$	20 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3,89	2,97	0,17
Effet :			
Taux de remboursement anticipé (%)	8,00–9,55	8,00	33
Variation défavorable de 10 %	0,4 \$–3,1 \$	0,1 \$	0,1 \$
Variation défavorable de 20 %	0,6 \$–6,2 \$	0,1 \$	0,2 \$
Marge excédentaire (%)	0,75–1,89	3,75	5,20–5,60
Variation défavorable de 10 %	2,1 \$–9,1 \$	0,5 \$	2,1 \$
Variation défavorable de 20 %	3,3 \$–18,3 \$	1,0 \$	4,3 \$
Pertes sur créances prévues (%)	—	1,25	2,36–2,50
Variation défavorable de 10 %	—	0,5 \$	1,0 \$
Variation défavorable de 20 %	—	0,9 \$	2,0 \$
Taux d'actualisation (%)	4,84–13,73	13,73	13,73
Variation défavorable de 10 %	0,4 \$–1,6 \$	0,1 \$	0,1 \$
Variation défavorable de 20 %	0,7 \$–3,1 \$	0,3 \$	0,2 \$

Note 7 : Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique et autre et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'élément d'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir notre actif :

	40 ans	10 ans	15 ans
• Immeubles			
• Matériel informatique et autre			
• Améliorations locatives			
	2001	2000	
Terrains	292 \$	278 \$	
Immeubles	1 387	1 305	
Matériel informatique et autre	2 483	1 991	
Améliorations locatives	491	382	
	4 653	3 956	
Amortissement cumulé	(2 483)	(1 785)	
Total	2 170 \$	2 171 \$	

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2001, 2000 et 1999, la charge d'amortissement se chiffrait à 406 \$, 402 \$ et 412 \$ respectivement. Les postes Terrains et Immeubles incluent les coûts des succursales bancaires dont la Banque est propriétaire, dont le nombre s'élevait à 460 au 31 octobre 2001 et à 465 au 31 octobre 2000, et ceux des autres biens-fonds situés au Canada, aux États-Unis et ailleurs.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2001, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 795 \$. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices se répartissent comme suit : 106 \$ pour 2002, 85 \$ pour 2003, 72 \$ pour 2004, 65 \$ pour 2005, 43 \$ pour 2006 et 424 \$ par la suite. Au 31 octobre 2001, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 669 succursales bancaires situées dans des locaux loués. Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 175 \$, 165 \$ et à 175 \$ pour les exercices terminés les 31 octobre 2001, 2000 et 1999 respectivement.

Note 8 : Éléments d'actif divers

	2001	2000
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	4 657 \$	5 297 \$
Intérêts courus à recevoir	979	1 491
Créances de clients, de négociants et de courtiers	6 483	1 951
Gains non matérialisés et montants à recevoir sur instruments dérivés	23 315	13 997
Actifs d'impôts futurs	392	212
	35 826	22 948
Éléments d'actif incorporel		
Relations d'affaires avec les clients	188	158
Éléments d'actif incorporel liés aux dépôts	162	93
Réseau de distribution – succursales	150	158
Autres	18	3
	518	412
Écarts d'acquisition		
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	238	240
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	129	158
First National Bank of Joliet	158	–
Groupe de Fonds Guardian Ltée	187	–
Corporation Solutions Moneris	50	–
Autres	36	49
	798	447
Éléments d'actif incorporel et écarts d'acquisition	1 316	859
Total	37 142 \$	23 807 \$

L'amortissement des éléments d'actif incorporel est constaté dans l'état consolidé des résultats comme suit :

	2001	2000	1999
Frais d'intérêts	13 \$	10 \$	11 \$
Frais autres que d'intérêts	43	23	21
Total	56 \$	33 \$	32 \$

La charge d'amortissement estimative totale relative aux éléments d'actif incorporel, pour les cinq prochains exercices, s'élève à 65 \$ pour 2002, 65 \$ pour 2003, 65 \$ pour 2004, 64 \$ pour 2005 et 60 \$ pour 2006.

L'amortissement des écarts d'acquisition est constaté, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable, dans l'état consolidé des résultats, et comprend les éléments suivants :

	2001	2000	1999
Écarts d'acquisition	62 \$	54 \$	49 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal)	(6)	(5)	(6)
Écarts d'acquisition déduction faite de l'impôt applicable	56 \$	49 \$	43 \$

Éléments d'actif incorporel

Les éléments d'actif incorporel que nous acquérons lorsque nous investissons dans des filiales ou dans d'autres éléments d'actif spécifiques sont comptabilisés à leur juste valeur au moment où nous faisons l'investissement. Le montant est amorti par imputation au revenu sur la période au cours de laquelle nous estimons que les éléments d'actif nous seront bénéfiques, généralement jusqu'à un maximum de 20 ans. Nous ramenons les éléments d'actif à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux monétaires non actualisés ne permettront pas de récupérer la valeur comptable.

Écarts d'acquisition

Lorsque nous achetons une filiale ou effectuons un autre investissement spécifique, nous établissons la juste valeur des éléments d'actif corporel et incorporel net acquis, et nous comparons le total au montant que nous avons payé pour les investissements. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des éléments d'actif net acquis est considéré comme un écart d'acquisition. Ce montant est reporté et amorti par imputation au revenu sur la période au cours de laquelle nous estimons que l'écart d'acquisition nous sera bénéfique, jusqu'à un maximum de 20 ans. L'écart d'acquisition est ramené à sa juste valeur lorsque les flux monétaires non actualisés prévus quant à l'investissement n'en justifient plus la valeur comptable et que le manque à gagner est autre que temporaire.

Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2001 et 31 octobre 2000, les écarts d'acquisition et les éléments d'actif incorporel n'ont été l'objet d'aucune réduction de valeur.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme comptable portant sur les écarts d'acquisition et les autres éléments d'actif incorporel. En vertu de cette nouvelle norme, tous les écarts d'acquisition et éléments d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie qui sont actuellement inscrits à notre bilan consolidé cesseront d'être amortis par imputation au revenu et seront soumis à des tests de dépréciation périodiques, afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur devra être imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Nous appliquerons cette nouvelle norme à compter du 1^{er} novembre 2001, date à laquelle nous cesserons d'amortir les écarts d'acquisition acquis avant le 1^{er} juillet 2001. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, l'amortissement des écarts d'acquisition s'établissait à 62 \$ (56 \$ après impôts). Nous ne possédons aucun élément d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie. Selon la nouvelle norme, les écarts d'acquisition et les éléments d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie qui proviennent d'acquisitions ultérieures au 1^{er} juillet 2001 ne sont pas amortis.

Note 9 : Acquisitions

Le 13 juillet 2001, la Banque a conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la First National Bank of Joliet («Joliet»), une banque locale américaine à service complet, cotée en bourse. Les résultats des activités de Joliet à compter de cette date ont été intégrés à nos états financiers consolidés. L'acquisition de Joliet nous procure une croissance et une expansion accrues aux États-Unis en nous permettant d'élargir notre réseau de services au détail à Chicago et en nous assurant une position de chef de file dans le Will County. Le prix d'achat de 337 \$ était composé de 124 \$ en espèces et de 5 325 307 actions ordinaires de la Banque évaluées globalement à 213 \$. Le nombre d'actions ordinaires émises a été déterminé selon une formule stipulée dans la convention d'achat.

Le 19 juillet 2001, la Banque a conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation du Groupe de Fonds Guardian Ltée («Guardian»), un groupe de fonds d'investissement qui était une filiale d'une société de services financiers cotée en bourse au Canada. Les résultats des activités de Guardian à compter de cette date ont été intégrés à nos états financiers consolidés. L'acquisition de Guardian est une initiative stratégique qui renforce notre position en matière de fonds d'investissement et qui nous fournit une excellente plateforme pour accroître davantage nos activités dans ce domaine. Le prix d'achat a été acquitté au moyen de 4 960 140 actions ordinaires de la Banque évaluées globalement à 187 \$. La valeur des actions ordinaires émises a été déterminée d'après le cours de clôture moyen des actions de la Banque pendant la période de cinq jours précédant et suivant le 15 mai 2001, jour où les modalités de l'acquisition ont été acceptées et annoncées.

L'élément d'actif incorporel lié aux dépôts qui résulte de l'acquisition de Joliet sera amorti sur une période de sept ans, et les autres éléments d'actif incorporel qui résultent de l'acquisition de Guardian seront amortis sur des périodes n'excédant pas sept ans.

Des écarts d'acquisition de 152 \$ et 187 \$ ont été inclus dans les autres éléments d'actif figurant au bilan consolidé de la Banque pour Joliet et Guardian, respectivement. Ces écarts d'acquisition ne seront pas amortis par imputation au revenu et feront l'objet de tests de dépréciation périodiques. Ils ne sont pas déductibles aux fins fiscales. Joliet fait partie du groupe Particuliers et entreprises de la Banque, et Guardian fait partie du groupe Gestion privée de la Banque.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des éléments d'actif acquis et des éléments de passif pris en charge à la date d'acquisition :

	Joliet	Guardian	Total
Encaisse	193 \$	– \$	193 \$
Titres de placement	653	–	653
Prêts	852	–	852
Autres éléments d'actif			
Éléments d'actif divers	23	9	32
Élément d'actif incorporel lié aux dépôts	76	–	76
Autres éléments d'actif incorporel	–	18	18
Écart d'acquisition	152	187	339
	251	214	465
	1 949	214	2 163
Dépôts	1 347	–	1 347
Titres mis en pension	230	–	230
Autres éléments de passif	35	27	62
	1 612	27	1 639
Prix d'achat	337 \$	187 \$	524 \$

La répartition du prix d'achat pourrait être modifiée lorsque l'évaluation des éléments d'actif acquis et des éléments de passif pris en charge sera complétée.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises que nous avons adoptée prospectivement le 1^{er} juillet 2001. En vertu de cette nouvelle norme, toute acquisition d'entreprise doit être comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux éléments d'actif acquis, y compris les éléments d'actif incorporel identifiables, et aux éléments de passif pris en charge selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Auparavant, les regroupements d'entreprises dans lesquels il n'était pas possible d'identifier une des parties comme étant l'acquéreur étaient comptabilisés selon la méthode de la fusion d'intérêts communs, et toutes les autres acquisitions d'entreprises étaient comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Au cours des années antérieures, la Banque n'a participé à aucun regroupement d'entreprises comptabilisé selon la méthode de la fusion d'intérêts communs.

Note 10 : Segmentation opérationnelle et géographique

Nous menons nos activités dans le cadre de segments opérationnels pour chacun desquels le marché et les produits sont bien définis. Notre groupe Particuliers et entreprises offre des services financiers aux particuliers et aux entreprises du Canada et des États-Unis. Notre groupe Gestion privée offre des services de gestion de patrimoine. Notre groupe Services d'investissement offre une gamme complète de services financiers aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, y compris des services-conseils et des services d'investissement et d'exploitation.

En outre, Emfisys et le groupe Services d'entreprise procurent des services de soutien à l'ensemble de la Banque, y compris en matière de technologie et de gestion des risques.

Les renseignements portant sur ces segments opérationnels, y compris leurs revenus, frais, revenu net, solde moyen de l'actif, prêts et dépôts, sont présentés dans les tableaux des pages 25 à 36 de la section Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière.

Note 11 : Dépôts

Catégorie de déposants	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts							
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Banques	237 \$	189 \$	512 \$	510 \$	462 \$	513 \$	19 328 \$	22 173 \$	20 539 \$	23 385 \$
Entreprises et administrations publiques	5 042	5 384	10 103	9 779	15 288	15 356	35 699	38 935	66 132	69 454
Particuliers	2 425	2 144	2 733	2 322	28 819	24 797	33 642	34 595	67 619	63 858
Total	7 704 \$	7 717 \$	13 348 \$	12 611 \$	44 569 \$	40 666 \$	88 669 \$	95 703 \$	154 290 \$	156 697 \$
Domiciliation										
Canada	6 822 \$	6 900 \$	7 861 \$	8 166 \$	31 390 \$	28 619 \$	47 358 \$	50 261 \$	93 431 \$	93 946 \$
États-Unis	842	742	5 474	4 422	12 916	11 469	31 488	27 549	50 720	44 182
Autres pays	40	75	13	23	263	578	9 823	17 893	10 139	18 569
Total	7 704 \$	7 717 \$	13 348 \$	12 611 \$	44 569 \$	40 666 \$	88 669 \$	95 703 \$	154 290 \$	156 697 \$

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients ont souvent l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de ces comptes.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier d'un jour à dix ans.

Les dépôts comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2001, le solde des fonds fédéraux achetés atteignait 4 160 \$, alors que ce montant était de 2 498 \$ au 31 octobre 2000.

Les dépôts comprennent des effets de commerce dont le total atteignait 505 \$ au 31 octobre 2001 et 1 085 \$ au 31 octobre 2000.

Au 31 octobre 2001, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 61 789 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 24 746 \$ étaient domiciliés au Canada et 37 043 \$ à l'extérieur du Canada. Au 31 octobre 2000, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 67 664 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 26 501 \$ étaient domiciliés au Canada et 41 163 \$ à l'extérieur du Canada. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada au 31 octobre 2001, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 13 101 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 2 139 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 610 \$ et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 5 896 \$. Au 31 octobre 2000, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 13 296 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 096 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 4 781 \$ et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 7 328 \$.

Note 12 : Autres éléments de passif

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons d'un recours compensatoire, égal au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance de l'effet. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un élément de passif, et notre recours correspondant est comptabilisé comme un élément d'actif dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédions pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les rajustements à la valeur marchande à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont portés au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions sur valeurs mobilières dans l'état consolidé des résultats.

Titres mis en pension

Les titres mis en pension représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. Ces titres sont inscrits au prix coûtant. Les frais d'intérêts relatifs à ces obligations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

	2001	2000
Acceptations	7 936 \$	8 630 \$
Titres vendus à découvert	6 609	9 353
Titres mis en pension	17 480	19 749
	32 025 \$	37 732 \$
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	9 605	4 857
Passifs de filiales, autres que des dépôts	1 481	1 496
Intérêts courus à payer	1 314	1 564
Pertes non matérialisées et montants à payer sur instruments dérivés	23 646	13 342
Commissions sur prêts reportées	113	105
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 579	751
Autres éléments	37 738 \$	22 115 \$
Total	69 763 \$	59 847 \$

Aux 31 octobre 2001 et 2000, les autres emprunts à court terme inclus dans les passifs de filiales autres que des dépôts atteignaient 1 467 \$ et 1 345 \$, respectivement.

Aux 31 octobre 2001 et 2000, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 150 \$ et de 350 \$ respectivement, qui faisaient partie de notre capital réglementaire de première catégorie.

Note 13 : Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties envers les porteurs de nos titres d'emprunt et fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débentures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Notre dette subordonnée est constituée de billets et de débentures dont le taux d'intérêt varie de 2,50 % à 10,85 %. Les échéances vont de mai 2002 à décembre 2040.

Les taux d'intérêt de certaines séries de débentures varient en fonction de divers indices. De plus, certaines séries de titres de dette subordonnée sont rachetables à notre gré, à diverses dates précédant février 2012.

La dette subordonnée comprend des débentures et des billets subordonnés libellés en dollars US totalisant 950 \$ US aux 31 octobre 2001 et 2000. Les montants équivalents en dollars canadiens de ces titres sont de 1 510 \$ au 31 octobre 2001 et de 1 447 \$ au 31 octobre 2000.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons racheté nos débentures de série 23 d'une valeur de 300 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, nous avons racheté nos débentures de série 13 d'une valeur de 150 \$.

Nos obligations de remboursement de titres de dette subordonnée au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont les suivantes :

2002	150 \$
2003	250
2004	—
2005	477
2006	—
Au-delà	3 797
Total	4 674 \$

Note 14 : Capital-actions**En circulation**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2001			2000			1999		
	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action
Actions privilégiées									
Catégorie A – Série 4	–	– \$	– \$	–	– \$	– \$	–	– \$	1,87 \$
Catégorie A – Série 5	–	–	–	–	–	–	–	–	522,26
Catégorie B – Série 1	–	–	0,57	10 000 000	250	2,25	10 000 000	250	2,25
Catégorie B – Série 2	–	–	1,28 \$ US	10 000 000	381	1,69 \$ US	10 000 000	368	1,69 \$ US
Catégorie B – Série 3	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
		1 050			1 681			1 668	
Actions ordinaires	489 084 527	3 375	1,12	522 583 894	3 173	1,00	534 064 200	3 190	0,94
Total du capital-actions en circulation		4 425 \$			4 854 \$			4 858 \$	

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons racheté toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 1, au prix de 25,00 \$ chacune, soit une somme totale de 250 \$, ainsi que toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 2, au prix de 25,00 \$ US chacune, soit une somme totale de 250 \$ US.

Catégorie B – Les actions de série 3 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2004, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2006, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2007, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,346875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en actions ordinaires de la Banque sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Elles donnent droit à un dividende trimestriel dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons mis sur pied un programme visant à racheter, par l'entremise de bourses reconnues, un maximum de 52 millions d'actions avant le 31 décembre 2001. Au 31 octobre 2001, 52 millions d'actions avaient été rachetées au prix moyen de 39,06 \$ l'action, pour une somme totale de 2 031 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, 15 728 000 actions avaient été rachetées au prix moyen de 31,80 \$ l'action, pour une somme totale de 500 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la Banque a versé un dividende d'une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire en circulation. Le versement de ce dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement en deux de l'action ordinaire de la Banque. Tous les soldes relatifs aux actions ordinaires ont été retraités pour tenir compte de ce dividende.

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. Les options consenties en vertu du régime, de 1995 à 1999, sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'exercice au cours duquel elles ont été accordées, à la condition que la Banque ait atteint certains objectifs de rendement. Les options accordées au cours des exercices 2000 et 2001 sont acquises à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant le 1^{er} novembre de l'exercice au cours duquel elles ont été accordées. Certaines des options consenties au cours des exercices 2000 et 2001 sont assujetties à des objectifs de rendement. Les options viennent à échéance dix ans après la date à laquelle elles ont été consenties. Aucuns frais de rémunération ne sont constatés lorsque les options d'achat d'actions sont accordées. À la levée des options d'achat d'actions, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires.

Autres options échangeables contre des actions ordinaires

En 1996, nous avons consenti au Grupo Financiero BBVA Bancomer des options d'achat visant jusqu'à 19 914 570 de nos actions ordinaires, représentant une portion de la contrepartie payée pour notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Ces options ont été annulées le 18 décembre 2000. En conséquence, les 22 \$ relatifs à la valeur des options qui avaient été inclus dans le capital-actions en 1996 ont été contrepassés, et un gain de 18 \$ après impôts a été comptabilisé directement dans les bénéfices non répartis.

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables contre nos actions ordinaires. Les actions des catégories B et C sont échangeables contre nos actions ordinaires au gré de leurs détenteurs. Le nombre d'actions ordinaires que nous émettrons lors de l'échange de ces actions est établi d'après une formule. Les actions des catégories E et F sont échangeables au gré des détenteurs, à raison d'une action contre une.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une quelconque de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur les actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place ou peut nous placer en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, ne peut payer une somme due en vertu de ses titres, nous ne déclarerons de dividende sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2001, nous avions réservé 9 332 144 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires, 6 131 921 actions ordinaires en vue de l'échange d'actions des catégories B, C, E et F de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, et 43 395 083 actions ordinaires en vue de la levée éventuelle des options d'achat d'actions.

Le tableau suivant indique le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises dans certaines circonstances :

	Exercice d'émission	2001		2000	
		Nombre d'actions	Prix de l'action	Nombre d'actions	Prix de l'action
Régime d'options d'achat d'actions	1995	1 197 800	12,75 \$	3 060 718	12,75 \$
	1996	2 044 500	15,50	4 725 800	15,50
	1997	3 968 500	19,93	4 538 400	19,93
	1997	—	28,75	150 000	28,75
	1998	3 301 500	32,90	3 764 600	32,90
	1998	103 000	42,70	103 000	42,70
	1999	8 202 800	30,18	8 827 800	30,18
	2000	7 568 043	25,60	8 328 600	25,60
	2000	50 000	33,13	50 000	33,13
	2001	6 523 800	38,45	—	—
	2001	6 000	37,79	—	—
	2001	31 800	39,60	—	—
		32 997 743		33 548 918	
Autres options	1996	—	— \$	19 914 570	18,25 \$
		32 997 743		53 463 488	
Autres émissions d'actions convertibles	1992	1 091 638	8,39 \$	1 876 780	7,26 \$
	1994	288 322	11,05	601 002	9,45
		1 379 960		2 477 782	
Total		34 377 703		55 941 270	

Ce tableau n'inclut pas les actions qui sont rachetables à notre gré ou sous réserve de notre capacité de régler une option de conversion en espèces.

Des options d'achat d'actions visant 6 177 235 actions ont été levées au cours du présent exercice, alors que des options visant 1 915 282 actions avaient été levées au cours de l'exercice précédent. Le nombre d'options d'achat d'actions annulées au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001 était de 1 148 690, comparativement à 644 900 au cours de l'exercice précédent.

Le prix moyen pondéré de levée de toutes les options en vigueur était de 28,31 \$ l'action au 31 octobre 2001, de 24,34 \$ l'action au 31 octobre 2000 et de \$ 23,55 l'action au 31 octobre 1999.

À un prix moyen pondéré de levée de 21,92 \$ l'action, 7 443 288 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 2001, à un prix moyen pondéré de levée de 18,64 \$ l'action, 5 828 718 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 2000, et à un prix moyen pondéré de levée de 21,29 \$ l'action, 1 639 500 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 1999.

La moyenne pondérée de la juste valeur des options consenties au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001 s'élevait à 8,17 \$, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, à 4,79 \$ et au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 1999, à 6,17 \$. Nous établissons la juste valeur de chaque option consentie au moyen du modèle d'établissement du prix des options de Rolle-Geske, avec les hypothèses suivantes :

- taux d'intérêt sans risque de 6,1 % le 31 octobre 2001, 6,3 % pour 2000 et 4,9 % pour 1999;
- période prévue, jusqu'à la levée, de 7,0 ans le 31 octobre 2001, 7,0 ans pour 2000 et 7,5 ans pour 1999;
- volatilité prévue des actions de 22,1 % le 31 octobre 2001, 21,5 % pour 2000 et 19,8 % pour 1999;
- rendement prévu des actions de 5,9 % le 31 octobre 2001, 6,2 % pour 2000 et 8,8 % pour 1999.

Note 15 : Frais de restructuration

En octobre 1999, nous avons enregistré une charge de 141 \$ pour les coûts de retrait liés à des initiatives de restructuration, dont 84 \$ ont été payés au 31 octobre 2001, 61 \$ au 31 octobre 2000 et 13 \$ au 31 octobre 1999.

Les frais comprennent des coûts de retrait relatifs aux activités de chacune de nos entités d'exploitation : 67 \$ sont liés au groupe Particuliers et entreprises pour les coûts associés au remaniement du système de distribution de la Banque, y compris la fermeture de 105 succursales; 16 \$ sont liés au groupe Services d'investissement pour les coûts associés au remaniement des activités d'investissement et des services bancaires aux entreprises, y compris certaines activités de notre succursale de Londres, Angleterre; 6 \$ sont liés au groupe Gestion privée pour les coûts associés au repositionnement stratégique de nos activités de gestion du patrimoine selon six nouvelles catégories d'activités; et 52 \$ représentent les coûts de retrait liés à l'élimination de certaines fonctions à gestion centralisée qui ne sont plus nécessaires au soutien de nos initiatives stratégiques.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, nous avons révisé notre estimation du reste des coûts liés à l'exécution du plan de restructuration et nous avons réduit notre passif de 43 \$; ce rajustement a été comptabilisé dans les frais de restructuration, dans l'état consolidé des résultats.

La révision de notre estimation est due aux raisons suivantes :

1. la vente imprévue de 37 succursales au cours de l'exercice, ce qui a réduit à 61 le nombre de fermetures de succursales nécessaires pour remanier le système de distribution de la Banque;
2. des indemnités de cessation d'emploi moins élevées que prévu, grâce à des taux d'attrition et de réaffectation à l'intérieur de la Banque plus élevés que prévu, et qui ont permis de ramener le nombre d'employés licenciés de 1 430 à 721.

Le solde de la réserve pour restructuration au 31 octobre 2001 est lié aux engagements contractuels conclus relativement à l'achèvement des initiatives de restructuration, y compris les indemnités de cessation d'emploi que les employés reçoivent sous forme de salaire continu.

	Indemnités de cessation d'emploi		Dépréciation d'éléments d'actif immobilisé		Résiliation de baux		Total	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Solde au début de l'exercice	34 \$	96 \$	1 \$	14 \$	2 \$	18 \$	37 \$	128 \$
Somme payée au cours de l'exercice	21	34	1	7	1	7	23	48
Somme contrepassée	—	28	—	6	—	9	—	43
Solde à la fin de l'exercice	13 \$	34 \$	— \$	1 \$	1 \$	2 \$	14 \$	37 \$

Note 16 : Impôts sur le revenu

Nous présentons notre provision pour impôts sur le revenu dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur le revenu, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger tel qu'il est mentionné ci-dessous.

En outre, nous portons la charge ou l'avantage fiscal directement aux bénéficiaires non répartis en ce qui a trait aux éléments constatés dans l'avoir des actionnaires.

Le solde net des impôts futurs inclus dans les autres éléments d'actif représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la

valeur de nos éléments d'actif et de passif aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux est survenu.

La valeur de nos actifs d'impôts futurs est l'objet d'un processus d'examen continu, et nous rajustons la provision pour moins-value, au besoin, pour tenir compte de la valeur de réalisation de nos actifs d'impôts futurs. Nous prévoyons réaliser ces actifs dans le cours normal de nos activités.

Provision pour impôts sur le revenu	2001	2000	1999	Composantes du solde des impôts futurs	2001	2000
État consolidé des résultats				Actifs d'impôts futurs		
Provision pour impôts sur le revenu	501 \$	989 \$	736 \$	Réserve pour créances irrécouvrables	572 \$	508 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal) relatif à l'amortissement des écarts d'acquisition	(6)	(5)	(6)	Avantages sociaux futurs des employés	165	–
				Éléments reportés	15	34
				Autres	253	150
Avoir des actionnaires					1 005	692
Charge fiscale (avantage fiscal) provenant d'éléments constatés directement dans les bénéfices non répartis	(350)	(153)	158	Provision pour moins-value	–	–
Total	145 \$	831 \$	888 \$	Actifs d'impôts futurs	1 005	692
Composantes du total des impôts sur le revenu				Passifs d'impôts futurs		
Au Canada : Impôts exigibles de l'exercice				Bureaux et matériel	(283)	(241)
palier fédéral	95 \$	279 \$	575 \$	Charge de retraite	(186)	(165)
palier provincial	32	109	186	Autres	(144)	(74)
	127	388	761	Passifs d'impôts futurs	(613)	(480)
Impôts futurs				Actifs d'impôts futurs (montant net)	392 \$	212 \$
palier fédéral	(108)	43	(116)			
palier provincial	(36)	14	(35)			
	(144)	57	(151)			
Total des impôts canadiens	(17)	445	610			
À l'étranger : Impôts exigibles de l'exercice	198	312	209			
Impôts futurs	(36)	74	69			
Total des impôts à l'étranger	162	386	278			
Total	145 \$	831 \$	888 \$			

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition réglementaires et les impôts sur le revenu qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur le revenu que nous avons présentée dans l'état consolidé des résultats.

	2001		2000		1999	
Impôts sur le revenu et taux d'imposition réglementaires combinés du Canada et des provinces	848 \$	41,0 %	1 230 \$	42,2 %	919 \$	42,1 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(93)	(4,5)	(128)	(4,4)	(91)	(4,2)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(161)	(7,8)	(151)	(5,2)	(133)	(6,1)
Partie non imposable du gain provenant de la vente de l'investissement dans Bancomer	(83)	(4,0)	–	–	–	–
Impôt des grandes sociétés	15	0,7	14	0,5	11	0,5
Surtaxe temporaire des institutions financières	–	–	11	0,4	11	0,5
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	38	1,9	11	0,4	–	–
Éléments d'actif incorporel non déductibles aux fins fiscales	11	0,5	4	0,1	6	0,3
Autres	(74)	(3,6)	(2)	(0,1)	13	0,6
Provision pour impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	501 \$	24,2 %	989 \$	33,9 %	736 \$	33,7 %

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devions rapatrier les revenus de filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer

de l'impôt sur certains de ces revenus. Comme le rapatriement de tels revenus n'est pas prévu actuellement, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles si les revenus de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés sont estimés à 501 \$ au 31 octobre 2001, à 434 \$ au 31 octobre 2000 et à 387 \$ au 31 octobre 1999.

Note 17 : Résultat par action

Notre résultat de base par action est calculé par la division du revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Le montant dilué comprend la dilution pouvant éventuellement résulter des titres convertibles émis par une filiale ainsi que les actions susceptibles d'être émises en vertu des options d'achat d'actions, lorsque le prix de levée est inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice.

Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice utilisé pour calculer le résultat dilué par action est fondé sur l'hypothèse que la conversion ou le rachat de tous les titres convertibles ou rachetables au gré du détenteur a eu lieu au début de l'exercice ou à la date d'émission, si l'émission s'est produite à une date ultérieure.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 1, 2 et 3 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

Le calcul du résultat par action pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999 a été modifié de manière à tenir compte du dividende déclaré le 1^{er} mars 2001 et versé sous la forme d'une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire en circulation.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme comptable pour le calcul et la présentation du résultat par action, que nous avons adoptée le 1^{er} novembre 2000. Nous avons adopté cette norme rétroactivement et avons retraité le résultat dilué par action des périodes antérieures. Le principal changement découlant de l'adoption de cette nouvelle norme consiste, lors du calcul du résultat dilué par action, à supposer que le produit de la levée d'options d'achat d'actions est affecté au rachat d'actions en circulation; selon la norme auparavant en vigueur, nous supposions que ce produit était investi pour obtenir un revenu. L'effet net du changement est une diminution du résultat dilué par action de 0,05 \$, 0,03 \$ et 0,02 \$ pour les exercices terminés les 31 octobre 2001, 2000 et 1999, respectivement.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Résultat de base par action	2001	2000	1999	Résultat dilué par action	2001	2000	1999
Revenu net avant écarts d'acquisition	1 527 \$	1 906 \$	1 425 \$	Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écarts d'acquisition	1 447 \$	1 805 \$	1 308 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(80)	(101)	(117)	Dividendes sur actions convertibles	2	2	3
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écarts d'acquisition	1 447	1 805	1 308	Revenu net avant écarts d'acquisition, rajusté pour l'effet de dilution	1 449	1 807	1 311
Amortissement des écarts d'acquisition	(56)	(49)	(43)	Amortissement des écarts d'acquisition	(56)	(49)	(43)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 391 \$	1 756 \$	1 265 \$	Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	1 393 \$	1 758 \$	1 268 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	511 286	531 318	531 723	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	511 286	531 318	531 723
Résultat de base par action avant amortissement des écarts d'acquisition	2,83 \$	3,40 \$	2,46 \$	Actions convertibles	2 213	3 125	4 322
Résultat de base par action	2,72 \$	3,30 \$	2,38 \$	Options d'achat d'actions pouvant être levées a)	31 742	21 336	18 597
				Actions pouvant être rachetées	(21 680)	(14 964)	(11 722)
				Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	523 561	540 815	542 920
				Résultat dilué par action avant amortissement des écarts d'acquisition	2,77 \$	3,34 \$	2,41 \$
				Résultat dilué par action	2,66 \$	3,25 \$	2,34 \$

a) Le calcul du résultat dilué par action ne tient pas compte des options en circulation, au nombre moyen de 103 000, dont le prix de levée était de 42,70 \$; des options en circulation, au nombre moyen de 1 020, dont le prix de levée était de 37,79 \$; des options en circulation, au nombre moyen de 5 402, dont le prix de levée était de 39,60 \$, les prix de levée de ces options étant supérieurs au cours moyen de nos actions ordinaires.

Note 18 : Régimes de retraite et certains autres avantages

Nous offrons à nos employés un éventail d'avantages sociaux dont les coûts sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus, au poste Salaires et charges sociales de l'état consolidé des résultats. Des renseignements sur les prestations de retraite et certains autres avantages sociaux futurs, y compris les régimes de rémunération à base d'actions, sont présentés ci-dessous.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités. Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nos régimes offrent des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen au moment du départ à la retraite, et n'exigent pas de cotisations de la part des employés. Les employés peuvent cependant effectuer des cotisations volontaires. D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Nos actuaires procèdent régulièrement à des évaluations de notre obligation au titre des prestations constituées à l'égard des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, évaluations fondées sur des hypothèses concernant la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution du coût des soins de santé. L'actif des régimes de retraite est mis en réserve pour satisfaire à nos obligations découlant des régimes de retraite prévus par la loi, et un régime compensatoire a été mis en place en 2001 pour capitaliser des régimes de retraite complémentaires au Canada. Notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés aux États-Unis est partiellement capitalisée, tandis que les autres avantages sociaux futurs de nos employés au Canada sont sans capitalisation.

Les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont déterminées par le coût des prestations constituées par les employés au cours de l'exercice, les frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées, le rendement prévu de la valeur marchande de l'actif des régimes de retraite, l'amortissement du coût reporté des services passés et l'amortissement des gains et pertes actuariels reportés supérieurs à une fourchette prédéterminée.

Des coûts au titre des services passés surviennent lorsque nous apportons des modifications aux régimes de retraite qui entraînent le versement de prestations calculées en rapport avec des services déjà rendus par des employés. Nous reportons et amortissons le coût des services passés par imputation à la charge de retraite sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.

Des gains et des pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations : premièrement, lorsque le rendement réel de l'actif d'un régime pour une période diffère du rendement prévu pour cette période et, deuxièmement, lorsque l'obligation prévue au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice diffère de l'obligation réelle au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice.

Nous reportons et amortissons tous les gains et pertes actuariels supérieurs à une fourchette prédéterminée en les imputant aux charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.

La charge de retraite payée d'avance est comprise dans les autres éléments d'actif de notre bilan consolidé. L'obligation au titre des prestations constituées relatives aux régimes de retraite complémentaires et aux autres avantages sociaux futurs est comprise dans les autres éléments de passif.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme pour la comptabilisation et la présentation des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs, que nous avons adoptée le 1^{er} novembre 2000.

Cette norme permet de comptabiliser le changement rétroactivement comme une charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis, ou prospectivement au moyen d'une charge annuelle imputée au revenu sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe d'employés actifs. Nous avons adopté la nouvelle norme et avons comptabilisé le changement rétroactivement comme une charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Les principaux changements sont les suivants :

- nous avons inclus notre charge de retraite reportée, y compris le coût des services passés et les gains actuariels nets, dans la charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis;
- notre obligation relative aux prestations de retraite est maintenant calculée au moyen d'un taux courant du marché plutôt qu'au moyen de la meilleure estimation de la direction quant au taux d'actualisation à long terme;
- nous avons inscrit un passif et une charge établis sur une base actuarielle pour certains autres avantages sociaux futurs que nous offrons aux employés actuels et aux employés retraités, plutôt que de constater les frais lorsqu'ils sont engagés. Ces autres avantages sociaux futurs comprennent des avantages postérieurs au départ à la retraite, des avantages postérieurs à l'emploi et des congés rémunérés.

L'incidence de l'adoption de la nouvelle norme, le 1^{er} novembre 2000, comprend deux volets. Notre charge de retraite payée d'avance a été augmentée du montant net des gains actuariels reportés non amortis et des coûts reportés non amortis des services passés relatifs aux exercices antérieurs. Cet effet a été neutralisé en partie par une diminution liée à la variation du taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation de notre obligation au titre des prestations constituées, et s'est traduit par une augmentation nette de notre charge de retraite payée d'avance de 38 \$. Nos autres éléments de passif ont augmenté de 459 \$ en raison de la comptabilisation de notre obligation, déterminée sur une base actuarielle, relative à certains autres avantages sociaux futurs. L'incidence nette sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis équivalait à une réduction de 250 \$ (après impôts de 171 \$). Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, l'adoption de la nouvelle norme a entraîné une augmentation de 46 \$ de la charge de retraite et une augmentation de 23 \$ de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs.

Le tableau suivant fait état de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et de nos régimes relatifs aux autres avantages sociaux futurs :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	2 211 \$	2 098 \$	2 202 \$	– \$	– \$	– \$
Rajustement découlant de la modification de la convention comptable	402	–	–	490	–	–
Prestations constituées	93	69	76	13	–	–
Frais d'intérêts courus sur notre obligation au titre des prestations constituées	177	166	160	32	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés a)	(151)	(152)	(175)	(18)	–	–
Cotisations volontaires des employés	6	4	4	–	–	–
(Gains) pertes actuariels	117	(7)	(159)	17	–	–
Modifications aux régimes	24	18	14	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	24	15	(24)	3	–	–
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	2 903 \$	2 211 \$	2 098 \$	537 \$	– \$	– \$
Juste valeur de l'actif des régimes, en début d'exercice	3 103 \$	2 825 \$	2 678 \$	– \$	– \$	– \$
Rajustement de transition pour tenir compte de la capitalisation antérieure par une filiale américaine	–	–	–	50	–	–
Rendement réel de l'actif des régimes	(285)	365	305	(3)	–	–
Cotisations versées par la Banque	122	44	27	5	–	–
Cotisations volontaires des employés	6	4	4	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés a)	(151)	(152)	(169)	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	21	17	(20)	2	–	–
Juste valeur de l'actif des régimes, en fin d'exercice	2 816 \$	3 103 \$	2 825 \$	54 \$	– \$	– \$
Situation de capitalisation des régimes	(87)	892	727	(483)	–	–
(Gains) pertes actuariels non constatés	633	(543)	(439)	25	–	–
Coût des services passés non constaté	20	78	74	–	–	–
Montant de transition non constaté	–	(1)	(1)	–	–	–
Charge payée d'avance (obligation au titre des prestations constituées), en fin d'exercice	566 \$	426 \$	361 \$	(458)\$	– \$	– \$
Charge sociale annuelle						
La charge sociale nette comprend les éléments suivants :						
Rendement réel de l'actif des régimes	285 \$	(365)\$	(304)\$	3 \$	– \$	– \$
Excédent du rendement réel sur le rendement prévu	(537)	135	94	(8)	–	–
Rendement prévu de l'actif des régimes	(252)	(230)	(210)	(5)	–	–
Prestations constituées	93	72	76	13	–	–
Frais d'intérêts courus sur l'obligation au titre des prestations constituées	177	166	161	32	–	–
Amortissement des pertes (gains) actuariels	–	(38)	(24)	1	–	–
Amortissement du coût des services passés	1	14	13	–	–	–
Amortissement du montant de transition	(1)	(1)	–	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés a)	–	–	–	–	16	18
Charge sociale annuelle	18	(17)	16	41	16	18
Cotisations au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec et aux régimes à cotisations déterminées	49	40	41	–	–	–
Total de la charge annuelle liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	67 \$	23 \$	57 \$	41 \$	16 \$	18 \$
Hypothèses actuarielles – Moyennes pondérées (%)						
Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées	6,70	8,10	8,10	6,60	–	–
Taux de croissance de la rémunération	4,20	4,20	3,80	4,20	–	–
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	8,20	8,40	8,40	8,00	–	–

a) Avant le 1^{er} novembre 2000, nous constatons les frais liés aux autres avantages sociaux futurs lorsqu'ils étaient engagés. À compter du 1^{er} novembre 2000, conformément à la nouvelle norme comptable mentionnée plus haut, nous avons inscrit à l'égard de ces avantages une obligation et des frais déterminés sur une base actuarielle.

Au 31 octobre 2001, l'obligation au titre des prestations de retraite constituées comprenait une somme de 763 \$ (123 \$ en 2000; 100 \$ en 1999) et, à la même date, la juste valeur de l'actif des régimes pour les prestations de retraite comprenait une somme de 596 \$ (0 \$ en 2000; 0 \$ en 1999) relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.

Au 31 octobre 2001, l'actif des régimes de retraite était constitué d'actions (56 %) et de titres à revenu fixe (44 %). Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, les régimes ont payé 4 \$ (4 \$ en 2000) à la Banque et à certaines de ses filiales pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles offertes par la Banque à ses clients.

Régimes de rémunération à base d'actions

Nous offrons à nos employés des régimes d'intéressement au capital, dont le fonctionnement est expliqué ci-dessous. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes sont inclus dans l'état consolidé des résultats au poste Salaires et charges sociales. Nous avons en outre un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. On trouvera des renseignements sur ce régime à la note 14.

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation. Nous comptabilisons la cotisation de la Banque au régime comme frais de rémunération lors du versement de cette cotisation. Les frais de rémunération

Nous avons utilisé un taux d'actualisation moyen pondéré présumé de 6,90 % (8,10 % en 2000, 7,60 % en 1999) pour déterminer notre charge de retraite, et de 6,90 % pour déterminer la charge liée aux autres avantages sociaux futurs pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001.

Pour déterminer le coût prévu des prestations liées aux autres avantages sociaux futurs, nous avons utilisé un taux tendanciel moyen pondéré présumé du coût global des soins de santé de 5,58 %. Nous avons fait l'hypothèse que ce taux diminuerait graduellement jusqu'à 4,24 % en 2005 et qu'il demeurerait à ce niveau par la suite. Une augmentation de un point de pourcentage du taux tendanciel moyen pondéré présumé du coût des soins de santé augmenterait notre obligation de 77 \$ et notre charge sociale de 8 \$. Une diminution de un point de pourcentage du taux tendanciel moyen pondéré présumé du coût des soins de santé diminuerait notre obligation de 62 \$ et notre charge sociale de 6 \$.

Les données comparatives de 1999 relatives aux régimes de retraite ont été retraitées pour tenir compte des sommes relatives au régime de retraite canadien complémentaire sans capitalisation.

relatifs à ce régime s'élevaient à 26 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, à 17 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 et à 4 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999.

Régime d'encouragement à moyen terme

À compter de l'exercice 2000, un nouveau régime d'encouragement à moyen terme a été offert aux dirigeants de la Banque. En vertu de ce régime, nous verserons, à la fin de chaque période de trois ans, une prime en espèces liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison du rendement total annualisé de l'avoir de nos actionnaires et de celui de nos concurrents. Les frais de rémunération relatifs à ce régime sont comptabilisés sur les trois années du cycle de rendement utilisé pour ce régime. Les frais de rémunération sont rajustés tout au long de chaque cycle

de rendement de trois ans pour tenir compte du cours de nos actions ordinaires et de celui des actions de nos concurrents. Les frais de rémunération relatifs à ce régime s'élevaient à 51 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, et étaient nuls pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000.

Régimes de participation différée aux bénéficiaires

À compter de l'exercice 2000, de nouveaux régimes de participation différée aux bénéficiaires ont été offerts à certains hauts dirigeants et employés clés de notre groupe Services d'investissement. En vertu de ces régimes, le versement de primes annuelles peut être différé sous forme de droits à la valeur des actions ordinaires. Le montant des primes différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du

cours de nos actions ordinaires. Les primes différées destinées aux hauts dirigeants sont versées lorsque ceux-ci prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions; elles peuvent être versées en espèces ou en actions ordinaires ou être une combinaison des deux. Les primes différées destinées aux employés sont versées de façon uniforme en espèces à la fin de chacune des trois années suivant l'année au cours de laquelle elles ont été gagnées. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes sont comptabilisés l'année où les primes sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant de l'évolution des dividendes et du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération dans la période des changements en question. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes s'élevaient à 25 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 et à 3 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000.

Note 19 : Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. En outre, nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à des employés, actuels ou anciens, à divers taux et selon diverses modalités. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés au poste Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats.

Le solde des prêts consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

	2001	2000
Prêts hypothécaires	344 \$	525 \$
Prêts aux particuliers	285	362
Total	629 \$	887 \$

Note 20 : Gestion du risque

Nos activités font intervenir la gestion de plusieurs catégories de risques, dont les risques de crédit, de position, de liquidité et d'exploitation. Certaines informations relatives à notre exposition à ces risques telles que la réserve pour créances irrécouvrables, les revenus de négociation, les instruments financiers dérivés et la juste valeur des

instruments financiers figurent dans les états financiers consolidés. Un sommaire de la sensibilité de notre portefeuille aux taux d'intérêt et des taux d'intérêt effectifs de nos instruments financiers faisant partie de l'actif et du passif est présenté à la page 52 de l'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière.

Note 21 : Passif éventuel

a) Poursuites judiciaires

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada, et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. («Bre-X»). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours, figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence, d'informations trompeuses ou frauduleuses et de violation de la *Securities Exchange Act* de 1934 (États-Unis seulement), relativement à la vente des titres de Bre-X. Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Toutes les autres poursuites en sont à un stade préliminaire. L'enquête préalable dans le cadre de l'action intentée aux États-Unis a commencé récemment. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de BMO Nesbitt Burns Inc. ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc. a une position de défense solide et qu'elle se défendra avec vigueur contre toutes lesdites poursuites.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la position financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

b) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des éléments d'actif en garantie de divers engagements que nous contractons. Nous avons déposé des titres de placement et de négociation et d'autres éléments d'actif d'une valeur totale de 31 388 \$ au 31 octobre 2001 et de 32 425 \$ au 31 octobre 2000, en garantie de prêts à vue, de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres passifs garantis. En outre, nous avons déposé des éléments d'actif d'un montant de 1 846 \$ au 31 octobre 2001 et de 560 \$ au 31 octobre 2000, en garantie de notre participation aux systèmes de compensation et de paiement et en garantie de règlements de contrats conclus avec des bourses d'instruments dérivés ou d'autres contreparties à des transactions portant sur des instruments dérivés.

Le tableau suivant fait état de nos éléments d'actif donnés en garantie :

	2001	2000
Encaisse	260 \$	67 \$
Valeurs mobilières		
Émissions ou garanties par le Canada	3 659	3 453
Émissions ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	923	505
Autres valeurs mobilières	10 792	13 066
Autres éléments d'actif	17 600	15 894
Total des éléments d'actif donnés en garantie	33 234 \$	32 985 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions mentionnée à la note 2.

Note 22 : Instruments financiers dérivés

Nous avons recours à des opérations portant sur des taux d'intérêt, des devises, des titres de participation et des produits de base pour permettre à nos clients de gérer le risque, et à des fins de gestion de l'actif et du passif (GAP) dans le cadre d'opérations figurant ou non au bilan.

Les transactions sur instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients comprennent des ventes et d'autres activités. Les activités de vente comprennent le montage et la commercialisation de produits dérivés qui sont offerts aux clients afin de leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Les autres activités comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage

consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit. Nous pouvons aussi effectuer, au nom de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés dans le but de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients sont comptabilisés à la valeur marchande. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux autres revenus. Une partie du revenu résultant de la réévaluation des instruments financiers dérivés à la valeur marchande relativement aux risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi qu'aux coûts administratifs est reportée et amortie par imputation au revenu sur la durée des contrats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés parmi les autres éléments d'actif et les pertes non matérialisées le sont parmi les autres éléments de passif.

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous avons utilisé divers instruments dérivés pour couvrir nos risques de taux d'intérêt et de change. Nous gérons le risque de change du portefeuille structurel principale au moyen de swaps de devises et de contrats de change à terme. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur marchande, les gains et pertes matérialisés et non matérialisés étant portés au revenu. Les contrats de change à terme sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en vertu de laquelle les revenus et les charges applicables à ces contrats sont cumulés et constatés dans les autres éléments d'actif et de passif, et aucune constatation des gains et pertes non matérialisés n'est faite dans le bilan. Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos revenus contractuels en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations des bénéfices en dollars américains. Ces contrats de change à terme viennent à échéance mensuellement, lorsque les revenus qui y sont liés sont constatés, et les gains et pertes matérialisés relatifs à ces contrats sont alors portés au revenu.

Nous gérons le risque de taux d'intérêt lié au portefeuille structurel principalement au moyen d'instruments dérivés GAP, tels que des swaps de taux d'intérêt et des options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un élément spécifique d'actif ou de passif, d'un engagement ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque. Il peut s'agir notamment de couvertures à la juste valeur qui modifient le risque de taux d'intérêt en transformant des éléments d'actif ou de passif à taux fixe en éléments à taux variable, ou de couvertures de flux de trésorerie couvrant le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures à la juste valeur sont principalement des couvertures de prêts hypothécaires et de dépôts à taux fixe. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximum de cinq ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable. Pour être considéré comme une couverture, l'instrument dérivé doit être désigné comme tel et dûment documenté lors de sa création, les documents devant faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture. En outre, les modifications de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les changements de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit ceux du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée de manière rétrospective et prospective, en utilisant des mesures statistiques quantitatives. Si un instrument de couverture s'avère inefficace, l'instrument dérivé est redésigné comme étant lié à des activités de négociation et les changements de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres revenus. Les swaps et les options utilisés comme couvertures sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Dans le cas de swaps de taux d'intérêt, le revenu et les frais d'intérêts relatifs à l'instrument dérivé sont cumulés et comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Dans le cas d'options achetées, les primes sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés relatifs à ces contrats sont comptabilisés comme autres éléments d'actif ou de passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie initiale de l'instrument de couverture. Les changements subséquents de la juste valeur des instruments initialement désignés comme couvertures, mais qui ne sont plus efficaces en tant que couvertures, sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation et sont présentés comme autres revenus.

Modification de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilisation des relations de couverture. Cette note n'entraînera pas de changement dans notre façon de comptabiliser les instruments dérivés de GAP puisque nos politiques existantes sont déjà conformes à cette nouvelle note d'orientation.

Les instruments dérivés, qui se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés, comprennent notamment les instruments suivants :

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt, les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêt à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise. Les principaux risques liés à ces instruments sont l'exposition aux mouvements des taux d'intérêt et la capacité des contreparties à respecter les modalités du contrat. Les swaps de taux d'intérêt servent à rajuster l'exposition au risque de taux d'intérêt en modifiant les taux ou les dates d'échéance des éléments d'actif et de passif.

Dans le cas d'un swap de devises, les parties s'échangent des versements d'intérêt à taux fixe et des montants nominaux de référence dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt et de devises, les parties s'échangent des montants en capital et des versements d'intérêts à taux fixe et variable dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de produits de base, les parties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Opérations à terme et contrats à terme

L'opération à terme et le contrat à terme sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'une certaine devise, d'un certain produit de base ou d'un certain instrument financier à un prix et à une date prédéterminés. L'opération à terme est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme se négocie selon des montants standardisés sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne. Les risques proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités de leurs contrats, ainsi que de l'évolution de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change.

Options

L'option est un contrat donnant le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments financiers à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché. Dans le cas d'une option que nous achetons, une prime est versée pour le droit de lever l'option, mais nous assumons un risque de crédit en raison de l'incertitude quant à la capacité du vendeur de s'acquitter de ses obligations contractuelles. Les options comprennent également des contrats assortis de taux plafond, fourchette et plancher, qui sont des contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence convenue entre le taux du marché et le taux prescrit. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Nous menons nos activités de négociation par le biais d'entités qui exercent des opérations inscrites ou non au bilan, notamment les instruments dérivés qui sont comptabilisés à la valeur marchande. Il est fait état du revenu généré par ces entités à la page 10 de l'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière.

Les pertes subies en raison du défaut des contreparties et imputées à la réserve pour créances irrécouvrables au cours des exercices terminés les 31 octobre 2001, 2000 et 1999 n'étaient pas importantes.

Les instruments dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif ont eu les effets suivants sur le revenu net d'intérêts et sur le montant net des pertes matérialisées reportées :

	2001	2000	1999
Augmentation (diminution) du revenu net d'intérêts	8 \$	94 \$	27 \$
(Pertes) matérialisées reportées	(10)\$	(15)\$	(1)\$

Pour réduire le risque de crédit, nous employons, entre autres, la technique des contrats cadres de compensation des soldes, ce qui nous permet de compenser les montants dus au client avec les montants dus par le client advenant que ce dernier manque à ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente une vue d'ensemble de notre portefeuille d'instruments dérivés et du risque de crédit qui s'y rapporte.

Montant nominal de référence – Le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer l'échange de flux de trésorerie.

Valeur de remplacement – Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive, c'est-à-dire le gain non matérialisé. Les instruments dérivés négociés par l'intermédiaire de marchés boursiers sont assujettis à une marge de sécurité quotidienne. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif pondéré en fonction du risque car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. Les montants tiennent compte de la compensation lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation que nous avons l'intention d'exercer soit par le règlement du solde net, soit par la liquidation de l'actif et le règlement simultané de l'obligation correspondante.

Risque de crédit équivalent – Le total de la valeur de remplacement et du risque de crédit éventuel.

Solde pondéré en fonction du risque – Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

	Montant nominal de référence						Montant nominal de référence					
	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt												
Marchés hors cote												
Swaps	1 243 277 \$	41 336 \$	1 284 613 \$	13 649 \$	16 978 \$	4 793 \$	456 347 \$	29 035 \$	485 382 \$	3 608 \$	4 797 \$	1 316 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	384 064	–	384 064	326	375	82	144 973	–	144 973	59	66	13
Options achetées	91 628	985	92 613	2 098	2 532	724	88 852	147	88 999	782	1 015	261
Options vendues	101 177	5	101 182	–	–	–	96 265	28	96 293	–	–	–
	1 820 146	42 326	1 862 472	16 073	19 885	5 599	786 437	29 210	815 647	4 449	5 878	1 590
Marchés réglementés												
Contrats à terme	158 613	–	158 613	–	–	–	122 453	724	123 177	–	–	–
Options achetées	61 958	–	61 958	–	–	–	45 515	–	45 515	–	–	–
Options vendues	56 202	–	56 202	–	–	–	28 131	–	28 131	–	–	–
	276 773	–	276 773	–	–	–	196 099	724	196 823	–	–	–
Total des contrats de taux d'intérêt	2 096 919	42 326	2 139 245	16 073	19 885	5 599	982 536	29 934	1 012 470	4 449	5 878	1 590
Contrats de change												
Marchés hors cote												
Swaps de devises	18 133	–	18 133	180	1 210	451	15 272	–	15 272	122	638	253
Swaps de taux d'intérêt et de devises	45 117	6 867	51 984	996	3 202	712	38 293	6 903	45 196	1 076	2 288	496
Opérations à terme	157 965	2 052	160 017	1 865	4 238	1 218	145 148	6 502	151 650	3 053	4 208	1 044
Options achetées	59 589	–	59 589	603	1 235	336	51 165	–	51 165	933	1 265	342
Options vendues	72 549	–	72 549	–	–	–	60 421	–	60 421	–	–	–
	353 353	8 919	362 272	3 644	9 885	2 717	310 299	13 405	323 704	5 184	8 399	2 135
Marchés réglementés												
Contrats à terme	515	1	516	–	–	–	1 441	–	1 441	–	–	–
Options achetées	2 856	–	2 856	–	–	–	981	–	981	–	–	–
Options vendues	1 660	–	1 660	–	–	–	658	–	658	–	–	–
	5 031	1	5 032	–	–	–	3 080	–	3 080	–	–	–
Total des contrats de change	358 384	8 920	367 304	3 644	9 885	2 717	313 379	13 405	326 784	5 184	8 399	2 135
Contrats sur produits de base												
Marchés hors cote												
Swaps	17 159	–	17 159	1 128	3 275	1 550	16 335	–	16 335	1 781	3 043	1 421
Options achetées	14 009	–	14 009	2 518	3 976	1 838	16 825	–	16 825	2 444	4 119	1 894
Options vendues	13 850	–	13 850	–	–	–	16 487	–	16 487	–	–	–
	45 018	–	45 018	3 646	7 251	3 388	49 647	–	49 647	4 225	7 162	3 315
Marchés réglementés												
Contrats à terme	643	–	643	–	–	–	1 337	–	1 337	–	–	–
Options achetées	306	–	306	–	–	–	799	–	799	–	–	–
Options vendues	561	–	561	–	–	–	806	–	806	–	–	–
	1 510	–	1 510	–	–	–	2 942	–	2 942	–	–	–
Total des contrats sur produits de base	46 528	–	46 528	3 646	7 251	3 388	52 589	–	52 589	4 225	7 162	3 315
Contrats sur titres de participation												
Marchés hors cote	8 232	182	8 414	173	623	285	8 995	163	9 158	71	628	285
Marchés réglementés	1 794	–	1 794	–	–	–	1 540	–	1 540	–	–	–
Total des contrats sur titres de participation	10 026	182	10 208	173	623	285	10 535	163	10 698	71	628	285
Total partiel	2 511 857	51 428	2 563 285	23 536	37 644	11 989	1 359 039	43 502	1 402 541	13 929	22 067	7 325
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	s.o.	s.o.	s.o.	(11 563)	(22 123)	(6 281)	s.o.	s.o.	s.o.	(6 919)	(8 823)	(2 587)
Total	2 511 857 \$	51 428 \$	2 563 285 \$	11 973 \$	15 521 \$	5 708 \$	1 359 039 \$	43 502 \$	1 402 541 \$	7 010 \$	13 244 \$	4 738 \$

Les montants nominaux de référence comprennent les montants de 2 520 \$ au 31 octobre 2001 et de 1 701 \$ au 31 octobre 2000 liés au programme de certificats de dépôt liés aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

La valeur de remplacement est le total des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés. Nous avons exclu des instruments négociés sur les marchés réglementés, dont les gains non matérialisés étaient nuls au 31 octobre 2001 et s'élevaient à 158 \$ au 31 octobre 2000, parce que nous n'avons pas l'obligation de fournir du capital en compensation de ces instruments. Le total

comprend des gains non matérialisés sur instruments dérivés visant la gestion de l'actif et du passif que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, plutôt qu'en fonction de la valeur marchande. La valeur marchande excédait la valeur comptable de ces éléments de 483 \$ au 31 octobre 2001 et de 90 \$ au 31 octobre 2000.

Certaines données du 31 octobre 2000 ont été retraitées pour tenir compte de la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001.

s.o. – sans objet

Les transactions sont effectuées avec des contreparties œuvrant dans des régions et des secteurs d'activités divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par pays, établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

	2001		2000	
Canada	4 639 \$	20 %	2 403 \$	17 %
États-Unis	11 694	50	7 022	51
Autres pays	7 203	30	4 504	32
Total	23 536 \$	100 %	13 929 \$	100 %

Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité :

	2001										2000					
	Contrats sur taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats sur taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation	
Institutions financières	13 504 \$	84 %	2 590 \$	71 %	1 129 \$	31 %	100 \$	58 %	4 054 \$	91 %	4 210 \$	81 %	1 352 \$	32 %	62 \$	88 %
Autres contreparties	2 569	16	1 054	29	2 517	69	73	42	395	9	974	19	2 873	68	9	12
Total	16 073 \$	100 %	3 644 \$	100 %	3 646 \$	100 %	173 \$	100 %	4 449 \$	100 %	5 184 \$	100 %	4 225 \$	100 %	71 \$	100 %

Le tableau suivant présente les échéances et les taux moyens pondérés des intérêts versés et reçus sur des instruments dérivés :

	Terme à courir										2001	2000
	Moins de 1 an		De 1 an à 3 ans		De 3 ans à 5 ans		De 5 ans à 10 ans		Plus de 10 ans		Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total
	Taux %		Taux %		Taux %		Taux %		Taux %			
Contrats de taux d'intérêt												
Swaps à taux fixe ou variable												
\$ CA à payer – fixe	27 453 \$	4,69	27 996 \$	5,37	11 962 \$	5,82	10 094 \$	5,96	2 330 \$	6,25	79 835 \$	61 842 \$
\$ CA à recevoir – fixe	23 901	4,72	34 993	5,28	18 579	5,64	16 543	5,82	2 011	6,30	96 027	73 442
\$ US à payer – fixe	54 582	5,24	42 006	5,40	17 835	5,81	19 160	6,33	4 630	6,80	138 213	106 933
\$ US à recevoir – fixe	35 891	4,88	33 016	5,46	17 397	5,90	18 292	6,22	4 473	7,12	109 069	80 411
Swaps de base	9 847	s.o.	5 272	s.o.	2 304	s.o.	3 441	s.o.	159	s.o.	21 023	22 359
Autres swaps	711 454	s.o.	91 158	s.o.	13 873	s.o.	22 778	s.o.	1 183	s.o.	840 446	140 395
Total des swaps de taux d'intérêt	863 128		234 441		81 950		90 308		14 786		1 284 613	485 382
Contrats de garantie de taux d'intérêt, contrats à terme et options	694 278	s.o.	97 213	s.o.	30 998	s.o.	27 934	s.o.	4 209	s.o.	854 632	527 088
Total des contrats de taux d'intérêt	1 557 406	s.o.	331 654	s.o.	112 948	s.o.	118 242	s.o.	18 995	s.o.	2 139 245	1 012 470
Contrats de change												
Swaps de devises	376	s.o.	10 979	s.o.	1 254	s.o.	4 567	s.o.	957	s.o.	18 133	15 272
Swaps de taux d'intérêt et de devises	16 664	s.o.	14 735	s.o.	9 656	s.o.	9 382	s.o.	1 547	s.o.	51 984	45 196
Opérations à terme, contrats à terme et options	284 086	s.o.	11 840	s.o.	865	s.o.	369	s.o.	27	s.o.	297 187	266 316
Total des contrats de change	301 126	s.o.	37 554	s.o.	11 775	s.o.	14 318	s.o.	2 531	s.o.	367 304	326 784
Contrats sur produits de base												
Swaps	10 523	s.o.	4 942	s.o.	1 090	s.o.	604	s.o.	–	s.o.	17 159	16 335
Contrats à terme et options	23 510	s.o.	5 855	s.o.	4	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	29 369	36 254
Total des contrats sur produits de base	34 033	s.o.	10 797	s.o.	1 094	s.o.	604	s.o.	–	s.o.	46 528	52 589
Total des contrats sur titres de participation	9 675	s.o.	229	s.o.	286	s.o.	–	s.o.	18	s.o.	10 208	10 698
Total	1 902 240 \$	s.o.	380 234 \$	s.o.	126 103 \$	s.o.	133 164 \$	s.o.	21 544 \$	s.o.	2 563 285 \$	1 402 541 \$

s.o. Sans objet puisque les taux moyens pondérés ne sont pas significatifs.

Les montants en \$ US sont convertis en \$ CA équivalents.

Les taux représentent les taux d'intérêt moyens pondérés que nous nous sommes engagés par contrat à payer ou à recevoir jusqu'à l'échéance des swaps. Le taux variable de contrepartie de presque tous les swaps en dollars canadiens est établi d'après le taux des acceptations bancaires canadiennes de un mois ou de trois mois. Dans le cas des swaps en \$ US, le taux variable est généralement établi d'après les taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) de un mois, de trois mois ou de six mois.

Les swaps de base sont des swaps de taux d'intérêt variable en vertu desquels les montants versés et reçus sont établis d'après différents indices ou périodes tarifaires.

Les autres swaps sont des contrats dont le taux fixe porte sur une devise d'origine autre que le dollar canadien ou américain.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de notre portefeuille d'instruments financiers dérivés, tels qu'ils sont représentés par la somme des gains et des pertes non matérialisés nets, des intérêts courus à payer ou à recevoir et des primes versées ou reçues :

	2001						2000			
	Opérations effectuées au nom des clients			Gestion de l'actif et du passif			Total	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total
	Actif brut	Passif brut	Montant net	Actif brut	Passif brut	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net
Contrats de taux d'intérêt										
Swaps	12 748 \$	(13 604)\$	(856)\$	901 \$	(586)\$	315 \$	(541)\$	(595)\$	121 \$	(474)\$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	326	(305)	21	-	-	-	21	4	-	4
Contrats à terme	14	(7)	7	-	-	-	7	6	-	6
Options achetées	2 227	93	2 320	1	-	1	2 321	949	2	951
Options vendues	-	(1 815)	(1 815)	-	-	-	(1 815)	(781)	(2)	(783)
Contrats de change										
Swaps de devises	180	(441)	(261)	-	-	-	(261)	(73)	-	(73)
Swaps de taux d'intérêt et de devises	1 112	(1 501)	(389)	(116)	19	(97)	(486)	172	(223)	(51)
Opérations à terme	1 857	(1 360)	497	9	(8)	1	498	296	(9)	287
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options achetées	612	-	612	-	-	-	612	952	-	952
Options vendues	-	(661)	(661)	-	-	-	(661)	(765)	-	(765)
Contrats sur produits de base										
Swaps	1 142	(1 143)	(1)	-	-	-	(1)	(3)	-	(3)
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Options achetées	2 587	-	2 587	-	-	-	2 587	2 531	-	2 531
Options vendues	-	(2 412)	(2 412)	-	-	-	(2 412)	(1 914)	-	(1 914)
Contrats sur titres de participation	172	(109)	63	26	-	26	89	(79)	34	(45)
Juste valeur totale	22 977 \$	(23 265)\$	(288)\$	821 \$	(575)\$	246 \$	(42)\$	698 \$	(77)\$	621 \$
Valeur comptable totale	22 977 \$	(23 265)\$	(288)\$	338 \$	(381)\$	(43)\$	(331)\$	698 \$	(43)\$	655 \$
Juste valeur moyenne	18 151 \$	(17 669)\$	482 \$	540 \$	(694)\$	(154)\$	328 \$	731 \$	(29)\$	702 \$

Pour calculer la juste valeur :

- Les instruments sont évalués au prix du marché selon la méthode de valeur à la cote ou la méthode à coupon zéro.
- Les courbes de la méthode à coupon zéro sont tracées au moyen de processus mathématiques généralement reconnus, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations, des contrats à terme et le cours constaté des éléments hors bilan.

- Les fluctuations implicites des options sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché à l'aide de modèles appropriés d'établissement du prix des options, compte tenu de nos conventions en matière d'évaluation et de marché.

Les éléments d'actif sont présentés après déduction du passif envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Note 23 : Juste valeur des instruments financiers

En tant qu'institution financière, nous comptabilisons nos titres de négociation à la valeur marchande et les autres éléments d'actif et de passif au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers éléments individuels d'actif et de passif et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une quelconque de nos entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

La juste valeur représente généralement notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont

pas échangeables ou échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en supposant que nous ne vendrions pas les éléments d'actif ou de passif, et en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu un contrat.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les bureaux et le matériel ne constituant pas des instruments financiers, ils ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les montants nets exclus totalisaient 2 170 \$ au 31 octobre 2001 et 2 171 \$ au 31 octobre 2000.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des montants qui seraient présentés si la totalité de l'actif et du passif qui sont des instruments financiers était comptabilisée à la juste valeur :

	2001				2000			
	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	17 656 \$	17 656 \$	– \$	– \$	18 508 \$	18 508 \$	(9)\$	(9)\$
Valeurs mobilières (note 3)	37 676	37 920	(368)	(124)	46 463	46 648	40	225
Prêts	136 829	137 310	67	548	133 817	132 730	(91)	(1 178)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 936	7 936	–	–	8 630	8 630	–	–
Éléments d'actif divers	37 142	37 142	–	–	23 807	23 807	–	–
	237 239	237 964	(301)	424	231 225	230 323	(60)	(962)
Passif								
Dépôts	154 290	155 390	(588)	512	156 697	156 730	(64)	(31)
Acceptations	7 936	7 936	–	–	8 630	8 630	–	–
Titres vendus à découvert	6 609	6 609	–	–	9 353	9 353	–	–
Titres mis en pension	17 480	17 480	–	–	19 749	19 749	–	–
Éléments de passif divers	37 738	37 738	–	–	22 115	22 117	–	2
Dette subordonnée	4 674	5 018	(2)	342	4 911	5 078	38	205
	228 727 \$	230 171 \$	(590)\$	854 \$	221 455 \$	221 657 \$	(26)\$	176 \$
Total				(430)\$				(1 138)\$

IDGAP = instruments dérivés de gestion de l'actif et du passif, que nous utilisons pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change résultant de nos positions figurant au bilan.

Nous avons utilisé les méthodes d'évaluation et les hypothèses ci-dessous pour estimer la juste valeur :

Étant donné que certains éléments d'actif et de passif sont des éléments à court terme, nous estimons que leur valeur comptable est comparable à leur juste valeur estimative. Ces éléments sont les suivants :

- Engagements de clients aux termes d'acceptations
- Éléments d'actif divers
- Acceptations
- Titres vendus à découvert
- Titres mis en pension
- Éléments de passif divers excluant les passifs de filiales, autres que des dépôts.

La juste valeur de nos prêts est déterminée au moyen de diverses méthodes d'évaluation, selon le type de prêt :

- prêts productifs – la juste valeur est calculée par rajustement de la valeur d'origine du prêt pour tenir compte des changements dans le risque de crédit et les taux d'intérêt depuis la date à laquelle le prêt a été consenti;
- prêts douteux – la juste valeur est égale à la valeur comptable, qui est calculée selon la méthode d'évaluation décrite aux notes 4 et 5.

La juste valeur de nos dépôts est déterminée en actualisant les flux de trésorerie payables liés aux dépôts, en fonction des taux d'intérêt offerts actuellement sur le marché pour des dépôts similaires.

La juste valeur de notre dette subordonnée et des passifs de nos filiales est déterminée d'après les cours actuels du marché de titres de créances semblables.

Note 24 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous préparons nos états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus (ci-appelés PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables de l'autorité réglementaire compétente, le Surintendant des institutions

financières du Canada. Les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des principes comptables généralement reconnus des États-Unis dans la préparation de nos états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Bilan consolidé condensé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2001			2000		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse	17 656 \$	– \$	17 656 \$	18 508 \$	– \$	18 508 \$
Valeurs mobilières	37 676	352	38 028	46 463	305	46 768
Prêts, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	136 829	5	136 834	133 817	–	133 817
Autres éléments d'actif	47 248	287	47 535	34 608	(167)	34 441
Total de l'actif	239 409 \$	644 \$	240 053 \$	233 396 \$	138 \$	233 534 \$
Passif et avoir des actionnaires						
Dépôts	154 290 \$	(20)\$	154 270 \$	156 697 \$	– \$	156 697 \$
Autres éléments de passif	69 763	245	70 008	59 847	283	60 130
Dette subordonnée	4 674	150	4 824	4 911	–	4 911
Avoir des actionnaires 1)	10 682	269 7)	10 951	11 941	(145) 7)	11 796
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	239 409 \$	644 \$	240 053 \$	233 396 \$	138 \$	233 534 \$

État consolidé condensé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 octobre
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2001			2000			1999		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions	13 000 \$	– \$	13 000 \$	14 303 \$	– \$	14 303 \$	13 174 \$	(34)\$ 2)	13 140 \$
Frais d'intérêts	8 501	–	8 501	10 099	–	10 099	8 895	–	8 895
Revenu net d'intérêts	4 499	–	4 499	4 204	–	4 204	4 279	(34)	4 245
Provision pour créances irrécouvrables	980	–	980	358	–	358	320	–	320
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	3 519	–	3 519	3 846	–	3 846	3 959	(34)	3 925
Autres revenus	4 222	45 3)4)5[vi]	4 267	4 326	(19) 3)	4 307	3 511	(15) 3)	3 496
Revenu net d'intérêts et autres revenus	7 741	45	7 786	8 172	(19)	8 153	7 470	(49)	7 421
Total des frais autres que d'intérêts avant frais de restructuration	5 671	56 5)	5 727	5 301	111 5)	5 412	5 147	161 5)	5 308
Frais de restructuration	–	–	–	(43)	–	(43)	141	–	141
Total des frais autres que d'intérêts	5 671	56	5 727	5 258	111	5 369	5 288	161	5 449
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, et écarts d'acquisition	2 070	(11)	2 059	2 914	(130)	2 784	2 182	(210)	1 972
Impôts sur le revenu	501	1 6)	502	989	(35) 6)	954	736	(58)	678
	1 569	(12)	1 557	1 925	(95)	1 830	1 446	(152)	1 294
Part des actionnaires sans contrôle	42	–	42	19	–	19	21	–	21
Revenu net avant écarts d'acquisition	1 527	(12)	1 515	1 906	(95)	1 811	1 425	(152)	1 273
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	56	(56) 5[iv])	–	49	(49) 5[iv])	–	43	(43) 5[iv])	–
Revenu net	1 471 \$	44 \$	1 515 \$	1 857 \$	(46)\$	1 811 \$	1 382 \$	(109)\$	1 273 \$
Résultat par action									
de base	2,72 \$	0,09 \$	2,81 \$	3,30 \$	(0,08)\$	3,22 \$	2,38 \$	(0,21)\$	2,17 \$
dilué	2,66	0,09	2,75	3,25	(0,07)	3,18	2,34	(0,20)	2,14

État consolidé du résultat global

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2001	2000	1999
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	1 515 \$	1 811 \$	1 273 \$
Autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts :			
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture a)	179	143	(154)
Perte de change non matérialisée à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger	18	–	–
Gains (pertes) de détention non matérialisé(e)s sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture b)	3	307	(426)
(Gains) pertes matérialisé(e)s et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constaté(e)s dans le revenu net c)	(57)	(42)	49
Gain net d'ajustement de transition sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	13	–	–
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie e)	258	–	–
(Pertes) nettes sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constaté(e)s dans le revenu net f)	(22)	–	–
Total des autres composantes du résultat global	392	408	(531)
Résultat global	1 907 \$	2 219 \$	742 \$

a) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 182 \$ (153 \$ en 2000, 168 \$ en 1999).

b) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 2 \$ (222 \$ en 2000, 310 \$ en 1999).

c) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 41 \$ (30 \$ en 2000, 36 \$ en 1999).

d) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 9 \$.

e) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 182 \$.

f) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 16 \$.

1) Les soldes cumulatifs liés à chacune des autres composantes du résultat global, déduction faite de l'impôt, sont les suivants :

	2001	2000
Gains non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	500 \$	303 \$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente i)	29	83
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ii)	249	–
Total cumulatif des autres composantes du résultat global	778 \$	386 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles pour la vente tous nos titres de placement autres que nos participations comptabilisées à la valeur de consolidation. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées

à leur juste valeur, tout(e) gain (perte) non matérialisé(e) étant constaté(e) dans les autres composantes du résultat global. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût ou au coût non amorti.

ii) Selon les PCGR des États-Unis, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur, tout(e) gain (perte) non matérialisé(e) étant constaté(e) dans les autres composantes du résultat global, dans la mesure où la couverture est efficace. Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains (pertes) étant reporté(e)s et constaté(e)s de la même manière que l'élément couvert sous-jacent.

2) Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des valeurs mobilières reçues dans le cadre d'une restructuration relative au règlement d'une réclamation pour des intérêts en souffrance sur un prêt doit être constatée dans les revenus à la date de réception. En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons les valeurs mobilières à la valeur nominale au moment de la réception et nous ne constatons les gains dans les revenus qu'au moment de la vente de ces valeurs mobilières.

3) Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur tous les éléments d'actif titrisés sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur la vente d'autres éléments d'actif titrisés devaient être reportés et constatés sur la durée de vie des éléments titrisés. Le 1^{er} juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne concernant les titrisations, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Un ajustement demeurera inscrit à l'état consolidé de nos résultats jusqu'à ce que les gains reportés relatifs aux éléments d'actif titrisés avant le 1^{er} juillet 2001 aient tous été constatés au revenu.

4) Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté une nouvelle norme comptable portant sur les instruments dérivés et les activités de couverture que nous appliquons depuis le 1^{er} novembre 2000. Selon cette norme, tous les instruments dérivés sont constatés au bilan à leur juste valeur. Les changements à la juste valeur des instruments dérivés non utilisés comme couvertures sont constatés dans l'état consolidé des résultats lorsqu'ils se produisent. Si un instrument dérivé sert de couverture, selon la nature de la couverture, les changements à la juste valeur de cet instrument sont portés, dans l'état consolidé des résultats, en déduction du changement à la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif ou de l'engagement ferme couvert, ou ils sont constatés dans les autres composantes du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans l'état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans l'état consolidé des résultats.

L'adoption de cette nouvelle norme des PCGR des États-Unis le 1^{er} novembre 2000 a eu pour effet d'augmenter notre actif consolidé de 163 \$, notre passif consolidé de 149 \$, les autres composantes de notre résultat global de 13 \$ et notre revenu net de 1 \$. Comme l'incidence de l'ajustement de transition sur notre revenu net consolidé n'est pas considérable, nous avons inclus cet ajustement dans les autres revenus avant impôts plutôt que de le présenter séparément comme l'effet cumulatif d'un changement de méthode comptable.

Selon les PCGR actuellement en vigueur au Canada et les PCGR qui étaient en vigueur aux États-Unis avant le 1^{er} novembre 2000, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés de la même manière que les éléments couverts sous-jacents.

5) L'incidence de l'application des PCGR des États-Unis aux frais autres que d'intérêts avant les frais de restructuration se traduit comme suit :

	2001	2000	1999
Augmentation (diminution)			
Options d'achat d'actions i)	40 \$	32 \$	24 \$
Frais de développement de logiciels ii)	(44)	(47)	–
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes iii)	8	82	72
Amortissement des écarts d'acquisition iv)	62	54	49
Amortissement des écarts d'acquisition v)	(10)	(10)	(10)
Conversion de devises vi)	–	–	18
Coûts de la fusion vii)	–	–	8
Total	56 \$	111 \$	161 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées est constatée comme charge de rémunération pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. En vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans l'actif des actionnaires lorsque les options sont levées.

ii) Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté une nouvelle norme comptable portant sur le développement de logiciels, que nous avons appliquée à compter du 1^{er} novembre 1999. Selon cette nouvelle norme, certains frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, tous les frais

liés à des logiciels développés à l'intérieur de l'entreprise sont imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

iii) Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme de l'actif, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. À compter du 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. En conséquence, un ajustement demeurera inscrit à l'état consolidé de nos résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

iv) En vertu des PCGR du Canada, il est permis que la charge d'amortissement des écarts d'acquisition soit présentée nette d'impôts sur une ligne distincte dans l'état consolidé des résultats. Ce mode de présentation n'est pas autorisé par les PCGR des États-Unis.

v) Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bank Corp. aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation d'un écart d'acquisition correspondant à cette transaction.

vi) Selon les PCGR des États-Unis, le Mexique était considéré par la Securities and Exchange Commission comme étant un environnement économique hautement inflationniste pendant notre trimestre commençant le 1^{er} février 1997 et jusqu'à notre trimestre terminé le 31 janvier 1999 inclusivement. En conséquence, les pertes de conversion sur notre investissement dans Bancomer devaient être présentées dans le revenu net en vertu des PCGR des États-Unis. Selon les PCGR du Canada, le Mexique n'était pas considéré comme étant un environnement économique hautement inflationniste pendant ces périodes. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans Bancomer et constaté des pertes de conversion de 99 \$ dans les revenus autres que d'intérêts en vertu des PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, nous avons constaté des pertes de conversion de 18 \$, déduction faite de pertes de 81 \$ déjà constatées dans le revenu net des exercices 1999, 1998 et 1997.

vii) Selon les PCGR des États-Unis, les coûts liés à notre fusion projetée avec la Banque Royale devaient être présentés dans le revenu net lorsqu'ils étaient engagés. En vertu des PCGR du Canada, nous avons traité ces dépenses comme une réduction des bénéfices non répartis.

6) En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont pris en compte dans le calcul des soldes de nos impôts futurs lorsqu'ils sont pratiquement en vigueur.

7) Comprend un rajustement cumulatif de l'actif des actionnaires découlant des différences dans les PCGR de l'exercice courant et des exercices antérieurs.

Modifications futures des principes comptables des États-Unis

Nous adopterons une nouvelle norme comptable sur les écarts d'acquisition et les autres éléments d'actif incorporel le 1^{er} novembre 2001, au même moment où nous adopterons la nouvelle norme comptable canadienne équivalente. Les exigences découlant de ces deux normes sont les mêmes et elles sont énoncées à la note 8.

Note 25 : Événement postérieur à la date du bilan

Le 28 novembre 2001, nous avons annoncé l'acquisition de CSFB *direct*, Inc., une filiale de Crédit Suisse First Boston, pour la somme de 830 \$ (520 \$ US). Cette acquisition sera financée par du capital de première catégorie autre que les actions ordinaires.

Nous prévoyons conclure la transaction en février 2002, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, de l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (l'analyse par la direction), ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.

L'analyse par la direction a été préparée conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 44-101 des autorités canadiennes en valeurs mobilières et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans l'analyse par la direction comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure, et faire des estimations et des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. L'analyse par la direction comprend également des renseignements concernant l'estimation de l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de ressources en capital, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité des états financiers, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôle et de vérification internes qui est constitué de contrôles

organisationnels et opérationnels et de contrôles comptables internes. Notre système de contrôle interne comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application de conventions comptables judicieuses et prudentes. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres comptables. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des livres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que les engagements sont constatés et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires. Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôle interne et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de l'examen et de l'approbation des renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel, et notamment dans l'analyse par la direction. Il exerce un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation des états financiers, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés. En ces matières, le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Comité de vérification et au Comité de révision, qui sont composés uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque, ainsi qu'au Comité d'examen des risques.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président du conseil
et chef de la direction,

La vice-présidente à la direction
et chef des finances,

F. Anthony Comper (signé)

Karen Maidment (signé)

Canada
Le 28 novembre 2001

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque de Montréal aux 31 octobre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments

d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal aux 31 octobre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2001 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.

KPMG s.r.l. (signé)
Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l. (signé)
Comptables agréés

Canada
Le 28 novembre 2001

Filiales de la Banque

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Pourcentage des actions avec droit de vote détenues par la Banque	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	100	85
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	100	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	100	5 102
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, La Barbade	100	
BMO Investments Limited et filiales	Hamilton, Bermudes	100	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	100	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	Montréal, Québec	100	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	100	1 308
Bankmont Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	100	5 228
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Global Capital Solutions, Inc. et filiale	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Managed Investments Corp.	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Corp.	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
EFS (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris AdvantEdge Investing, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris InvestorLine, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Trust/Bank of Montreal	West Palm Beach, États-Unis	100	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	100	15
BMO Investments Inc.	Toronto, Canada	100	67
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	100	661
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	100	58
BMO (N.S.) Holdings Co.	Halifax, Canada	100	1 209
BMO (U.S.) Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
Cebra Inc.	Toronto, Canada	100	–
Corporation d'investissement en capital de la Banque de Montréal	Toronto, Canada	100	86
Corporation hypothécaire Xceed	Toronto, Canada	100	2
Groupe de Fonds Guardian Ltée	Toronto, Canada	100	188
Lakeshore Funding Company, LLC	Wilmington, États-Unis	100	502
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	80	–
Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	100	89
Société de fiducie Banque de Montréal	Toronto, Canada	100	30
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	50,01	2
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	100	1 647
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	100	13

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée (SMBMCL), dont nous détenons 94,07 % des actions sans droit de vote en circulation.

Régie d'entreprise

La régie d'entreprise constitue depuis longtemps une priorité au sein du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal. Nous croyons que des pratiques efficaces en la matière se répercutent de façon avantageuse sur nos employés, nos actionnaires, les collectivités que nous servons – et sur nos affaires.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de maintenir des normes rigoureuses et de contribuer à l'amélioration du programme de régie. Les administrateurs ont comme mandat de veiller à ce que le Conseil agisse de façon efficace et indépendante et qu'il s'acquitte de l'obligation de rendre compte de ses activités à toutes les parties intéressées.

Le Conseil d'administration s'assure en outre que les normes de régie d'entreprise de la Banque sont conformes à celles qui sont énoncées dans les lignes directrices qui ont été émises par la Bourse de Toronto en 1995. Or, dans bien des cas, nos normes sont supérieures à ces dernières.

La Banque de Montréal s'est taillé une réputation de chef de file innovateur dans le domaine de la régie d'entreprise. Ses efforts lui ont valu pendant trois ans le prix d'excellence pour la présentation de l'information en matière de gouvernement d'entreprise, décerné par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et le *National Post*. La Banque a également reçu le Prix d'excellence 2001 en régie d'entreprise pour le secteur privé décerné par Le Conference Board du Canada et Spencer Stuart.

La Banque de Montréal est fière de ces réalisations.

Mandat

Le Conseil d'administration veille à la direction ou à la supervision de la direction des activités et des affaires de la Banque, soit directement, soit par l'entremise de ses différents comités. Parmi les nombreuses tâches qui lui incombent, le Conseil doit notamment choisir et évaluer le chef de la direction, déterminer sa rémunération et, s'il y a lieu, assurer sa relève. Il doit en outre approuver les plans et les objectifs stratégiques, offrir avis et conseils au chef de la direction, veiller à ce que la Banque respecte les règles d'éthique et les lois et assume sa responsabilité sociale, et enfin, évaluer la situation et les résultats financiers de la Banque.

Pour s'acquitter de sa responsabilité de gérance, le Conseil :

- offre une séance annuelle de formation d'une journée, qui permet aux administrateurs de se familiariser davantage avec les priorités de la Banque en matière de planification et de fournir une rétroaction constructive à la direction;

- s'assure que le cadre de gestion des risques mis en place par la Banque repose sur une approche prudente et professionnelle;
- veille à l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion;
- assure la planification de la relève des membres de la haute direction, y compris celle du chef de la direction;
- veille à ce que soit respecté l'engagement d'assurer un traitement équitable à tous les actionnaires, quelle que soit la taille de leur portefeuille.

Indépendance et efficacité

Le Conseil s'assure que les administrateurs ont à leur disposition des structures et des méthodes qui leur permettront d'exercer leurs activités indépendamment de la direction. Dans un souci d'efficacité, il surveille la répartition de ses membres de façon à pouvoir compter sur un bassin de compétences étendues et variées, et à s'assurer que le nombre d'administrateurs est adéquat. Le Conseil supervise en outre les programmes d'orientation et de formation des administrateurs.

Pour assurer son indépendance et son efficacité, le Conseil :

- veille à ce que la vaste majorité de ses membres soient «non apparentés». En 2001, 14 des 15 administrateurs étaient «non apparentés» au sens de la *Loi sur les banques*, dont la définition sur les liens est plus restrictive que celle des lignes directrices énoncées par la Bourse de Toronto. Seul le président du conseil et chef de la direction de la Banque est apparenté. Le nombre actuel de 15 administrateurs est jugé amplement suffisant pour assurer une prise de décision efficace et former les comités du Conseil;
- favorise la mise en place de pratiques et de politiques de régie efficaces et a la responsabilité de décider du nombre de membres,

de la composition du Conseil, des candidats aptes à devenir administrateurs, de la planification de la relève, ainsi que de la structure et de la composition des comités;

- évalue les propositions soumises par les actionnaires, détermine si elles doivent ou non être intégrées à la circulaire de sollicitation de procurations et formule les réponses appropriées;
- confie au président du Comité de régie d'entreprise le mandat d'agir à titre d'administrateur principal et de présider, en l'absence de la direction, les délibérations qui ont lieu à chaque réunion du Conseil;
- offre un programme complet d'orientation aux nouveaux administrateurs;
- veille à ce que tous les comités du Conseil soient composés exclusivement d'administrateurs externes, à l'exception du Comité de direction et du Comité d'évaluation des risques, dont le président du conseil et chef de la direction fait partie. Tous les détails concernant les responsabilités des comités du Conseil sont exposés dans la circulaire de sollicitation de procurations;
- autorise les administrateurs, lorsque les circonstances le justifient, à engager un conseiller externe aux frais de la Banque. Sous la direction de leur président, les comités du Conseil peuvent aussi engager des conseillers indépendants au besoin;
- suit les lignes directrices sur les fonctions et responsabilités du Conseil, qui font une nette distinction entre les questions qui doivent préalablement être soumises au Conseil et celles qui sont du ressort de la direction et doivent être signalées au Conseil après le fait.

Responsabilité

Le Conseil d'administration veille à la mise en place d'un processus pour assurer l'efficacité et la responsabilité du Conseil dans son ensemble et de chacun de ses comités. Il lui appartient en outre d'évaluer le rendement de chaque administrateur, et de déterminer le mode de rémunération et le caractère adéquat de celle-ci. De concert avec le chef de la direction, le Conseil élabore la définition de tâches du président du conseil et du chef de la direction et établit les objectifs applicables au chef de la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Conseil :

- veille, depuis 1991, à l'exécution d'une évaluation annuelle de l'efficacité de la régie d'entreprise assurée par le Conseil. Les résultats du sondage sont compilés par des conseillers externes. L'efficacité de chacun des comités est également évaluée dans le cadre du sondage;
- supervise un sondage annuel sur le rendement des administrateurs faisant appel à la rétroaction des pairs;
- approuve les objectifs du président du conseil et du chef de la direction établis annuellement. Le Comité de régie d'entreprise évalue une fois par année le rendement du président du conseil et chef de

la direction dans son rôle de président du conseil, alors que le Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres se charge d'évaluer son rendement à titre de chef de la direction;

- établit chaque année la rémunération des administrateurs en fonction de la rémunération du groupe de référence de la Banque afin de s'assurer qu'elle reflète adéquatement les responsabilités et les risques associés à la fonction d'administrateur. Pour mieux faire coïncider la rémunération des administrateurs avec les intérêts des actionnaires, le Conseil a adopté des lignes directrices en matière d'actionnariat, qui entreront en vigueur dès l'exercice 2002, selon lesquelles un administrateur doit détenir des actions ordinaires ou des droits différés d'une valeur d'au moins six fois ses jetons de présence. Tant que ce niveau n'aura pas été atteint, l'administrateur recevra l'intégralité de sa rémunération sous forme d'actions ordinaires ou de droits différés;
- se conforme aux règles établies concernant les exigences d'assiduité, l'âge de la retraite obligatoire et la démission (qui est ensuite approuvée ou rejetée par le Conseil) en cas de changement de l'activité professionnelle principale d'un administrateur.

La liste des attentes à l'endroit des administrateurs, combinée aux lignes directrices sur les fonctions et responsabilités du Conseil, constitue le pivot sur lequel s'appuie le programme de régie d'entreprise de la Banque de Montréal. Ces deux documents procurent aux administrateurs et aux membres de la haute direction de la Banque une description détaillée des attentes de chaque groupe l'un envers l'autre et de ses engagements en matière de régie. Leur mise en œuvre s'est traduite par une amélioration continue de la qualité et de la rapidité de production de l'information et de la prise de décision. Des progrès importants ont également été réalisés au chapitre de l'information obtenue par le Conseil, ainsi que de sa liberté d'action et de son engagement.

Le sondage faisant appel à la rétroaction des pairs, l'une des principales innovations du programme de régie d'entreprise de la Banque, évalue le rendement de chaque administrateur à l'égard des critères énoncés dans la liste des attentes à l'endroit des administrateurs. Le sondage, dont la compilation des résultats est confiée à un conseiller externe pour des raisons de confidentialité, mesure l'apport de chaque administrateur en fonction de critères aussi variés que l'intuition stratégique, l'expertise financière, le jugement en affaires, la participation et la communication. La Banque de Montréal est sans doute la seule grande société canadienne à soumettre ses administrateurs à un tel sondage.

Pour de plus amples renseignements sur notre programme de régie d'entreprise, veuillez consulter la circulaire de sollicitation de procurations.

Conseil d'administration et haute direction

Membres du Conseil

F. Anthony Comper

Président du conseil
et chef de la direction

Stephen E. Bachand

Ponte Vedra Beach,
Floride, É.-U.
Administrateur

David R. Beatty, o.b.e.

Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Beatinvest Limited

Robert Chevrier, f.c.a.

Montréal, Québec
Président
Société de gestion Roche inc.

David A. Galloway

Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Torstar Corporation

Eva Lee Kwok

Vancouver, Colombie-Britannique
Présidente du conseil
et chef de la direction
Amara International
Investment Corp.

J. Blair MacAulay

Oakville, Ontario
Conseiller
Fraser Milner Casgrain, Toronto

L'honorable

Frank McKenna, c.p., c.r.

Cap Pelé, Nouveau-Brunswick
Conseiller
McInnes Cooper, Moncton

Bruce H. Mitchell

Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Permian Industries Limited

Philip S. Orsino, f.c.a.

Caledon, Ontario
Président et
chef de la direction
Premdor Inc.
Mississauga

J. Robert S. Prichard, o.c., o.ont.

Toronto, Ontario
Président
Torstar Media Group
et chef de l'exploitation
Torstar Corporation

Jeremy H. Reitman

Montréal, Québec
Président
Reitmans (Canada) Limitée

Joseph L. Rotman, o.c., ll.d.

Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Roy-L Capital Corporation

Guylaine Saucier, c.m., f.c.a.

Montréal, Québec
Administratrice

Nancy C. Southern

Calgary, Alberta
Présidente du conseil déléguée
et chef de la direction
ATCO Ltd. et
Canadian Utilities Limited

Membres honoraires du Conseil

Charles F. Baird

Bethesda, Maryland, É.-U.

Ralph M. Barford

Toronto, Ontario

Matthew W. Barrett, o.c., ll.d.

Londres, Angleterre

Peter J.G. Bentley, o.c., ll.d.

Vancouver, Colombie-Britannique

Claire P. Bertrand

Montréal, Québec

Frederick S. Burbidge, o.c.

Frelighsburg, Québec

Pierre Côté, c.m.

Québec, Québec

C. William Daniel, o.c., ll.d.

Toronto, Ontario

Nathanael V. Davis

Osterville, Massachusetts, É.-U.

Graham R. Dawson

Vancouver, Colombie-Britannique

Louis A. Desrochers, c.m., c.r.

Edmonton, Alberta

John H. Devlin

Toronto, Ontario

A. John Ellis, o.c., ll.d., o.s.l.

Vancouver, Colombie-Britannique

John F. Fraser, o.c., ll.d.

Winnipeg, Manitoba

Thomas M. Galt

Toronto, Ontario

J. Peter Gordon, o.c.

Mississauga, Ontario

John H. Hale

Londres, Angleterre

Richard M. Ivey, c.c., c.r.

London, Ontario

L'honorable

Betty Kennedy, o.c., ll.d.

Milton, Ontario

David Kinnear

Toronto, Ontario

Ronald N. Mannix

Calgary, Alberta

Robert H. Mc Kercher, c.r.

Saskatoon, Saskatchewan

Eric H. Molson

Montréal, Québec

L'honorable

Hartland de M. Molson, o.c., o.b.e.

Montréal, Québec

William D. Mulholland, ll.d.

Georgetown, Ontario

Jerry E.A. Nickerson

North Sydney, Nouvelle-Écosse

Lucien G. Rolland, o.c.

Montréal, Québec

Mary Alice Stuart, c.m., o.ont., ll.d.

Toronto, Ontario

Lorne C. Webster, c.m.

Montréal, Québec

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*

Président du conseil
et chef de la direction

Yvan J.P. Bourdeau*

Président et
chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns
Groupe Services d'investissement

Ronald H. Call*

Premier vice-président
Planification
Bureau de gestion stratégique

Barry M. Cooper

Président du conseil
et chef de la direction
Jones Heward Conseiller
en valeurs Inc.
Chef des services d'investissement
Groupe Gestion privée

Sherry S. Cooper

Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Ellen M. Costello

Première directrice générale
Titrisation et crédit
Gestion de placements
Groupe Services d'investissement

Lloyd F. Darlington*

Président et
chef de la direction
Emfisys et
chef des Affaires électroniques

William A. Downe*

Président du conseil délégué
Banque de Montréal
Chef de la direction
BMO Nesbitt Burns
Chef du groupe Services
d'investissement

Angela Ferrante

Première vice-présidente
Communications

Barry K. Gilmour

Chef d'entité délégué et
chef de l'exploitation, Emfisys
Emfisys et Affaires électroniques

Maurice A.D. Hudon

Président
Produits financiers personnels
Groupe Particuliers et entreprises

David R. Hyma

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des marchés financiers
Groupe Services d'investissement

Marnie J. Kinsley

Vice-présidente à la direction
Affaires électroniques
Emfisys et Affaires électroniques

Louis F. Lanwermeier

Vice-président à la direction
Marketing et mise au point
de produits
Harris Bank

Kathryn M. Lisson

Vice-présidente à la direction
Crédit aux particuliers
Présidente
Société hypothécaire
Banque de Montréal
Groupe Particuliers et entreprises

Edward W. Lyman

Vice-président du conseil
Harris Bank

Neil R. Macmillan

Premier directeur général
Gestion de portefeuille d'actif
et chef du crédit
Groupe Services d'investissement

Karen E. Maidment*

Vice-présidente à la direction
et chef des Finances

Michel G. Maila

Vice-président à la direction et
chef de la Gestion des risques

Dean G. Manjuris

Chef des Services de
courtage traditionnels
Président et directeur général
Direction de la Gestion privée
Groupe Gestion privée

Robert L. McGlashan

Vice-président à la direction
Moyennes entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Alan G. McNally*

Vice-président du conseil
Banque de Montréal
Président du conseil
et chef de la direction
Harris Bank

L. Jacques Ménard

Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président, Groupe de sociétés de
la Banque de Montréal, Québec
Groupe Services d'investissement

Thomas V. Milroy

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef du secteur Investissements
et services aux grandes entreprises
Groupe Services d'investissement

Kathleen M. O'Neill

Vice-présidente à la direction
BMO mbanx Direct
Gestion de l'offre clientèle
Groupe Particuliers et entreprises

Timothy J. O'Neill

Vice-président à la direction
et économiste en chef

Gilles G. Ouellette*

Président et chef de la direction
Groupe Gestion privée
Président du conseil délégué
BMO Nesbitt Burns

Rose M. Patten*

Vice-présidente à la direction
Ressources humaines et
chef du Bureau de gestion
stratégique

Robert W. Pearce

Président
Services aux particuliers
et aux entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Pamela J. Robertson

Vice-présidente à la direction
Direction de l'Ontario
Services aux particuliers
et aux entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Ronald G. Rogers*

Vice-président du conseil
Banque de Montréal
Groupe Particuliers et entreprises

Colin D. Smith

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Particuliers et entreprises

Penelope F. Somerville

Vice-présidente à la direction
et trésorière

Frank J. Techar

Vice-président à la direction
Marché de la PME
Groupe Particuliers et entreprises

Robert J. Tetley

Vice-président à la direction
Services de traitement
Emfisys et Affaires électroniques

William E. Thonn

Vice-président à la direction
Harris Bank
Groupe Gestion privée

Eric C. Tripp

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des Opérations sur actions
Groupe Services d'investissement

*Membres du Comité directeur du Conseil de gestion

Autres membres

Christopher B. Begy

Premier vice-président
et vérificateur en chef

Pierre O. Greffe

Premier vice-président
Finances

Dereck M. Jones

Premier vice-président,
conseiller général
et chef de la conformité

Velma J. Jones

Vice-présidente
et secrétaire

Janine M. Mulhall

Vice-présidente
et comptable en chef

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque; l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif pondéré en fonction des risques

Utilisé dans le calcul des ratios de capital en fonction du risque. Le montant nominal des éléments d'actif à faible risque est escompté en utilisant les facteurs de pondération du risque dans le but de refléter un risque comparable pour chaque dollar de tous les éléments d'actif. Le risque inhérent aux instruments hors bilan est aussi pris en considération, d'abord en rajustant les valeurs théoriques aux équivalents du bilan (ou de crédit), ensuite en appliquant les facteurs convenables de pondération du risque.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière.

Appel de marge

Les marges de sécurité des contrats à terme sont des montants en espèces ou des valeurs mobilières servant de dépôt initial pour garantir l'exécution du contrat. Les appels de marge sont des rajustements apportés au dépôt initial lorsque la valeur de l'instrument fluctue sous l'effet de l'évolution du marché, ce qui exige un dépôt de marge supplémentaire à la bourse.

bic (base d'imposition comparable, rajustement)

Augmentation du revenu d'intérêts afin de majorer le revenu exonéré d'impôts provenant de certaines valeurs mobilières (principalement les substituts de prêt) pour le porter à un montant qui, s'il avait été imposable au taux prévu par la loi, aurait été égal au revenu net après impôts figurant dans les états financiers. Cette méthode permet d'exprimer plus fidèlement le rendement économique, d'évaluer uniformément le revenu net d'intérêts et d'établir des comparaisons.

CaR (capital à risque)

Le CaR représente le regroupement des risques de crédit, de marché et d'exploitation en une seule mesure du risque, exprimée sous forme de capital. Il facilite la répartition du

capital et de son coût en fonction des transactions, des clients ou des secteurs d'activité et, par conséquent, il favorise la maximisation de la valeur de l'avoir des actionnaires.

Cautionnement bancaire et garantie contractuelle

Représentent essentiellement l'obligation pour une banque d'effectuer des paiements en faveur de tiers pour le compte de ses clients qui ne sont pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de répondre à d'autres exigences contractuelles.

Couverture

Technique utilisée pour neutraliser ou gérer les risques liés aux taux d'intérêt et de change dans le cadre normal des opérations bancaires.

Évaluation par référence au marché

Valeur, à la date du bilan, des titres et des instruments financiers dérivés du compte de négociation, calculée au prix du marché.

Instrument financier dérivé

Contrat dont la valeur est «dérivée» de taux d'intérêt et de change ou de cours d'actions ou de produits de base. L'utilisation de cet instrument permet de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux d'intérêt et de change ou du cours des actions ou des produits de base. Voir aussi les définitions des opérations à terme et des contrats à terme, des options et des swaps.

Instrument financier hors bilan

Élément d'actif ou de passif non inscrit au bilan mais pouvant éventuellement produire des flux de trésorerie positifs ou négatifs dans l'avenir. Divers produits offerts aux clients peuvent être certifiés comme étant hors bilan. Ils appartiennent à deux catégories générales :

- les dispositions relatives au crédit, qui fournissent une protection de liquidité aux clients, et
- ii) les instruments financiers dérivés.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments «novateurs» inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'un fonds commun de créances; ils doivent être de nature permanente et être exempts de toute charge fixe. En outre, la banque doit en éponger toutes les pertes et doit les comptabiliser à la valeur de consolidation.

Ces instruments ne doivent pas comprendre plus de 15 % du capital net de première catégorie et ne peuvent excéder, dans leur ensemble, 25 % des actions privilégiées novatrices et perpétuelles.

Marge

Selon le contexte le terme marge désigne soit le ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen (marge nette d'intérêts), soit la différence entre les taux de deux produits, généralement un élément d'actif et un élément de passif.

Marge nette d'intérêts

Voir Marge.

Mesures avant amortissement

Mesures avant amortissement servant à rajuster le revenu net afin d'y rajouter l'amortissement des écarts d'acquisition et des éléments dérivés incorporés. Elles peuvent s'appliquer au revenu net, au résultat par action et au rendement de l'avoir des actionnaires.

Montant nominal de référence

Montant considéré comme étant le capital lors du calcul des intérêts et d'autres paiements pour les instruments financiers dérivés. Traditionnellement, selon les modalités des instruments dérivés, ce montant ne change pas de main.

Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période d'un an.

Opération à terme et contrat à terme d'instruments financiers

Engagements contractuels d'acheter ou de vendre un montant en devises ou un instrument financier particulier, à une date ultérieure et à un prix convenus. Les opérations à terme sont des contrats sur mesure négociés sur le marché hors cote. Les contrats à terme d'instruments financiers sont négociés dans des bourses réglementées, selon des montants standard, et peuvent faire l'objet d'appels de marge quotidiens.

Opération hors cote

Opération effectuée en dehors du cadre des bourses de valeurs mobilières organisées ou réglementées et exécutée par des courtiers ou agents de change qui communiquent entre eux par téléphone et par l'intermédiaire de terminaux de cotation. Les prix des instruments du marché hors cote sont négociés entre courtiers acheteurs et vendeurs. Certains instruments de ce marché se négocient selon des règles publiées par des organismes d'autoréglementation.

Option

Entente contractuelle donnant le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant spécifique d'un instrument financier à un prix fixe, à une date fixe ultérieure ou à tout moment faisant partie d'une période fixe ultérieure.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêt douteux

Un prêt est classé parmi les prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il est à peu près certain qu'il sera impossible de recouvrer le capital et les intérêts.

Profit économique net

Revenu net afférent aux actions ordinaires, avant amortissement, déduction faite d'une charge au titre du capital.

Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, jugée adéquate par la direction vu la composition des portefeuilles de crédit de la Banque, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et les réserves pour créances irrécouvrables déjà établies. Des provisions spécifiques sont établies pour réduire la valeur comptable de certains éléments d'actif (surtout des prêts) au montant prévu de recouvrement. Une provision à l'égard des risques-pays est établie pour les pertes éventuelles liées aux engagements (prêts et titres) de certains pays, désignés par le Surintendant des institutions financières du Canada, qui ont restructuré leur dette extérieure envers les banques commerciales, ou qui ont éprouvé des difficultés à régler la totalité ou une partie de cette dette. Une réserve générale est établie pour l'ensemble des prêts, étant donné qu'il n'est pas possible d'identifier chacun des prêts douteux du portefeuille. Voir aussi Réserve pour créances irrécouvrables.

RAA (rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires)

Revenu net, moins les dividendes versés aux actionnaires privilégiés, exprimé en pourcentage de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires.

Ratio des frais aux revenus

Frais autres que d'intérêts divisés par le total des revenus, exprimés en pourcentage. Les frais ne comprennent pas les écarts d'acquisition.

Ratios de capital réglementaire

Pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, dans le cadre des normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) régissant le niveau des fonds propres à risque. Ces ratios sont appelés ratio de capital de première catégorie et ratio de capital de deuxième catégorie. Le ratio de capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires et toutes les actions privilégiées non cumulatives admissibles, moins l'achalandage non amorti. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débentures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif aux fonds propres est l'actif rajusté divisé par le capital total.

Réserve pour créances irrécouvrables

Montant mis de côté et jugé convenable par la direction pour absorber les pertes sur les éventuelles créances irrécouvrables, notamment des prêts, acceptations, garanties, lettres de crédit, dépôts à d'autres banques et instruments dérivés, faisant partie des portefeuilles de la Banque. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales, et sont comptabilisées en déduction des éléments d'actif correspondants dans les états financiers. Voir aussi Provision pour créances irrécouvrables.

Rétrécissement

Réduction des marges nettes d'intérêts. Le rétrécissement des marges résulte de pressions liées à la concurrence ou de taux d'intérêt à la baisse, facteurs qui ne permettent pas aux taux de l'actif et du passif d'évoluer au même rythme. L'effet contraire est l'élargissement des marges.

Revenu net à risque

Incidence sur le revenu net d'une variation spécifique dans les taux d'intérêt.

Revenu net d'intérêts

Différence entre le revenu qu'une banque tire de son actif, notamment les prêts et les valeurs mobilières, et les frais qu'elle engage à l'égard de son passif, notamment les dépôts et la dette subordonnée.

Risque

Risque d'exploitation

Possibilité de perte due, par exemple, à une interruption des communications, du traitement de l'information ou des transactions, ou à des problèmes juridiques ou de conformité,

résultant de pannes de système ou de défaillances de procédure, d'erreurs, de désastres naturels ou d'une activité criminelle. Pour la Banque, le risque d'exploitation est composé de deux volets principaux, soit le risque opérationnel et le risque relatif aux affaires et aux événements imprévus.

Risque de change

Possibilité de perte résultant des fluctuations des taux de change. Par exemple, la dévaluation d'une devise peut entraîner des pertes sur un placement à l'étranger.

Risque de crédit

Possibilité de perte dans le cas où une contrepartie ou un emprunteur ne respecterait pas ses obligations financières. Le risque de crédit est présent dans les activités traditionnelles de crédit, dans le règlement d'ordres de paiement entre institutions financières et dans la prestation de services qui comportent un risque de substitution. Il y a un risque de substitution notamment lorsque l'engagement de la contrepartie envers la Banque est établi par référence à la valeur variable d'une obligation contractuelle.

Risque de liquidité

Le risque de ne pas pouvoir satisfaire à nos engagements financiers en toutes circonstances à moins d'acquiescer des fonds à des taux excessifs ou de procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Risque de marché

Le risque de perte pouvant résulter de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change, les cours des actions et des produits de base, le risque lié aux marges et le risque de base.

Risque de substitution

Coût que devrait assumer la banque ou l'entreprise s'il était nécessaire de substituer un contrat financier sur le marché libre.

Risque de taux

Incidence des variations de taux d'intérêt sur le revenu net et sur la valeur économique d'une banque. Par exemple, des taux d'intérêt en hausse peuvent augmenter les coûts de financement d'un portefeuille de prêts hypothécaires à rendement fixe et réduire la marge nette d'intérêts de ce portefeuille.

Risque-pays

Également appelé risque souverain, il désigne le risque qu'un changement économique ou politique survenant dans un pays ait un effet sur les remboursements destinés aux banques

créancières. Ce risque est considéré comme étant plus élevé dans certains marchés naissants et dans certains pays en développement spécifiquement désignés comme tels par le BSIF.

Risque lié à la valeur marchande

Incidence défavorable de variations dans les paramètres du marché sur la valeur marchande de l'actif et du passif de la Banque, mesurée avec un intervalle de confiance donné.

Risque structurel de marché

Risque de marché lié à la non-concordance des taux d'intérêt découlant principalement des actifs et des passifs de la Banque sur le marché des particuliers et le marché des entreprises, y compris les options qui leur sont rattachées, et au risque de change découlant du revenu net en devises.

(RPA) Résultat par action

Revenu net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen des actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué tient compte des éventuelles conversions d'instruments financiers en actions ordinaires, dans le cas où ces conversions auraient réduit le RPA.

RTAA (rendement total de l'avois des actionnaires)

Ce montant est calculé comme étant le rendement total annualisé d'un investissement dans nos actions ordinaires effectué au début d'une période désignée, généralement d'une durée de 1 à 5 ans. Le rendement total du capital investi des actionnaires ordinaires comprend l'effet de l'évolution du cours des actions et suppose que les dividendes reçus sur les actions ordinaires sont réinvestis dans des actions ordinaires supplémentaires.

Swap

Entente contractuelle entre deux parties portant sur l'échange d'une série de flux de trésorerie. Dans les swaps de taux d'intérêt, les contreparties échangent généralement des paiements d'intérêts à taux fixe et à taux flottant, en fonction d'une valeur théorique exprimée en une seule devise. Dans les cas de swaps simultanés de taux et de devises, des montants de capital et des paiements d'intérêts à taux fixe et flottant sont échangés dans des devises différentes.

Titres mis en pension

Titres vendus, avec l'engagement par le vendeur de les racheter à un prix et à une date ultérieure déterminés.

Titres pris en pension

Titres achetés, notamment des obligations d'État, avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur d'origine à un prix et à une date ultérieure déterminés.

Titres vendus à découvert

Titres vendus alors que le vendeur n'en est pas propriétaire. Le vendeur emprunte les titres pour pouvoir les remettre à l'acheteur. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés. Sur le bilan, ce poste représente notre obligation de livrer des titres dont nous n'étions pas propriétaires au moment de la vente.

Titrisation

La titrisation consiste à vendre des éléments d'actif financier à des fiduciaires ou à des fonds communs de créances qui sont indépendants de la Banque. Elle peut être un outil efficace de gestion du bilan en permettant de réduire ou d'éliminer le besoin de fonds propres servant à couvrir l'actif pondéré en fonction des risques, ou de réduire ou de redéployer le capital afin de générer des revenus par d'autres moyens. Elle peut aussi être un outil efficace de gestion des liquidités en permettant de diversifier les sources de financement.

Valeur de remplacement des instruments financiers dérivés

Montant que coûterait le remplacement d'un instrument dérivé ayant une juste valeur positive selon les taux courants du marché, si une contrepartie manquait de régler la transaction.

Valeur économique à risque

Incidence sur la valeur de l'actif et du passif de la Banque d'une variation spécifique dans les taux d'intérêt.

VAR (valeur à risque)

La VAR est l'effet défavorable que les risques de changement des taux et des cours du marché peuvent avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période particulière. La VAR est généralement mesurée avec des intervalles de confiance de 99 %.

Volatilité

Terme désignant généralement une mesure d'écart de prix, normalement l'écart-type des rendements d'un titre ou d'un portefeuille de titres sur une période donnée.

Volatilité du revenu net

Incidence défavorable de variations dans les paramètres du marché sur les prévisions relatives au revenu net après impôts, sur une période de douze mois, selon un intervalle de confiance donné.

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2001

Bourses - marché primaire	Symbole	Cours au		Volume total
		31 octobre 2001	Haut	
Toronto	BMO	33,86 \$	44,40 \$	357,2 millions
New York	BMO	21,37 \$ US	29,15 \$ US	9,3 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2001	2001				
			2001	2000	1999	1998	1997
Actions ordinaires a)	BMO	489 084 527	1,12 \$	1,00 \$	0,94 \$	0,88 \$	0,82 \$
Actions privilégiées, catégorie A							
Série 4 b)		—	— \$	— \$	1,87 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 5 c)		—	— \$	— \$	522,26 \$	19 062,50 \$	19 062,50 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1 d)		—	0,57 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 2 e)		—	1,28 \$ US	1,69 \$ US	1,69 \$ US	1,69 \$ US	1,69 \$ US
Série 3	BMO F	16 000 000	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	0,93 \$
Série 4 f)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	0,90 \$	—
Série 5 f)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	0,99 \$	—
Série 6 f)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	0,63 \$	—

a) Les dividendes sur les actions ordinaires ont été retraités pour faire état de la distribution d'actions à raison de deux contre une, effectuée en mars 2001.

b) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 4 ont été rachetées le 24 septembre 1999.

c) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 5 ont été rachetées le 5 décembre 1998.

d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 1 ont été rachetées le 26 février 2001.

e) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 2 ont été rachetées le 27 août 2001.

f) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.

Dates relatives aux dividendes de l'an 2002

Actions ordinaires et privilégiées - Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées - Date de versement	Actions ordinaires - Date de versement
1 ^{er} février	25 février	27 février
3 mai	27 mai	30 mai
2 août	26 août	29 août
1 ^{er} novembre	25 novembre	28 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Marché des titres de la Banque

Les actions ordinaires de la Banque sont cotées aux bourses de Toronto et de New York, de même qu'au London Stock Exchange, à Londres. Les actions privilégiées de la Banque sont cotées à la Bourse de Toronto.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), par écrit à l'adresse suivante : Société de fiducie Computershare du Canada, 1800, av. McGill College, 6^e étage, Montréal (Québec) H3A 3K9, par courrier électronique à : caregistryinfo@computershare.com ou par télécopieur au (514) 982-7664.

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque,

1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com téléphone : (416) 867-6785 télécopieur : (416) 867-6793.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de réinvestir les dividendes au comptant dans des actions ordinaires de la Banque, sans commission ni frais de gestion. Il leur offre en outre la possibilité d'acheter au comptant d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les

actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1.

Ils peuvent aussi faire leur demande par téléphone (416) 867-6656 ou par télécopieur (416) 867-3367, ou visiter notre site Internet : www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez communiquer avec le groupe Communications, 302 Bay Street, 10th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1, ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 26 février 2002, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), à l'hôtel Fairmont The Queen Elizabeth, à Montréal, Québec, Canada.

Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Des honoraires totalisant 36,8 millions de dollars ont été versés aux vérificateurs nommés par nos actionnaires et à leurs filiales. De cette somme, 26,9 millions de dollars avaient trait à des services autres que de vérification, notamment à des services de consultation en matière de conformité à la loi et aux règlements, de fiscalité, de gestion de projet et de questions générales.

- MC Procure2Pay est une marque de commerce de la Banque de Montréal.
- MC MERX est une marque de commerce de la Banque de Montréal.
- MC BMO BOaTS est une marque de commerce de la Banque de Montréal.
- MD BMO est une marque déposée de la Banque de Montréal.
- MD mbanx est une marque déposée de la Banque de Montréal.
- MD Emfisys est une marque déposée de la Banque de Montréal.
- MD Ligne d'action est une marque déposée de la Banque de Montréal.
- MC1 Harris AdvantEdge Investing est une marque de commerce de la Harris Trust and Savings Bank.
- MC1 Harris Nesbitt est une marque de commerce de la Harris Trust and Savings Bank.
- MD1 Harris Insight Funds est une marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank.
- MD1 The Harris est une marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank.
- MD2 Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.
- MD3 Moody's est une marque déposée de Moody's Investor Services Inc.
- MD4 Programme AIR MILES Pour les affaires est une marque déposée d'AIR MILES International Trading B.V.
- MD5 Standard & Poor's est une marque déposée de Standard & Poor's Corporation.
- SM eScout est une marque de service de eScout LLC.

www.bmo.com/rapportannuel2001

Renseignements

Le présent Rapport annuel 2001 de la Banque de Montréal est publié sur notre site Web, à l'adresse bmo.com.
Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

Corporate Communications Department

302 Bay Street, 10th Floor
Toronto, Ontario M5X 1A1

(English edition available on request)

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications. Les communiqués de la Banque de Montréal sont publiés sur son site Web, à l'adresse bmo.com.

Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou pour nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800, ou par écrit à l'adresse suivante :

Société de fiducie Computershare du Canada

1800, avenue McGill College, 6^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K9

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 26 février 2002 à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Fairmont The Queen Elizabeth, à Montréal, Québec, Canada.